

# Chambre des Représen tants

SESSION 1968-1969

6 FÉVRIER 1969

**BUDGET**

du Ministère de la Santé publique  
et de la Famille  
pour l'année budgétaire 1969.

**RAPPORT**

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION  
DE LA SANTE PUBLIQUE  
ET DE LA FAMILLE (1)  
PAR M"" COPEE.GERBINET.

**SOMMAIRE**

Pages

A. - Santé publique ... ... ... ...	3
1. - Exposé du Ministre de la Santé publique ... ... ...	3
1. Budget ordinaire ... ... ...	3
2. Budget extraordinaire ... ...	14
II. - Discussion ... ... ...	19
Questions et réponses:	
1) Présentation du budget ... ... ...	19
2) Victimes de la guerre ... ...	20
3) Hôpitaux ... ...	20
a) Situation financière et problèmes de gestion	21

(1) Composition de la Commission :

Président; M. Cornet.

A. - Membres: M. Callebert, Mmes Craeybeckx-Orr, De Riemacker-Legot, MM. Eeman, Michel, Persoons, Verhenne, Mme Verlackt-Gevaert, ~ Mme Copée-Gerbinet, MM. Denis, Geldolf, Nazé, Nyffels, Vandenhove, Van Lent, MM. Colla, Cornet, Gustin, Mme Mabille, Leblanc, M. Yan Cauteren, MM. Yan Leemputten, Verduyn, M. Leclercq.

B. - Suppléants: MM. Beeskens, Charpentier, De Vlies, Gheysell, ~ M. De Pelsmaeker, M"" Groesser-Schrouens, MM. Mottard, Velt Winghe, ~ MM. Gillet, Holooet, Niemegeers, ~ M. Anctou, ~ M. Lemmix,

Voir:

1-XXI (1968-1969) :

~ N° 1; Budget.  
~ N° 2; Amendement.

# Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1968-1969

6 FEbruARI 1969

**BEGROTING**

van het Ministerie van Volksgezondheid  
en van het Gezin  
voor het begrotingsjaar 1969.

**VERSLAG**

NAMENS DE COMMISSIE  
VOOR DE VOLKSGEZONDHEID  
EN HET GEZIN (I) UITGEBRACHT  
DOOR Mevr. COPEE.GERBINET.

**INHOUD.**

Blz.

A. ~ Volksgezondheid ... ... ...	3
I. ~ Uiteenetting van de Minister van Volksgezondheid ...	3
1. Gewone begroting ... ...	3
2. Buitengewone begroting ...	14
II. ~ Besprekning ...	19
Vraagen en antwoorden:	
1) Voorstelling van de begroting ... ...	19
2) Oorloqslachtoffers ...	20
1) Ziekenhulzen ...	20
a) Financiële toestand en problemen in verband met het bcheer ...	21

(1) Samenstellinq van de Commissie :

Voorzitter; de heer Cornet.

A. - Leden : de heer Callebert, Mevr. Craeybeckx-Orr, De Riemacker-Legot, de heren Eeman, Michel, Persoons, Verhenne, Mevr. Verlackt-Gevaert, ~ Mevr. Copée-Gerbinet, de heren Denis, Geldolf, Nazé, Nyffels, Vandenhove, Yan Lent, de heren Colla, Cornet, Gustin, Mabille, Leblanc, de heer Van Cauteren, de heren Van Leemputten, Verduyn, de heer Leclercq.

B. - Plaatsvervangers : de heren Baeskens, Charpentier, De Vlies, Gheysell, ~ de heer De Pelsmaeker, Mevr. Groesser-Schrouens, de heren Mottard, Velt Winghe, ~ de heren Gillet, Holooet, Niemegeers, ~ de heer Anctou, ~ de heer Luloux:

ZK,

4-XXI (1968-1969):

~ N° 1: Begroting.  
~ N° 2: Amendement.

Pages	Blz.	
b) Bases d'évaluation des crédits prévus au titre d'Intervention dans le prix de la journée d'entretien .....	23	
c) Implantation des hôpitaux ~ Critères généraux .....	24	
d) Développement des hôpitaux universitaires - Critères .....	25	
e) Construction - Délais .....	26	
f) Services de garde .....	27	
4) Art de guérir .....	27	
5) Commission d'Etude de la Politique et de la Santé " .....	27	
6) Carte d'identité médicale .....	28	
7) Officines pharmaceutiques .....	28	
8) a) Médecine préventive .....	29	
b) Vaccination antivariolique .....	31	
9) Crèches : " .....	J1	
10) Fonds spécial d'assistance .....	31	
11) Contrôle des denrées alimentaires .....	33	
12) Lutte contre le bruit ....." .....	J3	
13) Lutte contre la pollution atmosphérique .....	34	
14) Lutte contre la pollution de l'eau .....	35	
15) Déplacement de conduites d'eau .....	36	
16) Abattoirs " .....	36	
17) Transfert au Département .....	39	
18) Bassins de natation et complexes sportifs .....	39	
19) Subsides aux C. A. P. ....	41	
20) Malades mentaux .....	42	
21) Maisons de retraite pour personnes âgées .....	45	
22) Le problème des immondices .....	46	
23) Rôle linguistique .....	48	
<b>B. -- Famille et Logement .....</b>	<b>48</b>	
1. -- Exposé du Ministre de la Famille et du Logement .....	48	
1. Dépenses ordinaires .....	48	
2. Politique du logement .....	51	
3. Politique familiale .....	57	
<b>4. Dépenses extraordinaires .....</b>	<b>59</b>	
II. - Discussion .....	60	
A. Considérations d'ordre général .....	60	
B. Questions sur la politique du logement .....	60	
C. Questions relatives à la politique familiale .....	66	
<b>C. -- Votes .....</b>	<b>68</b>	
ÀWlexes .....	69	
<b>B. -- Gezin (o). Huisvestinq .....</b>	<b>48</b>	
I. - Li.iteenzettiug vanwege de Minister van het Gezin en de Huisvesttn q .....	48	
1. Gewone uitgaven .....	48	
2. Huisvestingsbe letd .....	51	
3. Gezinsbeleid .....	57	
4. Buitengewone uitgaven .....	59	
II. ~ Besprekinq .....	60	
A. Algemene beschouwingen .....	60	
B. Vragen in verband met het huisvestingsbeleid .....	60	
C. Vragen in verband met de gezinspolitiek .....	66	
<b>C. - Stemmingen .....</b>	<b>68</b>	
Bijlagen .....	69	

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre Commission a consacré 5 réunions à l'examen du présent budget. Les problèmes relatifs à la Santé publique et ceux ayant trait à la Famille et au Logement ont été discutés séparément.

Après un exposé du Ministre de la Santé publique, portant notamment sur l'évolution générale du budget et sur des problèmes importants tels que les soins médicaux, les hôpitaux, l'aide médicale urgente, la pollution de rail et de l'eau, le contrôle des denrées alimentaires, les abattoirs, les problèmes des personnes âgées, [a Commission a discuté ces différents points ainsi que les problèmes des établissements pour malades mentaux, des maisons de retraite pour personnes âgées, des handicapés, de l'inspection médicale scolaire, etc.

Le Ministre de la Famille et du Logement a abordé ensuite la politique du logement et la politique familiale de son département et, entre autres, les problèmes de la politique foncière, de la lutte contre les taudis, des logements pour personnes âgées et pour handicapés, ainsi que la situation des aides familiales.

DAMES EN HEREN,

Aan de besprekinq van deze begroting werden 5 vergaderingen gewijd. De problemen betreffende de Volksgezondheid en deze die verband houden met het Gezin en de Huisvesting werden afzonderlijk behandeld.

Na een uiteenzetting van de Minister van Volksgezondheid, waarin deze met name handelde over de algemene evolutie van de begroting en over zeer belangrijke vraagstukken zoals de geneeskundige verzorging, de ziekendiensten, de dringende geneeskundige hulp, de Iucht- en walterverontreiniging, de controle inzake de ceterwaren, de slachthuizen, de problemen van de bejaarde personen, besprak de Commissie die verschillende punten evenals de vraagstukken m.b.t. de instellingen voor geesteszieken, de rusthuizen voor bejaarden, de gehandicapten, de medische schoolinspectie enz.

De Minister van het Gezin en van de Huisvesting handelde vervolgens over het huisvestings- en het gezinsbeleid van zijn Departement en, onder meer, over de vraagstukken i.v.m. het grondbeleid, de krotwoningenbestrijding en de huisvesting van hejaarden en gehandicapten, alsook de toestand van de gezinshelpsters.

## A ~ SII.NTE PUBLIQUE,

I. - Exposé du Ministre de la Santé publique.

## I) Budget ordinaire.

A l'occasion de l'examen du budget pour 1969, le Ministre désire dans son exposé sur la politique de santé se limiter à un certain nombre de points qui lui paraissent actuellement les plus importants.

L'existence d'une Commission nationale de la Politique de Santé, créée sous le gouvernement précédent, implique l'affirmation de la nécessité d'élaborer dans le pays une réelle politique de santé.

Si le budget de la Santé publique contient chaque année un certain nombre de postes budgétaires consacrés à certaines activités, celles-ci se sont développées au cours des années bien plus sous la pression des événements qu'en fonction d'une philosophie cohérente.

Le Ministre s'est attaché, depuis six mois, à rechercher les éléments qui pourraient amener le Gouvernement, dans un avenir aussi rapproché que possible, à définir un véritable programme de santé.

La tâche, cependant, est extrêmement ardue et il sera vraiment nécessaire que toutes les bonnes volontés se rassemblent pour aboutir à des conceptions cohérentes en la matière.

Quelques considérations d'ordre financier, en ce qui concerne l'évolution du revenu national en Belgique et l'accroissement de certaines charges financières relatives à la santé seront peut-être de nature à mieux faire comprendre au Parlement l'acuité des besoins en matière de politique sanitaire.

Le Ministre a fait établir un document qui révèle que, de 1962 à fin 1967, la population belge est passée de 9 251 114 à 9 605 601 habitants. Pendant la même période, les dépenses ordinaires du Ministère de la Santé publique sont passées de 2 504 317 000 F en 1962 à 5 761 751 000 F en 1967 soit une augmentation de 130,1 %. En y ajoutant les dépenses extraordinaire, on arrive à un total pour le Ministère de la Santé publique de 2 809 417 000 F en 1962 et de 6 241 840 000 F en 1967, soit une augmentation de 122,2 %.

Pendant la même période, les dépenses totales de l'Etat se sont accrues de 64,3 % et le produit national brut a subi une augmentation de 50,8 %. On constate donc que les dépenses du Ministère de la Santé publique ont progressé à un rythme deux fois plus élevé que les dépenses totales de l'Etat et que le produit national brut. Cette augmentation est comparable à celle des dépenses du secteur maladie, invalidité par rapport aux ressources de la collectivité belge.

Les dépenses supplémentaires qui ont résulté des lois de 1963 sur l'assurance maladie-invalidité et surtout sur les hôpitaux, ont entraîné une progression des dépenses de santé beaucoup plus rapide que celle des ressources de la communauté.

On pourrait sans doute se réjouir de cette évolution si l'on était sûr que l'augmentation des dépenses correspondait réellement à une amélioration de la santé des populations et si il était possible d'affirmer que cette augmentation n'est pas compromise par des charges administratives ou autres excessives et des insuffisances dans la gestion des institutions sanitaires.

Le Ministre croit cependant que pareille garantie ne puisse être apportée actuellement; il estime qu'une vigilance particulière est nécessaire en matière de contrôle des prestations de santé.

## A. - VOLKSGEZONDHEID.

I. - Uiteenzetting van de Minister van Volksgezondheid,

## I) Getuone &amp;egrotting.

Ter gelegenheid van het onderzoek van de begroting voor 1969 wenst de Minister zich bij zijn uiteenzetting over het gezondheidsbeleid te beperken tot een bepaald aantal punten die hem thans het meest belangrijk schijnen.

Het bestaan van een Studiecommissie voor het gezondheidsbeleid, die onder de vorige Regering werd opgericht, is de bevestiging van de noodzaak om in België een werkelijk gezondheidsbeleid uit te werken.

Op de begroting van Volksgezondheid komen elk jaar een aantal posten voor betreffende sommige werkzaamheden die zich in de loop der jaren meer onder de druk van de omstandigheden dan wel op grond van een gecoördinierde politieke beschouwing gaan ontwikkelen.

Sedert zes maanden heeft de Minister naar alle middelen uitgezien die de Regering ertoe zouden kunnen brengen om zo spoedig mogelijk een waar gezondheidsbeleid uit te werken.

Die taak is echter uiterst zwaar en vergt dat allen die met goede wil zijn bezield hun krachten samenbundelen om tot coherente opvattingen op dat gebied te komen.

Enkele overwegingen omtrent financiële kwesties, meer bepaald met betrekking tot de ontwikkeling van het nationaal product in België en de toeneming van bepaalde financiële lasten in verband met gezondheidszorg, zullen het Parlement wellicht beter de dringende behoeften inzake het gezondheidsbeleid doen beseffen.

De Minister heeft een document doen opmaken waaruit blijkt dat de Belgische bevolking, van 1962 tot eind 1967 van 9 251 414 tot 9 605 601 inwoners is gestegen. Tijdens deze periode zijn de gewone uitgaven van het Ministerie van Volksgezondheid van 2501317000 F tot 5761751.000 F opgedoken, dit is een verhoging met 130,1 %. Wanneer daarvan de buitengewone uitgaven worden toegevoegd, komt men voor hetzelfde Ministerie tot een totaal van 2809417 000 F in 1962 en van 6241840 000 F in 1967, dit is een verhoging met 122,2 %.

Gedurende deze periode zijn de riksuitgaven in het geheel met 64,3 % gestegen, terwijl het nationaal bruto produkt een verhoging met 50,8 % onderging. Daaruit blijkt dat de uitgaven van het Ministerie van Volksgezondheid dubbel zo snel zijn toegenomen als de totale riksuitgaven en het nationaal brute produkt. Deze verhoging is te vergelijken met die van de uitgaven van de sector ziekteinvaliditeit ten opzichte van de bestaansmiddelen van de Belgische gemeenschap.

De komende uitgaven die toe te schrijven zijn aan de wetten van 1963 op de verzekering tegen ziekte en invaliditeit en vooral op de ziekenhuizen hebben de uitgaven voor het gezondheidswezen veel sneller doen toenemen dan die in verband met de bestaansmiddelen van de gemeenschap.

Ongetwijfeld zou men zich kunnen verheugen over die evolutie indien vaststond dat de stijging van de uitgaven werkelijk overeenstemt met een latere gezondheidstoestand van de bevolking en indien kon worden beweerd dat die verhoging niet ander verdenkbaar staat van overdreven administratieve of andere lasten en van tekortkomingen in het beheer van de sanitaire instellingen.

De Minister vreest echter dat een dergelijke garantie thans niet kan worden verschafft, en hij is van oordeel dat een bijzondere waakzaamheid geboden is op het gebied van het toelicht op de verstrekkingen inzake geneeskundige verzorging.

Le Ministère de la Santé publique comporte actuellement des structures extrêmement spécialisées et nombreuses. La diversité des problèmes qu'il doit traiter rend la discussion de sa politique générale particulièrement malaisée,

Si le Ministre devrait traiter en profondeur les problèmes qui se posent dans les six directions générales de son Département et les quelque trente-cinq directions qu'elles comportent, devrait y consacrer trop de temps.

C'est pourquoi il a dû devoir aborder certains secteurs particulièrement importants et délicats auxquels son Département devra apporter une attention particulière.

Il se propose de répondre ultérieurement aux questions relatives à des problèmes particuliers que les membres voudront bien lui poser, mais il entend, dans son exposé, n'aborder qu'un nombre limité de problèmes spécifiques.

#### I. Soins médicaux.

##### a) Art de guérir.

L'arrêté royal n° 78, pris sous le gouvernement précédent, est contesté d'une manière essentielle devant le Conseil d'Etat.

Les aspects de la profession médicale et surtout les diverses questions l'datives aux professions paramédicales, suscitent des problèmes et entraînent des revendications importantes.

Le désir du Corps médical de l'emporter dans la discussion rend celle-ci particulièrement difficile.

En outre la querelle sur la représentation des organisations de médecins assombrit également le climat, aussi bien au Département de la Prévoyance sociale qu'à celui de la Santé publique.

Le Ministre continue de s'efforcer à rechercher des formules qui pourront enfin déboucher sur des solutions positives mais ses efforts sont ardu et jusqu'ici peu efficaces.

Il a en outre la responsabilité de promouvoir la médecine préventive, notamment dans la lutte contre la tuberculose, les affections mentales, le cancer ou encore les multiples formes d'affections dégénératives.

Les centres de santé, les dispensaires antituberculeux, les dispensaires d'hygiène mentale, le dépistage du cancer, posent des problèmes financiers d'organisation et de coordination difficiles à résoudre.

L'Inspection médicale scolaire doit évoluer vers des formes plus actives et plus rentables de fonctionnement; l'existence simultanée de centres psycho-médo-sociaux d'équipes d'inspection médicale scolaire, de centres de santé, pose des problèmes financiers qu'il faudra également résoudre sans délai.

L'arrêté royal du 20 août 1968, qui organise les examens sélectifs tout en étendant l'obligation de l'Inspection à l'enseignement secondaire, ne pourra être pleinement efficace que si le Ministre obtient l'appui du Parlement en faveur d'une réforme des modes de financement susceptible d'apaiser les craintes exacerbées des gestionnaires des centres de santé.

Ces derniers redoutent que les difficultés financières actuelles ne s'aggravent encore, par l'application, au 1<sup>er</sup> septembre 1969, du système cependant plus rationnel de la sélectivité des examens.

Er dient wel op gewezen te worden dat het Ministerie van Volksgezondheid tegenwoordig uiterst gespecialiseerde en uiteenlopende structuren vertoont. De verscheidenheid van de vraagstukken die hij te behandelen heeft, maakt de besprekking van zijn algemeen beleid bijzonder moeilijk.

Indien de Minister de vraagstukken betreffende de zes alqernene directies en de vijf ferdertig directies van het Departement wat dieper zou willen behandelen, zou zulks al te veel tijd vergen.

Daarom heeft hij gemeend slechts sommige bijzonder belangrijke en kieze onderwerpen te moeten behandelen, waaraan zijn Departement een bijzondere aandacht behoort te besteden.

Hij neemt zich voor later de vragen te beantwoorden die de leden hem in verband met bijzondere problemen zullen stellen, maar in zijn uiteenzetting wenst hij slechts een beperkt aantal specifieke vraagstukken te behandelen.

##### 1. Geneeskundige veraorganisatie.

##### ii) Geneeskunst.

Het koninklijk besluit n° 78, dat onder de voorgaande regering werd uitgevaardigd, wordt in zijn essentie voor de Raad van State bestreden.

Het gaat hier om vraagstukken en belangrijke eisen in verband met het medisch beroep, en vooral in verband met verschillende vraagpunten betreffende de paramedische beroepen.

De wens van het geneesherenkorps om gelijk te halen maakt de besprekkingen bijzonder moeilijk.

Bovendien schept de strijd om de vertegenwoordiging van de verenigingen van geneesheren eveneens een ongunstig klimaat, zowel in het departement van Sociale Voorzorg als in dat van Volksgezondheid.

De Minister wil verder alles in het werk stellen om Formules te vinden die tot positieve oplossingen moeten leiden, maar zijn inspanningen zijn zwaar en weinig doeltreffend.

Het behoort bovendien tot zijn bevoegdheid de preventieve geneeskunde te bevorderen, onder meer op het gebied van de bestrijding van de tuberculose, van de geestesstoornissen, van de kanker en van de degenerative aandoeningen.

De gezondheidscentra, de consultatiebureaus voor tuberculosebestrijding, de consultatiebureaus voor geestelijke hygiëne en de centra voor kankeropsporing doen moeilijke financiële, organisatorische en coördinatievraagstukken rijzen.

Het medisch schooltoezicht moet zich ontwikkelen tot een vorm van actiever en rendabeler werking. Het gelijktijdig bestaan van psycho-medisch-sociale centra, van équipes voor medisch schooltoezicht en van gezondheidscentra doet financiële vraagstukken rijzen, die eveneens zonder uitstel dienen te worden opgelost.

Het koninklijk besluit van 22 augustus 1968, waarbij selectieve keuringen worden ingesteld en het medisch schooltoezicht tot het secundair onderwijs wordt uitgebreid, zal slechts ten volle doeltreffend zijn indien het Parlement zijn steun aan de Minister verleent voor de hervorming van de wijze van financiering, die de rechtmatige vrees der beheerders van de gezondheidsinrichtingen zal wegnemen.

Deze laatsten vrezen ervoor dat de huidige financiële moeilijkheden nog zullen telenemen bij het invoeren, op 1 september 1969, van het nochrāns rationele stelsel van de selectiviteit der examens,

b) *Institutions.*

Les hôpitaux se sont multipliés au cours des vingt dernières années et cependant, il s'impose de continuer à en construire de nouveaux rapidement, afin d'augmenter le nombre de lits par mille habitants.

Le planning hospitalier, promulgué sur base de la loi du 23 décembre 1963, vise à rencontrer cet objectif.

Toutefois, il existe un déséquilibre profond entre l'équipement de la Flandre et celui de certaines provinces wallonnes: on compte plus que 6 lits par mille habitants dans la province d'Anvers, 5,8 en Flandre occidentale, 5 en Flandre orientale, 4,8 dans le Limbourg, 4,49 dans le Hainaut, 4,18 dans le Brabant, moins de 1 dans la province de Liège, 2,7 au Luxembourg et 2,6 dans le Namurois.

Deux tiers des lits appartiennent au secteur privé et dans de nombreuses régions peut se poser le problème de l'appartenance philosophique des établissements et du personnel qui les dessert.

Chaque Faculté de médecine revendique en outre la disposition de lits et de moyens de diagnostic, de traitement et de recherche médicale adaptés au standing universitaire.

Dès présent existent des projets plus ou moins avancés dans leur réalisation, qui représentent plus de cinq milliards d'investissements nouveaux.

On doit toutefois s'interroger sérieusement quant à l'opportunité de développer une politique qui pourrait conduire à l'inflation hospitalière dans certaines régions.

Le Ministre ne conteste pas les besoins en hôpitaux universitaires. Le pays doit y consacrer le meilleur de ses efforts, toutefois, il ne peut s'agir de stimuler inconsidérément la multiplication des hôpitaux et cliniques, mais de veiller à ce qu'ils offrent une répartition géographique et une spécialisation par service, y compris les services hautement qualifiés, qui répondent le mieux aux besoins. Parallèlement, il faut développer les diverses formes de traitement ambulatoire et à domicile, selon les méthodes qui ont depuis longtemps fait leur preuve dans de nombreux pays.

Il estime qu'une organisation rationnelle des soins médicaux devrait comporter de vastes moyens de diagnostic et de traitement pour malades ambulants, de même que des services étayés d'aide médicale à domicile, faisant participer activement les médecins traitants à ces activités.

En outre, des hôpitaux doivent exister, mais il serait souhaitable que ceux-ci aient une capacité suffisante pour que leur rentabilité soit assurée.

Dès lors, leur nombre doit être réduit, mais leur implantation, leur organisation, leur équipement et leur gestion doivent être optimales.

Cela signifie qu'il faudrait revoir les conceptions actuelles en matière de soins médicaux et le Ministre compte beaucoup sur les travaux de la Commission nationale de la Politique de la Santé pour aider son Département à formuler des propositions cohérentes dans ce domaine.

En ce qui concerne les établissements pour malades mentaux, leur rénovation est urgente et indispensable.

Des investissements sont également nécessaires en faveur des établissements pour malades chroniques dont le réseau, tant pour les soins intensifs que pour les séjours prolongés,

b) *Inrichtingen.*

De ziekenhuizen hebben tijdens de laatste twintig jaren een grote uitbreiding genomen en nochtans dient voort te worden met het bouwen, in snel tempo, van nieuwe ziekenhuizen om het aantal bedden per duizend inwoners te vermeerderen.

Dat is althans het doel van het ziekenhuisprogramma, dat werd uitgewerkt op grond van de wet van 23 december 1963.

Er bestaat echter op dat gebied een grote wanverhouding tussen de uitrusting van het Vlaamse land en die van de Waalse provincies... Men heeft inwoners per 1,000 inwoners meer dan 6 bedden in de provincie Antwerpen, 5,8 in West-Vlaanderen, 5 in Oost-Vlaanderen, 4,8 in Limburg, 4,49 in Henegouwen, 4,18 in Brabant, minder dan 4 in de provincie Luik, 2,7 in Luxemburg en 2,6 in de provincie Namen.

Twee derde van de bedden behoren tot de particuliere sector en in tal van streken rijst het vraagstuk van de weinige onderhorigheid van de ziekenhuizen en van het erin werkzame personeel.

Elke geneeskundige faculteit eist boven dien de beschikking over bedden en over aan het universitair niveau aangepaste middelen voor het stellen van de diagnose, voor de behandeling en voor het geneeskundig onderzoek.

Nu reeds bestaan er ontwerpen waarvan de uitwerking reeds ver gevorderd is en die ruim 5 miljard nieuwe beleggingen betekenen.

Men moet zich nochtans afvragen of het raadzaam is uitbreiding te geven aan een politiek die zou kunnen leiden tot een overmatige aangroei van ziekenhuizen in sommige streken van het land.

De Minister looicht geenszins dat er in ons land behoeft aan academische ziekenhuizen is. Daaraan dient ons land zijn beste krachten te wijden. Maar dat wil niet zeggen dat de vermenigvuldiging van de ziekenhuizen en klinieken op onbezonnene wijze moet worden bevorderd, wel integendeel moet er op toegezien worden dat een goede geografische spreiding en een specialisatie per dienst, hierin begrepen de kwaliteitsdiensten, aanwezig zijn om op de beste manier aan de behoeften van de bevolking te voldoen. Ook moeten de verschillende vormen van ambulante behandeling en van huisverzorging worden ontwikkeld volgens methodes die sedert lang in vele landen doeltreffend zijn gebleken.

Hij is de mening toegetreden dat een rationele organisatie van de geneeskundige verzorging moet en beschikken over uitgebreide diaognose- en behandelingsmiddelen voor ambulante zieken en ook over goed uitgeruste diensten voor huisverzorging, waaraan de behandelende geneesheren actief hun medewerking zouden verleuen,

Er moeten voorzeker ziekenhuizen blijven bestaan, maar het is wenselijk dat zij groot genoeg zijn om hun exploitatie lonend te maken,

Daarom moet hun aantal worden verminderd, maar de vestiging, de organisatie, het beheer en de uitrusting ervan moeten zo gunstig mogelijk worden opgevat.

Dat betekent dat de actuele opvattingen op het gebied van de geneeskundige verzorging zouden moeren worden herzien. In dit verband rekent hij sterk op de werken aan heden van de Studiecommissie voor het gezondheidsbeleid om zijn departement te helpen op dat gebied gecoördineerde voorstellen te doen.

Wat betreft de inrichtingen voor geesteszieken, deze vergen een dringende en onontbeerlijke hernieuwing.

Investeringen zijn insgelijks nodig ten behoeve van inrichtingen voor chronisch zieken, waarvan het net zowel voor de intensieve verzorging als voor de lange verblijven snel

doit s'étendre rapidement afin de répondre aux demandes sans cesse croissantes de la collectivité.

### c) *Gestion des hôpitaux.*

Les conséquences de l'application de la loi sur les hôpitaux sont particulièrement dramatiques pour bon nombre d'entre eux.

Les déficits de gestion se sont accumulés depuis que la loi a prévu des modalités précises de paiement de la journée d'entreUen. Cette accumulation résulte essentiellement de l'impossibilité dans laquelle: se trouvent les Commissions d'assistance publique de faire appel à des couvertures extérieures de leur déficit.

Les hôpitaux publics accusent à eux seuls et pour la seule année 1967, un déficit qui se situe entre 500 et 700 millions de francs.

Ce déficit résulte du concours de: l'insuffisance des ressources et de dépenses excessives, qui, proviennent de la méconnaissance trop fréquente des principes de saine gestion, mais aussi d'un ensemble de règles ou de circonstances qui mettent certains établissements, ou les organismes qui les gèrent, dans des difficultés auxquelles ils ne peuvent échapper sans aide.

Le Ministre a mis en vigueur certaines mesures d'ordre financier afin d'aider les établissements à surmonter des difficultés immédiates et graves, mais il estime aussi devoir exiger des gestionnaires un effort particulier et urgent pour améliorer leur gestion partout où cela est possible.

Il ne nie cependant que certaines difficultés existent que seule l'Autorité ou le Parlement pourront résoudre, Il songe notamment aux règles de procédure et de tutelle, aux servitudes inhérentes au caractère public des institutions et il s'efforcera, soit d'atténuer ou de supprimer les premières, et de tenir compte des secondes, en cas de nécessité.

Toutefois, la progression des dépenses de santé ne peut être dissociée de celle des ressources de la communauté. Si la santé constitue pour chacun un capital privilégié qu'il convient de sauvegarder prioritairement, on a néanmoins le devoir de veiller à ce que tout accroissement de la part du revenu global, consacré à la santé, soit sérieusement justifié. On ne peut continuer à laisser se développer une accélération du rythme de ces dépenses, sans s'assurer au préalable si elles ne sont pas inconsidérées ou inutiles.

Le Ministre: a fait de la nécessité d'une réforme profonde des méthodes de gestion des hôpitaux, une condition essentielle de l'octroi par son Département d'une aide efficace, pour réaliser l'équilibre budgétaire des institutions hospitalières, tant publiques que privées.

### d) *Aide médicale urgente.*

Les nombreux articles parus récemment dans la presse concernant la nécessité d'organiser un système nouveau d'évacuation de blessés graves par hélicoptères incitent le Ministre à donner son opinion à ce sujet, en se basant sur l'expérience actuelle dans le pays et sur les rapports et les avis qu'il a pu obtenir de personnalités étrangères considérées parmi les plus compétentes.

Les moyens de transport actuels utilisés pour l'aide médicale urgente sont les suivants:

dien te worden uitgebreid, om te kunnen beantwoorden aan de steeds toenemende eisen van de gemeenschap.

### c) *Behcer aan de ziekenhuizen.*

Voor tal van ziekenhuizen heeft de toepassing van de wet op de ziekenhuizen bijzonder aangrijpende gevolgen.

De tekorten hebben zich in de balansen opgestapeld vana i de invoering bij de wet van naukeurige regels voor de betaling van de verpleegdag. Die opstapeling is vooral toe te schrijven aan de onmogelijkheid waarin de commissies van openbare onderstand zich bevinden orn een beroep te doen op externe middeken orn hun tekort te dekken.

De ziekenhuizen van de publieke sektor vertonen alleen reeds voor het dienstjaar 1967 een tekort dat geraamd kan worden . tussen 500 en 700 miljoen frank.

Dit tekort is het gevolg van onvoldoende inkomsten, die staan tegenover overdreven uitgaven wéke te wijten zijn aan de vaak voorkomende miskenning van de principes van een gezond beheer, maar ook aan hepaalde regels of omstandigheden die voor sommige inrichtingen of instellingen van behcer een moeilijke toestand scheppen waaruit zij zich onmogelijk zondcr hulp kunnen redden,

De Minister heeft bepaalde financiële maatregelen genomen om de verplegingsinrichtingen te helpen ernstige en dringende moeilijked en te overwinnen, maar hij meent ook van de beheerders een bijzondere en onmiddellijke inspanning te moeten eisen om het beheer te saneren waar zulkss mogelijk is.

Hij ontkenft nochtans niet dat er moeilijkheden zijn die alleen door het bevoegde gezag of zelfs door het Parlement kunnen worden overwonnen, Meer bepaald den kt hij hier aan de regels betreffende de procedure en het toezicht, aan de dienstbaarheden die voortvloeiend uit het publiek karakter van de instellingen; hij zal trachten de eerste te verzachren of ongedaan te maken en met de laatste rekening te houden wanneer zulks nodig mocht blijken.

De toename van de uitgaven voor de gezondheid moet evenwel steeds in verhouding staan tot de aangroei van de geldmiddelen van de gemeenschap. Geldt de gezondheid voor iedereen als een bevoorrecht kapitaal dat bij voorrang dient gevrijwaard te worden, dan moeten wij er toch voor waken dat elke verhoging van dat deel van het totaal inkomen dat aan de gezondheid wordt besteed ernstig verantwoord wordt. Men mag het versnel tempo van die uitgaven niet langer laten oplopen zonder voorerst na te gaan of het geen onhezorin en of onnodige uitgaven geldt.

Voor het verlenen door zijn Departement van de nodige steun om het budgettair evenwicht van de zowel publieke als particuliere verplegingsinrichtingen te herstellen, heeft de Minister als essentiële voorwaarde gesteld, dat de wijze van beheer in de ziekenhuizen gevoelige wijzigingen moet ondergaan.

### d) *Dringende geneeskundige verzorging.*

De verschillende artikelen die onlangs in de pers zijn verschenen betreffende de noodzakelijkheid om een nieuw stelsel in te voeren ten einde de zwaar gewonden per helikopter naar het ziekenhuis over te brengen, sporen de Minister aan om zijn mening daaromtrent mede te delen op grond van wat thans in België wordt verriedt en van rapporten en meningen die hij heeft kunnen verkrijgen van op dat gebied zeer bevoegde buitenlandse deskundigen.

De thans gebezigde transportmiddelen voor dringende geneeskundige verzorging zijn de volgende :

I) Des voitures d'ambulances appartenant au Département sont mises à la disposition des services publics et de quelques services de la Croix-Rouge (environ 250 voitures type V. W.); elles sont dispersées sur tout le territoire d'une manière qui permet d'atteindre le Heu d'appel en un maximum de 20 minutes dans les circonstances les plus défavorables (notamment dans la province de Luxembourg, où la population est disséminée et les distances considérables); quelques services d'ambulances privés collaborent à cette mission.

Le transport s'effectue vers l'établissement de soins le plus proche possédant un service approprié (réanimation et soins urgents), dénommé «centre primaire»;

2) Des voitures dénommées «ambulances médicales», type Mercedes (14 véhicules), appartenant au Département, sont équipées du matériel de réanimation cardio-pulmonaire, dont l'utilisation nécessite la présence du médecin dans l'ambulance; elles sont destinées:

a) au transfert de cas urgents, sous contrôle médical, d'un centre primaire vers un centre hospitalier de haute spécialement (2<sup>e</sup> échelon);

b) éventuellement au transport à partir du lieu d'un accident de victimes gravement atteintes devant être transférées directement vers le centre de 2<sup>e</sup> échelon;

c) occasionnellement, au transport vers le centre de 2<sup>e</sup> échelon de particuliers atteints d'affections extrêmement graves (grands brûlés, intoxications, infarctus cardiaques, etc.).

3) l'hélicoptère: la collaboration de la Force aérienne est assurée dans les limites des disponibilités, en tenant compte des aérodromes militaires où ces appareils existent..

C'est principalement le Centre militaire de Coxyde qui assure une aide appréciable, notamment pour son intervention dans: -

a) les secours et le sauvetage à la côte, de nageurs et de personnes en danger sur les embarcations;

b) occasionnellement, le transfert d'un cas d'urgence d'un navire en mer du Nord vers un centre hospitalier (principalement vers Bruges);

c) éventuellement, le transfert d'un cas d'urgence d'extrême gravité (brûlés graves, électrocutés, intoxiqués) vers un centre de 2<sup>e</sup> échelon, à partir d'un établissement de 1<sup>e</sup> échelon situé à longue distance (plus de 50 kilomètres).

Certains articles de presse se sont efforcé de convaincre l'opinion publique de la nécessité de l'organisation d'un système dénommé «Héli-sauvetage» destiné à assurer le transport rapide vers un centre spécialisé de cas urgents d'extrême gravité.

Cependant, même si l'hélicoptère peut offrir des avantages indéniables, on se tromperait en le considérant comme une panacée,

Ce moyen de transport est tributaire de plusieurs limitations d'utilisation: conditions atmosphériques et de visibilité ainsi que certaines limitations édictées par la régie des voies aériennes, pour des raisons de sécurité,

Les circonstances diverses qui peuvent empêcher le départ de l'hélicoptère réduisent d'un pourcentage important son temps d'utilisation,

D'autre part, la charge financière d'un service d'hélicoptères réservé exclusivement à l'aide médicale urgente serait vraiment très lourde, vu la faible proportion du temps

1) Ambulancewaagens van het Departement zijn ter beschikking gesteld van de openbare diensten en van enkele diensten van het Rode Kruis (ruim 250 wagens van het type V. W.); zij zijn over het gehele land zo verspreid dat de oproepplaats kan bereikt worden in maximum 20 minuten, zelfs in de minst gunstige omstandigheden (namelijk in de provincie Luxemburg, waar de bevolking zeer verspreid is en waar vrij grote afstanden moeten worden afgelopen), Enkele particuliere ambulancediensten lopen mee aan die taak.

De zieke wordt overgebracht naar de dichts bijgelyken verplegingsinrichting die de nodige dienst bezit (reanimatie en dringende geneeskundige verzorging, ook «primair ziekenhuis » genoemd);

2) 14 «medische ambulancewaagens » van het type Mercedes, die aan het Departement toebehoren, zijn uitgerust met cardio-pulmonair reanimatiematerieel, waarvan het gebruik de aanwezigheid van een arts in de wagen vergt: zij worden gebruikt:

a) bij het in spoedgevallen onder medisch toezicht overbrengen van zieken van een primair ziekenhuis naar een zeer gespecialiseerd ziekenhuis (2<sup>e</sup> stadium);

b) eventueel, bij het overbrengen van zwaar gewonden vanaf de plaats van een ongeval rechtstreeks naar een inrichting van het 2<sup>e</sup> stadium;

c) bij gelegenheid, voor het overbrengen van particulieren die aan zeer ernstige aandoeningen lijden (zware brandletsel, intoxicaties, myocardisch infarct enz.) naar een inrichting van het 2<sup>e</sup> stadium.

3) het gebruik van helikopters : de luchtnacht verleent haar medewerking voor zover zij daartoe kan beschikken over toestellen en over militaire vliegvelden waar helikopters aanwezig zijn: vooral het militair centrum te Koksijde is van groot nut, onder meer:

a) bij hulpverleningen en reddingspogingen aan de kust, wanneer zwemmers en personen op boten in gevaar verkeren;

b) bij gelegenheid, wanneer een zeevarend dringend moet worden overgebracht naar een geneeskundige inrichting (vooral naar Brugge);

c) eventueel in spoedgevallen, wanneer zieken of gewonden (zware brandletsel, electrocutatie, intoxicatie) van een verplegingsinrichting van het 1<sup>e</sup> stadium naar een ver afgelyke inrichting van het 2<sup>e</sup> stadium (meer dan 50 km) moeten worden overgebracht...;

Sommige dagbladartikels trachten de opinië te overtuigen van de noodzakelijkheid van het snelle vervoer naar een gespecialiseerde dienst van zieken wier toestand een dringende verzorging vergt, een behoefte waaraan de organisatie van een «Heli-hulp systeem» zou kunnen voldoen.

Al biedt de helikopter ongetwijfeld voordelen, zou het een dwaling zijn hem als de ideale oplossing te beschouwen.

Aan het gebruik van dat vervoermiddel zijn verschillende beperkingen verbonden : de weersomstandigheden, de zichtbaarheid alsook de veiligheidsmaatregelen die door de Regie der Luchtwegen kunnen worden voorgeschreven.

De omstandigheden die een helikopter kunnen beletten op te stijgen verminderen aanzienlijk de tijd waarop hij kan worden gebruikt,

Bovendien zouden de financiële lasten van een helikopterdienst, die uitsluitend zou bestaan voor de dringende geneeskundige verzorging, zeer zwaar zijn in verge-

d'utilisation, pal' rapport au capital à investir et au personnel qualifié à immobiliser.

Un article de presse citait le montant de 110 millions pour l'achat des appareils. Il faut y ajouter d'importants frais permanents de personnel et de maintenance,

C'est pourquoi d'ailleurs ce moyen n'est guère utilisé de façon régulière pour les urgences médicales, sauf dans les pays à territoire étendu et à population clairsemée.

Le plus souvent d'ailleurs, la base de séjour des hélicoptères ne se situera pas dans l'enceinte de l'hôpital, d'où le problème de l'accorpaqnement du médecin. Souvent même, l'atterrissement à l'intérieur du complexe hospitalier est impossible, ce qui nécessite un transbordement de la victime de l'hélicoptère en voiture d'ambulance, réduisant dans une telle mesure l'avantage de la rapidité et de la sécurité.

Il faut mettre en balance les moyens importants de transport que le Département a acquis, dont le coût global n'a pas atteint en dix années le montant prévu pour le seul achat d'hélicoptères et dont la charge, tant pour l'entretien que pour le fonctionnement, demeure dans des limites raisonnables.

Le Département est parfaitement conscient de l'utilité que peut offrir l'hélicoptère dans le système actuel de transport d'urgences médicales. C'est pourquoi, le Ministre se réjouit de signaler que la Gendarmerie va procéder en 1969 à l'acquisition de six ou huit hélicoptères. Il espère pouvoir établir une collaboration efficace qui, selon lui, permettra de répondre aux besoins de l'aide urgente.

Le Département poursuit les contacts avec les autorités de la Gendarmerie pour la mise en pratique de cette organisation, qui aura pour missions essentielles:

1) l'évacuation de victimes gravement atteintes lorsque l'encombrement de la route rend difficile l'accès de voitures d'ambulances (par exemple, autoroutes pendant les weekends d'été);

2) le transport d'urgence à longue distance vers un centre spécialisé;

3) éventuellement, le transport d'urgence de matériel médical, médicaments rares, organes de transplantation (rénin, par exemple),

## 2. Hygiène.

### a. Le problème de la viande et des abattoirs,

La loi du 5 septembre 1952 a consacré une première série de mesures destinées à entourer de garanties sanitaires, appropriées, les procédures d'abattage et de distribution des viandes.

Aujourd'hui, le problème sanitaire s'inscrit dans un contexte économique européen qui fait apparaître, quelque repréhension que cela puisse paraître, les notions de rentabilité comme déterminantes.

Le Ministre a fait relever de caducité le projet déposé par son prédécesseur, relatif à l'organisation des expertises et contrôles vétérinaires ainsi qu'aux abattoirs pour animaux de boucherie (Doc. Chambre n° 554/1 de 1967-1968). S'il n'est pas attaché à la lettre de ces propositions, il a acquis, la conviction que la préoccupation principale doit être de rendre le fonctionnement des abattoirs aussi rentable que possible, tout en accroissant encore les garanties sanitaires qui entourent les techniques de production de la viande.

ljkning met de beperkte gebruiksduur en rekening houdend met het te beleggen kapitaal en het geschoold personeel dat daartoe dient te worden aangeworven.

In een artikel werd 110 miljoen vermeld als bedrag voor de aankoop van de toestellen. Daarbij moeten echter belangrijke personeelsuitgaven en onderhoudskosten gerekend worden.

Dat is trouwens de reden waarom dat middel geenszins regeleerbaar voor dringende geneeskundige verzorging wordt gebruikt, behalve in grote landen met een verspreide bevolking.

Bovendien zal de gewone basis van de helikopters zich niet binnen de muren van de ziekenhuizen bevinden, wat het probleem van de begeleiding door de geneesheer doet rijzen. Vaak zelfs is de landing binnen het ziekenhuiscomplex onmogelijk, met het gevolg dat het slachtoffer per ambulancewagen van de helikopter naar het ziekenhuis moet worden overgebracht, wat quotenklaar is het voordeel van de grotere snelheid teniet doet en ook minder veilig is.

Dat alles moet vergeleken worden met de talrijke vervoermiddelen die het Departement heeft aangekocht en waarvan de totale kosten in tien jaar tijds minder bedroegen dan de aankoop alleen van helikopters. Bovendien bleven de lasten voor onderhoud en werking van die vervoermiddelen binnen redelijke perken.

Het Departement is zich volkomen bewust van het nut dat de helikopter in de huidige vervoerregeling kan hebben voor dringende geneeskundige hulpverlening. Met genoegdeel van Minister mede dat de Rijkswacht in 1969 zes of misschien wel acht helikopters zal aankopen. Hij hoopt een efficiënte samenwerking tot stand te brengen, die het naar zijn mening mogelijk zal maken in de behoeften van de dringende geneeskundige hulpverlening te voorzien.

Het Departement blijft in betrekking met de autoriteiten van de Rijkswacht om dat plan in de praktijk om te zetten, en op die wijze in de volgende taken te voorzien :

I) wegbrengen van ernstig gekwetsde slachtoffers wanneer de ambulancewagens moeilijk ter plaatse kunnen komen wegens overbelasting van het wegennet (bij voorbeeld de autowegen tijdens de zomerwekeinden);

2) het dringend vervoer over een lange afstand naar een gespecialiseerd centrum;

3) eventueel dringend vervoer van geneeskundig materieel, zeldzame medicijnen, transplantaten (een nier, bij voorbeeld),

## 2. Hygiène,

### a. Het oraeqstuk: aan het vlees en van de slechthuizen :

Bij de wet van 5 september 1952 werd een eerste reeks maatregelen getroffen die de nodige garanties moesten bieden bij de slachting van dieren en de distributie van het vlees,

Nu moet het gezondheidsvraagstuk evenwel worden gezien in een Europees economisch verband, zodat de rentabiliteit een doorslaggevende rol gaat spelen, hoe betrekkelijk men dat ook mag vinden.

De Minister heeft het door zijn voorganger ingediende ontwerp betreffende de organisatie van de veterinaire keuringen en sanitaire controles alsook de slachthuizen voor slachtdieren (Stuk Kamer nr 544/1 van 1967-1968) van vervollediging ontheffen. Zelfs indien hij zich niet strikt aan de letter van die voorstellen houdt, blijft hij er toch van overtuigd dat er vooreerst moet worden naar gestreefd de slachthuizen zo renderend mogelijk te maken en tevens te zorgen dat de technieken voor de vleesproductie nog meer garanties bieden inzake gezondheid.

Une large discussion pourra se développer en temps opportun, mais, dès à présent, il faut réfléchir aux impératifs qui se posent à la Belgique sur le plan de la C. E. E,

Le Ministre est prêt à discuter le délicat problème des abattoirs publics et des abattoirs privés, mais il estime qu'il faudra donner suite aux avis des experts en la matière, qui démontrent que seuls, de grands complexes d'abattage ont une chance de lutter d'une manière efficace sur le plan commercial, avec les partenaires des autres pays.

Les garanties sanitaires seront d'ailleurs apportées par une réforme fondamentale, dont l'objet est d'assurer aux experts l'indépendance nécessaire, et des rémunérations qui leur permettent d'exercer leur pratique en toute quiétude.

Toutefois, divers problèmes parallèles doivent être résolus. Il s'agit de l'expertise du poisson et de la volaille, de la réglementation de formes nouvelles de distribution de produits alimentaires, sous forme surgelée et aussi d'une réglementation plus précise des activités industrielles de la viande,

#### b. Le problème de l'eau.

La sauvegarde des réserves d'eau est devenue une préoccupation essentielle de tous les peuples.

La distribution d'eau alimentaire est assurée en Belgique à plus de 90 % de la population mais les ressources ne sont pas illimitées et il est urgent de prendre les mesures nécessaires pour protéger le patrimoine national en ce domaine et pour éviter que les ressources ne soient gaspillées ou rendues inutilisables par la pollution, quelle qu'en soit la nature.

Deux projets déposés par son prédécesseur ont également été relevés de caducité: (doc. du Sénat, n° 212 de 1965-1966 et 167 de 1967-1968). L'un porte sur la protection des eaux de surface contre la pollution, l'autre vise la protection des réserves souterraines. Leur discussion devra également avoir lieu rapidement, car la situation l'exige,

Il faudra assurer la constitution de réserves supplémentaires, partout où cela sera possible, pour garantir à la fraction de la population non encore desservie, l'apport d'eau alimentaire nécessaire.

#### c. La pollution de l'air.

Le Département a poursuivi son action qui consiste à établir un réseau cohérent de stations de mesure de la pollution.

Dès à présent, 121 stations fonctionnent et les résultats sont publiés par l'Institut royal météorologique.

D'autre part, les arrêtés d'exécution de la loi du 28 décembre 1964 vont être promulgués incessamment. Ils tendent à créer des zones protégées, où les sources de pollution seront l'objet de mesures particulières imposant notamment aux foyers, l'utilisation de combustibles peu polluants dans des appareils ayant fait l'objet d'une agrément.

L'application des conditions d'émission des polluants industriels sera surveillée plus étroitement,

On peut enfin espérer, dans un avenir rapproché, qu'un accord international européen pourra servir de base à une réglementation des émissions par les véhicules automoteurs.

Enfin, le Département de la Santé publique a agréé divers laboratoires destinés à effectuer des mesures spéciales et aussi à procéder aux recherches nécessaires,

Te gelegener tijd zal daarover een zeer uitvoerige bespreking kunnen worden gehouden, maar nu reeds moet worden nagedacht over de eisen die in E. E. G.-vel'band voor België worden gesteld,

De Minister is bereid het kiese vraagstuk van de openbare en particuliere slachthuizen te bespreken, maar hij denkt dat men aandacht moet schenken aan het advies van de deskundigen op dat gebied, die aanton en daar aileen grote slachthuizen commercieel in staat zullen zijn om op efficiënte wijze het hoofd te bieden aan de concurrentie van onze E. E. G.-partners,

De vereiste gezondheidsgaranties zullen trouwens worden geboden door een volledige hervorming die tot doel heeft de expert en de nodige onafhankelijkheid te geven en hen voldoende te bezoldigen zodat zij hun taak zonder zorgen kunnen volbrengen.

Verschillende daarrne verband houdende vraagstukken moeten evenwel worden opgelost. Het betreft hier de expertise van vis en pluimvee, de reglementering van nieuwe distributievormen voor voedingswaren, meer bepaald voor diepvriesprodukten. En eveneens nauwkeuriger voorschriften op gebied van de industriële vleesverwerking.

#### b. Het uieterprobleem,

Het vrijwater en van de waterreserves is voor alle volkeren een wezenlijke zorg geworden.

In de drinkwatervoorziening is in België voor meer dan 90 % van de bevolking voorzien, maar onze waterreserves zijn niet onbeperkt en de nodige maatregelen moeten dringend worden genomen om die reserves te beschermen en om te beletten dat ze worden verspild of onbruikbaar gemaakt door verontreiniging van welke aard ook.

Twee door zijn voorganger ingediende ontwerpen werden insgelijks van verval ontheven (Stukken van de Senaat n° 212 van 1965-1966 en 167 van 1967-1968). Het ene behandelt de bescherming van de oppervlaktewater en tegen verontreiniging, het andere de bescherming van het grondwater. De besprekung ervan zal eveneens spoedig moeten gebeuren, want de toestand elst dat,

Overall waar het mogelijk is, zullen bijkomende reserves moeten worden aangelegd om te voldoen aan de behoeften van dat deel van de bevolking dat nog niet van drinkwater is voorzien.

#### c. De luchtverontreiniging.

Het Departement heeft zijn actie voortgezet, die erin bestaat een coherent net van stations voor het meten van de verontreiniging op te richten.

Nu reeds zijn 124 stations in werking en de resultaten ervan worden door het Koninklijk Meteorologisch Instituut gepubliceerd.

Bovendien zullen zonder verwijl de besluiten ter uitvoering van de wet van 28 december 1964 worden uitgevaardigd. De bedoeling ervan is bescherrnde zones op te richten, waarin speciale maatregelen zullen worden getroffen tegen de bronnen van verontreiniging, en onder meer het gebruik zal worden opgelegd van weinig verontreinigende brandstoffen in stooktoestellen die zijn goedgekeurd.

Er zal een strenger toezicht worden gehouden op het verspreiden van industriële verontreinigende stoffen.

Ook moet worden verwacht dat in een nabije toekomst een Europees akkoord zal worden bereikt dat als basis kan dienen voor een reglementering van de verspreiding van verontreinigende stoffen door motorvoertuigen,

Het Departement van Volksgezondheid heeft ten slotte verschillende laboratoria erkend, waarin speciale metingen en de nodige onderzoeken worden verricht,

*d. La lutte contre le bruit.*

En vue de combattre ce fléau qui soumet les nerfs de la population à rude épreuve, le Ministre achève l'élaboration d'un projet de loi qui sera déposé incessamment..

Il contribuera à armer les pouvoirs publics en vue d'une lutte plus efficace contre la multitude de sources de bruits.

*e. L'éducation sanitaire.*

Le Ministre insiste sur l'effort à accomplir en faveur d'une meilleure éducation sanitaire de la population. Il se déclare convaincu que, si l'on disposait d'éléments objectifs d'information dans les multiples domaines touchant à la santé, chacun pourrait, pour lui-même et son entourage, prendre les décisions adéquates susceptibles de prévenir la maladie ou l'infirmité, ou d'éviter des complications inattendues.

On constate cependant, que trop souvent, la population, réagit mal devant les problèmes qui se posent et, par ignorance, contribue au développement de certaines situations préjudiciables à la santé des individus.

Il lui paraît indispensable qu'un effort important soit accompli, dans le but de faire pénétrer partout où cela est possible, la connaissance des problèmes de santé, pour que la protection des individus se réalise dans les meilleures conditions.

Il ne s'agit pas seulement d'apprendre à la population à accomplir un certains nombre d'actes utiles, au moment opportun, mais encore faut-il leur faire comprendre à quoi ils servent, quelle en est la motivation. On s'aperçoit que dans certains pays, où l'éducation sanitaire a été fortement développée grâce à une véritable campagne nationale, le niveau de santé de la population s'est amélioré infiniment plus vite.

C'est le cas notamment de la Suède, où l'éducation sanitaire fait l'objet des préoccupations constantes du Gouvernement et où la population a appris depuis longtemps à agir conformément aux intérêts de sa santé.. Cette éducation ne peut se faire que par la formation successive des éducateurs eux-mêmes et par la création de structures éducatives pyramidales, qui atteignent la population jusque dans ses éléments les plus reculés.

Le Ministre formule le souhait que chacun soit convaincu de l'importance de cette forme d'éducation et y apporte sa participation en vue d'une solution générale du problème.

Cette éducation pourrait contribuer efficacement à la lutte contre le bruit : aussi contre la pollution de l'air et de l'eau,

*f. Contrôle des denrées alimentaires.*

La loi du 20 juin 1964 a eu des effets salutaires, notamment dans le domaine des additifs alimentaires.

Il reste cependant de nombreux problèmes en suspens et le Ministre a l'intention d'encourager activement les recherches effectuées pour les résoudre.

## 3. Action sociale.

Deux aspects de cette action sociale seront examinés : celui de l'assistance publique et celui des handicapés.

*d. Þestrldiru; van liet Inuuui.*

Om die plaag te bestrijden, waardoor de zenuwen van de bevolking het erg te verduren hebben, heeft de Minister bijna de redacué beëindigd van cen wetsontwerp dat eerstelaags zal worden ingediend.

De bedoeling ervan is de overheid de nodige bevoegdheid te geven om de talrijke lawaaibronnen op doeltreffender wijze te bestrijden.

*e. De sanitaire opleiding.*

De Minister wijst nogmaals op de inspanning die moet worden geleverd voor een betere sanitaire opleiding van de bevolking. Hij is ervan overtuigd dat, indien elkeen over objectieve informatie mocht beschikken op de talrijke gebieden die met geneeskunde te maken hebben, hij voor zichzelf en zijn omgeving de nodige beslissingen zou kunnen treffen die van aard zijn de ziekte of gebrekbaarheid te voorkomen of onverwachte verwikkelingen te voorkomen.

Al te vaak wordt echter vastgesteld dat de bevolking slecht reageert op de vraagstukken die zich voordoen, zodanig zelfs dat zij er door onwetendheid toe bijdraagt bepaalde toestanden, die schadelijk zijn voor de gezondheid van de individuen, uitbreidings te doen nemen.

Het lijkt daarom onontbeerlijk dat een belangrijke inspanning wordt: geleverd orn, overal waar dat enigszins mogelijk is, de kennis van de gezondheidsvraagstukken te laten doordringen, opdat de bescherming van de individuen in de beste omstandigheden kan gebeuren.

Het is inderdaad niet voldoende de bevolking een aantal handelingen aan te leren: er moet haar bovendien duidelijk gemaakt worden waartoe bepaalde zaken dienen en om welke reden. In landen waar de sanitaire opleiding de vorm van een werkelijke nationale campagne aanneemt, kan men merken dat het gezondheidsniveau van de bevolking oneindig veel sneller verbeterd dan in andere landen.

Dit is met name het geval voor Zweden, waar de Regeering zich voortdurend bezighoudt met de sanitaire opleiding en waar de bevolking sinds geruime tijd heeft geleerd te handelen overeenkomstig de belangen van haar gezondheid. Deze opleiding kan alleen gebeuren door een stelselmatige vorming van de opvoeders zelf en door de oprichting van een piramide van opleidingsstructuren, waarin alle bevolkingslagen worden opgenomen.

De Minister spreekt de weris uit dat iedereen zich bewust wordt van het belang van die vorm van opvoeding en dat een algemene oplossing voor het vraagstuk wordt gevonden dank zij de medewerking van allen.

Die opvoeding zorgt een efficiënte bijdrage kunnen betekenen tot de bestrijding van het lawaai en ook van de lucht- en waterverontreiniging.

*f. Controle op de voedingsvoer.*

De wet van 20 juni 1964 heeft goede uitslagen opgeleverd, met name wat beträft de in de voedingswaren toegelaten toevoegsels.

Talrijke vraagstukken blijven evenwel onopgelost en het ligt in de bedoeling van de Minister het onderzoek aan te moedigen orn een oplossing te vinden.

## 3. Sociale actie.

Twee aspecten van deze sociale actie zullen worden onderzocht : dat van de openbare onderstand en dat van de minder-validen.

a. Assistance publique.

Le Ministre évoque brièvement les problèmes importants qui se posent dans ce domaine: il s'agit de la révision des lois de 1925 et 1965, de l'action du Département pour l'acquisition des maisons de retraite pour personnes âgées et de la mise en vigueur de l'arrêté royal n° 81 créant un Fonds de soins médico-socio-pédiatriques pour handicapés.

La loi du 2 avril 1965, qui a remplacé celle du 27 novembre 1891 sur le domicile de secours, a donné lieu à d'assez vives critiques. Si elle a allégé les charges des C. A. P. sur le territoire desquelles se trouvaient des établissements psychiatriques fermés, elle n'a pas eu le même effet à l'égard des Commissions dont la circonscription comporte des établissements pénitentiaires; d'autre part, elle n'a pas réglé la question du domicile de secours des enfants nouveau-nés, ni celle du remboursement des frais relatifs à l'hébergement des enfants et des personnes âgées dans des institutions agréées. Le Ministre a fait étudier par son administration les modifications qu'il y aurait lieu d'apporter à la rédaction de cette loi, les lacunes qu'il conviendrait de combler pour répondre aux voeux exprimés de divers côtés; cet examen s'est largement inspiré des conclusions de l'Union des Villes et Communes belges et un nouveau texte est actuellement soumis au Conseil supérieur d'assistance et du service social. Dès que celui-ci aura exprimé son avis, une position définitive sera prise et le projet sera déposé au Parlement.

En ce qui concerne la réforme de l'Assistance publique. Il y a lieu de se féliciter de ce que la section « Assistance publique » de l'Union des Villes ait pris l'initiative de réunir une Table Ronde chargée d'étudier de manière approfondie la réforme de l'assistance publique. Les travaux de cette assemblée ont été très fructueux et ont abouti à la proposition de remplacer les C. A. P. actuelles par des services publics d'aide sociale, soit locaux, soit régionaux, avec, au niveau provincial, une Chambre de recours et un organe de coordination et de promotion de l'aide sociale. Le rapport très complet déposé en décembre 1966 définit les missions du S.P.A.S., - plus larges que celles des commissions d'assistance publique actuelles - et en étudie la structure et le financement. Ce document a été soumis au Conseil supérieur de l'assistance, lequel a procédé à une analyse fouillée de ses propositions, qu'il considère comme étant «les formules qui paraissent actuellement les mieux adaptées en vue de donner un nouveau statut aux services publics chargés de dispenser l'aide sociale, à côté et au-delà de la sécurité sociale telle qu'elle est organisée». Le Conseil examinera prochainement les deux points restés en suspens: le financement du S. P. A. S. et l'attribution du patrimoine des C. A. P. Sur ces matières délicates, des options politiques l'estent à prendre, que le Ministre soumettra aux Chambres en temps utile.

Un autre problème, résolu sur le plan législatif, n'en demeure pas moins préoccupant en raison des difficultés que suscite l'application pratique de la réglementation. La loi du 12 juillet 1966 relative aux maisons de repos pour personnes âgées a armé le Gouvernement pour prévenir et réprimer les abus constatés dans certaines institutions héber-

a. Openbare onderstand.

De belangrijke vraagstukken die rijzen op het gebied van de onderstand schetst de Minister bondig als volgt: herziening van de wetten van 1925 en 1965, werking van het Departement op het gebied van de erkenning van rusthulzen voor bejaarden en Inwerkintreding van het koninklijk besluit n° 81 tot instelling van een Fonds voor medische sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten.

Op de wet van 2 april 1965 tot wijziging van de wet van 27 november 1891 op het onderstandsdomesticile is veel kritiek geoeftend. Zij heeft wel de taak verlicht van de commissies van openbare onderstand op wier ambtsgebied zich gesloten psychiatrische inrichtingen bevinden, maar daarentegen heeft zij niet dezelfde uitwerking gehad voor de commissies waaroer strafinrichtingen ressorteren: bovendien heeft zij het vraagstuk niet geregeld van de woning van onderstand voor pasgeboren kinderen, noch dat van de terugbetaling der kosten van opneming van kinderen en bejaarden in erkende inrichtingen. Om te beantwoorden aan de wensen die van verschillende zijden werden uitgedrukt heeft de Minister zijn administratie gestart een studie te maken van de wijzigingen die eventueel in de tekst van die wet moeten worden aangebracht en van de leemten die in die wet moeten worden aangevuld. D3t onderzoek is in grote mate gebaseerd op de conclusies van de Vereniging! van Belgische Steden en Gemeenten, en een nieuwe tekst wordt nu voorgelegd aan Je Hoge Raad voor Onderstand en Maatschappelijk Dienstbetoon. Wanneer de Raad zijn advies zal hebben verleend zal een definitief standpunt worden ingenomen en zal het ooitwerp bij het Parlement aanhangig worden gemaakt.

In verband met de hervorming van de openbare onderstand mag men zich erover verheugen dat de sectie «Openbare Onderstand» van de Vereniging der Steden het initiatief heeft genomen een Ronde-Tafelconferentie te organiseren, waarop de hervorming van de openbare onderstand grondig zal worden bestudeerd. De werkzaamheden van die vergadering zijn zeer vruchtbare geweest en hebben geleid tot het voorstel de nu bestaande commissies van openbare onderstand te vervangen door plaatselijke gewestelijke openbare diensten voor sociaal dienstbetoon, waarvoor dan per provincie een Kamer van beroep bestaat en een instelling die zich bezighoudt met de coördinatie en de bevordering van het sociaal dienstbetoon. Het zeer omstandige rapport dat in december 1966 werd ingediend, bepaalt de taken van de openbare diensten voor sociaal dienstbetoon - die trouwens veel ruimer zijn dan die van de bestaan der commissies van openbare onderstand - en bestudeert el' de structuur en de financiering van. Dat document werd voorgelegd aan de Hoge Raad voor de Onderstand, die een diepgaande analyse heeft gemaakt van de voorstellen ervan, welke hij beschouwt als de meest geschikte formules a maan de openbare diensten die met het sociaal dienstbetoon zijn belast een nieuw statuut te verlenen dat verder reikt dan de maatschappelijke zekereheid zoals die nu georganiseerd is. De Raad zal binnenkort de twee punten behandelen waarover nog geen beslissing werd getroffen: de financiering van de O. D. S. D. en de teewijzing van het patrimonium van de C. O. O's. Omrent die kieze onderwerpen moet een politiek standpunt worden ingenomen, dat de Minister te gelegenheid van het Parlement zal voorleggen.

Een ander vraagstuk, dat reeds een oplossing kreeg bij de wet, blijft daarom niet minder zorgwekkend omdat in de praktijk moeilijkheden rijzen bij de toepassing van de reglementering. De wet van 12 juli 1966 op de rustoorden voor bejaarden heeft de Regering de nodige middelen gegeven om de in inrichtingen voor bejaarden geconstateerde mis-

geant des personnes âgées; le Roi a fixé [es normes aux-  
quelles doivent répondre ces établissements et qui concer-  
nent, notamment, la sécurité, la protection contre l'incendie,  
la dispensation des soins, la surveillance médicale et la  
capacité en lits. Bien qu'il n'ait pu encore obtenir les accords  
requis pour mettre en place le personnel nécessaire à l'ap-  
plication des règles fixées, le Ministre a cependant pu faire  
procéder à un certain nombre d'enquêtes par des agents dis-  
tricts momentanément des autres tâches d'assistance. C'est  
ainsi que, pour un total de 1 328 demandes d'agrément.  
intéressant 948 établissements du secteur privé et 380 du  
secteur public, 328 visites portant sur 1100 lits, ont été  
effectuées au 31 décembre 1968.

Les premiers résultats sont plutôt décevants; rares sont  
les institutions qui répondent de manière satisfaisante aux  
conditions imposées et l'on remarque que ce sont en général  
les maisons les moins recommandables qui accueillent les  
vieillards les plus handicapés. Cela signifie que, dans l'ave-  
nir, l'effort devra porter spécialement sur la création de cen-  
tres gériatriques ou de sections de gériatrie annexées aux  
hôpitaux. Pour l'instant, il est certain que le nombre de lits  
« valables » est absolument insuffisant, et c'est pourquoi  
la loi devra être appliquée avec souplesse. Avant de se  
résoudre à des décisions de fermeture non justifiées par des  
cas particulièrement graves, il faudra s'assurer si l'est pos-  
sible de replacer les pensionnaires dans les meilleures con-  
ditions. Selon le Ministre, l'action du Département doit  
d'abord être plus persuasive que répressive. Sans rien céder  
à la rigueur que requiert la protection de vies humaines, il  
y a lieu de tenir compte des contraintes de fait, qu'impose  
l'inévitable période d'adaptation de l'équipement aux  
besoins. Cette période devra être la plus courte possible.

Les problèmes relatifs à la politique du grand âge retien-  
nent particulièrement l'attention du Ministre. Chacun sait  
qu'en Belgique, le vieillissement de la population constitue  
une source de préoccupations importantes: 13 % de celle-ci  
a en effet plus de 65 ans et on peut estimer que la moitié  
des personnes âgées est atteinte d'infirmités, à des degrés  
divers.

L'importante proportion de personnes âgées requiert non  
seulement une politique spécifique de logement: apparte-  
ments ou maisons pour vieux ménages et éventuellement,  
maisons de retraite pour personnes âgées isolées, mais elle  
postule également la mise sur pied de l'assistance ménagère  
et de l'assistance sociale et le développement en faveur des  
vieillards infirmes d'une assistance médicale et hospitalière  
appropriée.

Dans la mesure où la gériatrie est considérée comme une  
forme de médecine spécialisée dans le traitement du vieilliss-  
sement de l'individu, il y a lieu de lui assurer un dévelo-  
pement important. Les affections des personnes âgées sont  
très souvent des maladies chroniques, dont l'origine prend  
naissance pendant la vie active et qui deviennent specta-  
culaires au moment de la retraite.

Une politique gériatrique doit donc nécessairement  
s'adresser à la population avant l'âge de la retraite, et  
notamment pendant la deuxième moitié de la période active,  
c'est-à-dire: après quarante ans. Cette population devrait  
faire l'objet d'exams systématiques, destinés non  
seulement à dépister certaines maladies comme le cancer,  
mais encore les insuffisances qui vont mener progressive-  
ment l'individu à l'invalidité. On a démontré, dans de nom-  
breux pays, qu'une action concertée de lutte contre cer-  
taines maladies traitées à leur début était susceptible de

bruiken te voorkomen en te bestraffen. De Koning heeft de  
normen bepaald waaraan die inrichtingen moeten beant-  
woorden, onder meer in verband met de vdiligheid, de  
bescherming tegen brandgevaar, de verstrekking van verzor-  
ging, het medisch toezicht en het aantal bedden. Hocwel de  
Minister nog niet de vereiste instemming heeft gekomen om  
het nodige personeel voor de toepassing van de vastge-  
stelde regelen aan te werven, heeft hij nochtans een aantal  
enquêtes laten verrichten door ambtenaren die tijdelijk aan  
hun andere taken in verband met de orderstand werden  
onttrokken. Tot op 31 december 1968 werden aldus 328  
bezoeken afgelegd in verband met 1100 bedden, voor een  
totaal van 1328 aanvragen om erkenning waarvan 948 zijn  
ingedien door inrichtingen van de particuliere sector en  
380 van de overheidssector,

De eerste resultaten zijn eerder ontgoochelend: zelden be-  
antwoorden de inrichtingen aan de gestelde eisen, en het  
zijn meestal de minst aanbevelenswaardige inrichtingen die  
de meest gehandicapte bejaarden opnemen. Dat betekent  
dat in de toekomst vooral een inspanning zal moeten  
worden geleverd voor de oprichting van centra voor  
bejaarden of van aan de ziekenhuizen verbonden afdelin-  
gen voor geriatrie. Voor het ogenblik is het aantal aan de  
eisen beantwoordende bedden absoluut onvoldoende en  
daarom moet de wet met soepelheid worden toegepast.  
Vooraleer buiten de gevallen waarin dit geschiedt op grond  
een zeer ernstige omstandigheden, tot het sluiten van be-  
paalde inrichtingen te doen overgaan zal men er zich moeten  
van vergewissen dat de verzorgden elders in betere  
omstandigheden kunnen worden opgenomen. Naar het oor-  
deel van de Minister moet de actie van het Departement  
zich meer in de overtuiging dan in de bestraffing uiten.  
Zonder minder streng te zijn wanueer de bescherming van  
mensleven op het spel staat, dient men rekening te hou-  
den met de moeilijke situaties die onvermijdelijk bestaan in  
een periode waarin onze uitrusting zich nog aan de behoeft  
moet aanpassen. Die aanpassingsperiode: dient zo kort  
moegelijk te zijn.

De Minister wijdt zijn bijzondere aandacht aan de vraag-  
stukken in verband met de bejaardenzorg. Iedereen weet  
dat de bevolkingsveroudering in België grote zorg baart.  
Het is inderdaad zo dat 13 % van de bevolking ouder is  
dan 65 jaar, en aangenomen wordt dat de helft van de  
bejaarden in een of ander mate gebrekig is.

Gelet op het grote aantal bejaarden moet niet alleen een  
specifiek huisvestingsbeleid (appartementen of huizen voor  
bejaarde echtparen, eventueel tehuizen voor alleenstaande  
bejaarden) worden gevoerd, doch dient men ook te zorgen  
voor huishoudelijke en sociale hulp en voor de ontwikkeling  
van een passende medische en ziekenhuis hulp ten gunste  
van de gebrekige bejaarden.

Voor zover de bejaardenzorg wordt beschouwd als een  
vorm van geneeskunde die gespecialiseerd is in de behan-  
deling van de veroudering van het individu, moet een  
belangrijke ontwikkeling daarvan mogelijk worden gemaakt.  
De aandoeningen van bejaarden zijn meestal van chronische  
aard: zij ontstaan tijdens de actieve levensperiode van de  
individuen en treden sterker aan het licht wanneer voor deze  
de pensionering aanbreekt.

Het is dus nodig dat het beleid inzake bejaardenzorg zich  
voor de pensioengerechtigde leeftijd tot de bevolking richt  
en wel tijdens de tweede helft van haar actieve periode,  
d.w.z. na de leeftijd van veertig jaar. Die bevolking zou  
systematisch moeten onderzocht worden, niet alleen om  
ziekten als kanker op te sporen, maar eveneens om afwij-  
kingen vast te stellen die het individu langzaam tot een  
invaliden maken. Er werd aangetoond dat in landen waar  
een goed overwogen actie wordt gevoerd tegen bepaalde  
ziekten, en zulks vanaf het begin stadium, de latere arbeids-

réduire considérablement l'incapacité ultérieure. Il faut donc non seulement dépister précocement ces affections mais encore prévoir les moyens de les soigner rapidement et efficacement.

On n'imagine toutefois pas qu'il soit possible d'éliminer toutes les infirmités et invalidités, ou de supprimer les affections chroniques qui frappent les personnes âgées. C'est pourquoi il est indispensable que l'on développe des institutions spécialisées et que l'on crée en même temps un réseau d'établissements destinés à accueillir, pour des séjours prolongés, les malades atteints d'infirmités parfois incurables.

Cette politique gériatrique, qui a déjà été formulée à diverses reprises, devrait être réalisée d'une manière cohérente et ne pas faire l'objet d'initiatives sporadiques et non coordonnées.

Le développement de la sécurité sociale et son extension à la quasi-totalité de la population constituent aujourd'hui une raison supplémentaire pour que l'on envisage sans délai une réforme profonde de l'assistance publique. Il y a plus de dix ans que cette réforme a été considérée comme indispensable et il devient urgent qu'elle soit réalisée. L'assistance publique doit devenir l'organe d'entraide sociale complémentaire à la sécurité sociale. Non seulement, les buts poursuivis par l'assistance publique doivent être repensés, mais il faut également débarrasser cette institution du caractère charitable qu'elles possède actuellement. Elle doit également être déchargée de la gestion des établissements hospitaliers, qui constitue de plus en plus un anachronisme, ne s'intègre plus aujourd'hui dans le contexte de ses activités et entraîne par ailleurs des charges importantes pour la communauté.

Le Conseil supérieur de l'assistance et du service social s'occupe activement du projet de réforme de l'assistance publique et le Ministre a mis, dès à présent, à l'étude, les formes de gestion autonome des hôpitaux qui permettront, selon lui, une intégration de ces établissements dans un schéma nouveau cl'organisation d'hôpitaux publics devant vraisemblablement se rapprocher davantage du pouvoir communal.

#### b. Handicapés.

A défaut d'indications précises sur les intentions du Gouvernement de l'époque, on peut logiquement inférer de la création du Fonds des soins médico-socio-pédiatiques pour handicapés, qu'il entendait faire un effort particulier en faveur des handicapés et, en tout cas, les soustraire au régime des lois d'assistance. C'est dans cette optique que sont rédigés les premiers avis qui viennent d'être communiqués par le Conseil national consultatif, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 12 novembre 1967. Le Ministre espère pouvoir prendre assez rapidement les mesures d'exécution qui donneront vie au nouveau Fonds.

Il signale enfin qu'il a demandé l'accord de son collègue du Budget sur deux projets d'arrêtés, l'un augmentant uniformément de 10 F par jour les indemnités de séquestration à domicile, l'autre relevant sensiblement le prix le la journée d'entretien -dans les instituts médico-pédiatiques.

#### c. Victimes de la guerre.

En ce qui concerne les victimes de la guerre et, plus particulièrement, les victimes civiles, le Ministre estime que l'ensemble de leurs légitimes revendications doit être examiné en vue de l'établissement d'une programmation qui permette de liquider tout le contentieux dans un délai raisonnable. Prioritairement, il a l'intention de déposer très prochainement

ongeschiktheid aanenlijker kan verminderen. Het is dus niet alleen nodig die aandoeningen vroegtijdig op te sporen, doch ook te voorzien in de middelen om ze snel en doelmatig te verzorgen.

Het is na tuurlijk niet mogelijk alle gevallen van gebrek-kigheid en invaliditeit te verhinderen en evenmin de chronische aandoeningen van bejaarden uit te schakelen. Daarom is het onontbeerlijk de gespecialiseerde Inrichtingen uit te breiden en tegelijk een netwerk inrichtingen tot stand te brengen, waarin gebrekken die soms ongeneesbaar zijn, gedurende een lange periode kunnen worden opge-normed.

Het reeds vaak besproken beleid inzake bejaardenzorg zit op een zeer coherente wijze moeren worden gevoerd; het mag geen zaak van sporadische en onsaamenhangende initiatieven zijn.

De ontwikkeling van de maatschappelijke zekerheid en de uitbreiding ervan tot vrijwel de gehele bevolking zijn nog een reden om zo vlug mogelijk een grondige hervorming van de openbare onderstand te overwegen. Reeds meer dan tien jaar achteraan is onontbeerlijk: het is ten hoogste tijd dat ze wordt uitgewerkt. De openbare onderstand moet de instelling voor sociaal hulpbetoen worden die de maatschappelijke zekerheid aanvult. De doelstellingen van de openbare onderstand moeren niet alleen opnieuw worden bestudeerd, maar de instelling zelf moet worden ontdaan van haar huidige liefdadigheidsaspect. De openbare onderstand moet ook worden ontlast van het beheer van ziekenhuizen dat steeds meer een anachronisme wordt, dat niet meer past bij de aard van zijn werkzaamheden en bovendien zware financiële lasten met zich brengt voor de gemeenschap.

De Hoge Raad voor onderstand en maatschappelijk dienstbetoen houdt zich actief bezig met het ontwerp tot hervorming van de openbare onderstand, en de Minister laat nu reeds bestuderen op welke wijze een zelfstandig beheer van de ziekenhuizen kan worden georganiseerd zodat het, volgens hem, mogelijk zal worden de inrichtingen gemakkelijker op te nemen in een nieuw organisatieplan voor openbare ziekenhuizen, die waarschijnlijk meer bij de gemeentelijke overheid zullen moeten aanleunen.

#### b. Gehandicapten.

Bij gebrek aan nauwkeurige gegevens in verband met de bedoelingen van de vorige regering mag men uit de oprichting van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten logisch afleiden dat de bedoeling was een bijzondere inspanning te leveren ten gunste van de mindervaliden en in ieder geval het stelsel van de onderstandswetten niet van toepassing te laten op hen. Zulks is de opzet van de eerste adviezen die door de Nationale Raad van Advies overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 10 november 1967 zijn medegedeeld. De Minister hoopt spoedig de uitvoeringsmaatregelen te kunnen neren, waardoor het nieuwe Fonds in werking zal treden.

Voorts vermeldt de Minister dat hij de instemming van zijn collega van Begroting met twee ontwerpen van besluit heeft gevraagd; het ene verhoogt met 10 F de dagelijkse vergoeding voor gezinsverpleging; het andere brengt een gevoelige verhoging in de prijs per dag onderhoud in de medisch-pedagogische inrichtingen.

#### c. Oorlogsslachtoffers.

Wat de oorlogsslachtoffers betreft, en meer bepaald de burgerlijke slachtoffers, denkt de Minister dat hun gezamenlijke rechtmatige eisen moeten worden onderzocht, ten einde te komen tot een programma die het mogelijk moet maken de hangende problemen in een redelijke periode op te lossen. Vooreerst denkt hij eraan, onverwijld bij het Parle-

devant le Parlement un projet de loi parallèle aux mesures qui viennent d'être adoptées récemment en faveur des victimes militaires.

Ce projet portera deux tranches de majoration, une avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 1967 et l'autre au 1<sup>er</sup> janvier 1968, de allocations, pensions et indemnités spéciales accordées aux invalides civils des deux guerres. Il couvrira aussi des dispositions visant à l'égalisation dans le sens le plus favorable des allocations et des pensions de veuves et d'orphelins des victimes civiles des deux guerres, ainsi qu'une majoration de ces avantages. Enfin, il comportera des aménagements aux dispositions actuelles, dans le sens de la suppression de certains délais pour l'introduction des demandes originaire et des demandes en révision des décisions non conformes.

Un autre projet destiné à légaliser les modalités d'octroi des soins de santé aux victimes de la guerre pourra aussi être déposé incessamment. Ce projet est destiné non seulement à conférer un fondement légal à la situation actuelle mais il permettra également au Roi de modifier éventuellement, à l'avenir, la définition des avantages accordés ainsi (jusqu'à leurs modalités d'octroi, sous réserve du respect des droits acquis par les diverses catégories de bénéficiaires). Ceci doit permettre d'adapter ce régime aux circonstances et aux nécessités du moment, tant sous l'angle des progrès de l'art de guérir que sous l'aspect de l'évolution économique du coût des diverses prestations servies.

Enfin, parmi les revendications prioritaires que le Ministre a l'intention de rencontrer le plus rapidement possible, figure l'octroi d'une rente aux déportés de la guerre 1914-1918 et aux déportés et réfractaires de la guerre 1940-1945.

En outre, dans le cadre de la programmation nouvelle à établir, il veillera particulièrement à apporter une amélioration équitable et simultanée des avantages accordés aux différentes catégories de victimes de guerre, aussi bien au titre de pension de dédommagement qu'à celui de pension de réparation. Des groupes de travail ont dès à présent entamé l'étude des principales revendications exprimées, et qui restent à satisfaire.

\* \* \*

## 2) Budget extraordinaire.

En guise d'introduction à la politique de son département en matière d'investissements, le Ministre estime pouvoir affirmer qu'il est indispensable de promouvoir l'intervention financière de l'Etat dans le coût de la réalisation et du renouvellement de l'infrastructure et de l'équipement sanitaires.

Il rappelle d'abord que le budget extraordinaire du département comporte deux parties: l'une pour laquelle le financement s'opère directement par l'Etat soit intégralement, soit par voie de subvention et l'autre se rapportant à l'intervention d'emprunts consentis par le Crédit communal de Belgique, dont les amortissements et les intérêts sont supportés par l'Etat.

Dans la première catégorie, les crédits de l'article 61.85 sont transférés aux Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale figurant au Titre IV, Partie I, Chapitre I, sous le numéro 600. Ils sont destinés au financement intégral des travaux établis collecteurs de la Vesdre, de la Sambre et de la Haine ainsi que des bassins réservoirs de Kluizen et du Blankaert.

Dans la même catégorie ont encore trait au financement intégral, les articles 73.80 et 73.81 du Titre II, Chapitre IV,

ment, un wetsontwerp in te dienen, dat aansluit bij de maatregelen die onlangs ten gunste van de militaire slachtoffers zijn genomen.

Dar ontwerp omvat een dubbele verhoging, de eerste met ingang van 1 januari 1967, de tweede met ingang van 1 januari 1968, van de toelaen, pensions en speciale vergoedingen die worden toegekend aan de burgerlijke invaliden van beide oorlogen. Er zijn eveneens bepalingen in opgenomen met de bedoeling de toelaen en pensions van de weduwen en wezen van de burgerlijke slachtoffers van beide oorlogen op te voeren in de richting van het gunstige bedrag, evenals een verhoging van die voordelen. Er zullen ook wijzigingen worden aangebracht in de bestaande bepalingen; zo zullen bepaalde termijnen voor het indienen van nieuwe aanvragen en van aanvragen tot herziening van niet conform beslissingen worden opgeheven.

Een ander ontwerp, dat ook eerlang kan worden ingediend, heeft tot doel de wijze van toekenning van geneeskundige verzorging aan de oorlogsslachtoffers te legaliseren. De bedoeling van dat ontwerp is niet alleen een wettelijke grondslag te verlenen aan de thans bestaande toestand, doch het zal de Koning ook in de mogelijkheid stellen in de toekomst eventueel de bepaling van de toegestane voordelen en de wijze van toekenning ervan te veranderen, met dien verstande evenwel dat de verkregen rechten van de diverse categorieën van gerechtigden moerden worden geëerbiedigd. Een en ander moet het mogelijk maken het stelsel aan te passen aan de omstandigheden en aan de behoeften van het ogenblik, zowel uit het oogpunt van de vooruitgang van de geneeskunst als uit dat van de economische evolutie van de kostprijs van diverse dienstverstrekkingen.

Onder de prioritaire eisen die de Minister zo spoedig mogelijk wil inwilligen komt de toekenning voor van een rente aan de 9edeportheiden van de oorlog 1914-1918 en aan de gedeportheiden en werkweigeren van de oorlog 1940-1945.

Bovendien zal hij, in het kader van de nieuwe programmatie die moet worden opgesteld, in het bijzonder waken voor de rechtmatige en gelijktijdige verbetering van de voordelen die worden toegekend aan de verschillende categorieën van oorlogsslachtoffers, zowel wat het vergoedingspension als het herstelpension betreft. Werkgroepen zijn reeds begonnen met de studie van de voorwaarden waaraan nog moet worden voldaan.

\* \* \*

## 2) Buitengewone begroting.

Als inleiding tot de besprekking van het investeringsbeleid van zijn Departement, wijst de Minister erop dat een grotere financiële tegemoetkoming van het Rijk in de kosten voor de totstandbrenging en de vernieuwing van de infrastructuur en de sanitair uitrusting onontbeerlijk is geworden.

Hij herinnert er eerst aan dat de buitengewone begroting van het Departement uit twee delen bestaat: het ene dat de Staat rechtstreeks finanziert, hetzij volledig, hetzij door middel van subsidies; het andere dat betrekking heeft op de tussenkomst via leningen toegestaan door het Gemeentekrediet van België en waarvan de Staat de last der afschrijving draagt.

In de eerste categorie worden de kredieten van artikel 61.85 overgedragen naar het Fonds voor economische expansie en de regionale reconversie dat voorkomt onder Titel IV, Deel I, Hoofdstuk I, nr 600.1. Ze zijn bestemd voor de volledige financiering van de werken aan de meerriolen van de Vesdre, de Samber en de Haine en van de spaarbekkens van Kluizen en Blankaart.

In dezelfde categorie hebben de artikelen 73.80 en 73.81 van Titel II, Hoofdstuk IV, eveneens betrekking op de

se rapportant respectivement à la construction par l'Etat du réseau des conduites d'adduction de l'eau du barrage de Nisramont vers les réseaux communaux de la province de Luxembourg et à la construction par l'Etat d'un collecteur destiné à recevoir les eaux usées industrielles le long du canal Albert.

Font encore partie de la première catégorie, les travaux subventionnés à divers taux et mentionnés sous tous les autres articles du Titre II.

Enfin, le financement par l'intermédiaire du Crédit communal fait l'objet de l'article 8 du projet de loi et est commenté à la page 104 du programme justificatif.

Le Ministre se propose d'examiner en respectant l'ordre des articles du budget, les principaux domaines d'activité et d'insister sur certains problèmes qui se posent avec acuité,

\* \* \*

Le département intervient financièrement à raison de 30 % dans le coût des travaux exécutés par la Société nationale des distributions d'eau (art. 51.80).

Il existe encore dans le pays des communes dépourvues d'eau potable; certaines d'entre elles sollicitent des subsides depuis quinze ans. Il faut donner la priorité absolue à ces réalisations.

D'autre part, l'accent doit être mis sur les travaux d'intérêt commun dont l'exécution va de pair avec la construction des réseaux, tels que les captages, les conduites d'adduction, les installations de traitement des eaux et les équipements électromécaniques. Ces travaux ont subi jusqu'à présent des retards importants. Si l'on ne veut pas se trouver, en cas de sécheresse prolongée, devant des situations alarmantes, il faut permettre le plus rapidement possible la réalisation de ces travaux d'intérêt commun pour laquelle est inscrit un crédit de 230 000 000 de francs.

En faveur des hôpitaux et des établissements psychiatriques fermés privés, le crédit prévu est de 195 000 000 de francs (art. 51.81).

Les établissements psychiatriques fermés demanderont déjà quelque 80 000 000 de francs de subventions pour la poursuite des travaux entamés et pour la mise en chantier des réalisations nouvelles prévues. Le crédit restant peut permettre: la réalisation, l'aménagement ou le remplacement de 250 lits environ.

La création d'instituts médico-pédiatriques (art. 51.82 et 63.82) doit être encouragée, tant dans le secteur public que dans le secteur privé, où le nombre de demandes est beaucoup plus élevé: 100 000 000 de F d'engagements pour le privé en 1968, contre 14 000 000 de F dans le secteur public.

Les crédits prévus en 1969 seront suffisants pour réaliser un programme d'encouragement. Ils sont de 146 000 000 de F pour le secteur privé et de 38 000 000 de F le secteur public.

En 1968, 13 000 000 de F seulement ont été engagés pour les crèches et les pouponnières privées (art. 51.83).

L'initiative en ce domaine fait défaut alors que les nécessités sont grandes. Ici encore, une politique d'encouragement doit être suivie. Le Ministre en étudie les modalités.

Il en est de même pour les crèches et les pouponnières publiques, qui émergent à l'article 63.83 (financement à l'intervention du Crédit communal).

Il y a lieu de souligner l'importance de l'aide financière apportée par le département à la construction de l'Institut national du sang par la Croix-Rouge de Belgique, de la Maison de Cure à St-Ode par la F.N.A.P.G. et du Home de Dilbeek par l'O.N.A.C. (art. 51.81, 51.85 et 61.83).

volledige financiering van het aanleggen door de Staat van het net der toevoerleidingen van het water van de afdamming van Nisramont naar de gemeentelijke netten van de provincie Luxemburg, resp. van het bouwen door de Staat van een moerriool waarin het nijverheidsafvalwater langs het Albert-kanaal moet worden geloosd.

Tot de eerstc categorie behoren nog de werken die volgens verschillende percentages zijn gesubsidieerd en die onder al de andere artikelen van Titel II voorkomen.

Ten slotte wordt de financiering door bemiddeling van het Gemeentelekrediet behandeld in artikel 8 van het wetsontwerp en wordt de commentaar erop verstrekt op pagina 101 van het verantwoordingsprogramma.

De Minister zal de belangrijkste werkingssterrenen en meer in het bijzonder de acute vraagstukken, onderzoeken in de volgorde waarin ze op de begroting voorkomen.

\* \* \*

Het Departement draagt 30 % bij in de kosten voor de werken die door de Nationale Maatschappij der waterleidingen worden uitgevoerd (art. 51.80).

In ons land bestaan nog steeds gemeenten waar geen drinkwater voorhanden is: sommige ervan vragen al sinds 15 jaar subsidies aan. Die werken moeten volstrekt voorrang krijgen.

Bovendien moet de nadruk worden gelegd op de werken van openbaar nut, waarvan de uitvoering samengaat met het bouwen van netten, zoals de waterwinningen, de nanoveleidingen, de installaties voor de behandeling van het water en de elektromechanische uitrusting. Die werken hebben tot nu toe een belangrijke vertraging opgedaan. Wil men in geval van langdurige droogte niet voor alarmtoestanden komen te staan, dan moeten die werken van algemeen nut zo snel mogelijk worden uitgevoerd. Het daartoe uitgetrokken krediet bedraagt 230 000 000 F,

Voor de ziekenhuis en de gesloten psychiatrische inrichtingen beloopt het uitgetrokken krediet 195 000 000 F (51.81).

De geslotenpsychiatrische inrichtingen zullen alleen reeds subsidies verlenen ten bedrage van 80 000 000 F om de reeds begonnen werken voort te zetten en de nieuw ontworpen werken aan te vangen. Met het resterende krediet kunnen ongeveer 250 bedden worden gebouwd, verbouwd of vervangen.

De oprichting van medisch-pedagogische inrichtingen (artt. 51.82 en 63.82) moet worden aangemoedigd, zowel in de publieke als in de particuliere sector, waarin het aantal aanvragen merkelijk hoger ligt: in 1968 werd daarvoor 100 000 000 F vastgelegd tegenover 14 000 000 F voor de publieke sector.

De voor 1969 uitgetrokken kredieten zullen voldoende zijn om een aanmoedigingsprogramma uit te voeren. Voor de particuliere sector bedragen zij 146 000 000 F en voor de publieke sector 38 000 000 F.

In 1968 werden slechts 13 000 000 F vastgelegd voor de particuliere kinderkribben en kinderde- en -nachtverblijven (art. 51.83).

Er is gebrek aan initiatief op dat gebied, waar de behoeften nochtans zo groot zijn. Hier ook zijn aanmoedigingen noodzakelijk. De Minister onderzoekt op welke wijze dat kan gebeuren.

Deszelfde toestand doet zich voor de kinderkribben en kinderde- en -nachtverblijven van de publieke sector voor, die onder artikel 63.83 voorkomen (financiering door bemiddeling van het Gemeentelekrediet).

Er dient te worden gewezen op het belang van de financiële steun die door het Departement aan het Rode Kruis van België wordt verleend voor het bouwen van het Nationaal Instituut van het bloed, aan het N.V.O.K. voor het herstellingsoord te St.-Ode en aan het N.W.O.S. voor het rustoord te Dilbeek (artt. 51.84, 51.85 en 61.83).

Il convient d'insister sur la nécessité, pour le secteur privé, de promouvoir la création d'établissement pour l'hébergement des handicapés adultes (art., 51.86).

En effet, une politique d'encouragement dans ce domaine prolonge en quelque sorte celle l'dative aux instituts médico-pédagogiques.

Déjà en 1968, figurait un crédit de *la* 000 000 de F en vue de la construction de homes dece genre. Tou tefois, les arrêtés d'exécution n'ayant pas été promulgués, aucun montant n'a pu être engagé. Le Ministre espère pouvoir faire paraître ces arrêtés à bref dé*ai*,

En 1969, 5000 000 de F sont prévus, ce qui porte le montant disponible à 15 000 000 de F. compte tenu du report de 1968.

Le problème du projet de loi sur la protection des eaux de surface contre la pollution (art., '51.87) a déjà été évoqué. Une dotation cie départ de 20 000 D0el cie F était prévue au budget pour 1968 afin de couvrir les frais de fonctionnement des sociétés à créer en exécution de cette loi. Cette somme peut être reportée en 1969.

Depuis plusieurs années, un crédit symbolique de 2000000 F a été inscrit en vue de l'intervention financière de l'Etat dans le coût cie l'infrastructure sportive privée (art., 52.80). Il ne fut jamais utilisé et les arrêtés d'exécution y afférents ne furent jamais pris.

Ces arrêtés paraîtront incertaines et le report en 1969 du crédit de 1968 permettra de satisfaire un demande déjà introduite ainsi qu'éventuellement d'autres modestes demandes ultérieures. Aucun crédit n'a donc été sollicité en 1969; l'expérience de l'année en cours déterminera la politique à suivre: à l'avenir.

Une initiative nouvelle consiste en la subvention d'un bâtiment d'hébergement destiné aux malades atteints de séquelles de l'appareil locomoteur, dues à la poliomyélite ou ayant une autre étiologie (art., 63.87). Le bâtiment en question est construit par la C. A. P. de Liège, qui a un nombre relativement important de paralysés poliomyélitiques. Un effort doit être tenté pour réintégrer partiellement ces malades dans le milieu familial.

Dans la première partie de son exposé, Je Ministre a évoqué les mesures à prendre en matière de protection contre l'incendie des établissements hospitaliers nouveaux ou existants (art., 63.88).

Lors de l'introduction des propositions budgétaires, il a demandé l'inscription d'un nouvel article destiné à subventionner le coût des travaux rendus nécessaires par la réglementation en vigueur. Cette demande était justifiée par l'importance des sommes à investir et par les difficultés financières qu'éprouvent généralement les maîtres de l'ouvrage intéressés.

Le crédit inscrit au budget est de 100 000 000 de F.

D'autre part, Je crédit budgétaire prévu pour l'octroi de subsides en faveur cie la construction d'hôpitaux par les universités libres, s'élève à 155 000 000 de F (art., 64.81).

Or, le dossier d'adjudication de l'hôpital universitaire de l'Université Catholique cie Louvain, ....re phase d'un montant de 550 000 000 de F est à l'examen du Département..

Er zij op gewezen dat het voor de particuliere sector een noodzakelijk is de oprichting van tehuizen voor volwassen gehandicapten in de hand te werken (art., 51.86),

In feite is het zo dat een aanmoedigend beleid op dat gebied als het ware een voortzetting betekent van de steun die aan de medisch-pedagogische inrichtingen wordt verleend.

In 1968 reeds was op de begroting een krediet van *la* 000 000 F uitgetrokken voor het houwen van dergelijke tehuizen. De uitvoeringsbesluiten zijn echter niet verschenen, zodat geen bedrag kan worden vastgelegd. De Minister hoopt die besluiten binnenkort te kunnen uitvaardigen.

Voor 1969 wordt 5000000 F uitgetrokken, wat het beschikbare bedrag tot 15 000 000 F opvoert, rekening houdend met het overgedragen saldo van 1968.

Er is reeds hoger gesproken over het wetsontwerp op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging (art., 51.87). Een aanvangsbedrag van 20 000 000 F was op de begroting voor 1968 uitgetrokken voor de werkingskosten van de verenigingen die ter uitvoering van die wet moerden worden opgericht. Die som mag worden overgedragen op 1969.

Sinds enkele jaren wordt een symbolisch krediet van 2 000 000 F uitgetrokken met het oog op de financiële tegemoetkoming van het Rijk in de gevallen door het particulier initiatief uitgegeven voor de infrastructuur met het oog op de sportbeoefening (art. 52.80). Het werd echter nooit gebezigd en nooit werden uitvoeringsbesluiten opgenomen die daar betrekking op hadden.

Die uitvoeringsbesluiten zullen eeuwig verschijnen, en de overdracht van het krediet van 1968 naar 1969 zal het mogelijk maken een reeds ingediende aanvraag in te willigen en eventueel ook aridere minder belangrijke aanvragen die nog mochten ingediend worden. Daarom is geen krediet aan gevraagd voor 1969; de ervaring die we dit jaar zullen opdoen zal het beleid voor de toekomst bepalen.

Een nieuw initiatief bestaat in het subsidieën van een gebouw voor het openen van de zieken die aangepast zijn door stoornissen in het bewegingsapparaat ingevolge de nasleep van poliomyelitis of een andere ziekteoorzaak (art. 63.87). Dat gebouw wordt opgericht door de C. O. O. te Luik, die een vrij belangrijk aantal poliomyelitisleiders heeft opgenomen. Een inspanning moet worden geleverd om die zieken ten dele weer in hun gezinsmilieu te integreren.

In het eerste gedeelte van zijn uiteenzetting heeft de Minister gehandeld over de maatregelen die moerden worden genomen ter beveiliging tegen brand in nieuwe of bestaande verplegingseinrichtingen (art., 63.88).

Bij het indienen van de begrotingsvoorstellingen heeft de Minister gevraagd een nieuw artikel op te nemen tot dekking van de kosten die door de van kracht zijnde reglementering noodzakelijk zijn geworden. Die aanvraag was verantwoord wegens de omvang van de te investeren bedragen en wegens de financiële moeilijkheden waarmee de getrokken opdrachtgevers van het werk meestal te kampen hebben,

Op die begroting werd een bedrag van 100 000 000 F uitgetrokken.

Anderzijds bedraagt het begrotingskrediet dat moet dienen als subsidie voor het bouwen van ziekenhuizen door de vrije universiteiten 155000 000 F (art. 61.81).

Het aanbestedingsdossier betreffende de 1<sup>e</sup> fase van de werken aan het academisch ziekenhuis van de Katholieke Universiteit te Leuven, ten bedrage van 550 000 000 frank, wordt door het Departement onderzocht,

Quelles que soient les décisions prises en la matière, le plafond imposé de 1 168 500 000 de F pour la réalisation totale de l'hôpital, à l'exclusion des locaux d'enseignement et de recherche scientifique, sera respecté.

La subvention nécessaire pour permettre l'ouverture du chantier de la 1<sup>re</sup> phase est de 369 600 000 F.

Le Gouvernement délibéra en la matière et soumettra une solution au Parlement.

D'autre part, l'Université Catholique de Louvain se propose de procéder rapidement aux adjudications des phases suivantes de la réalisation de sorte qu'en 1969, d'autres crédits devraient encore être mis à sa disposition, à moins que des solutions plus souples soient admises en matière de subventions et de comptabilité de l'Etat, telles que l'octroi de subsides par tranches.

Quoiqu'il en soit, le total des subsides à octroyer à l'Université Catholique de Louvain pour la réalisation de son hôpital universitaire s'élèvera à quelque 785 000 000 de francs.

D'autre part, l'hôpital universitaire de l'Université Libre de Bruxelles a obtenu un accord de principe pour la construction d'un établissement de 1 500 lits.

Le Gouvernement devra revoir la question dans son ensemble et faire des propositions concrètes au Parlement.

Pour poursuivre le programme de construction des conduites d'adduction de l'eau du barrage de Nisramont aux réseaux communaux, il est prévu en 1969 un montant de 30 000 000 de francs (art. 73.80).

Enfin, en ce qui concerne le collecteur le long du canal Albert, le programme autorisé est de 250 000 000 de francs (art. 73.81).

Les diminutions de crédits opérées au cours des exercices précédents ont retardé l'exécution des travaux en cours.

En raison de l'importance primordiale de ces travaux pour l'économie générale de la région intéressée, tout sera mis en œuvre pour que le retard soit comblé, ce qui nécessitera l'octroi de crédits supplémentaires.

Le coût total des travaux est de 1 404 000 000 de francs; à la fin de 1968, 377 192 906 francs avaient été engagés.

\* \* \*

Pour l'ensemble du Fonds d'Expansion Economique, le crédit prévu est de 400 000 000 de francs; il est destiné à la construction des collecteurs de la Sambre et de la Haine, de la vallée de la Vesdre et à l'établissement des bassins d'épargne qui sont d'une extrême urgence (art. 61.85-600.1).

\* \* \*

Quant au financement à l'intervention du Crédit communal (art. 51.80), en matière de distribution d'eau, les crédits s'avéreront probablement insuffisants.

La Compagnie Intercommunale Bruxelloise des Eaux, en vue des énormes sommes qu'elle doit investir - pompage et épuration de l'eau de la Meuse à Tailfer - dans le but de réaliser l'augmentation nécessaire des débits à fournir, a demandé l'intervention financière du département dans le coût de cet investissement. Le Ministre estime qu'il ya lieu de donner satisfaction à l'Intercommunale. Les modalités et le taux de cette intervention sont à l'étude.

En accord avec le Ministre des Travaux publics, il envisage de subsidier à 65 %, forfaitairement, le coût du déplacement des conduites de distribution d'eau, à l'occasion de travaux de voirie exécutés par le Ministère des Travaux publics ou pal' le Fonds des Routes. Le Département

Welke beslissingen in dat verband ook worden genomen. men zal zich strikt houden aan het opgelegde maximumbedrag van 1 168 500 000 frank voor de volledige uitrusting van het ziekenhuis; de ruimte voor onderricht en wetenschappelijk onderzoek niet inbegrepen.

De subsidie die nodig is om met de eerste fase te kunnen beginnen, bedraagt 369 600 000 frank.

De Regering zal daarover beraadslagen en zal nadien een oplossing voorleggen aan het Parlement.

Bovendien is het de bedoeling van de Katholieke Universiteit te Leuven zeer vlug te beginnen met de aanbestedingen van de volgende fasen van het project, zodat in 1969 nieuwe kredieten ter beschikking zullen moeten zijn, tenzij soepeler oplossingen worden aanvaard op het gebied van de subsidiën en van de rikscomptabiliteit, bij voorbeeld het toekennen van subsidies per delen.

Het totaal van de aan de Katholieke Universiteit te Leuven uit te keren subsidies voor het oprichten van het universitair ziekenhuis zal in ieder geval zowat 785 000 000 frank bedragen.

Anderzijds kreeg het academisch ziekenhuis van de Vrije Universiteit te Brussel een principieel akkoord voor het bouwen van een inrichting met 1 500 bedden.

De Regering zal het gehele vraagstuk opnieuw moeteri onderzoeken en aan het Parlement concrete voorstellen doen.

Voor 1969 is in een bedrag van 30 000 000 frank voorzien orn het bouwprogramma van de toevoerleidingen van het water van de afdamming van Nisramont naar de gemeentelijke netten af te weken (art. 73.80).

Ten slotte is met betrekking tot de moerriool langs het Albertkanaal, het programma opgemaakt voor een uitgave van 250 000 000 frank (art. 73.81).

Daar de kredieten tijdens de voorbije dienstjaren werden verminderd, hebben de werken vertraging opgelopen.

Gelet op het feit dat die werken van allergroot belang zijn voor de algemene economische ontwikkeling van de betrokken streek, zal alles in het werk worden gesteld om de achterstand in te lopen, wat het toekennen van hij-komende kredieten noodzakelijk zal maken.

De totale kosten van de werken bedragen 1 404 000 000 frank. Einde 1968 was een krediet van 377 192 906 frank vastgelegd.

\* \* \*

Het krediet voor het Fonds voor de Economische Expansie bedoopt in totaal 400 000 000 frank; het is bestemd voor het aanleggen van de moerriolen van de Sambre en de Haine, van de vallei van de Vesdre alsmede voor het bouwen van dringend noodzakelijk geworden spaarbekkens (art. 61.85-600.1).

\* \* \*

In verband met de financiering door toedoen van het Gemeentekrediet (art. 51.80) zij vermeld dat de kredieten voor de watervoorziening waarschijnlijk onvoldoende zullen blijken te zijn.

Daar de Brusselse Intercommunale Watermaatschappij een enorme bedragen moet investeren voor het oppompen en het zuiveren van het water van de Maas te Tailfer om de nodige verhoging van debiet te kunnen bewerken, heeft zij om de tegemoetkoming van het Departement in de bekostiging van die werken verzocht. De Minister is van oordeel dat aan dat verzoek van de Intercommunale moet worden voldaan. Bedrag en modaliteiten van die tegemoetkoming zijn thals in studie,

Hij denkt eraan, in overleg met de Minister van Openbare Werken, een vaste subsidie ten belope van 65 % te verlenen voor het bekosten van de verplaatsing van de waterleidingen bij het verrichten van wegwerkzaamheden door het Ministerie van Openbare Werken of het Wegenfonds.

ment de la Santé publique examine quel est le montant des crédits lui devraient être engagés à cet effet en 1969.

En 1968, 52 chantiers d'hôpitaux publiques pour maladies aiguës et chroniques étaient en cours (art. 63.81),

Sur la base de 5631 lits pour lesquels un accord de principe a été donné, on estime à 44 le nombre de nouveaux chantiers qui seront ouverts en 1969. Toutefois, chaque année, des retards sont constatés dans l'acheminement des dossiers, ce qui diminue les sommes à engager.

Le Ministre s'efforcera de faire exécuter un programme de réalisation ou d'amélioration de quelque 1 000 lits par an, ce qui entraînerait une dépense de 650 000 000 de francs environ.

En ce qui concerne les bâtiments du génie sanitaire et des établissements de soins (art. 63.83), Je programme optimum qu'exige une politique cohérente en la matière est, depuis plusieurs années, supérieur aux possibilités financières.

Dans le domaine du génie sanitaire, quatre genres de travaux sont subsidiés: les abattoirs, l'infrastructure sportive, les installations de traitement d'immondices et la construction du nouvel Institut Pasteur.

La répercussion financière de la politique des abattoirs sera particulièrement ressentie en 1970. Toutefois, bien des établissements n'attendent que la parution des textes et la prise en considération de leur candidature pour introduire leur demande d'intervention financière dans le coût des travaux nouveaux ou d'appropriation. En 1969, certains crédits seront nécessaires.

Le Ministre attache un intérêt spécial à l'infrastructure sportive. Il est, en effet, indispensable de suivre en ce domaine une politique hardie, car il existe dans le pays beaucoup trop peu de bassins de natation et de complexes sportifs susceptibles de permettre aux élèves des écoles et à la population tout entière une pratique suffisante des sports.

Le problème du traitement des immondices est crucial en Belgique. Des terrains de versages créent partout des situations insalubres. Il est urgent de promouvoir l'établissement d'installations de broyage, de compostage ou d'incinération, si l'on veut éviter que la situation ne devienne intolérable.

Un gros effort doit être entrepris dans le but de susciter les initiatives actuellement trop peu nombreuses des pouvoirs subordonnés. Un moyen d'encouragement efficace serait l'augmentation du taux actuel des subventions.

La situation s'améliore toutefois de manière sensible car plusieurs dossiers d'avant-projets, de projets et d'adjudications sont à l'examen. C'est pourquoi, l'Etat doit être prêt à intervenir financièrement dans le coût des installations à établir.

Il ne faut pas oublier qu'en Belgique, plus de 2600 communes produisent quotidiennement des quantités énormes d'immondices.

En ce qui concerne les personnes âgées, les hommes et les maisonnettes pour vieux ménages retiennent l'attention particulière du Ministre. Pour suivre un programme suffisant en la matière, il faudrait construire quelque 800 lits par an.

Le Ministre estime qu'il faut tendre vers la réalisation de ce programme. car une politique de santé publique se doit d'assurer aux personnes âgées des conditions d'existence meilleures et des garanties de sécurité accrues.

Het bedrag van de kredieten die daarvoor in 1969 zouden moeren worden vastgelegd, wordt door het Departement van Volksgezondheid onderzocht.

In 1968 waren er 52 bouwwerven voor het oprichten van openbare ziekehuizen voor acute en chronische ziekten in uitvoering (art. 63.81).

Op basis van de 5621 bedden waarvoor een principieel akkoord werd gegeven, wordt aangenomen dat in 1969 44 nieuwe bouwwerven zullen geopend worden. Elk jaar echter doen er zich vertragingen voor bij het doorzenden van de dossiers, zodat de vast te leggen kredieten verminderen.

De Minister zal zich bijveren om een programma voor lier klaarmaken of het verbeteren van ongeveer 1 000 bedden per jaar te doen uitvoeren, wat een uitgave van circa 650 000 000 frank zou vergen.

Met betrekking tot de gebouwen voor de sanitaire bouwkunde of voor de verplegingsinrichtingen (art. 63.83) ligt het optimale programma dat voor een gecoordeerd beleid ter zake vereist is, sinds jaren reeds buiten de perken van de financiële mogelijkheden.

In het vlak van de sanitaire bouwkunde worden subsidies verleend voor vier soorten werken: de slachthuizen, de infrastructuur voor de sportbeoefening, inrichtingen voor huisvuilverwerking en het oprichten van het nieuwe Instituut Pasteur.

Het slachthuizenbeleid zal vooral in 1970 gevoelige financiële gevolgen hebben. Tal van inrichtingen echter wachten op het verschijnen van de teksten en het in overweging nemen van hun kandidatuur om een financiële tegemoetkoming aan te vragen in de kosten van de nieuwe uitgevoerde werken of de verbouwingswerken. In 1969 zullen kredieten daartoe vereist zijn.

De Minister stelt speciaal belang in de infrastructuur voor de sportbeoefening. In dat opzicht is het onontbeerlijk een stoutmoedige politiek te volgen, daar in het land veel te weinig zwembassins en sportcentra bestaan om de schoolgaande jeugd en de ganse bevolking in de gelegenheid te stellen de sport in voldoende mate te beoefenen.

Het vraagstuk van de behandeling van het huisvuil is in België acuut geworden. Overal nog doen vuilnisbelten ongezonde toestanden ontstaan. Wil men voorkomen dat de toestand onverdraaglijk wordt, dan moet grote spoed gemaakt worden met de oprichting van compostbedrijven of van installaties voor het verkleinen of het verbranden van huisvuil.

Een grote inspanning moet worden gedaan om door de ondergeschikte besturen initiatieven te doen nemen die thans niet erg talrijk zijn. Een efficiënte maatregel om ze aan de moedigen ligt in het opvoeren van het percentage van de tegemoetkoming.

De toestand evolueert echter gunstig, aangezien verschillende dossiers van voorontwerpen, ontwerpen en aanbestedingen ter studie liggen. Daarom juist moet de Staat gereed staan om financieel tegemoet te komen in de bekostiging van de op te richten installaties.

Er zij hier op gewezen dat 2 600 gemeenten in België dagelijks enorme hoeveelheden huisvuil voortbrengen.

Met betrekking tot de bejaarden gaat de aandacht van de Minister speciaal naar de huisjes voor oude echtparen. Voor de behoeften van die sector zouden er 800 bedden per jaar moeren worden opgericht.

De Minister is van oordeel dat de uitvoering van een dergelijk programma moet worden bereikt, daar een volksgezondheidsbeleid zich moet tot taak stellen de bejaarden betere levensvoorwaarden te verschaffen en meer zekerheidswaarborgen te bieden.

Les centres de santé sont d'une importance capitale en matière de prévention de la maladie. Les initiatives dans ce domaine ne sont toutefois pas nombreuses et il faudrait les encourager, voire les susciter.

Le problème de l'épuration des eaux usées demande des investissements importants (art. 63.84). Le Département est en possession d'avant-projets et de projets dont la valeur en subvention dépasse le milliard, non comprise l'intervention financière dans le coût de la station et du collecteur - 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> phase - du ruisseau de Soleilmont.

\* \* \*

Enfin le Ministre commente brièvement l'évolution globale du budget de la Santé publique.

Il ne se réfère uniquement aux années 1966 à 1969 ~~ccir~~. avant 1966, les crédits de l'Administration de la Famille étaient indus dans le budget de la Santé publique.

Le budget ordinaire a subi, entre 1966 et 1969, une augmentation de 55,77 %; entre 1968 et 1969, celle-ci est de 8,54 %.

Quant aux dépenses extraordinaires, leur évolution s'établit comme suit:

financement par l'Etat: de 1966 à 1969; 68 %; de 1968 à 1969; 65 %;

fonds d'expansion économique: de 1968 à 1969; 42 %;

financement par le Crédit communal; de 1966 à 1968; 22,5 %

Le budget total s'est accru de 55,6 % entre 1966 et 1969 et de 12,5 % entre 1968 et 1969.

De toutes les pourcentages cités ci-dessus, il y a lieu de retrancher l'influence de l'indice des prix de détail.

\* \* \*

En conclusion, malgré les diminutions opérées chaque année par rapport aux crédits demandés, le budget de la Santé publique est en constante croissance mais celle-ci est encore insuffisante.

Cette situation entrave la poursuite d'une politique efficace de la santé et ralentit les investissements en matière d'infrastructure sanitaire. A son tour, le manque d'investissements, qui ne se résorbe guère, est préjudiciable à l'état de santé de la population.

Les problèmes ne manquent pas au Département de la Santé publique et les charges financières liées à leur solution sont considérables.

Le Ministre compte sur l'appui de tous les membres du Parlement pour lui permettre de développer en Belgique une politique de santé publique conforme aux intérêts de l'ensemble des habitants.

## II. ~ Discussion,

### 1) Présentation du budget.

Un membre estime que la modification apportée à la présentation du budget est peut-être justifiée sur le plan scientifique, mais elle rend les comparaisons difficiles et est parfois peu claire. Pourquoi, notamment a-t-on subdivisé

De gezondheidscentra zijn van het grootste belang voor de voorbehoeding tegen ziekten. Talrijke initiatieven werden evenwel op dat gebied niet genomen en zij zouden aan gemoedigd zonier uitge loek moeren worden.

Het vraagstuk van de zuivering van afvalwater vergt belangrijke investeringen (art. 63.84). Het Departement beschikt thans over voorontwerpen en ontwerpen die ten behoeve van meer dan één miljard zouden moeten worden gesubsidieerd, afgezien van de financiële tegemoetkoming in de bekostiging van het zuiveringsstation en van de riool ~ 1<sup>st</sup> en 2<sup>e</sup> fase van Solerlmont.

\* \* \*

Ten slotte geeft de Minister een korte toelichting bij de globale evolutie van de begroting van Volksgezondheid.

Hij verwijst daarbij alleen naar de jaren 1966 tot en met 1969, daar voor 1966 de kredieten van het Bestuur van het Gezin in de begroting van Volksgezondheid waren begrepen,

De gewone begroting is tussen 1966 en 1969 met 55,77 % gestegen; tussen 1968 en 1969 beloopt die stijging 8,54 %.

De buitengewone uitgaven geven volgende evolutie te zien:

financiering door de Staat: van 1966 tot 1969: 68 'lt.; van 1968 tot 1969: 65 %;

fonds voor de economische expansie: van 1968 tot 1969: 42 %;

financiering door het Gemeentekrediet: van 1966 tot 1968: 22,5 %

De totale begroting is met 55,6 % toegenomen tussen 1966 en 1969 en met 12,5 % tussen 1968 en 1969.

Van de genoemde percentages dient de weerslag van het indexcijfer der kleinhandelsprijzen afgetrokken te worden.

\* \* \*

Tot besluit kan men vaststellen dat het bedrag van de begroting van Volksgezondheid, niettegenstaande de verminderingen die elk jaar op de aanvraagde kredieten worden toegepast, steeds blijft toenemen, maar dat deze toenam nog onvoldoende is.

Die toestand belemert de voortzetting van een doeltreffend gezondheidsbeleid en vertraagt de investeringen voor de sanitair infrastructuur. Het blijvend gebrek aan voldoende investering heeft overigens ongunstige gevolgen voor de gezondheid van de bevolking.

Er rijzen talrijke vraagstukken voor het Departement van Volksgezondheid en het behoeft geen betoog - aande oplossing daarvan zijn aanzienlijke financiële lasten verbonden.

De Minister rekent op de steun van al de leden van het Parlement om hem in staat te stellen in België een politiek van openbare gezondheid te voeren die overeenkomt met de belangen van de gezamenlijke bevolking.

## II. -- Bespreking.

### 1) Voorstelling van de begroting.

Een lid meent dat de gewijzigde voorstelling van de begroting misschien gerechtvaardigd is uit een wetenschappelijk oogpunt, maar zij maakt het moeilijker vergelijkingen te trekken en zij is soms misschien minder duidelijk.

visé en deux articles distincts l'intervention de l'Etat dans le prix de journées d'entretien dans les hôpitaux? Cette distinction, selon qu'il s'agit d'hôpitaux universitaires ou d'autres hôpitaux, semble peu justifiée,

Le Ministre précise que la création d'un chapitre spécial au budget a eu pour but de regrouper tous les crédits qui ont trait à la politique scientifique, en vertu d'une décision gouvernementale qui vise d'ailleurs les budgets de tous les départements,

Il précise que l'article 33,36 actuel concerne l'intervention du Département de la Santé publique, à concurrence de 25 % du prix de la journée d'entretien pour tous les hôpitaux, y compris les hôpitaux universitaires,

Au chapitre «Politique scientifique», on trouve sous l'article 33,51, le seul subside complémentaire octroyé aux établissements universitaires en application de l'article 12, § 3 de la loi sur les hôpitaux.

## 2) Victimes de la guerre.

Plusieurs membres de la Commission s'intéressent au sort des victimes de la guerre. Un membre souhaite savoir si le Gouvernement a l'intention d'accorder une rente aux déportés des deux guerres,

Un autre membre demande au Ministre d'insister auprès de ses collègues pour que des propositions de loi qui ont été déposées puissent être examinées rapidement... Il s'agit notamment de l'indexation des rentes, de captivité, de la réversibilité de certaines pensions en faveur des veuves, et de la valorisation de la période de mobilisation pour les anciens combattants. Enfin, la question de la relation de cause à effet entre le fait dommageable et certaines affections est également évoquée. Il est souhaité que cette question soit réétudiée à la lumière des connaissances médicales actuelles.

Le Ministre souligne que le Gouvernement a créé un groupe de travail constitué de représentants des départements intéressés et de représentants du comité de contact des associations patriotiques, d'une part, et du comité de coordination des organisations représentant les victimes civiles de la guerre, d'autre part. Ce groupe de travail procède actuellement à l'établissement d'un calendrier de priorités, en vue de permettre au Gouvernement de dresser une programmation. Il aura pour but de rencontrer dès 1969 et au cours des prochaines années, les revendications légitimes exprimées par les diverses catégories de victimes de la guerre.

Le Ministre rappelle qu'il a déjà livré, en ce qui concerne notamment les victimes civiles, certaines précisions dans son exposé introductif, sur les améliorations qu'il espère pouvoir réaliser en 1969,

Le Ministre déclare, d'autre part, que l'examen du guide-barème des invalidités est entrepris en vue d'une mise à jour, à la lumière des connaissances médicales actuelles.

Certaines questions touchant à la relation de cause à effet entre le fait dommageable et certaines affections, seront examinées à cette occasion. Le Ministre veillera à ce que des médecins ayant la confiance des associations de victimes de la guerre participent à ces travaux.

## 3) Hôpitaux,

Plusieurs membres évoquent la situation financière difficile d'un grand nombre d'hôpitaux.

Un membre évoque la progression du prix de revient de la journée d'entretien, due notamment aux frais de personnel (hausse des salaires, réduction de la durée du travail).

Wwrom heeft men bij voorbeeld de bijdrage van de Staat in de prijs van de verpleegdag in een ziekenhuis in twee onderscheiden artikelen onderverdeeld? Dan onderscheid, naarmate het gaat om academische dan wel om andere ziekenhuizen, wordt weinig gerechtvaardigd geacht.

De Minister verklaart dat het bijzondere hoofdstuk in de begroting ten doel heeft alle kredieten die op het wetenschapsbeleid betrekking hebben te hergroeperen, zulks inqevolge een reqertnqbscsttssmij, die overigens op de begrotingen van alle departementen toepasselijk is,

Hij voegt eraan toe het huidige artikel 33,36 betrekking heeft op de bijdrage van het Departement van Volksgezondheid ten belope van 25 % van de prijs van de verpleegdag! voor alle ziekenhuizen inclusief de academische.

Onder het hoofdstuk «Wetenschapsbeleid» staat onder artikel 33,51 de enige aanvullende rijkssubsidie welke ter uitvoering van artikel 12, ~ 3, van de wet op de ziekenhuizen wordt toegekend.

## 2) Oorlogsslachtoffers.

Verscheidene cornmissieleden interesseren zich voor het lot van de oorlogsslachtoffers. Een lid wenst te vernemen of de Regering het voornemen koestert aan de qedeporteerde van beide oorlogen een rente toe te kermen.

Een ander lid vraagt de Minister bij zijn collega's aan te dringen om de ingediende wetsvoorstellingen spoedig te doen onderzoeken. Het gaat narnelijk om de indexering van de gevangenschapsrenten, de overdraagbaarheid van bepaalde pensioenen ten gunste van de weduwen en de valorisatie van de mobilisatieperiode voor oudstrijders. Ten slotte komt ook de kwestie van het oorzakelijk verband tussen het schadelijk feiten bepaalde aandoenirien ter sprake. De wens wordt uitgesproken dat deze kwestie opnieuw zal worden bestudeerd in het licht van de huidige medische kennis.

De Minister onderstreept dat de Regering een werkgroep heeft opgericht, die is samengesteld enerzijds uit vertegenwoordigers van de betrokken departementen en de vertegenwoordigers van het contactcomité der vaderlandsliedende verenigingen en anderzijds uit afgevaardigden van het comité voor coördinatie van organisaties die de burgerlijke oorlogsslachtoffers vertegenwoordigen. Die werkgroep stelt thans een kalender van prioriteiten op, om de Regering in staat te stellen tot een programmatie te komen, Het doel daarvan l'al zijn van 1969 af en in de daaropvolgende jaren tegemoet te komen aan de rechtmatige eisen welke de diverse categoriën van oorlogsslachtoffers stellen.

De Minister wijst erop dat hij in zijn inleidende uiteenzetting in verband met de burgerlijke slachtoffers reeds bijzonderheden heeft verstrekt omtrent de verbeteringen die hij in 1969 hoopt te kunnen invoeren.

Voorts verklaart hij dat een onderzoek is ingesteld naar een modelschaal van invalideitstarieven om die bij te werken in het licht van de huidige medische kennis.

Bij die gelegenheid zullen bepaalde kwesties betreffende het oorzakelijk verband tussen het schadelijk feit en bepaalde aandoeningen behandeld worden. De Minister zal ervoor waken dat artsen die het vertrouwen van de verenigingen der oorlogsslachtoffers genieten, aan die werkzaamheden deelnemen.

## 3) Ziekebuizen.

Verscheidene leden wijzen op de moeilijke financiële stand van talrijke ziekenhuizen.

Een lid heeft het over de stijging van de prijs per verpleegdag, die met name veroorzaakt is door de toeneming van de personeelskosten (loonsverhoging, vermindering van

fi demande quelle politique sem adoptée, bœc ü cette situation.

Le même commissaire évoque la question cie la gestion par les C. A. P. des hôpitaux publics. Il estime qu'il faut être prudent avant d'envisager d'autres formules de gestion qui risquent cie ne pas être meilleures, étant donnée que de nombreuses C. A. P. accomplissent fort bien et fort consciencieusement leur mission.

D'aut rcs membre..,; considèrent par contre que la gestion des hôpitaux devrait être dissociée des autres missions confiées aux C. A. P.

Ce membre déplore les retards de remboursement de l'A. M. I. et de la Santé publique vis-à-vis des hôpitaux. Il souhaiterait connaître l'importance des sommes encore dues actuellement pour des journées d'hospitalisation de 1967. Il regrette aussi le retard considérable dans l'approbation des comptes: ceux de 1967 ne sont pas encore approuvés. Il faudrait améliorer l'organisation de la tutelle.

Un membre souligne les difficultés financières résultant de l'exploitation d'un service de garde et d'urgence, il estime que les frais de fonctionnement de tels services devraient être couverts par le prix de la journée d'entretien, faute de quoi le pays ne sera jamais doté d'un réseau suffisant de services d'urq ence.

Ce membre déplore également que les hôpitaux publics ayant leur propre OHICINE connaissent un déficit annuel pouvant s'élever à 'j millions.

La profession de pharmacien est une profession lucrative. L'on peut se demander pourquoi, dans le cadre des hôpitaux publics, ce secteur présente un déficit.

Le remède consisterait peut-être à considérer les pharmaciens comme suus-truit ants,

Un commissaire souhaite connaître les bases dévaluation des crédits prévus au titre d'intervention dans le prix de la journée d'entretien,

Divers membres s'intéressent à la mise en application d'un planning hospitalier : et aux critères qui ont été choisis fl cet effet.,

Un commissaire souhaite connaître les critères choisis pour le développement de l'équipement en hôpitaux universitaires. Il demande aussi quelle est la situation actuelle pour chacune des universités.

Un membre déplore dès longs délais nécessaires à la construction d'un hôpital. La procédure imposée, en particulier pour les hôpitaux publics, est, selon lui, trop lourde et cause du retard.

La question de la couverture des charges financières d'emprunts venant à échéance avant la mise en exploitation complète des hôpitaux nouvellement construits ou agrandis, est aussi évoquée.

#### Réponse du Ministre:

##### a) Situation financière et problèmes de gestion.

Le Ministre reconnaît que la situation financière d'un bon nombre d'hôpitaux est très difficile. Il fait observer toutefois que certains établissements parviennent à équilibrer leur gestion sans avoir réclamé de supplément au prix normal de la journée d'entretien et sans que la qualité des soins qui y sont dispensés puisse être formellement mise en cause.

Aussi estime-t-il indispensable de rechercher systématiquement les causes de cette grande disparité dans les prix de revient.

de arbeidsduur). Hij vraagt welk beleid zal worden gevoerd tell aanzien van die toestand.

Hetzelfde lid behandelt ook het beheer der ziekenhuizen en van de overheidssector door cie C. O. O. Hij meent dat omzichtigheid geboden is, waanneer andere bedrijfsmethoden overwogen worden, die misschien niet beter zullen blijken te zijn, daar talrijke C. O. O. hun taak uitstekend en zeer gewetensvol vervullen.

Andere leden daarentegen menen dat het beheer der ziekenhuizen aan de C. O. O. moet worden onttrokken.

Dit lid betreurt de achterstand in de betalingen van de Z. I. V. en van Volksgezondheid aan de ziekenhuizen. Gaarne vernam hij hoeveel thans nog moet worden betaald voor ligdagen in 1967. Hij hettet eveneens de, aanzienlijke vertraging m.b.t. tot de goedkeuring van de rekeningen: die over 1967 werden nog niet goedgekeurd. De organisatie van het bestuurlijk toezicht zou moeten verbeterd worden.

Een lid leeft de nadruk op de financiële moeilijkheden die voortvloeien uit het bestaan van een klacht- en urgenterdienst. Hij is van mening dat de werkingskosten van dergelijke diensten moeten gedekt worden door de prijs van de verpleegdag, zo niet zal het land nooit over een behoorlijk net van urgenterdiensten kunnen beschikken.

Het lid betreurt eveneens dat de openbare ziekenhuizen die een eigen apotheek hebben tot 5 miljoen frank per jaar tekort boeken.

Het beroep van apotheker is winstgevend. Men kan zich afvragen waarom in de openbare ziekenhuis en die sector verheslatend is.

Men zou dat misschien kunnen verhelpen door de apothekers als ondernemers te beschouwen.

Een lid wenst te weten op welke grondslag de kredieten, die een tegemoetkoming zijn in de prijs per verpleegdag, werden geraamd.

Verscheidene leden stellen belang in de toepassing van een ziekenhuisplanning en in de criteria die daartoe werden gekozen.

Een lid wenst te weten welke criteria werden gekozen voor de verdere uitrusting van het land met academische ziekenhuizen. Voorts vraagt hij hoe de toestand thans is voor elke universiteit,

Een lid betreurt dat er zoveel tijd nodig is voor de bouw van een ziekenhuis. Vooral voor de oprichting van ziekenhuizen in de overheidssector is de procedure naar zijn mening te omslachtig, wat aanleiding geeft tot vertraging.

Ook het probleem van de dekking der lasten van leningen die vervallen vóór de nieuwopgerichte of de vergrote ziekenhuizen in exploitatie worden genomen, komt ter sprake.

#### Antwoord van de Minister,

##### a) Financiële toestand en beheersvereestijken,

De Minister erkent dat de financiële toestand van talrijke ziekenhuizen zeer moeilijk is. Hij wijst er echter op dat sommige inrichtingen erin slagen hun financiën in evenwicht te houden zonder dat zij een toeslag bij de normale prijs van de verpleegdag eisen en zonder dat de hoedanigheid van de verstrekte zorgen formeel in twijfel kan worden gebracht.

Hij meent dan ook dat het absoluut noodig is systematisch de oorzaken van dit groot verschil in de kostprijzen op te sporen,

Le Ministre signale que l'un des postes de frais examinés est notamment celui des médicaments fournis en milieu hospitalier, et celui du résultat de la gestion de l'éventuelle officine fonctionnant au sein de l'hôpital.

C'est à cette tâche, entamée déjà sous le Gouvernement précédent, que s'emploie actuellement l'administration. En même temps, et vu l'acuité des problèmes financiers qui se posaient notamment pour les hôpitaux dépendant de la C. A. P. de Bruxelles, il a été fait appel à deux experts étrangers désignés par l'O. M. S., lesquels étudient actuellement sur place la gestion de ces hôpitaux. On peut espérer que le rapport qu'ils établiront au terme de cette étude permettra de tirer certains enseignements utiles en vue d'une amélioration de la gestion d'un certain nombre d'hôpitaux.

Enfin, pendant que ces études sont menées, il est apparu indispensable de prendre des mesures d'urgence afin de permettre à un certain nombre d'établissements de poursuivre leur exploitation. C'est ainsi qu'au 1<sup>er</sup> novembre 1968, les prix de journée ont été relevés pour 22 établissements publics au niveau proposé par le Conseil des hôpitaux. En outre, au 1<sup>er</sup> janvier 1969, un relèvement provisoire des prix de journée a été autorisé pour 59 établissements, qui ont fait appel à l'application de l'article 9 dans le courant de l'exercice 1968. Ces mesures portent sur une masse annuelle de plus de 6 millions de journées d'hospitalisation.

Le Ministre rappelle qu'au cours de l'année 1967, 156 établissements avaient introduit une demande d'application de l'article 9, qui a conduit à un relèvement de prix pour 132 d'entre eux; au cours de l'exercice 1968, 105 demandes ont été introduites, parmi lesquelles 25 seulement étaient d'établissements qui n'avaient pas encore introduit une telle demande. On doit donc constater qu'il reste actuellement un nombre assez élevé d'établissements qui n'ont pas fait d'appel à un relèvement du prix normal de la journée d'entretien, lequel est d'ailleurs lié à l'évolution de l'indice des prix de détail.

Un commissaire a souligné l'important accroissement du prix de la journée d'entretien au fil du temps.

Le Ministre admet qu'il est probable que cet accroissement soit plus rapide que celui de l'indice des prix à la consommation. Mais il souligne que la prudence s'impose avant d'édicter un relèvement général des prix de journée, qui conduirait à faire supporter par l'Etat et par la collectivité d'importantes charges financières supplémentaires, qui ne seraient pas justifiées dans tous les cas, eu égard à la diversité des situations en présence.

Le Ministre rappelle qu'en ce qui concerne plus particulièrement les hôpitaux publics dépendant des C. A. P., plusieurs d'entre eux ont connu des difficultés financières telles que les C. A. P. ont proposées elles-mêmes d'en abandonner la gestion et ont souhaité voir confier cette gestion à d'autres organismes.

Le Ministre souligne à cet égard que la clientèle des hôpitaux est constituée actuellement, pour la grande majorité, de malades non indigents. Dès lors, on peut se demander si l'assistance publique a encore un rôle à jouer en ce domaine.

Le Ministre déclare qu'il n'a pas encore arrêté de position quant à la forme que pourraient prendre les organes de gestion des hôpitaux, mais comme il faudra, en tout

De Minister deelt mede dat een van de debetposten die thans onderzocht worden onder meer die van de in het ziekenhuis verstrekte geneesmiddelen is, evenals de uitslaq van de exploitatie van de eventueel in het ziekenhuis werkende apotheek.

Hier is op die taak - waarnee reeds onder die vorige regering een aanvang werd gemaakt - dat de administratie zich thans toelegt. Ter zelfder tijd werd, gezien de nieuwe financiële vraagstukken waarmee onder meer de van de C. O. O. van Brussel afhangende ziekenhuizen te kampen hadden, een beroep gedaan op twee door de W. O. G. aangewezen buitenlandse experts, die thans ter plaatse het beheer van die ziekenhuizen bestuderen. Men mag hopen dat uit het verslag, dat zij tot besluit van die studie zullen opstellen, sommige nuttige inlichtingen zullen kunnen worden gehaald met het oog op een verbetering van het beheer van een aantal ziekenhuizen.

Ten slotte is het, terwijl die studie aan de gang was, nodig gebleken dringende maatregelen te treffen ten einde een aantal ziekenhuizen in staat te stellen vóór er open te blijven. Aldus werden op 1 november 1968 voor 22 openbare instellingen de prijzen van de verpleegdag op het door de Ziekenhuisraad voorgestelde peil gebracht. Bovendien werd per 1 januari 1969 een voorlopige verhoging van de prijzen van de verpleegdag toegestaan voor 59 instellingen, die tijdens het dienstjaar 1968 om de toepassing van artikel 9 hadden gevraagd. Die maatregelen hebben betrekking op een jaarlijks totaal van meer dan 6 miljoen dagen verblijf in ziekenhuis en.

De Minister herinnert eraan dat in 1967 156 instellingen een aanvraag om toepassing van artikel 9 hadden ingediend en dat voor 132 ervan die aanvraag tot een prijsverhoging leidde: tijdens het dienstjaar 1968 werden 105 aanvragen ingediend, en daaronder gingen er slechts 25 uit van instellingen die een dergelijke aanvraag nog niet hadden ingediend. Men moet dus vaststellen dat er steeds een tamelijk groot aantal instellingen is die nog geen aanspraak hebben gemaakt op een verhoging van de normale prijs van de verpleegdag, die trouwens gekoppeld is aan de evolutie van het indexcijfer van de kleinhandelsprijzen.

Een lid heeft nochtans gewezen op de belangrijke stijging van de prijs van de verpleegdag in de loop van de jaren,

De Minister geeft toe dat die prijs wellicht sneller stijgt dan het indexcijfer van de consumentenprijs en. Doch hij onderstreept dat men voorzichtig moet zijn op het stuk van een algemene verhoging van de prijs van de verpleegdag die aan de Staat en de gemeenschap belangen rijkte hij-komenle financiële lasten zou opleggen welke niet in alle gevallen te verantwoorden zijn, gezien de verschillendeheid van de diverse gevallen.

De Minister herinnert eraan dat, wat meer speciaal de van de C. O. O. afhangende openbare ziekenhuis en betreft, verschillende met zodanige financiële moeilijkheden hebben te kampen gedaan dat de C. O. O. zelf voorgesteld hebben het beheer ervan te verzaken en de wens hebben uitgesproken dat andere instellingen met dit beheer worden belast.

In dit verband onderstreept de Minister dat de clientele van de ziekenhuizen thans voor het overgrote deel bestaat uit zieken die niet behoeftig zijn. Men kan zich dan ook afvragen of de openbare onderstand op dit gebied nog een taak te vervullen heeft.

De Minister verklaart dat hij nog geen standpunt heeft ingenomen inzake de mogelijke vorm van de organen die met het hoge belast van de ziekenhuizen zullen worden be-

état de cause, une coordination sm le plan rē-Ji(mal). il semble que les administrations communales seront mieux à même de réaliser les entreprises intercommunales capables de gérer des entreprises hospitalières clont la gestion ressemble, par de multiples points, à celles d'entreprises industrielles,

Le Ministre souligne que l'effort essentiel visera à confier aux hôpitaux une autonomie de gestion interne telle que de nombreux problèmes [ou ma llers qui, à l'heure actuelle, ne trouvent pas de solution, puissent être résolus au fur et à mesure qu'ils se présentent,

Le Ministre précise qu'en ce qui concerne la Santé publique, les subsides encore dus au 1<sup>er</sup> janvier 1969 pour les journées d'hospitalisation de 1967 sont de l'ordre de 23 millions de francs. Cette somme est peu importante si on la compare au volume annuel des subsides, qui dépasse 1,6 milliard, et si l'on tient compte du processus de liquidation qui implique l'intervention des organismes assureurs.

Une question se pose en ce qui concerne le volant de trésorerie dont les organismes assureurs devraient pouvoir disposer pour faire face sans délais aux créances présentées par les hôpitaux.

Cependant, sauf en ce qui concerne la partie représentée par les subsides de la Santé publique, il s'agit là de la question générale de la trésorerie de l'A. M. I.

D'autre part, l'éventualité d'un processus de liquidation directe, aux hôpitaux, des subsides de la Santé publique, a été étudiée. Elle alourdirait gravement les tâches administratives aussi bien des hôpitaux que de l'administration. De plus elle nécessiterait un important crédit supplémentaire au budget de la Santé publique afin de couvrir la période de changement de régime, puisque le décalage dans le temps entre l'hospitalisation et la liquidation se trouverait modifié. Ce crédit supplémentaire serait sensiblement du même ordre de grandeur que le volant de trésorerie exposé par les organismes assureurs dans leur rôle de tiers-payant vis-à-vis de la Santé publique.

De toute façon, dans le cadre de l'application de l'article 9, les charges d'intérêts des ouvertures de crédits sont incorporées dans les postes couverts par le prix de la journée d'entretien.

b) *Bases d'évaluation des crédits prévus au titre d'intervention dans le prix de la journée d'entretien.*

1) pour l'article 33.36 du chapitre I.

Le Ministre rappelle d'abord que la procédure de liquidation des subsides définis par l'arrêté royal du 9 juin 1961 implique un décalage dans le temps entre la date de l'hospitalisation et celle de la liquidation des subsides, que l'on peut évaluer à 7 ~ mois en moyenne.

C'est pourquoi, le crédit a été basé sur l'hypothèse de 14.200.000 journées d'hospitalisation en 1969, à couvrir au cours de cet exercice, à concurrence de 4 ½ mois.

last, doch aangezien er in icder Beval een coördinatie zou moeten zijn op gewestelijk vlak, schijnen de gemeentebesturen het best in staat te zijn om de ziekeninrichtingen te beheren; dit behoert vernoont <sup>clp veed</sup> punten overeenkomst met dat van de nijverheidsondernemingen.

De Minister orderstrect dat de voornaamste inspanning erop zal gericht zijn de ziekenhuis en een zuldkantie autonomie inzake intern beheer te verlenen, dat talrijke alledaagse problemen, waарvoor thans geen oplossing gevonden wordt, opgelost kunnen worden naarmate zij zich voordoen,

De Minister preciseert dat de op 1 januari 1969 voor verpleegdagen van 1967 nog verschuldigde toelagen 23 miljoen frank ten laste van de Volksgezondheid bedragen. Dit is een gering bedrag als men het vergelijkt met de [aarlijkse] omvang van de toelagen, die meer dan 1,6 miljard bereiken, en indien men rekening houdt met de vereffeningenverrichtingen welke de verschillende verzekerringsinstellingen impliceren.

Een vroeg rijst in verband met de kasreserve waarover de verzekerringsinstellingen zouden moeten kunnen beschikken om zonder verwijl de door de ziekenhuizen aangeboden vorderingen te betalen.

Nu zij echter opgemerkt dat het hier ~ behoudens voor het deal dat de toelagen van Volksgezondheid vertegenwoordigt ~ om het algemene vraagstuk van de kasmiddelen der ziekteverzekering gaat.,

Änderz ijds werd bestudeerd of de toelagen van Volksgezondheid niet rechtstreeks aan die ziekenhuizen zouden kunnen worden uitbetaald. Daardoor zouden de administratieve werkzaamheden echter zeer verzwaard worden, en dat geldt ook voor de ziekenhuizen. Bovendien zou op de begroting van Volksgezondheid een aanzienlijk aanvullend krediet moeten worden uitgetrokken, ten einde de periode te bestrijden waarover de wijziging van het stelsel zou worden ingevoerd, aangezien ook de tijd verlopende tussen de opneming in het ziekenhuis en de uitbetaling geïwijzigd zou worden. Daar aanvullende krediet zou verreweg even groot zijn als de kasreserve welke de verzekerringsinstellingen in hun hoedanigheid van derde betalende t.o.v. de Volksgezondheid moeten uiteven.

In het raam van de toepassing van artikel 9 wordt de rentelast van de kredietopeningen in elke geval verwerkt in de posten welke worden bestreden uit de prijs van de verpleegdag.

b) *Glonslagen voor de raming van de uoor de bijdrage in de prijs van de verpleegdag uitgetrokken kredieten.*

1) ooot artikel 3336 van hoofdstule 1.

De Minister herinnert eerst aan dat de procedure voor de vereffening van de bij het koninklijk besluit van 9 juni 1964 vastgelegde toelagen tot gevolg heeft dat er een tijdsverschil is tussen de datum van de opneming in het ziekenhuis en die van de vereffening van de toelagen, dat op gemiddeld 7 ~ maanden mag worden geschat..

Daarom is voor de vaststelling van het krediet uitgegaan van de veronderstelling dat er in 1969 14.200.000 dagen ziekenhuisverblijf zullen zijn, die tijdens dat dienstjaar moerden geëlecteerd worden ten behoeve van 1; ~ maanden.

Pour ces journées, l'intervention moyenne journalière a été évaluée à 120 F, compte tenu des perspectives actuelles relatives aux ajustements de prix il opérer, en application de l'article 9.

Ce calcul conduit ainsi à une charge de 639 millions. Il laquelle a été ajoutée celle encore due actuellement pour les exercices antérieurs. Cette charge a été évaluée à 557.135.000 F, compte tenu de l'important retard qui a pu être résorbé il fin 1968.

## 2) pour l'article 33.51 (not/peau) du chapitre IV.

Destiné à couvrir le subside complémentaire, octroyé aux hôpitaux universitaires, ce crédit est basé sur une hypothèse de 1.140.000 journées à raison de 307 F par jour.

### c) *Implantation des hôpitaux - Critères généraux.*

En réponse aux questions posées sur la mise en application d'un plan hospitalier et sur les critères adoptés à cet effet, Je Ministre rappelle la substance de l'arrêté royal du 12 décembre 1966.

En application de cet arrêté, l'étude d'un programme d'implantation régionale des hôpitaux a été élaboré et approuvée par le Conseil des hôpitaux.

Pour le calcul des besoins en lits, il a été tenu compte des données suivantes:

- la demande d'hospitalisation par région;
- le taux de fréquentation hospitalière;
- la détermination des zones hospitalières à partir du recensement fait dans les hôpitaux et concernant l'origine géographique des malades;
- le taux de la fréquentation hospitalière de chaque commune faisant partie de la zone déterminée (taux de fréquentation hospitalière = nombre de malades par 1000 habitants fréquentant en un an, un hôpital);
- les perspectives démographiques de la région sur base des études faites pour le compte du Ministère des Travaux publics, administration de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire;
- les perspectives concernant la population sur la base socio-économique;
- le degré d'occupation moyenne de séjour;
- la demande issue de la région elle-même.

Sur base des données qui précèdent, les communes peuvent être classées en :

1<sup>o</sup> communes dites de grandes agglomérations, où la fréquentation hospitalière est de plus de 100 pour mille;

2<sup>o</sup> communes dites de moyennes agglomérations, où la fréquentation hospitalière se situe entre 80 et 100 pour mille;

3<sup>o</sup> communes appartenant aux zones rurales, où la fréquentation hospitalière est inférieure à 80 pour mille.

Pour le calcul des besoins en lits d'une région, les nombres-programmes suivants sont pris en considération:

#### *Pour les communes dites de grandes agglomérations:*

Lits dans le service M : 0,6 par mille habitants.

Lits dans les services E + N : 0,6 par mille habitants.

Lits dans d'autres services de soins pour patients atteints de maladies aiguës, dont les actuels services C, D, S, B, P, L et I : 5,1 par mille habitants.

Voor die dagen is de gemiddelde bijdrage geraamd op 120 F per dag, waarbij rekening is gehouden met de huidige vooruitzichten betreffende prijsaanpassingen in tegenpassing van artikel 9.

Die berekening leidt tot een uitgave van 639 miljoen, waarbij de thans nog verschuldigde last gevoegd wordt voor de vorige dienstjaren, en die op 557.135.000 F is geraamd, waarbij rekening is gehouden met de aanzienlijke achterstand die op het einde van 1968 was ingelopen.

## 2) voor artikel 33.51 (nieuw) (Jan hoofdstuk IV).

Bij de vaststelling van het krediet tot dekking van de aanvullende toelagen voor de academische ziekenhuizen is uitgegaan van de veronderstelling dat er L 140.000 dagen zullen zijn, naar rata van 307 F per dag.

### c) *Vestiging (mn ziekenhuizen - Algemene criteria).*

In zijn antwoord op de gestelde vragen over de tenuitvoerlegging van een ziekenhuisprogramma en over de daartoe aangetrokken criteria verwijst de Minister naar de voornaamste punten van het koninklijk besluit van 12 december 1966.

In toepassing van dat besluit is een programma voor de regionale oprichting van ziekenhuizen uitgewerkt en door de Ziekenhuisraad goedgekeurd.

Voor de berekening van het vereiste aantal bedden is rekening gehouden met de volgende gegevens:

- de vraag naar opname in het ziekenhuis per streek;
- het aantalopnemingen in het ziekenhuis;
- de bepaling van de ziekentehuizen, uitgaande van de in de ziekenhuizen uitgevoerde telling betreffende de plaats van herkomst van de zieken;
- het aantalopnemingen in het ziekenhuis voor elke tot een hepaalde zone behorende gemeente (wantal opnemingen in het ziekenhuis = aantal zieken per 1000 inwoners die in één jaar in een ziekenhuis komen);
- de demografische vooruitzichten van de streek op grond van de gemaakte studies voor rekening van het Ministerie van Openbare Werken, bestuur van de stedebouwen de ruimtelijke ordening;
- de vooruitzichten betreffende de bevolking op sociaal-economische basis;
- de gemiddelde bezetting voor verblijf;
- de van de streek zelf uitgaande vraag;

Aan de hand van de voorstaande gegevens kunnen de gemeenten worden gerangschikt in :

1<sup>o</sup> zogenoemde gemeenten van grote agglomeraties waar het ziekenhuisbezoek meer dan 100 per duizend is;

2<sup>o</sup> zogenoemde gemeenten van middelgrote agglomeraties waar het ziekenhuisbezoek tussen 80 en 100 per duizend is;

3<sup>o</sup> gemeenten in plattelandsgebieden waar het ziekenhuisbezoek minder dan 80 per duizend bedraagt.

Voor de berekening van het vereiste aantal bedden in een streek worden de volgende streefcijfers in aanmerking genomen:

#### *Voor de zogenoemde gemeenten van grote agglomeraties:*

Bedden in de dienst M : 0,6 per duizend inwoners.

Bedden in de diensten E + N : 0,6 per duizend inwoners.

Bedden in de andere verpleegdiensten voor patiënten met acute ziekten, waarover de huidige diensten C, D, S, B, P, L en I : 5,1 per duizend inwoners.

Lits dans le service R: 0,7 par mille habitants.  
Lits dans le service V: 1,3 par mille habitants.

*POrir les communes appartenant aux zones rurales :*

Lits dans le service M : 0,5 par mille habitants.  
Lits dans les services E + N: 0,5 par mille habitants.  
Lits dans les autres services de soins pour patients atteints de maladies aiguës, dont les services actuels C, D, S, B, P, L et I : 2,2 par mille habitants.  
Lits dans le service R: 0,3 par mille habitants.  
Lits dans le service V : 0,7 par mille habitants.

*POrir les communes dites «agglomérations moyennes» (parfois dénommées «senu-a qqloeméaties »), Les nombreux programmes du programme national sont d'application. c'est-à-dire:*

Lits dans le service M : 0,6 par mille habitants.  
Lits dans les services E + N: 0,6 par mille habitants.  
Lits dans les autres services de soins pour patients atteints de maladies aiguës, dont les services actuels C, D, S, P, B, L et I : 3,5 par mille habitants.  
Lits dans le service R: 0,5 par mille habitants.  
Lits dans le service V : 1 par mille habitants.

Selon cette étude, le nombre de lits devrait à la fin de 1976, se rapprochera des chiffres suivants :

- a) dans les grandes agglomérations: 22 000;
- b) dans les agglomérations moyennes: **14000:**
- c) dans les zones rurales: 11 000;  
soit 47 000 pour l'ensemble des services C, D, M, E, N, L, B, P, S et I.

Pour les services R, ces nombres deviennent respectivement 2150, 1800 et 1050, soit au total 5000.

Pour les services V, ces nombres deviennent respectivement 4500, 3000 et 2500, soit au total 10 000.

*d) Développement des hôpitaux universitaires - Critères.*

Le Ministre signale que le Conseil national de la politique scientifique a défini un critère: celui de 7 lits pour un étudiant de doctorat. On se trouve actuellement, pour chacune des universités, en dessous de ce quota.

Il convient en outre de tenir compte des besoins de la région dans laquelle l'hôpital doit s'insérer et du rayonnement extra-régional dû au caractère universitaire de l'établissement.

La situation actuelle quant au nombre de lits dans les établissements universitaires est la suivante:

Bruxelles :

St-Pierre	586
Brugmann	492
Bordet	172
Total	1 250

Gand:

Byloke	759
Akademisch Ziekenhuis	474
Total	1233

Bedden in de dienst R: 0,7 per duizend inwoners.  
Bedden in de dienst V: 1,3 per duizend inwoners.

*Voor de gemeenten uit de plattelandszones :*

Bedden in de dienst M : 0,5 per duizend inwoners.  
Bedden in de diensten E + N: 0,5 per duizend inwoners.  
Redden in de andere verpleegdiensten voor patiënten met acute ziekten, waaronder de huidige diensten C, D, S, B, P, L en I : 2,2 per duizend inwoners.  
Bedden in de dienst R : 0,3 per duizend inwoners.  
Bedden in de dienst V : 0,7 per duizend inwoners.

*Voor de zogenaamde gemeenten niet middelgrote agglomeraties (soms genoemd «semi-agglomeratief») zijn de streefcijfers van het nationaal programma toepasselijk, nam elijk :*

Bedden in de dienst M : 0,6 per duizend inwoners.  
Bedden in de diensten E + N : 0,6 per duizend inwoners.  
Bedden in de andere verpleegdiensten voor patiënten met acute ziekten, waaronder de huidige diensten C, D, S, P, B, L en I : 3,5 per duizend inwoners.  
Bedden in de dienst R: 0,5 per duizend inwoners.  
Bedden in de dienst V: 1 per duizend inwoners.

Volgens die studie zou het aantal bedden circa 1976 de volgende cijfers moeten benaderen:

- a) in de grote agglomeraties: 22 000;
- b) in de middelgrote agglomeraties: 14 000;
- c) in de plattelandszones : 11 000;  
dat is 47 000 voor de diensten C, D, M, E, N, L, B, P, S en I samen.

Voor de diensten R wordt dat aantal onderscheidenlijk 2 450, 1 500 en 1 050, dat is in totaal 5 000.

Voor de diensten V, wordt dat aantal onderscheidenlijk 4 500, 3 000 en 2 500, dat is in totaal 10 000.

*cl) Ontwikkeling (Jan de neademische ziekenhuizer --Cri-*  
*terie,*

De Minister deelt mede dat de Nationale raad voor het wetenschapsbeleid als criterium heeft bepaald: 7 bedden per student in het doctoraat. Op dit ogenblik blijven wij voor elke universiteit onder, dat quorum.

Voorts dient rekening te worden gehouden met de behoeften van de streek waar het ziekenhuis moet komen en met de uitstraling ervan buiten de streek doordat de instelling een universitair karakter heeft.

Wat het aantal bedden betreft, is de toestand in de academische ziekenhuizen thans als volgt;

Brussel :

Sint-Pieters	586
Brugmann	492
Bordet	172
Totaal	1250

Gent:

Byloke	759
Academisch Ziekenhuis	474
Totaal	1233

## Liège:

Bavière	... ... ... ...	198
Anglais	... ... ... ...	235
	<hr/>	
	Total	1 033
Louvain:		
St-Raphaël	... ... ... ...	774
St-Pierre	... ... ... ...	354
Herent	... ... ... ...	120
	<hr/>	
	Total	1 248

## e) Construction des hôpitaux ~ Délais.

En ce qui concerne les délais fort longs, nécessaires pour la construction et la mise en service des nouveaux hôpitaux, le Ministre reconnaît que la procédure administrative est fort lourde, particulièrement pour les hôpitaux du secteur public, mais elle ne constitue pas la seule cause de la lenteur constatée: il arrive souvent que les pouvoirs subordonnés eux-mêmes ne fassent pas preuve de toute la diligence voulue, tant pour l'introduction des dossiers que pour le contrôle de l'activité de leurs auteurs de projet, qui sont, maintes fois, à l'origine de certains retards.

Le Ministre rappelle que certains chantiers ont duré dix ans, mais qu'il en est d'autres et notamment cette réalisation de plusieurs centaines de millions qui fut achevée en un peu plus de trois ans.

Il est clair, de toute façon, qu'il faut s'efforcer de simplifier la procédure.

A cet égard, l'arrêté royal du 13 décembre 1966 stipule notamment en son article 2<sup>e</sup> que: le projet des travaux et le cahier des charges doivent avoir été approuvés par notre Ministre de la Santé publique, conformément à la procédure qu'il détermine ».

On devrait donc souhaiter que cette procédure soit fixée sans ambiguïté et d'une manière complète. Or, à l'heure actuelle, ces arrêtés n'ont pas encore été pris.

Le Ministre souligne les difficultés devant lesquelles se sont trouvés ses prédécesseurs. En effet, la procédure à déterminer doit tenir compte des règles en vigueur actuellement, qui résultent de la législation en matière de travaux et de comptabilité de l'Etat, des stipulations de la loi du 16 juin 1961, modifiant les articles 17, 18, 49, 53 et 54 de la loi du 10 mars 1925 sur l'assistance publique, modifiée par les lois des 19 mars 1954 et 14 février 1961, ainsi que de bien d'autres conditions relevant de modifications intervenues dans la législation en la matière.

En même temps, on doit tendre vers une simplification et une souplesse plus grande.

Le Ministre déclare que ses services ont repris l'étude du problème et qu'il espère pouvoir, dans un délai très bref, publier l'arrêté ministériel en question.

D'autre part, il examine actuellement la possibilité de résoudre le problème posé par les charges financières d'emprunts qui viennent à échéance avant la mise en exploitation complète des établissements nouvellement construits ou agrandis.

Peut-être y aura-t-il lieu de négocier de nouvelles modalités pour les emprunts, en vue de permettre aux établissements de ne commencer le paiement des intérêts qu'au moment de la mise en exploitation.

## Luik:

Bavière	... ... ... ...	798
Engels	... ... ... ...	235
	<hr/>	
	Totaal	1033
Leuven:		
St-Rafaël	... ... ... ...	774
St-Pieters	... ... ... ...	354
Herent	... ... ... ...	120
	<hr/>	
	Totaal	I 248

## e) Bouw t'an de ziekenhuizen - Termijnen,

In verband met de vaak zeer lange termijnen voor de bouwen de ingebruikneming van nieuwe ziekenhuizen geeft de Minister toe dat de administratieve gang van zaken erg lang is, in het bijzonder voor de openbare ziekenhuizen, hoewel dat niet de enige oorzaak van de vastgestelde traagheid is: het komt vaak voor dat de laagere besturen zelf niet de gewenste spoed en ijver aan de dag leggen bij het indienen van de dossiers en het toezicht op de werkzaamheden van degenen die hun plan maken en bij weleindwijls de oorzaak van bepaalde vertragingen te vinden is.

De Minister wijst erop dat aan sommige ziekenhuizen tien jaar gewerkt is, maar dat er ook andere gevallen zijn, namelijk het ziekenhuis dat verscheidene honderden miljoenen gekost heeft en in drie jaar en enkele maanden voltooid was.

Het is niettemin duidelijk dat naar een vereenvoudiging van de procedure dient te worden gestreefd.

In dat verband bepaalt artikel 2, 2<sup>e</sup>, van het koninklijk besluit van 13 december 1966 met name: « het ontwerp van de werken en het lastenkohier moeten door onze Minister van Volksgezondheid zijn goedgekeurd, overeenkomstig de daar hem bepaalde procedure ».

Het is dus wenselijk dat die procedure ondubbelzinnig en volledig wordt vastgelegd. Thans zijn die besluiten evenwel nog niet uitgevaardigd.

De Minister wijst op de moeilijkheden waarrneen zijn voorgangers hadden af te rekenen. Rij het vastleggen van de procedure dient inderdaad rekening te worden gehouden met de thans geldende regels, die voortvloeien uit de wetgeving inzake werken en rikscomptabiliteit, met de bepalingen van de wet van 16 juni 1967 tot wijziging van de artikelen 47, 48, 49, 53 en 54 van de wet van 10 maart 1925 op de openbare onderstand, gewijzigd door de wetten van 19 maart 1954 en 14 februari 1961, en met nog tal van andere voorwaarden die voortvloeien uit wijzigingen in de desbetreffende wetgeving.

Die procedure moet tevens vereenvoudigd en soepeler gemaakt worden.

De Minister verklaart dat zijn diensten de studie van het vraagstuk hebben hervat. Hij hoopt binnen zeer korte tijd het desbetreffende ministerieel besluit te kunnen publiceren.

Hij zoekt anderzijds een oplossing voor de moeilijkheid in verband met de financiële lasten van leningen die vervallen voor de pas gebouwde of vergrote inrichtingen helemaal in bedrijf zijn genomen.

Misschien zullen voor die leningen nieuwe modaliteiten worden bedongen zodat de ziekenhuizen pas interest moeten beginnen te betalen wanneer de inrichting in bedrijf is genomen.

## f) Fonctionnement des services de garde et d'urgence.

Un commissaire a formé le vœu cie voir couvrir les frais de fonctionnement des services de garde par le prix cie la journée d'entretien.

Le Ministre souligne que cette question importante fait actuellement l'objet d'une étude approfondie par le Conseil des hôpitaux. Il existe diverses formes de service de garde, selon l'importance du personnel médical et paramédical et de l'équipement disponible en permanence à l'hôpital. On tente actuellement de définir des normes forfaitaires de frais de fonctionnement pour les différents types de situations qui se présentent et, à cet effet, des enquêtes sont en cours dans plusieurs établissements,

Les services de garde et d'urgence se caractérisent par des frais de fonctionnement certains, et des recettes aléatoires, puisqu'elles dépendent de la survenance de cas d'urgence.

D'autre part, il y aura lieu, d'étudier la répartition géographique de ces services, afin d'en encourager la création dans les régions où le quadrillage actuel est insuffisant, et de promouvoir des accords de coordination entre hôpitaux dans les régions où ces services seraient éventuellement pléthoriques.

## 4) Questions relatives à l'art de guérir.

Un commissaire évoque les positions parfois discordantes adoptées par certains Conseils provinciaux de l'Ordre des Médecins, notamment vis-à-vis de médecins qui travaillent dans des institutions d'e soins.

Il souligne que les arrêtés royaux d'exécution de l'arrêté royal n° 79 du 10 novembre 1967 n'ont pas encore été promulgués. Quelles mesures seront prises pour remédier à cette situation ?

Le Ministre répond que le Gouvernement a décidé de mettre en vigueur l'arrêté royal en question et de faire procéder aux élections nécessaires à la constitution des nouveaux rouages de l'Ordre des Médecins.

Les pouvoirs du Conseil supérieur, quoi s'appellera à l'avenir, le Conseil national seront plus importants pour permettre la coordination des dispositions arrêtées par les Conseils provinciaux. On peut espérer qu'ainsi, certaines des positions divergentes qui se sont manifestées pourront être coordonnées. Par ailleurs, on s'efforce également de mettre en place la Commission paritaire médico-hospitalière prévue; par l'arrêté royal n° 47, ce qui permet d'espérer que certains problèmes existant actuellement dans le secteur des hôpitaux pourront trouver une solution.

Le Ministre souligne que dans l'état actuel des choses, le Gouvernement est impuissant vis-à-vis des positions prises par les Conseils provinciaux de l'Ordre des Médecins.

## 5) Commission d'étude de la politique de santé.

Un commissaire souligne le caractère anormal de la situation actuelle en ce qui concerne la Commission d'étude de la politique de santé, dont seul le bureau a été constitué et se réunit fréquemment, sans pouvoir toutefois formuler d'avis puisque la Commission plénière n'a pu être constituée.

## f) Wcrking PEIII de ioecht- en urgenticdiensten,

Een lid van de Commissie sprak de wens uit dat de werkingskosten van de wachtdiensren door de prijs van de verpleegdag zouden gedeckt worden,

De Minister wijst erop dat die belangrijke aangelegenheid op het ogenblik door de Zakenhuisraad grondig wordt onderzocht. Er bestaan verschillende vormen van wachtdienst, naar gelang van de omvang van het medisch en paramedisch personeel en de uitrusting waarover het ziekenhuis beschikt. Op het ogenblik wordt getracht forfaitaire normen voor de werkingskosten te bepalen voor de verschillende omstandigheden die zich kunnen voordoen, en daartoe zijn in verscheidene inrichtingen onderzoeken aan de gang.

Voor de wacht-, en urgentiediensten zijn de werkingskosten vast, maar de inkomsten zijn veranderlijk want zij afhankelijk van het aantal spoed gevallen dat zich voordoet.

Anderzijds zal de spreiding van die diensten moeren worden onderzocht orn in streken waar het net niet dicht genoeg is, de oprichting ervan aan te moedigen, en om in streken waar een ruim aantal van die diensten handen is, coördinatieovereenkomsten onder de ziekenhuizen te bevorderen.

## 4) Vraagstukken in verband met de geneeskunde,

Een commissielid handelt over de soms uiteenlopende standpunten die door sommige provincieraden van de Orde van Geneesheren worden ingevoerd, met name in verband met de in de verzorgingssinstellingen tewerkgestelde geneesheren.

Hij wijst erop dat de koninklijke besluiten ter uitvoering van koninklijk besluit n° 79 van 10 november 1967 nog niet zijn uitgevaardigd. Welke maatregelen zullen worden genomen om die toestand te verhelpen ?

De Minister antwoordt dat de Regering besloten heeft het bedoeld koninklijk besluit in werking te stellen en over te gaan tot de verkiezingen die nodig zijn voor de samenstelling van de nieuwe organen van de Orde van Geneesheren.

De bevoegdheden van de Hoge Raad, zoals de Nationale Raad voortaan zal heten, zullen belangrijker zijn om de coördinatie mogelijk te maken van de door de provincieraden genomen sohikkeningen. Men hoopt dat sommige uiteenlopende standpunten die ingenomen zijn, gecoördineerd zullen kunnen worden. Anderzijds wordt ook getracht de in koninklijk besluit n° 47 bedoelde Paritaire Commissie geneesheren-ziekenhuizen te installeren, waarbij gehoopt mag worden dat sommige problemen die thans bestaan in de sector van de ziekenhuizen, opgelost zullen kunnen worden.

De Minister wijst erop dat de Regering in de huidige stand van zaken geen bevoegdheid heeft ten opzichte van de door de provincieraden van de Orde van Geneesheren ingenomen standpunten.

## 5) Studiecommissie voor het gezondheidshulpverlening.

Een Commissielid wijst op het abnormale van de huidige toestand in verband met de Studiecommissie voor het gezondheidsbeleid: enkel het bureau ervan is samengesteld. Dat bureau vergadert dikwijls, maar mag geen advies uitbrengen aangezien de plenaire Commissie nog niet is samengesteld.

Le Ministre déclare qu'il a précisé sa position à ce sujet en réponse à l'interpellation faite au Sénat par M. Ballet.

Il rappelle que la Commission d'étude de la politique de santé a été créée par l'arrêté royal du 15 avril 1965; elle a ensuite été réorganisée par l'arrêté royal du 31 juillet 1967.

Il est indispensable, en tout état de cause, que des études préalables importantes et diverses soient menées dans les différents secteurs de la santé publique pour constituer la documentation de base qui serait nécessaire à l'élaboration d'une politique sanitaire. C'est notamment à cette tâche que s'est employé jusqu'ici le Bureau de la Commission depuis son installation.

Le Ministre ajoute que beaucoup sont convaincus, et notamment le Bureau de la Commission, que la structure prévue par l'arrêté royal de 1967 et qui aboutit à un groupe de plus de 70 personnes, n'est pas de nature à favoriser le prononcé d'avis et de propositions qui pourraient être immédiatement utilisables. C'est pourquoi il a été souhaité de divers côtés que l'on réaménage la structure de cette Commission ainsi que les moyens d'action dont elle devrait disposer pour aboutir aux résultats attendus.

Le Ministre se dit convaincu de la nécessité de voir formuler rapidement les éléments d'une politique sanitaire cohérente, et l'existence d'une Commission d'étude chargée de préparer cette mission lui paraît justifiée.

Le Bureau de la Commission remettra prochainement un rapport au Ministre. Celui-ci espère y trouver des éléments permettant notamment d'opérer la restructuration de la Commission afin d'en augmenter l'efficacité,

#### 6) La carte d'identité médicale.

Un commissaire a regretté que les responsables publics aient permis à une entreprise privée de distribuer à travers le pays des cartes d'identité médicales, sans que l'on ait de garantie réelle sur la manière dont les renseignements médicaux y sont apposés, ni sur leur exactitude. Il déplore en outre l'aspect publicitaire de cette initiative.

Un autre membre considère que ce type de document peut être utile et souhaite connaître le point de vue du Ministre.

Le Ministre signale qu'il a déjà été amené à donner connaissance de sa position à ce sujet, en réponse à la question orale de M. Geldolf.

Il rappelle brièvement que des pourparlers sont actuellement en cours avec le Département de l'Intérieur, dans le but de mettre au point un volet médical qui serait destiné à compléter la carte d'identité officielle. Pour le surplus, le Ministre déclare qu'il n'a pas estimé devoir s'opposer à l'initiative prise par une firme privée, vu l'absence actuelle d'un document officiel et étant donné qu'un document officieux et même imparfait peut néanmoins rendre certains services, en attendant qu'un document officiel puisse être mis au point et généralisé.

#### 7) UUicines pharmaceutiques.

Un commissaire formule le vœu de voir limiter le nombré d'offices pharmaceutiques. Il estime qu'une telle mesure est "indispensable dans le cadre de l'Europe et que, en vertu des pouvoirs spéciaux, elle peut être réalisable par voie de simple arrêté royal,

De Minister antwoordt dat hij zijn standpunt ter zake heden toegelicht in zijn antwoord op de in de Senaat gehouwen interpellatie van de heer Ballet.

Hij herinnert eraan dat de Stndiecommissie voor het gezondheidsbeleid bij het koninklijk besluit van 15 april 1965 is opgericht; zij is gereorganiseerd bij het koninklijk besluit van 31 juli 1967.

In elk geval was het nodig dat belangrijke en verschillende voorafgaande studies in de verschillende sectoren van de Volksgezondheid werden ondernomen en ten einde de basisdocumentatie samen te stellen die nodig zou zijn voor het uitwerken van een gezondheidsbeleid. Dit is de taak die het Bureau van de Commissie sinds zijn installatie heeft verricht.

De Minister voegt hieraan toe dat vele o.m. het bureau van de Commissie ervan overtuigd zijn dat de in het koninklijk besluit van 1967 bepaalde structuur een groep van meer dan 70 personen - het uitbrengen van onmiddellijk uitvoerbare adviezen en voorstellen niet kan vergemakkelijken. Daarom is van verschillende zijden de wens uitgesproken dat de structuur van deze commissie en de middelen waarover zij zou moeten beschikken om de verwachte resultaten te bereiken, worden gewijzigd.

De Minister verklaart ervan overtuigd te zijn dat het noodzakelijk is dat de bestanddelen van een samenhangend gezondheidsbeleid onverwijld worden uitgewerkt; het bestaan van een studiecommissie belast met de voorbereiding van deze taak lijkt hem verantwoord.

Het bureau Win de Commissie zal eerst een verslag aan de Minister voorleggen. Deze hoopt dat hij el een en ander zal vinden dat hem zal in staat stellen de Commissie een nieuwe structuur te "geven, te neinde ze doelmatiger te maken,

#### 6) Medische identiteitskaart.

Een lid betreurt dat de verantwoordelijke overheid geduld heeft dat een privér onderneming in het ganse land medische identiteitskaarten heeft uitgedeeld, zonder dat men werkelijke waarborgen heeft over de wijze waarop de medische inlichtingen daarop worden vermeld of over de echtheid ervan. Hij betreurt daarenboven het publicitaire aspect van dat initiatief.

Een ander lid meent dat een dergelijk document diensten kan bewijzen en hij wenst het standpunt van de Minister hiervoor te kennen.

De Minister wijst erop dat hij zijn standpunt hieroorntrent reeds kenbaar gemaakt heeft in zijn antwoord op de bouw de heer Geldolf gesteld vraag.

Hij herinnert er bondig aan dat thans met het Departement van Binnenlandse Zaken besprekingen aan de gang zijn met het oog "op de opstelling van een medische kaart die de officiële identiteitskaart dienst aan te vullen. Verder verklaart de Minister dat hij het niet nodig geacht heeft zich te verzetten tegen het door een private onderneming genomen initiatief, aangezien vooralsnog een medisch document bestaat en aangezien een officieus document, zij het dan onvolledig, toch bepaalde diensten kan bewijzen in afwachting dat een officieel document opgesteld en algemeen verspreid wordt.

#### 7) Apotheken.

Een lid wenst dat het aantal apotheken beperkt wordt. Hij is van mening dat een der gelijke maatregel noodzakelijk is in het Europees kader, en dat dit kan geschieden bij eenvoudig koninklijk besluit, genomen op grond van de bijzondere omstandigheden.

Le Ministre souligne que la Belgique est le pays de la C. E. E. qui compte actuellement le plus grand nombre d'officines par l'apport au nombre d'habitants.

Néanmoins, les situations sont difficilement comparables de pays à pays, les conditions de dispensation et de vente des médicaments n'étant pas uniformes. Il n'en demeure pas moins que l'on pourrait craindre, il la veille de l'équivalence des diplômes de la C. E. E., une invasion de pharmaciens étrangers dans notre pays, si aucune réglementation n'est prise en la matière.

Le Ministre évoque d'autres raisons qui plaident en faveur d'une réglementation de l'implantation des officines, dont la première consistera à favoriser une meilleure répartition géographique de celles-ci.

Le Ministre déclare que cette question est à l'étude mais qu'elle présente des aspects complexes et délicats, notamment sur le plan juridique. Il donne l'assurance que les organisations intéressées à ce problème seront consultées.

#### 8) al Médecine préventive.

Plusieurs membres de la Commission s'intéressent à la médecine préventive et à divers de ses aspects.

L'un d'entre eux évoque les risques de vaccinations et cutications qui seraient faites en série, sans égard aux contre-indications éventuelles. Il souligne aussi le danger des examens radioscopiques trop fréquents.

Des commissaires se préoccupent du rôle et des conditions de fonctionnement des centres de santé. Un membre déplore la dispersion des activités préventives. C'est ainsi que la lutte contre la tuberculose et la médecine du travail restent en dehors du cadre des centres de santé, ce qui est regrettable. Il faudrait, à son avis, instituer une discipline centrale de médecine préventive, qui regrouperait toutes les autres.

Un autre membre déplore le manque de coordination entre les centres de santé et les centres psycho-médico-sociaux; il regrette que les dossiers individuels ne puissent pas être transmis des uns aux autres.

Un commissaire fait état du danger de l'organisation actuelle, qui risque d'aboutir à ce que l'on pratique il la chaîne les examens médicaux scolaires: les conséquences en seront des dépenses énormes pour une mauvaise inspection des enfants.

Un autre commissaire s'intéresse en outre aux enfants «prédisposés» aux maladies mentales. Il demande si l'on envisage de créer des services de guidance infantile dans les centres de santé, ce qui permettrait d'éviter que ces enfants ne deviennent de véritables malades mentaux. Un autre membre estime que des bureaux de consultation pour handicapés et en particulier pour enfants handicapés, constituent une nécessité.

Un commissaire évoque le memorandum établi par la fédération des services médico-sociaux, à l'occasion de l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions relatives à l'inspiration médicale scolaire, dispositions qui, selon lui, bouleversent le régime établi. Il estime que l'on devrait permettre les examens médicaux facultatifs, et qu'il conviendrait d'imposer aux médecins un nombre maximum de patients. Il suggère également un autre mode de subsidiation.

De Minister wijst erop dat BelOïë, in verhouding tot het aantal inwoners, het grootste aantal apotheken telt; in vergelijking men de andere E. E. G.-landen.

Nochtans is het moeilijk de toestand in de andere landen te vergelijken, daar de voorwaarden voor de verstrekking of de verkoop van geneesmiddelen niet dezelfde zijn. Het is nochtans zo dat, op het ogenblik waarop de gelijkwaardigheid van de diplomas in de E. E. G. een belangrijke zaak worrelt, er ovaar bestaat voor een invasie van buitenlandse apothekers in ons land, indien geen reglementering ter zaake tot stand komt.

De Minister heeft aandacht gegeven aan die voorbereiding van de oprichting van apotheken pleiten; een eerste maatregel zou eerst bestaan te zorgen voor een heterogeniteit van de apotheken.

De Minister verklaart dat dit vraagstuk bestudeerd wordt, maar dat het vooral op juridisch gebied, delicate en ingewikkelde problemen doet rijzen. Hij geeft de verzekering dat het advies van de betrokken organisaties zal worden gevraagd over dit probleem.

#### 8) al Preventieve Geneeskunde".

Verschillende comités hebben zich voor de preventieve geneeskunde en diverse aspecten daarvan.

Een ervan heeft het over de gevaren van vaccinations en tuberculineraicies welke op grote schaal worden uitgeoefend zodat achter te staan op eventuele contraindicaties. Ook wordt gewezen op het gevaar van een veelvuldig röntgenonderzoek.

De taak van de centra voor gezondheidszorg en de voorwaarden waaronder zij moeten werken wordt eveneens besproken. Elk wordt betreurd dat de preventieve werkzaamheden al te zeer verspreid zijn. Zo worden de bestrijding van de tuberculose en de arbeidsgeneeskunde buiten het raam van de centra voor gezondheidszorg gehouden, wat zeer betreurenswaardig is. Er zou, volgens hem, een centrale tak voor preventieve geneeskunde ingesteld moeten worden, waarin alle andere gegroepeerd zouden zijn.

Vervolgens wordt nog gewezen op het gebrek aan coördinatie tussen de centra voor gezondheidszorg en de psychisch-uredisch-sociale centra; betreurd wordt dat de individuele dossiers van een centrum niet naar een ander mogen worden overgezet.

Gewag wordt gemaakt van het gevaar dat de huidige organisatie hierdoor in zover het genoegkundig onderzoek in de scholen als seriewerk wordt verricht: de gevolgen daarvan zullen enorme uitgaven voor een slecht onderzoek van de kinderen zijn.

Een ander lid heeft het over de kinderen die een predispositie voor geestesziekten hebben. Gevraagd wordt of men overweegt in de centra voor gezondheidszorg diensten voor het leiden van dergelijke kinderen op te richten, om te voorkomen dat zij echte geestesziekten worden. Voorts wordt de mening geuit dat consultatietallen voor gehandicapten en in het bijzonder voor gehandicapte kinderen onontbeerlijk zijn.

Een lid maakt melding van het memorandum dat is opgesteld door het verbond van de medisch-sociale diensten ter gelegenheid van de inwerkingtreding van de nieuwe bepalingen betreffende het geneeskundig onderzoek in de scholen, waardoor volgens hem het bestaande stelsel door elkaar gehaald zal worden. Hij meent dat het facultatieve geneeskundig onderzoek toestaan moet worden en dat aan de artsen een maximum aantal patiënten moet worden voorgeschreven. Verder suggerert hij een andere vorm van subsidiëring.

Les frais de fonctionnement des centres de santé sont aussi évoqués. et notamment les frais de transport des élèves, qui sont fort élevés dans certains cas et ne sont pas suffisamment couverts par le forfait.

Enfin, la question (re Ja rémunération des infirmières. est soulevée. Un commissaire considère: que cette rémunération devrait être uniforme et identique à celle des infirmières qui travaillent dans les centres psycho-médioco-sociaux,

En ce qui concerne le dépistage du cancer, un membre déclare que chaque centre universitaire développe une politique et des méthodes qui lui sont propres. et qui diffèrent d'un centre à l'autre. Pour la tuberculose. on constate dans notre pays que le nombre de nouveaux cas décroît chaque année. Un commissaire demande si l'on ne pourrait envisager de réduire les activités dans ce secteur. si s'il n'y aurait pas lieu de leur donner une autre forme. qui permettrait par exemple de dépister en même temps d'autres affections. Ne devrait-on pas envisager des dépistages de masse, en ce qui concerne le diabète? De même, ne devrait-on pas dépister systématiquement la surdité chez les enfants? De tels examens ont donné des résultats probants à l'étranger.

Un membre demande si le personnel enseignant est soumis obligatoirement à un examen annuel de dépistage de la tuberculose pulmonaire,

Le Ministre reconnaît que les diverses activités de prévention sont actuellement déployées d'une manière: souvent dispersée, qui résulte notamment de l'échelonnement historique des initiatives qui sont apparues et des mesures qui ont été prises en ce domaine. Il faut aussi constater la pluralité et la spécificité des organisations qui sont nées et qui patronnent, encouragent et contrôlent l'une ou l'autre des activités de prévention.

Le Ministre souligne que le moment est venu de mettre en évidence certaines données essentielles :

~ Si la collectivité consacre maintenant un effort immédiat à encourager divers aspects de la médecine préventive, le montant global en paraît faible comparé aux sommes dépensées pour la médecine curative.

~ Malgré cet effort, et probablement en raison d'un mode de subvention non seulement insuffisant mais aussi inadéquat, divers secteurs de la médecine préventive connaissent des difficultés financières. La dispersion de ces secteurs ne contribue pas à réduire au minimum certains postes de frais.

~ Enfin, comme plusieurs membres l'ont souligné, on peut se poser des questions sur l'efficacité du réseau actuel de prévention, et sur le bien-fondé de certaines méthodes adoptées.

Diverses parmi ces questions ont surgi bien avant la constitution de l'actuel Gouvernement. et plusieurs projets de réforme se trouvent sur le métier. Le Ministre estime indispensable de les examiner maintenant sous une optique d'ensemble, en tenant évidemment compte des études particulières qui ont déjà été effectuées.

Le Ministre souligne que le but à atteindre peut se résumer comme suit :

~ une rationalisation de l'ensemble du réseau de centres et de dispensaires;

De werkingskosten van de centra voor gezondheidszorg en met name de kosten van het leerlingenvervoer. die in sommige gevallen zeerhoog liggen en waarvoor in onvoldoende mate gebruik wordt gemaakt van het stelsel van de overeenkomsten prijs, komen eveneens ter sprake.

Ten slotte wordt de kwestie van de beloning van de verpleegsters te berrie gebracht. Een lid is van mening dat die beloning cenvormig moet zijn voor alle verpleegsters die in de psychisch-medisch-socialen centra werkzaam zijn.

In verband met het opsporen van kankergevallen wordt verklaard dat ieder universitair centrum een eigen beleid voert en eigen methoden toepast. welke van het ene tot het andere centrum verschillen. Geconstateerd is dat het aantal nieuwe gevallen van tuberculose in ons land ieder jaar verminderd. Een lid vraagt of de werkzaamheden in die sector niet kunnen worden beperkt dan wel of daar aan geen andere vorm dient te worden gegeven, waarmee bij voorbeeld tijdig andere aandoeningen kunnen worden opgespoord. Zou men niet moeten denken aan massa onderzoeken in verband met diabetes? Zou men ook niet stelselmatig doofheid bij kinderen moeten opsporen? In het buitenland heeft een vergelijkend onderzoek afdoende resultaten opgeleverd.

De vraag wordt gesteld of het onderwijsend personeel verplicht is zich elk jaar op longtuberculose te laten onderzoeken,

De Minister erkent dat de diverse preventieve werkzaamheden thans op een dikwijls zeer uiteenlopende wijze worden verricht, wat met name te wijten is aan het feit dat de initiatieven en de maatregelen welke op dit stuk van zaken werden genomen, op uiteenlopende tijdstippen zijn genomen. Ook moet worden geconstateerd dat de opgerichte organisaties die de ene of de andere preventieve werkzaamheid patroneren, aanmoedigen en controleren, te talrijk en te zeer gespecialiseerd zijn.

De Minister legt er echter de nadruk op dat thans het ogenblik is gekomen om bepaalde essentiële punten in het licht te stellen ;

~ Ofschoon de gemeenschap thans financieel bijdraagt in de bevordering van diverse takken der preventieve geneeskunde, lijkt het globale bedrag ervan gering te zijn in vergelijking met de bedragen welke voor de curatieve geneeskunde worden uitgegeven.

Desondanks en waarschijnlijk wegens een wijze van subsidiëring die niet alleen onvoldoende maar ook ondoeltreffend is, verkeren diverse sectoren van de preventieve geneeskunde in financiële moeilijkheden. De verspreiding van die sectoren draagt er niet toe bij bepaalde uitgavenposten tot het minimum te beperken.

~ Van verschillende zijden is elten slotte op gewezen dat men vragen kan stellen omtrent de doelmatigheid van de huidige preventieve geneeskunde en over de gepasteid van bepaalde in zwang zijnde methoden.

Verschillende van die vragen waren reeds gerezen voor de totstandkoming van de huidige Regering en verschillende ontwerpen tot hervorming zijn in de smaak. De Minister acht het onontbeerlijk die nu in hun geheel onder de ogen te zien, waarbij natuurlijk rekening moet worden gehouden met de bijzondere studies die reeds zijn gemaakt.

Volgens de Minister kan het na te streven doel in enkele woorden als volgt samengevat worden ;

~ rationalisering van het gehele net van centra en dispensaria;

~ une mise à leur disposition des moyens d'action iridis-  
pensables à une activité qui correspond aux besoins de la  
population qu'ils doivent desservir;

~ un encouragement aux études de recherche médicale et d'observation statistique ayant pour objet de préciser au mieux les méthodes de dépistage à adopter, compte tenu des caractéristiques de l'état de santé de notre population;

~ parallèlement, une mission d'éducation sanitaire de la population, qui pourrait être confiée aux centres de médecine préventive;

~, en ce qui concerne l'examen annuel de dépistage de la tuberculose pulmonaire, celui-ci est maintenant obligatoire pour les membres du personnel enseignant,

#### b) Vaccination antivariolique.

Un membre demande si la vaccination antivariolique est obligatoire et quel est l'organisme responsable de cette vaccination.

Le Ministre précise que cette vaccination est obligatoire pour les enfants entre 3 mois et 12 mois. C'est la seule obligation en la matière.

#### 9) Crèches.

Un membre regrette que les crèches et pouponnières soient si peu nombreuses, surtout dans les grandes villes. Il estime que cette carence est due surtout à l'insuffisance des subsides de fonctionnement. Envisage-t-on de les augmenter?

Un autre membre souhaite que, lors de l'implantation des zones industrielles, on prévoie d'y construire des crèches, ce qui éviterait aux travailleuses mères de famille d'être astreintes à de longs trajets pour déposer leurs jeunes enfants avant de se rendre à leur travail.

Le Ministre souligne d'abord que si les constructions de crèches sont peu nombreuses, c'est surtout parce que peu d'initiatives se manifestent en ce domaine,

Il déclare, d'autre part, que le fonctionnement des crèches doit être réexaminé au point de vue financier. Il rappelle que par arrêté royal du 13 décembre 1968, l'intervention de l'O.N.E. a été portée de 27 à 37 F par jour, mais ce subside n'est accordé que si les revenus des parents ne dépassent pas un certain montant,

Le Ministre signale qu'un projet est actuellement à l'étude, qui vise à réformer ce mode de subvention afin de le rendre plus efficace et d'améliorer les conditions de fonctionnement des crèches.

Il rappelle que le Gouvernement a décidé de faire un effort spécial sur le plan financier en faveur de ce secteur.

#### 10) Fonds Spécial d'Assistance et Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés.

Un commissaire regrette que l'on ait plus revu depuis 1957 le barème des ressources fixant les limites de l'état de besoin, pour déterminer les interventions du Fonds spécial d'assistance.

Il souhaite connaître la ventilation du crédit prévu pour ce Fonds, selon les différentes catégories de bénéficiaires.

'Un commissaire demande si l'intervention journalière du Fonds en faveur des séquestrés à domicile sera relevée prochainement.

~ deze moeten de beschikking krijgen over de middelen welke nodig zijn voor het uitoefenen van een werkzaamheid die beantwoordt aan de behoeften van de bevolking waarvoor zij te zullen hebben:

- el moet studies worden gemaakt op het gebied van medisch speurwerk en van statistische waarneming, met als doel de voor de opsporing van ziekten toe te passen methoden beter te omschrijven, daarbij rekening houdend met de kenmerken van de algemene gezondheidstoestand van onze bevolking;

~ eveneens zou aan de centra voor preventieve geneeskunde de taak kunnen worden toevertrouwd om de bevolking sanitaire voorlichting te geven;

- wat betreft het jaarlijks onderzoek op longtuberculose, dit is thans verplicht gesteld voor de leden van het onderwijsend personeel;

#### b) Inenting tegen de pokken.

Een lid vraagt of de inenting tegen de pokken verplicht is en welke instelling voor die inenting verantwoordelijk is.

De Minister onderstreept dat die inenting verplicht is voor de kinderen tussen 3 en 12 maanden. Dat is de enige verplichting ter zake.

#### 9) Kindertehuizen.

Een lid betreurt dat de kindertehuizen en zielingenbewaarplaatsen zo weinig talrijk zijn, vooral in de grote steden. Hij is van oordeel dat zulks voornamelijk aan de ontoereikende werkingskosten te wijten is. Wordt een vergoeding van die toelagen overwogen?

Een ander lid spreekt de wens uit dat bij het aanleggen van de industrieën in de bouw van kindertehuizen wordt voorzien, ten einde arbeidsters-huismoeders de lange verplaatsingen te besparen, die zij thans moeren doen om hun jonge kinderen te plaatsen vooraleer zij naar het werk gaan.

De Minister onderstreept eerst dat het oprichten van weinig kindertehuizen vooral te wijten is aan het gebrek aan initiatief op dat gebied,

Hij verklaart voorts dat de werking van de kindertehuizen dient herzien te worden uit een Financieel oogpunt. Hij herinnert eraan dat de bijdrage van het N.W.K. bij koninklijk besluit van 13 december 1968 van 27 tot 37 F per dag werd verhoogd, doch dat bedoelde toelage slechts wordt toegekend wanneer het inkomen van de ouders een bepaald bedrag overschrijdt.

De Minister deelt mede dateen ontwerp thans ter studie ligt, ten einde die toelageregelind te wijzigen om ze efficiënter te maken en de werkingsvoorwaarden van de kindertehuizen te verbeteren.

Hij herinnert eraan dat de Regering beslist heeft een bijzondere financiële inspanning te leveren ten bate van deze sector,

#### la) SpeciaalOnderstands fonds en Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten.

Een lid betreurt dat het bedrag van de bestaansnooddelen voor het bepalen van de staat van behoefte sedert 1957 niet meer werd herzien, ten einde de tegemoetkoming van het SpeciaalOnderstands fonds te kunnen aanpassen,

Hij wenst de verdeling van de voor dit Fonds bestemde kredieten te kermen volgens de verschillende categorieën van gerechtigden.

Een lid vraagt of de duikelijke tegemoetkoming van het Fonds voor degeneren die ten huize verzorgd worden, op korte termijn zal worden verhoogd.

Un membre demande si le Gouvernement n'envisage pas d'intervenir financièrement en faveur de certaines personnes, qui doivent subir des interventions chirurgicales très coûteuses, telles que des greffes de rein.

Un autre membre déplore que des frais importants soient parfois laissés à la charge des familles en raison de la négligence de certains fonctionnaires de C. A. P.

Un autre membre demande quelles sont les intentions du Ministre en vue de la réadaptation des cardiaques. Des centres de réadaptation existent dans les hôpitaux universitaires et le Fonds des handicapés les prendra en charge provisoirement. Quelle solution envisage-t-on pour l'avenir?

D'autre part, il a été demandé qu'une Commission soit créée en commun par les Ministres de la Santé publique, de la Prévoyance sociale et de l'Emploi et du Travail pour étudier ce problème. Cette Commission est-elle ou va-t-elle être constituée?

Certains commissaires ont regretté la diversité des critères adoptés par les diHérentes C. A. P., pour déterminer si les demandeurs de secours sont indigents ou non. Le Ministre souligne à cet égard que chaque C. A. P. est libre de fixer ses critères d'intervention, mais que récemment, à l'initiative de l'Union des Villes et Communes belges, il a été recommandé aux C. A. P. de s'aligner sur un barème uniforme de ressources définissant la limite de l'état de besoin.

En ce qui concerne le maximum autorisé de ressources pris en considération pour fixer les interventions du Fonds spécial d'assistance, le Ministre signale que, depuis 1957, certains assouplissements ont été apportés, à l'application de ce barème.

Le Ministre souligne en outre que le Conseil national consultatif du Fonds de soins médico-sociaux quelques pour handicapés vient de proposer d'abandonner toute référence à un état de besoin. Il s'agit là d'une proposition qui mérite d'être examinée sérieusement. Elle s'inscrit dans une réforme dont le sens viserait à enlever dorénavant tout caractère de charité aux interventions du Fonds.

Un commissaire ayant demandé comment se ventilait le crédit prévu en faveur du Fonds spécial d'assistance, selon les catégories traditionnelles de bénéficiaires, le Ministre fournit l'état actuel des prévisions:

Aliénés	...	620 millions
Séquestrés à domicile	...	75 millions
Handicapés	...	510 millions
Tuberculeux	...	32 millions
Cancéreux	...	la millions
<hr/>		
Total	...	1 247 millions

Il précise qu'au montant de 1 135 millions inscrit au budget, il y a lieu d'ajouter le montant des récupérations évalué à 18 millions et le solde de l'exercice écoulé, soit environ 110 millions, ce qui donne, pour l'exercice 1969, un disponible sensiblement voisin de l'estimation de la dépense globale.

Il signale, d'autre part, que l'intervention journalière du Fonds spécial d'assistance en faveur des séquestrés à domicile sera augmentée uniformément de 10 F pour toutes les catégories de bénéficiaires.

Enfin, le Ministre répond que le Département accorde dès à présent une aide financière à des personnes qui doivent subir une intervention chirurgicale très coûteuse, notamment parce qu'elles sont atteintes de maladie bleue ou d'une malformation cardiaque congénitale, et après ex-

Een lid vraagt of de RCgelijn(1) geen financiële tussenkomst beoogt ten Hllste van bepaalde personen die zecr veel kosten heelkundige bewerkingen, zoals nieroverplantingen, moeten ondergaan.

Een ander lid betreurt dat et inévolge de nalatigheid van sommige armenuren van de C. O. O.'s soms aan ielenlijke kosten ten laste van de gezinnen vallen.

Een ander lid vraagt wat de Minister van zins is te doen voor de wederaanpassing van de hartslijdets. Er bestaan wederaanpassingscentra in de aca de misch ziekenhuizen, en het Fonds voor gehandicapten zal die centra voorlopig voor zijn rekening nemen. Welke oplossing wordt voor de toekomst beoogd?

Voorts werd gevraagd dat de Ministers van Volkszondheid, van Sociale Voorzorg en van Tewerkstelling en van Arbeid samen een Commissie oprichten om dit probleem te bespreken. Is die Commissie reeds opgericht of zal zij opgericht worden?

Verscheidene leden betreurd dat de verschillende C. O. O.'s uiteenlopende criteria hanteren om te bepalen of degenen die steun vragen al dan niet behoeftig zijn. De Minister wijst er in dit verband op dat elke C. O. O. vrij is om haar eigen tegenmoetkomingscriteria vast te stellen, maar dat onlangs, op initiatief van de Vereniging van Belgische Steden en Gemeenten, een aanbeveling werd gericht tot de C. O. O.'s om een eenvormig bedrag aan bestaansmiddelen vast te stellen voor het bepalen van de staat van behoefte.

Wat betreft het maximum toegekende bedrag aan bestaansmiddelen om de tegemoetkoming van het Speciaal Onderstands fonds vast te stellen, wijst de Minister erop dat de vaststelling van dit bedrag sedert 1957 met enige soepelheid geschiedt.

De Münster legt er boven dien op dat de Nationale Raad van Advies van het Fonds voor medische, sociale en pedagoogische zorg voor gehandicapten zopas heeft voorgesteld niet meer te verwijzen naar de staat van behoefte. Dit voorstel verdient een ernstig onderzoek. Het gaat in de richting van een hervorming die tot doel heeft de op de tegernoetkorningen van het Fonds drukkende stempel van liefdadigheid weg te nemen.

Daar een lid vroeg hoe het voor het Speciaal Onderstands fonds bestemde krediet verdeeld is volgens de traditionele categorieën van gerechtigden, verstrekte de Minister een overzicht van de huidige toestand der ramingen:

Krankzinnigen	...	620 miljoen
Verzorgden teri huize	...	75 miljoen
Gehandicapten	...	510 miljoen
T. B. Cv-lijders	...	32 miljoen
Kanker lijders	...	10 miljoen
<hr/>		
Totaal	...	1 247 miljoen

Hij verklaart dat bij het op de begroting uitgetrokken bedrag van 1 135 miljoen nog moeten gevoerd worden het op 18 miljoen geraamde bedrag aan terugvorderingen en het saldo van het afgelopen dienstjaar, dat ongeveer 110 miljoen beloopt. Het voor het dienstjaar 1969 beschikbare bedrag zal derhalve de totale geraamde uitgaven vrij dicht bereiken.

Hij wijst er boven dien op dat de dagelijkse tegernoetkoming van het Speciaal Onderstands fonds voor degenen die ten huize verzorgd worden, voor alle categorieën van gerechtigde eenvormig met 10 F zal worden verhoogd.

Ten slotte antwoordt de Minister dat het Departement thans reeds financiële hulp verleent na onderzoek van de sociale toestand aan personen die een zeer kostbare heelkundige bewerking moeten ondergaan, omdat zij met name aan de blauwe ziekte lijden of een aangeboren hart-

men de leur situation sociale. Le Ministre déclare que la question posée par un membre au sujet des greffes de rein sera examinée et pourrait trouver une solution dans le même sens.

En ce qui concerne les négligences évoquées par plusieurs membres. Quant à la manière dont certaines C. A. P. agissent vis-à-vis d'autres C. A. P. ou vis-à-vis de certains de leurs secourus, le Ministre souligne que le Département ne peut exercer vis-à-vis du personnel des C. A. P. qu'une politique de conseils et de recommandations, outre le fait qu'il surveille l'application des lois et réglements. Le personnel des C. A. P., dépend en fait des autorités locales, qui doivent exercer la discipline à son égard.

Le problème soulevé par un commissaire et qui concerne la réadaptation des cardiaques, retient aussi toute l'attention du Ministre, qui déclare qu'il recherchera les moyens d'assurer le financement de cette réadaptation. Il assure qu'il ne négligera aucune possibilité de favoriser la coordination souhaitée entre les Départements de la Santé publique, de la Prévoyance sociale et de l'Emploi et du Travail.

#### 11) Contrôle des denrées alimentaires.

Un membre considère que les mesures légales et réglementaires visant à protéger les consommateurs en ce qui concerne la qualité des denrées alimentaires, sont incomplètes.

Il estime le contrôle actuel irrégulier et peu efficace.

Il souligne le manque de coordination entre le service de l'inspection vétérinaire des viandes et celui de l'inspection des denrées alimentaires.

En ce qui concerne les usines de préparation de viandes, il déplore diverses lacunes quant aux moyens d'action des services de contrôle.

Il estime que la Belgique est fort en retard au point de vue du contrôle des colorants, des arômes synthétiques, et des pesticides, ainsi que de la manipulation et de la préparation de denrées déterminées telles par exemple les aliments préemballés.

En ce qui concerne le contrôle des denrées alimentaires, le Ministre souligne qu'en matière légale et réglementaire, la situation de la Belgique est sensiblement comparable à celle des autres pays.

Il précise que diverses dispositions prises dans le cadre de l'harmonisation des législations dans le Benelux et dans la C.E. ont été promulguées récemment et le Conseil supérieur de l'Hygiène poursuit activement l'établissement des dispositions prévues par la loi du 20 juin 1964, tant sur le plan des denrées alimentaires particulières que sur celui des additifs autorisés par l'article 3 de ladite loi.

Le Ministre fait observer que l'efficacité des services de contrôle dépend notamment de l'importance du personnel qualifié mis à la disposition de ces services, et il déplore qu'actuellement, ce personnel soit insuffisant.

#### 12) Lutte contre le bruit.

Un commissaire considère que le bruit constitue l'un des fléaux de notre époque et est la cause de bon nombre de maladies (maladies mentales, infarctus).

Le Ministre répond que l'on achève actuellement la mise au point d'un projet de loi en cette matière.

misvorming hebben. De Minister voegt eraan toe dat de door een lid in verband met hierover gestelde vraag zal worden onderzocht en in dezelfde zin een oplossing zou kunnen krijgen.

Wal benoemt de door verscheidene leden aangeklaagde nalatigheid van sommige C. O. O.'s ten opzichte van andere C.O. O's of ten opzichte van bepaalde door hen gesteunde personen legt de Münster er de nadruk op dat het Departement, naast het toezicht op de naleving van wetten en reglementen, slechts raadgevingen en aanbevelingen kan richten tot het personeel van de C. O. O.s. Het personeel van de C. O. O.s hangt af van de plaatselijke autoriteiten die het toezicht op de tucht moeten uitoefenen.

Het door een lid opgeworpen probleem in verband met de wedeaanpassing van de hartlijders maakt ook de bijzondere aandacht van de Minister gaande. Deze deelt mede dat hij zal uitzien naar de middelen om die wederaanpassing te financieren. Hij geeft de verzekering dat hij geen enkele mogelijkheid overlaat om de gewenste coördinatie tot stand te brengen tussen de departementen van Volksgezondheid, van Sociale Voorzorg en van Werkstelling en Arbeid.

#### II) Controle op de voedingswaren.

Een lid meent dat de wets- en reglementsbeperkingen ter bescherming van de verbruikers in verband met de kwaliteit van de voedingswaren onvoldoende zijn.

Volgens hem geschiedt de huidige controle onregelmatig en is ze weinig doeltreffend.

Het lid wijst op het gebrek aan coördinatie tussen de dienst voor diergeneeskundige inspectie der vleeswaren en de dienst voor inspectie der eetwaren.

In verband met de fabrieken voor vleesbereiding betreurt hij verschillende tekortkomingen in de actiemiddelen van de controlediensten.

Hij meent dat België een grote achterstand heeft inzake controle op de kleurstoffen, de synthetische reukstoffen en de pesticiden, alsook op de behandeling en de bereding van bepaalde waren, zoals b.v. de vooraf ingepakte voedingswaren.

In verband met de controle op de voedingswaren wijst de Minister op het feit dat de toestand in ons land op het wettelijke en reglementaire vlak te vergelijken is met de toestand in de aridere landen.

Hij onderstreept dat verschillende bepalingen, die in het raam van de harmonisatie van de wetgevingen in Benelux en E.E. zijn getroffen, onlangs uitgevaardigd werden en dat de Hooghe Gezondheidsraad actief aan het opstellen van de bij de wet van 10 juni 1964 bepaalde besluiten werkt, zowel op het vlak van de speciale voedingswaren als op dat van de bij artikel 3 van vooroordeel wet toegelaten toevoegsels.

De Minister wijst erop dat de efficiëntie van de controlediensten met name afhangt van de omvang van het geschoold personeel dat ter beschikking van die diensten wordt gesteld; hij betreurt dat dit personeel thans onvoldoende is.

#### 12) Lawaaibestrijding.

Een lid vindt dat het lawaai een van de plaag van onze tijd is en dat het de oorzaak is van talrijke ziekten (geestesziekten, infarcten).

De Minister antwoordt dat thans de laatste hand wordt gelegd aan een wetsontwerp terzake.

## 13) Lutte contre la pollution de l'air;

Plusieurs membres se préoccupent des moyens de lutte contre la pollution de rail.

Un commissaire signale que les services de la Santé publique sont uniquement habilités à procéder aux enquêtes et constatations, mais que les mesures répressives sont de la compétence d'autres autorités. Cette situation rend les dispositions de protection inopérantes. Il devrait y être porté remède.

Un autre membre fait allusion aux arrêtés d'exécution annoncés par le Ministre, en exécution de la loi du 28 décembre 1964.

Il souhaite obtenir des précisions sur les points suivants:

- Quel est le nombre actuel d'appareils de contrôle et de mesure, en service dans le pays?

- Pourquoi les résultats des mesures sont-ils publiés avec retard?

~ Va-t-on attendre l'installation d'un réseau plus complet d'appareils de mesure ainsi que la collecte d'un grand nombre d'observations avant de prendre les arrêtés d'exécution? Le commissaire estime qu'il faut agir de la sorte pour éviter une erreur, que l'urgence s'impose et que l'on peut s'inspirer de certaines normes étrangères.

Envisage-t-on une réglementation qui s'appliquerait d'une manière différente selon les régions?

Un autre membre estime que si le Département souhaite que les pouvoirs communaux et la police collaborent à la détection des sources de pollution, il devrait à son tour aider les communes, sur le plan technique, en ce qui concerne les appareils de détection à utiliser.

Un commissaire souligne qu'outre les sources traditionnellement reconnues cie pollution atmosphérique, il y a aussi celle qui est constituée par certaines entreprises d'élevage (porcheries).

Un autre commissaire demande si les dispositions relatives à l'abstention coupable s'appliquent aux entreprises qui ne demandent pas d'autorisation d'établissement et polluent l'air.

Il signale que le Ministre de la Justice a répondu que les procureurs devaient apprécier chaque cas d'espèce, et qu'il consulterait le Ministre de la Santé publique à ce sujet.

Les relations entre la pollution des eaux et la pollution de l'air par évaporation sont aussi évoquées.

Le Ministre souligne qu'au sujet de la lutte contre la pollution atmosphérique, plusieurs de ses collègues sont aussi concernés. Si le Ministre de la Santé publique est d'ailleurs armé pour exercer seul la police et le contrôle dans certains domaines et notamment ceux qui ne ressortissent pas spécifiquement à la compétence d'autres départements, il conserve en tout cas la responsabilité de la coordination des efforts, et est appelé en vertu de la loi du 28 décembre 1964, à contresigner les arrêtés proposés par ces départements en matière de pollution de l'air.

Quant au pouvoir de répression des abus constatés, il est exact que ce pouvoir n'appartient pas seulement au Ministre de la Santé publique. Le Ministre de l'Emploi et du Travail est également compétent.

A propos de la collaboration qui pourrait être apportée par les pouvoirs locaux quant à la détection des sources de pollution, le Ministre déclare que son Département est disposé à fournir aux administrations communales une technique et même financière dont elles auraient besoin en cette matière.

## 13) Bestrijding van de luchtverontreiniging.

Verscheidene leden hebben het over de bestrijdingsmethoden op het gebied van de luchtverontreiniging.

Er wordt op gewezen dat de diensten van Volksgezondheid slechts bevoegd zijn om een onderzoek in te stellen en te constateren, maar dat de strafmaatregelen de zaak van andere autoriteiten zijn. Zulks heeft tot gevolg dat de beschermingsmaatregelen zonder uitwerking blijven. Aan die toestand moet een einde komen.

Een ander lid brengt de door de Minister ter uitvoering van de wet van 28 december 1964 aangekondigde uitvoeringshulpen ter sprake.

Gevraagd wordt om bijzonderheden omtrent de volgende punten:

- Hoeveel controle- en meetapparaten zijn thans in België in gebruik genomen?

- Waarom worden de uitkomsten van de metingen zo laat bekendgemaakt?

- Zal men wachten tot een vollediger net van meetapparaten wordt geïnstalleerd en een groot aantal waarnemingen is ingezameld alvorens de uitvoeringsbesluiten te nemen? Dat zou een vergissing zijn, want de zaak is uiterst dringend geworden en men kan zich toch laten leiden door bepaalde buitenlandse normen.

- Wordt gedacht aan een reglementering die op verschillende wijzen al naar de streek zou worden toegepast?

Verder wordt de mening uitgesproken dat het Departement, indien het de medewerking van de gemeentebesturen en van de plaatselijke politie aan de opsporing van verontreiniging wenst, op zijn beurt de gemeenten op het technische vlak, d.w.z. op het gebied van de gebruikte opsporingsmethoden, zou moeten helpen.

Er wordt nog gezegd dat buiten de algemeen bekende oorzaken, de lucht ook verontreinigd wordt door sommige bedrijven (varkenslokkertjes).

Door een ander lid wordt gevraagd of de bepalingen betreffende strafbare nalatigheid ook van toepassing zijn op de bedrijven die geen vestigingsvergunning vragen en de lucht verontreinigen.

Er wordt op gewezen dat de Minister van Justitie heeft geantwoord dat de Procureurs ieder geval apart moeten beoordelen en dat hij daarnaar overleg zou plegen met zijn collega van Volksgezondheid.

Tenslotte komt ook het verband tussen de waterverontreiniging en die van de lucht door verdamping ter sprake.

De Minister verklaart dat verscheidene zijner collega's betrokken zijn bij de strijd tegen de luchtverontreiniging. Het Departement van Volksgezondheid heeft overigens bevoegdheid om op die gebieden toezicht uit te oefenen, met name wanneer die bevoegdheid niet specifiek aan andere departementen is toegezegd; bovendien is het in elk geval verantwoordelijk voor de coördinatie van de desbetreffende maatregelen, en krachtens de wet van 28 december 1964 moet het de door die departementen op het stuk van luchtverontreiniging voorgestelde besluiten medeonderkennen.

In verband met de betrekking van geconstateerde misbruiken is het wel zo, dat niet slechts de Minister van Volksgezondheid bevoegd is. Ook de Minister van Tewerkstelling en Arbeid is ter zake bevoegd.

In verband met de medewerking die de plaatselijke autoriteiten zouden kunnen verlenen om de oorzaken van verontreiniging op te sporen, verklaart de Minister dat zijn Departement bereid is om aan de gemeentebesturen de benodigde technische en zelfs financiële hulp te verstrekken.

Le Ministre précise qu'il y a actuellement 125 stations de mesure déjà en service et que l'équipement des stations complémentaires se poursuit sans déséquilibre. Si l'on peut s'inspirer des observations étrangères sur le plan général, il n'en demeure pas moins indispensable de définir la situation réelle dans chacune des régions du pays, parce qu'elles offrent toutes un caractère spécifique et se prêtent mal à des comparaisons. L'improvisation cie mesure risque à la fois de ne pas atteindre le résultat escompté, tout en provoquant des perturbations économiques qui peuvent être très graves.

Le Ministre confirme que des études sont en cours, et qu'il est prévu que des mesures d'exécution seront envisagées pour des régions particulières, ou selon des modalités qui varieront en fonction des régions et des observations qui y sont faites.

#### 14) Lutte contre la pollution de l'eau.

Un membre estime qu'il serait nécessaire d'adopter d'urgence le projet de loi sur la protection des eaux de surface contre la pollution (Doc. Sénat n° 212 de 1965-1966), approuvé en 1967 par la Commission sénatoriale de la Santé publique. Ce projet, devenu caduc lors de la dissolution des Chambres, figure parmi ceux que le Gouvernement a relevé de caducité.

L'urgence nécessite d'une nouvelle loi sur la protection des eaux contre la pollution, qui remplacerait la loi du 11 mars 1950, est unanimement admise. Quant au projet lui-même lors de la discussion en Commissionsénatoriale, le président Gouvernement a accepté l'introduction de certaines dispositions à caractère économique.

L'examen de cet important projet débutera prochainement au Parlement et le Ministre espère qu'un vote favorable intervient dans un avenir très rapproché.

" " "

Un autre membre a demandé où en était l'étude menée en vue de déterminer les coefficients d'auto-épuration des canaux.

La Commission d'étude du Conseil Supérieur des eaux usées poursuit l'examen de ce problème. Cet examen a porté sur le canal Louvain-Malines, le canal de l'Espierres, le canal Albert et le canal de Terneuzen.

Des essais complémentaires sont en cours. On estime que les conclusions définitives seront connues dans le courant de 1970. Le moment exact ne peut en être fixé avec certitude car les essais ne s'effectuent que quand les circonstances le permettent.

Un membre demande pourquoi il a été mis fin à la mission du Commissaire royal aux problèmes de l'eau.

Le Ministre déclare qu'il est inexact de dire que le Gouvernement ait mis fin au mandat du Commissaire Royal; ce mandat prenait fin le 28 février 1969 et le Gouvernement n'a pas jugé utile de le prolonger.

Il a pris cette décision parce qu'il estime que les principales missions du Commissaire ont été menées à bonne fin et que la continuité de cette activité peut être assurée par les services des départements intéressés, c'est-à-dire ceux des Travaux publics, de l'Agriculture et de la Santé publique. La responsabilité en la matière sera confiée au département de la Santé publique et les pourparlers sont en cours en vue de prendre toutes les dispositions nécessaires pour garantir la poursuite des activités de coordination en ce qui concerne le problème de l'eau.

De Minister preciseert dat er thans reeds 125 meetstations in gebruik zijn genomen en dat de uitrusting van die stations steeds verder gecompleteerd wordt. Ofschoon men zich in het algemeen kan laten leiden door buitenlandse waarnemingen moet toch de werkelijke toestand in iedere streek van het land nagegaan worden, omdat zij alle een specifieke karakter hebben en moeilijk voor vergelijking in aanmerking kunnen komen. Indien maatregelen geïmproviseerd worden, loopt men het gevaar dat het verwachte resultaat uitblijft en dat soms zeer ernstige storingen in het bedrijfsleven veroorzaakt worden.

De Minister bevestigt: dat desbetreffende studies aan de gang zijn en dat uitvoeringsmaatregelen in overweging zullen worden genomen voor bepaalde streken of op grond van bijzonderheden, die zullen variëren naar gelang van het gewest en van de aldaar gedane vaststellingen.

#### 14) Strijd tegen de waterverontreiniging.

Door een lid wordt geoordeeld dat het wetsonderwerp zou moeten worden aangenomen betreffende de bescherming van de bovengrondse wateren tegen bevuiling (Stuk Senaat, nr. 212, 1965-1966), dat in 1967 goedgekeurd werd door de Senaatscommissie voor de Volksgezondheid. Dat onderwerp verviel bij de Kamersontbinding en is thans door de Regering van vervalontheven.

Iedcreen is het er mee eens dat het dringend noodzakelijk is een nieuwe wet op de bescherming van de wateren tegen bevuiling goed te keuren ter vervanging van de wet van 11 maart 1950. De behandeling van het desbetreffende ontwerp in de Senaatscommissie heeft de vorige regering ertoe geblacht zekere bepalingen van economische aard daarin op te nemen.

Eerlang zal het Parlement dit belangrijke onderwerp in studie nemen, en de Minister hoopt dat het heel binnenkort zal worden aangezomen.

\* \* \*

Voorts wordt door een ander lid gevraagd hoever het staat met de studie ter bepaling van de coefficient inzake de zelfreiniging van kanalen.

De Studiecommissie van de Hoge Raad voor afvalwater zet het onderzoek van dit vraagstuk VOOI't.DH onderzoek gold voor het kanaal Leuven-Mechelen, het Spierekenaals, het Albertkanaal en het kanaal van Terneuzen.

Anvullende proefnemingen zijn thans bezig. Geraardt wordt dat de definitieve besluiten in de loop van 1970 bekend zullen zijn. Het juiste ogenblik kan nog niet met volle zekerheid worden vastgesteld, omdat de proefnemingen slecht worden gedaan wanneer de omstandigheden zulks mogelijk maken.

Een lid vraagt waarom een einde is gemaakt aan de zending van de Koninklijke Commissaris voor wateraangelegenheden.

De Minister verklaart dat het niet juist is dat de Regering een einde heeft gemaakt aan het mandaat van de Koninklijke Commissaris: dit mandaat verstrekt op 28 februari 1919 en de Regering achtte het niet nodig het te verlengen.

Zij heeft die beslissing genomen omdat zij de mening was toegegaan dat de voorname taken van de Commissaris tot een goed einde waren gebracht, en de desbetreffende werkzaamheid verderdoor de diensten van de betrokken departementen, namelijk dat van Openbare Werken, dat van Landbouw en dat van Volksgezondheid, kan worden verricht. Het Departement van Volksgezondheid zal daarvoor instaan en reeds zijn besprekingen aan de gang. De nodige maatregelen te treffen, ten einde de voortzetting van de coördinatiewerkzaamheden op het gebied van de wateraangelegenheden doorgang te laten vinden.

## 15) Déplacement des canalisations d'au-

Un membre signale que ce déplacement doit parfois intervenir lors de la réalisation de l'ouvrage de l'Etat ou d'autres travaux publics importants. Auparavant, ces frais étaient supportés par les communes.

Le Ministre a déclaré que ces travaux seraient subventionnés par l'Etat à raison de 65 %. L'Union des Villes et Communes belges souhaite que l'Etat prenne intégralement ces travaux à sa charge.

Le commissaire demande quand paraîtra l'arrêté royal qui réglera cette question.

Le Ministre répond qu'un accord est intervenu entre le Ministre des Travaux publics, et lui-même. Le texte de l'arrêté royal en la matière est au point et sera sous peu soumis au Gouvernement.

Cet arrêté prévoit l'intervention financière de l'Etat dans les travaux de déplacement des égouts et des canalisations d'eau, de gaz et d'électricité. Le taux forfaitaire de subvention des déplacements d'égouts et de canalisations de gaz et d'électricité est de 65 %. Pour les conduites d'eau, le taux est de 60 % du montant des travaux augmentés de 5 % de frais généraux et de 7 % de taxe sur les contrats d'entreprise.

La proposition de l'Union des Villes et Communes belges de mettre les travaux en question intégralement à charge de l'Etat n'a pu être suivie pour des raisons budgétaires, car les montants en question sont très importants.

D'autre part, il a été jugé que les taux de 65 % et de 67,2 % en vigueur pour les autres travaux subventionnés par les deux départements sont équitables.

En effet, les canalisations, où qu'elles soient placées, dans n'importe quelle voirie, le sont à titre précaire. Les frais de leur déplacement incombent à leur propriétaire seul.

Toutefois, le fait que la cause du déplacement ne réside pas dans le chef du propriétaire militait en faveur d'une prise en charge financière totale.

La solution adoptée constitue un compromis acceptable.

## 16) Abattoirs.

Un membre rappelle les normes édictées le 26 juin 1964 par la C. E. E. pour les abattoirs d'exportation. L'arrêté royal du 24 avril 1965 adapte la réglementation belge à ces normes. Or, selon ces enquêtes faites par des fonctionnaires de l'inspection du commerce de viandes, de nombreux abattoirs publics et privés ne répondent pas aux conditions réglementaires.

Ces abattoirs ne peuvent plus disposer de cachets d'exportation.

En attendant le vote d'un projet de loi relatif à l'organisation des expertises et au contrôle des abattoirs pour animaux de boucherie, déposé le 5 février 1968, le Ministre n'accorde provisoirement plus aucun subside pour la construction ou de la modernisation d'abattoirs publics. Cela restreint les initiatives d'amélioration.

Cet immobilisme est préjudiciable à la position belge sur le marché international des viandes. L'assainissement prévu par la réglementation en question doit être appliqué sans délai.

## 15) VCI!laalsing van de waterleidingen.

Een lid wijst erop dat deze verplaatsing soms dient te geschieden bij het aanleggen van rijkswegen of bij het uitvoeren van andere belangrijke openbare werken. Voordien vielen de kosten hiervan tellende laste van de gemeenten.

De Minister heeft verstaan dat die werken door de Staat zouden gesubsidieerd worden voor 65 %. De Vereniging van Steden en Gemeenten wenst dat de Staat deze werken integraal te zetten laste zou nemen.

Het lid wenst te weten wanneer het koninklijk besluit tot regeling van die kwestie zal verschijnen.

De Minister antwoordt dat een akkoord is bereikt tussen de Minister van Openbare Werken en hemzelf. De tekst van het desbetreffende koninklijk besluit is klaar en zal eerst aan de Regering voorgelegd worden.

Dit koninklijk besluit voorziet in een rijksbijdrage in de kosten van de verplaatsing van de rioleringen, de waterleidingen, de gas- en elektriciteitsleidingen. Voor de verplaatsing van de gas- en elektriciteitsleidingen werd de bijdrage vooraf vastgesteld op 65 %. Voor de waterleidingen bedraagt die bijdrage 60 % van de kosten, verhoogd met 5 % algemene kosten en 7 % taks op de aannemingscontracten.

Het voorstel van de Vereniging van Belgische Steden en Gemeenten om deze kosten volledig ten laste te leggen van de Staat kon om budgettaire redenen niet aanvaard worden, daar de uitgaven zeer belangrijk zijn.

Anderzijds is men van oordeel dat de bedragen van 65 % en 67,2 % voor de andere door de twee departementen gesubsidieerde openbare werken bijna vastgesteld zijn.

Alle leidingen... immers worden, ongeacht waar zij worden aangebracht, worden geplaatst zonder definitieve verunning. De aan de verplaatsing ervan verbonden kosten vallen uitsluitend ten laste van hun eigenaar.

Het feit dat de oorzaak van de verplaatsing niet te wijten is aan de eigenaar zou echter een argument zijn om de volledige kosten ten laste te leggen van de Staat.

De aangenomen oplossing is een aanvaardbaar compromis.

## 16) Slachthuizen.

Een lid brengt de criteria in herinnering die op 26 juni 1964 door de E. E. G. zijn uitgevaardigd voor de exportslachthuizen. Het koninklijk besluit van 24 april 1965, heeft de Belgische reglementering aan die normen aangepast. **UN**de door arbeitenaren van de inspectie van de vleeshandel verrichte onderzoeken blijkt echter dat talrijke openbare en particuliere slachthuizen niet aan de gestelde voorwaarden voldoen.

Die slachthuizen mogen de exportstempel niet meer gebruiken.

In afwachting dat het op 5 februari 1968 ingediende wetsontwerp betreffende de organisatie van de veterinaire keuringen en sanitaire controles alsook de slachthuizen voor slachtdieren wordt goedgekeurd, verleent de Minister voorlopig geen toelagen meer voor de bouw of de modernisering van openbare slachthuizen. Daardoor wordt en de ter verbetering genomen initiatieven beperkt.

Zulk immobilisme schaadt de positie van ons land op de internationale vleesmarkt. De sanering waarin door de bewuste reglementering. Is voorzien, moet onverwijld worden toegepast.

Un autre membre demande quel était le montant prévu pour les abattoirs dans le budget pour 1968 et quelles communes ont reçu des subsides en distinguant les constructions nouvelles, les modernisations et aménagements, l'appareil technique et les installations frigorifiques.

Une Commission avait été instituée du temps de M. le Ministre Bertrand. Où en sont ses travaux ? Peut-on attendre pour bientôt la restructuration promise ? Le défaut de travaux d'entretien dans le nombreux petits abattoirs entrave leur fonctionnement normal et est très préjudiciable à l'hygiène,

Ce membre signale enfin qu'à Furnes sera construit un abattoir moderne. Sera-t-il subsidié ?

Le Ministre répond ce qui suit :

#### 1. Nombre d'abattoirs existent dans le pays.

Il apparaît dans le tableau ci-dessous qu'il existe en Belgique 217 abattoirs, dont 101 agréés pour l'exportation.

Province	Abattoirs publics		Abattoirs privés	
	Total	Agréés	Total	Agréés
Anvers	6	2	13	4
Brabant	12	2	6	3
Flandre Occidentale	6	5	44	33
Flandre Orientale	II	5	26	21
Hainaut	19	5	5	1
Liège	II	7	20	5
Limbourg	la	3	1	—
Luxembourg	II	4	3	1
Namur	12	2	1	1
	98	35	119	69

#### 2. La réorganisation en la matière.

Une étude de la C.E.E. a permis de constater que la plupart des pays membres étaient suréquipés dans le secteur des abattoirs; la liste qui précède montre qu'il en est ainsi en Belgique. Le suréquipement est dû soit au trop grand nombre d'abattoirs dans une région, soit au trop petites dimensions de certaines installations; les deux causes entraînent une activité insuffisante des établissements.

La même étude débouchait sur la conclusion que de nouveaux abattoirs ne répondent pas aux normes sanitaires définies dans la Directive du Conseil du 26 juin 1961, relative à certains problèmes sanitaires dans le trafic intracommunautaire : des viandes fraîches. Ainsi, en Belgique, 104 abattoirs sont agréés sur base de l'arrêté royal du 24 avril 1965, qui adapte la réglementation belge à la Directive.

Dans ces conditions, la C.E.E. a estimé qu'il était nécessaire de remodeler le réseau d'abattoirs des six pays, en ne laissant subsister que ceux qui répondent aux normes sanitaires imposées et de soutenir financièrement les investissements en la matière à raison de 25 % pour autant que les établissements bénéficient en même temps d'une subvention de l'Etat membre, qu'ils s'inscrivent dans un réseau national rationnel et que l'activité des installations se poursuive au moins pendant 1 200 heures par an ou

Een ander lid vraagt welk bedrag voor de slachthuizen was uitgetrokken op de begroting voor 1968 en aan welke gemeenten vandaag worden verleend. Hij vraagt dat daarbij onderscheid wordt gemaakt tussen de nieuwe gebouwen, de werken tot modernisering en aanpassing, de technische apparatuur en de koelinstallaties.

Er was een Commissie ingesteld toen de heer Bertrand het departement beheerde. Hoever is die Commissie gevorderd met haar werk? Mag de in het vooruitzicht gestelde restructuratie eerlang worden verwacht? Talrijke kleine slachthuizen kunnen niet normaal functioneren bij gebrek aan onderhoudswerken, wat in hygiënis opzicht zeer nadelig is.

Bedoeld lid wijst er vervolgen sop dat te Veurne een modern slachthuis zal worden gebouwd. Zal het over toelagen kunnen beschikken?

De Minister antwoordt wat volgt:

#### 1. Aantal slachthuizen in ons land.

Uit onderstaande tabel blijkt dat er in België 217 slachthuizen zijn, waarvan 104 erkend zijn voor de export.

Provincie	Openbare slachthuizen		Particuliere slachthuizen	
	Totaal	Erkend	Totaal	Erkend
Antwerpen	6	2	13	4
Brabant	12	2	6	3
West-Vlaanderen	6	5	14	33
Oost-Vlaanderen	II	5	26	21
Henegouwen	19	5	5	1
Luik	II	7	20	5
Limburg	10	3	1	—
Luxemburg	11	4	3	1
Namen	12	2	1	1
	98	35	119	69

#### 2. De teorganisatie op het gebied.

Uit een studie van de E.E.G. is gebleken dat de uitrusting van de meeste Lid-Staten inzake slachthuizen bovenmatig is: uit bovenstaande lijst kan worden opgemaakt dat zulks het geval is voor ons land. Die toestand is een gevolg van het te grote aantal slachthuizen in een bepaalde streek of van de te kleine afmetingen van sommige slachthuizen: uit die twee oorzaken volgt dat de activiteit in de slachthuizen te gering is.

Het besluit van voornoemde studie was dat de nieuwe slachthuizen niet beantwoorden aan de sanitaire normen die bepaald zijn in de Richtlijn van de Raad van 26 juni 1964 inzake sommige gezondheidsvraagstukken op het gebied van het intracommunautaire handelsverkeer in vers vlees. Zo zijn er in België 104 slachthuizen erkend op grond van het koninklijk besluit van 24 april 1965, waardoor de Belgische reglementering aan voornoemde richtlijn werd aangepast.

De E.E.G. is derhalve van oordeel dat het net van slachthuizen van de zes landen moet gereorganiseerd worden en dat alleen die slachthuizen mogen behouden blijven die aan de gestelde sanitaire normen beantwoorden. De E.E.G. zal de investeringen ter zake naar rata van 25 % financieren op voorwaarde dat de inrichtingen ook een teelage bekomen van de Lid-Staat, dat zij passen in een rationeel nationaal net en dat er ten minste 1 200 per jaar of 24 uren per week in die slachthuizen wordt gewerkt. Zulks

24 heures par semaine, ce qui correspond à l'abattage annuel de 40 000 porcs ou 20 000 bovidés.

C'est pour répondre à cette nouvelle politique qu'un projet de loi a été déposé le 5 février 1968; il n'a pu encore être adopté mais tout sera mis en œuvre pour qu'il soit rapidement examiné par le Parlement.

En vue de l'application de la loi, des contacts sont déjà pris avec les organisations professionnelles intéressées.

### 3. Période transitoire.

Il n'est pas exact de dire que le département n'accorde plus aucun subside pour la construction ou la modernisation d'abattoirs publics. L'intervention financière pour la réalisation de nouveaux abattoirs est, en effet, arrêtée et cela ne présente pas d'inconvénients pour l'instant, vu le nombre d'établissements existants, mais, en 1968, près de 18 000 000 de francs de subsides à raison de 60 % ont été accordés pour financer l'achèvement d'abattoirs en construction ou l'appropriation d'abattoirs aux fins de permettre l'obtention du cachet d'exportation.

Cette même politique sera poursuivie jusqu'au moment où la nouvelle loi sera appliquée, étant entendu que lesdits travaux sont jugés suffisamment importants dans le cadre de l'économie nationale d'exportation.

### 4. Subventions aux abattoirs en 1968.

#### a. Crédit ptéou au budget pour 1968.

Ce crédit était inclus, sans fixation a priori, dans celui inscrit à l'article 63,83 - Crédit communal - d'un montant de 400 000 000 de francs.

#### b. Communes ayant reçu une subvention en 1968.

La liste qui suit donne les indications demandées: les chiffres mentionnés sont des subsides à 60 %

Anvers: Amélioration de l'installation technique	307143
Décompte installation frigorifique	24 000
Louvain: Amélioration de l'installation technique	262 000
Menin: Petit matériel	46 000
Alost: Équipement technique	2469 000
Amélioration de l'installation frigorifique	188 000
Gand: Installation électrique complémentaire	273 000
Renaix: Achèvement installations frigorifiques	3371 000
Achèvement installations techniques	3 068 000
Mons: Continuation : terrains et décompte	1 189000
Beernemont: Décompte installations frigorifiques	16 000
Bree: Achèvement: complément grosœuvre installations frigorifiques	163 000
Saint-Trond: Continuation : installations électriques	564 000
installations techniques	635 000
chauffage central	3 020 000
maison du gardien	378 000

betekent dat er jaarlijks 40 000 varkens of 20000 runderen worden geslacht.

Om aan dit nieuwe beleid te beantwoorden is op 5 februari 1968 een wetsontwerp ingediend: het kon echter nog niet worden goedgekeurd, maar alles zal in het werk gesteld worden om het spoedig te doen bespreken in het Parlement.

Met het oog op de toepassing van de wet werd reeds contact genomen met de betrokken beroepsverenigingen.

### 3. Ogelgangsperiode.

Het is onjuist te beweren dat het Departement geen teelagen meer verleent voor de bouw of de modernisering van openbare slachthuizen. Er wordt inderdaad al geen financiële tegemoetkoming meer verleend voor de oprichting van nieuwe slachthuizen. Zulks doet echter geheel bezwaren rijzen en dit ogenblik, gezien op het grote aantal bestaande slachthuizen. Doch in 1968 werden toelaag en naar rata van 60 % voor een totaal bedrag van bijna 18010 000 frank verleend, om de afwerking van slachthuizen in opbouw of de aanpassing van bestaande slachthuizen met het oog op het verkrijgen van de exportstempel te financieren.

Dit beleid zal worden voortgezet tot de ruwe wet zal worden toegepast, met dien verstande dat bedoelde aanpassingswerken belangrijk genoeg geacht werden en in het kader van de nationale exporteconomie.

### 4. In 1968 aan de slechthuizerij overleende toelagen.

#### a. Op de begroting voor 1968 uitgetrokken krediet,

Dit krediet was, zonder a priori te zijn vastgesteld, vervat in het krediet dat onder artikel 63.83 voor het Gemeentekrediet was uitgetrokken ten bedrag van 400 000 000 frank.

#### b. Gemeenten die een toelage hebben ontvangen in 1968.

De gevraagde inlichtingen komen in onderstaande lijst voor: de verschillende gemeenten vereenigen met toelagen ten behulp van 60 %

Antwerpen: Verbetering van de technische installatie	F 307143
Afrekening koeling staalafsluiting	24 000
Leuven: Verbetering van de technische installatie	262 000
Menen: Klein materieel	46 000
Aalst: Technische uitrusting	2469000
Verbetering van de koelinstallatie	188 000
Gent: Aanvullende elektrische installatie	273 000
Ronse: Afwerking koelinstallaties	3371 000
Afwerking: technische installaties	3 068 000
Bergen: Voortzetting gronden en afrekening	1 189000
Beauraing: Afrekening koelinstallaties	16 000
Bree: Afwerking: bijkomende ruwbouw koelinstallaties	163000
Sint-Truiden: Voortzetting: elektrische installaties	564 000
technische installaties	635 000
centrale verwarming	3020 000
huis van de bewaker	378 000

Hasselt : Achèvement peintures ... ... ... ...	640 000
travaux supplémentai-	
res ... ... ... ...	773 000
Marche-en-Famenne: Transformations ... ...	29 000
Bastogne: Petit matériel " ... ... ... ...	55 000
Arlon: Appareil de pesage ... ... ... ...	425000
Namur: Complément équipement technique ...	25 000
Gembloix: Complément d'équipement ... ...	17805
Total: ... ... ...	17994918

### 5. Cas particuliers.

Un membre demande si l'abattoir moderne de Furnes sera subventionné.

Aucune décision en la matière n'est prise et ne sera prise aussi longtemps que la nouvelle loi n'est pas adoptée et que les modalités de son application ne sont pas précisées.

#### 17) Transfert aux départements de la Culture des crédits d'infrastructure sportive.

Des membres demandent si, lors des négociations sur la déclaration gouvernementale, un accord oral est intervenu au sujet du transfert aux Ministres de la Culture des crédits du Ministre de la Santé publique destinés à l'équipement sportif.

N'ayant pas assisté aux négociations *sur* la déclaration gouvernementale, le Ministre ne peut affirmer qu'un accord oral en la matière ne soit pas intervenu. En tous cas, dans les textes de cette déclaration, il n'est question nulle part de pareil transfert qui serait d'ailleurs contraire à une saine politique de santé publique. La pratique des sports fait incontestablement partie de la médecine préventive dont la responsabilité incombe au Ministre de la Santé publique. La politique en matière d'infrastructure sportive ressortit donc indiscutablement à la compétence de ce Ministre.

#### 18) Bassins de natation et complexes sportifs.

##### a) Bassins de natation.

Le nombre de demandes de construction de bassins de natation va croissant d'année en année.

Un membre pose au Ministre trois questions à ce sujet :

- combien de demandes ont été introduites globalement;
- combien de projets seront mis en adjudication en 1969;
- combien de projets seront exécutés en 1969.

Un autre membre déclare qu'en 1968, le Ministre a approuvé le projet définitif et le cahier des charges d'une nouvelle piscine olympique à Wezembeek. Le principe d'un subside de 73 000 000 F a été admis. Il demande que le dossier soit traité le plus rapidement possible.

##### b) Centres sportifs.

Un membre signale qu'un centre sportif pour marins a été conçu par la ville d'Anvers. Un subside de 60 % est prévu. L'avant-projet a été approuvé par le Ministre en 1967.

D'autre part, la ville d'Anvers a prévu la création d'un complexe de logements comprenant notamment une installation publique de bains, douches et des locaux de délass-

Hasselt; Afwerking schilderwerk ... ... ...	640000
blijkornende werken ...	773000
Marche-en-Famenne : Verbouwingen ... ...	29 000
Bastenaken: Klein matieriel " ... ... ...	55000
Aarlen : Weegschaal ... ... ...	425 000
Namen: Bijkornende technische uitrusting ...	25 000
Gembloers : Bijkomende uitrusting ...	17805
Toaal, .. ...	17994948

##### 5. Speciale gecapte!

Een lid vraagt of het moderne slachthuis te Veurne toelagen zal genieten.

Er werd nog geen beslissing ter zake genomen en er zal ook geen beslissing worden genomen zolang de nieuwe wet niet aangenomen is en de wijze waarop zij zal worden toegepast niet nader bepaald is.

#### 17) Overdracht van kredieten betreffende de sportinfrastructuur naar de departementen van Cultuur.

Sommige leden vragen of bij de onderhandelingen over de Regeringsverklaring een mondeling akkoord tot stand is gekomen in verband met de overdracht van de voor de sportuitrusting bestemde en op de begroting van Volkse gezondheid uitgetrokken kredieten naar de Ministers van Cultuur.

Aangezien de Minister de onderhandelingen over de Regeringsverklaring niet heeft bijgewoond, kan hij niet bevestigen dat een mondeling akkoord tel' zake tot stand is gekomen. In elk geval is er nergens in die verklaring sprake is van zulke overdracht, welke trouwens stevig zou zijn met een normaal beleid inzake volksgezondheid. Sportbeoefening maakt ontsprekelijk deel uit van de preventieve geneeskunde, die onder de Minister van Volksgezondheid ressorteert. Het beleid inzake sportinfrastructuur valt dan ook ontsprekelijk onder de bevoegdheid van deze Minister,

#### 18) Zwembaden en sportcentra.

##### a) Zwembaden.

Het aantal bouwaanvragen voor zwembaden stijgt van jaar tot jaar.

Een lid stelt de Minister drie vragen in verband hiermede:

- hoeveel aanvragen zijn globaal ingediend?
- hoeveel ontwerpen zullen in 1969 worden aanbesteed?
- hoeveel ontwerpen zullen in 1969 worden uitgevoerd ?

Een ander lid verklaart dat de Minister in 1968 het definitieve ontwerp en het bestek van een nieuwolympisch zwembad te Wezembeek heeft goedgekeurd. In principe is een toelage van 73 000 000 F aangenomen. Hij vraagt dat het dossier zo spoedig mogelijk wordt behandeld.

##### b) Sportcentra.

Een lid wijst erop dat een sportcentrum voor zeelieden door de stad Antwerpen is ontworpen. Een toelage van 60 % is voorzien. Het voorontwerp is door de Minister in 1967 goedgekeurd.

Anderzijds heeft de stad Antwerpen de oprichting van een woningcomplex in uitzicht gesteld, waarin met name een openbare bad- en stoombadinstallatie en ontspannings-

ment pour personnes âgées. Un subside de 60 % a été en principe accordé par le premier projet.

Ce membre demande que, dans les deux cas, on autorise rapidement l'adjudication publique et que les crédits nécessaires soient prévus au budget de 1969.

### *Réponse du Ministre.*

#### *1. Bassins de natation.*

##### *a) Les demandes pour l'ensemble des projets.*

Le Ministre répond que la demande de construction de bassins de natation augmente en effet chaque année.

Les demandes introduites globalement sont au nombre de 136 et représentent 1 639 298 000 F de subsides.

Douze chantiers sont en cours d'exécution, pour un montant de subventions de 134 711 000 F.

Vingt-six projets sont approuvés ou en cours d'approbation: le total de subsides y relatifs est de 306 817 000 F.

Le nombre de projets qui seront mis en adjudication en 1969 dépend de l'initiative des demandeurs et, parmi ces adjudications, celles qui pourront bénéficier de subsides sont tributaires des disponibilités budgétaires.

En 1968, 78 000 000 de francs de subsides environ ont été engagés pour les bassins de natation. En 1969, le montant de même importance sera disponible mais devra servir simultanément à l'achèvement des travaux en cours. Dans ces conditions, les services compétents estiment que quelque dix chantiers pourront être ouverts en 1969.

##### *b) La piscine olympique de Wezemberg.*

Les projets du gros œuvre, de l'électricité, du chauffage central et de l'épuration de l'eau ont été approuvés par le prédécesseur du Ministre actuel, le 12 mars 1968.

Jusqu'à présent, aucun dossier d'adjudication à ce sujet n'est parvenu au département. Le subside a été limité à 60 % de 73 000 000 de francs.

#### *2. Complexes sportifs.*

##### *a) Vestiaires et centre sportif pour marins, à Anvers.*

L'avant-projet a été approuvé le 7 mars 1967; le subside promis est de 60 % sur un maximum de 2 082 000 F.

Les services du département attendent les projets en la matière.

##### *b) Installation de bains-douches faisant partie d'un complexe de logements à Anvers.*

Les travaux sont exécutés. Le compte général présente des difficultés en ce qui concerne le délai d'exécution. Le dossier y relatif doit être réexaminé par les services du département.

localités pour les personnes âgées. En tout cas, 60 % est principiellement octroyé pour le premier projet.

Bedoeld lid vraagt que une publicité soit faite immédiatement et que les crédits nécessaires soient prévus au budget de 1969.

### *Antwoord (Jan de Minister, :).*

#### *1. Zwembaden.*

##### *a) De aanvragen voor het gehele land.*

De Minister antwoordt dat de bouwverzoeken voor zwembaden inderdaad elk jaar worden ingediend.

Het aantal ingediende aanvragen bedraagt 136, wat een toelage van 1 639 298 000 F vertegenwoordigt.

Twaalf bouwwerken worden nu uitgevoerd voor een globale toelage van 134 711 000 F.

Zesentwintig ontwerpen zijn goedgekeurd of liggen ter goedkeuring klaar. De desbetreffende globale totale bedraagt 306 817 000 F.

Het aantal ontwerpen die in 1969 aanbesteed zullen worden hangt van de aanvragers af en de aanbesteding die gesubsidieerd zullen kunnen worden hangt van de budgettaire middelen af.

In 1968 bedroegen de vastleggingen voor de zwembaden 78 000 000 F aan toelagen. In 1969 zal over een gelijkaardig bedrag beschikt kunnen worden, maar dit bedrag zal ook voordere voltooiing van de aan de gang zijnde werken aarijwend moeren worden. Derhalve zijn de bevoegde diensten de mening toegedaan dat ongeveer tien werken in 1969 aangevangen zullen kunnen worden.

##### *b) Het olympisch zwembad te Wezemberg, uoot: Antwerpen,*

De ontwerpen voor de ruwbouw, de elektriciteit, de centrale verwarming en de waterreinigingstoestellen zijn op 12 maart 1968 door de voorganger van de huidige Minister goedgekeurd.

Tot nu toe heeft het Departement geen aanbestedingsdossier in verband daarmee ontvangen. De toelage is beperkt tot 60 % van 73 000 000 F.

#### *2. Sportcomplexen.*

##### *a) Kleedkamers en het sportcentrum voor zeelieden te Antwerpen.*

Het voorontwerp is op 7 maart 1967 goedgekeurd; de beloofde toelage bedraagt 60 % op een maximum van 208 200 F.

De ontwerpen ter zake worden door de diensten van het Departement ingewacht.

##### *b) Bad- en stortbadinstelling die deel uitmaakt van een ionizingencomplex te Antwerpen.*

De werken zijn uitgevoerd. Wat de globale rekening betreft, rijzen er moeilijkheden in verband met de uitvoeringstermijn. Het desbetreffende dossier moet openbaar worden onderzocht.

## 19) Subsides aux Commissions d'Assurance Publique,

Un membre slfjillöe qu'en 1964, la C. A. P. d'Anvers avait établi un plan de 15 ans en matière d'hôpitaux, de homes pour personnes âgées et d'orphelinats. En dépit de nombreux contacts avec les services du Ministre de la Santé publique, aucune décision favorable n'a encore été obtenue quant à la subvention de ce projet. La solution pourrait être trouvée rapidement?

D'autre part, le Ministre devrait également allouer rapidement les subsides en vue de l'achèvement de l'Institut médico-chirurgical du Middelheim. Ce nouvel hôpital pourra ainsi ouvrir ses portes en 1969, c'est-à-dire 11 ans après la pose de la première pierre.

Cela démontre à suffisance que les règles de la tutelle ne sont pas adaptées à notre temps. Certains dossiers doivent parcourir jusqu'à trois fois une longue voie administrative. Une simplification et une rationalisation s'impose.

*Réponse du Ministre:*

## 1. Plan de la Commission d'Assistance publique d'Anvers.

Le 4 septembre 1968, le Ministre a reçu une délégation de la C. A. P. d'Anvers, qui l'a entretenu de ce plan soumis depuis 1964 au département et étudié par une commission comprenant deux de ses fonctionnaires.

Depuis lors, son administration a fait parvenir ses avis et considérations sur les suggestions de la C. A. P., telles qu'elles ont été amendées par rapport à la situation de 1964.

En outre, une entrevue a eu lieu entre le secrétaire général de la C. A. P. d'Anvers et un membre du cabinet afin de préparer, de commun accord, des propositions concrètes.

Dans ces conditions le Ministre sera à même, dans les prochains jours, d'éclairer la C. A. P. en la matière.

Il entre déjà dans ses intentions d'agréer sous certaines conditions la politique de la C. A. P. en ce qui concerne la clinique Ste-Elisabeth, l'hôpital « Stuyvenberg » et l'hébergement des personnes âgées et des orphelins et de lui demander de revoir et de préciser ses vues en matière de gériatrie. Il songe en outre à accueillir favorablement la demande d'exécution de certains travaux du plan à l'aide d'emprunts et sans intervention financière de l'Etat.

## 2. La reconnaissance du « Middelheim » comme hôpital universitaire.

En principe un hôpital universitaire, en sus des unités de soins, des services généraux et des services médicaux d'un hôpital régional, comporte les locaux et installations destinés à renseignement et à la recherche scientifique; ceci n'est pas le cas au « Middelheim ».

La reconnaissance d'un hôpital comme universitaire doit être demandée par une faculté de médecine existante. Partant, avant une reconnaissance du « Middelheim » il faudrait qu'une faculté universitaire existe à Anvers.

Enfin, l'administration n'est saisie d'aucun dossier en la matière.

## 19) Toelagen aan de Commissie van Openbare Onderstand

Een lid vermeldt het feit dat de C. O. O. van Antwerpen in 1964 een vijftienjarenplan had opgesteld m.b.t. de ziekenhuizen, de bejaardentehuizen en de weeshuizen. Ondanks talrijke contacten met de diensten van de Minister van Volksgezondheid kon nog geen gunstige beslissing worden verkregen in verband met het verlenen van toelagen voor de uitvoering van dat ontwerp. Kan de oplossing niet snel worden gevonden?

Anderzijds zou de Minister eveneens spoedig de toelagen moeten verlenen met het oog op de afwerking van het genees- en heelkundig instituut « Middelheim ». Aldus zou dit nieuwe ziekenhuis zijn deuren kunnen openen in 1969, 11 jaar nadat de eerste steen werd gelegd.

Dit bewijst genoegzaam dat de regels inzake bestuurlijk toezicht niet aangepast zijn aan onze tijde. Sommige dossiers moeten soms tot driemaal een lange administratieve weg afleggen. Vereenvoudiging en rationalisatie zijn dringend geboden.

*Antwoord van de Minister :*

## 1. Plan van de Commissie van Openbare Onderstand van Antwerpen.

Op 4 september 1968 heeft de Minister een afvaardiging van de C. O. O. van Antwerpen ontvangen die met hem een onderhoud heeft gehad over dat plan dat reeds sedert 1964 bij het Departement aanhangig is en sindsdien bestudeerd werd door een commissie waarvan twee ambtenaren van het Departement deel uitmaakten,

Sindsdien heeft de administratie aan de Minister haar adviezen en beschouwingen over de suggesties van de C. O. O. ~ zoals zij gewijzigd werden ingevolge de sinds 1964 veranderde toestand ~ doen toekomen.

Bovendien had tussen de secretaris-generaal van de C. O. O. van Antwerpen en een lid van het kabinet een onderhoud plaats om in gemeen overleg concrete voorstellen uit te werken.

Aldus zal de Minister in staat zijn om in de eerstkomende dagen de C. O. O. ter zake in te lichten.

De Minister is reeds van zins onder bepaalde voorwaarden zijn instemming te betuigen met het beleid van de C. O. O. m.b.t. het Sint-Elisabethziekenhuis, het Stuyvenbergziekenhuis en de huisvesting van bejaarden en wezen, en haar te vergaren haar opvattingen inzake geriatrie te herzien en nader te omschrijven. Hij denkt er bovendien aan gunstig te reageren op de vraag om bepaalde werken van het plan uit te voeren door middel van leningen en zonder financiële tegemoetkoming van de Staat.

## 2. De erkenning van « Middelheim » als academisch ziekenhuis.

Principieel omvat een academisch ziekenhuis, behalve de verzorgingsafdelingen en de algemene en de geneeskundige diensten van een gewestelijk ziekenhuis, ook de lokalen en inrichtingen met het oog op het onderwijs en het wetenschappelijk onderzoek. dit is niet het geval in « Middelheim ».

De erkenning van een ziekenhuis als academisch ziekenhuis moet worden aanvraagd door een bestaande geneeskundige faculteit. Opdat « Middelheim » erkend kan worden, zou er te Antwerpen dus eerst een geneeskundige faculteit moeten zijn.

Ter slotte is er ter zake geen enkel dossier bij de administratie aanhangig.

## 3. L'échecement de l'hôpital « Middelheim »

D'autre part, il a été question de la lenteur dans la procédure en matière de construction d'hôpitaux subventionnés.

Ce qui a été dit au sujet de la responsabilité partagée en la matière par le maître de l'ouvrage lui-même est aussi d'application pour le Middelheim.

Si les dernières adjudications de cette réalisation sont introduites rapidement, diligence sera faite pour les approuver.

20) Malades mentaux.

Plusieurs membres estiment qu'il convient de mettre fin au surpeuplement des établissements pour malades mentaux, par la création de services « ouverts ». A l'heure actuelle, le manque de lits fait qu'il est presque impossible de placer un malade mental.

Dans cette optique, l'un d'entre eux évoque la grande misère de l'établissement de défense sociale de Tournai, qui, pour 1 300 malades mentaux et de 300 à 500 internés, compte 1 médecin généraliste et 4 psychiatres.

Dans ces conditions et étant donné l'éloignement des divers services, il est impossible pour les médecins de prêter des soins normaux. Certains malades n'ont plus été examinés par le médecin depuis 6 mois ou plus. En outre, certains membres du personnel médical ont également un cabinet privé. Une telle situation a un retentissement sur les possibilités de libération des internés, d'autant plus que pratiquement rien n'est prévu pour leur reclassement. Enfin, il est urgent d agrandir et de restaurer cet établissement.

Un autre membre demande où en est l'achèvement de l'hôpital psychiatrique de Bertrix.

Un commissaire souhaiterait, pour les séquestrés à domicile, un contrôle plus sévère du département et un renforcement des effectifs de l'inspection, de façon que les allocations puissent être payées avec moins de retard,

Plusieurs membres estiment qu'une solution doit être trouvée en faveur des déments séniles, pour lesquels il n'existe aucune institution appropriée et qu'on ne peut placer nulle part, faute de lits. Or leur nombre augmente chaque année par suite de l'accroissement de la longévité.

## Réponse du Ministre :

Le Ministre déclare que la meilleure manière de répondre aux questions posées est d'exposer d'abord la situation telle qu'elle se présente actuellement,

## I. Situation actuelle.

a) 48 établissements psychiatriques fermés, répartis comme suit, totalisent 21 666 malades:

4 de l'Etat à Geel, Rekem, Mans, Tournai ... ... ...	18 % de la population;
6 communaux à Anvers ) Bruxelles, Liège, Louvain et ) Tournai ... ... ... ... )	
1 provincial à Lierneux ... ) 3 particuliers à Schaerbeek. ) Uccle et Eupen ... ... ... ) 34 de congrégations ... )	82 % de la population.

b) 63 services neuro"psychiatriques ouverts, dont 32 agréés sous l'index A avec 2774 malades et 31 sous l'index Pavée 1 781 malades.

c) 2 services de nuit comptant au total 42 malades.

## 3. Afruer/ring l'an he: « Midd clu:im »-ziekenhuis.

Er was anderzijds sprake van de traqe procedure m.b.t. de bouw van ziekenhuizen waarvoor toelagen worden verleend.

Wat gezegd werd over de verantwoordelijkheid die de opdrachtgever zelf ter zake ook draagt, geldt eveneens voor « Middelheim ».

Zo de laatste aanbestedingen voor die verwczienlijking spoedig ingedierd worden, zal het nodige worden qedaan om ze snel te doen goedkeuren.

20) Gecstesiekcn,...

Volgens verscheidene leden client aan de overbevolking van de inrichtingen voor geesteszieken een einde te worden gemaakt door de oprichting van «open» diensten. Op dit ogenblik is het ingevolge het tekort aan bedden bijna onnogelijk ergens een geesteszieke onder te brengen.

Een lid wijst in dat verband op de hachelijke toestand in de inrichting voor sociaal verweer te Doornik die, voor 1 300 geesteszieken en 300 tot 500 geinterneerden, over 1 omnipracticus en 4 psychiatres beschikt.

In die omstandigheden en gezien de afstand tussen de verschillende diensten, is het de artsen onmogelijk normale zorgen te verstrekken. Sommige zieken zijn sedert 6 maanden of langer niet meer door een geneesheer onderzocht. Bovendien hebben sommige leden van het geneeskundig personeel ook een particuliere praktijk. Die toestand heeft een weerslag op de mogelijkheden voor het ontslaan van de geinterneerden, te meer daar zo goed als niets gedaan wordt voor hun relassering. Het is ook dringend nodig de inrichting te vergroten en te herstellen.

Een ander lid vraagt hoever het staat met de voltooiing van het psychiatrisch ziekenhuis te Bertrix.

Een lid wenst voor de ten huize opgeslotenen een strenger toezicht van het Departement en een versterking van het effectief van de inspectie, zodat de bijslagen met minder vertraging kunnen worden uitbetaald.

Verscheidene leden zijn de mening toegedaan dat een oplossing dient te worden gevonden voor hen die aangepast zijn door seniele waanzin: er is voor hen geen enkele aan gepaste instelling en ze kunnen bij gebrek aan plaats nergens worden ondergebracht. Anderzijds neemt hun aantal jaarlijks toe ingevolge de verlenging van de levensduur.

## Antwoord (Jan de Mtnieter) :

De Minister verklaart dat de beste manier om de gestelde vragen te beantwoorden erin bestaat vooreerst de toestand uiteen te zetten zoals hij zich thans voordoet.

## J. Huidige toestand:

a) in 48 gesloten psychiatrische inrichtingen, verdeeld als volgt, verblijven 21 666 zieken :

4 rijksinrichtingen te Geel, Rekem, Bergen en Doornik	18 % van de bevolking;
6 gemeentelijke te Antwer- ) pen, Brussel, Luik, Leuven en ) Doornik ... ... ... ... )	
1 provinciale te Lierneux ... ) 3 particuliere te Schaerbeek. ) Ukkel en Eupen ... ... ... ) 34 inrichtingen van congre- ) gaties ... ... ... ... ... )	82 % van de bevolking.

b) 63 open neuropsychiatrische diensten, waarvan 32 erkende onder index A met 2774 zieken en 31 onder index P met 1 781 zieken.

c) 2 nachtdiensten met in totaal 42 zieken.

Les établissements classés sous a) datent pour la plupart de la fin du siècle dernier.

Dans les établissements de l'Etat, de nombreux travaux sont indispensables; il en sera question plus loin. En outre, une réorganisation fonctionnelle s'impose mais l'on se heurte à une pénurie manifeste de candidats-psychiatres et d'autre personnel qualifié.

\* \* \*

Au cours des dernières décades, les instituts privés ont entrepris à leurs frais des travaux d'adaptation aux méthodes thérapeutiques modernes; d'autres ont obtenu un accord de principe pour la construction de 1.041 lits, nouveaux ou modernisés en vertu de l'arrêté royal du 3 mars 1965. L'intervention financière totale du département pour ces lits s'élève à 292 292 514 P, dont 132342141 P ont été engagés en 1968, le reste devant l'être en 1969 et 1970. En 1969, les crédits prévus sont de quelque 80 000 000 de francs.

Enfin, pour les services neuro-psychiatriques ouverts dont la subvention est réalisée en vertu de l'arrêté royal du 13 décembre 1966 -- hôpitaux pour maladies aiguës --, des accords de principe ont été donnés pour 727 lits depuis 1967.

## 2. Projet de politique d'avenir.

Le pays doit disposer de 3 lits pour malades mentaux par 1 000 habitants, ce qui correspond pratiquement aux lits existants.

Il ne faut donc pas augmenter le nombre de lits pour malades en secteur fermé mais il faut les améliorer. Fortement, surtout dans les établissements de l'Etat..

En outre, il faudrait créer des équipes médico-sociales psychiatriques pour les besoins ambulatoires, des instituts pour arriérés mentaux, pour déments artéroscléreux et pour malades atteints de psychoses évolutives, des homes de pré-cure et des hôpitaux de jour,

## 3. Programme des travaux à exécuter dans les instituts psychiatriques de l'Etat.

Il convient de signaler que ces travaux sont exécutés par le département des Travaux publics à charge de son budget ou parfois, à charge des budgets propres des instituts, mais le cas est rare,

### 1. -- Rekem.

Le reconditionnement complet est prévu en plusieurs phases.

#### 1<sup>e</sup> phase -- Pavillon A de 50 malades.

Le bâtiment sera prêt à la fin du mois de février. Toutefois la chaufferie de l'ensemble des installations n'a été mise en adjudication que le 30 janvier 1969.

#### 2<sup>e</sup> phase -- Pavillons B et C -- 100 malades.

Pour le pavillon B, le gros œuvre est terminé et le parachèvement est en cours; celui-ci demandera encore plusieurs mois. Le problème du chauffage se pose également.

Le pavillon C est sous toit, mais il faudra attendre la fin de l'année 1969 pour pouvoir commencer les travaux de parachèvement.

De inrichtingen onder a) dateren meestendeels van het einde van de vorige eeuw,

In de rijksinrichtingen zijn talrijke werken noodzakelijk: daarover is verder sprake. Bovendien moet de personeelsbezetting worden herziene, maar daarbij stuit men op een merkelijk tekort aan kandidaat-psychiaters en ander deskundig personeel.

\* \* \*

De laatste decennia voerden de particuliere inrichtingen op eigen kosten werken uit tot aanpassing aan de moderne therapeutische methoden; andere bekwaam een beginsel-akkoord voor 1041 nieuwe of gemoderniseerde bedden, op grond van het koninklijk besluit van 3 maart 1965. De totale financiële tegemoetkoming van het Departement voor die bedden bedraagt 292 292 514 p. waarvan 132342 141 F in 1968 werd vastgelegd en de rest in 1969 en 1970 in de begroting moet worden opgenomen. Voor 1969 zijn nog enoeg 80 000 000 P aan kredieten voorzien.

Voor de open neuropsychiatrische diensten waarvan de subsidiëring geschiedt op grond van het koninklijk besluit van 13 december 1966 -- ziekenhuizen voor acute zieken -- is sedert 1967 in beginsel toestemming verleend voor 727 bedden,

### 2. Programma oor het toekomstig beleid.

Het land moet over 3 bedden voor geesteszieken per 1 000 inwoners beschikken, wat nog enoeg overeenstemt met de beschikbare bedden.

Het aantal bedden voor zieken in de gesloten inrichtingen moet dus niet worden verhoogd, maar zij moeten, vooral in de rijksinrichtingen, aanzienlijk worden verbeterd.

Bovendien zouden medisch-sociaal-psychiatrische ploegen moeten worden opgericht voor de ambulante behandeling, inrichtingen voor achterlijken, voor arteriosclerotische geesteszieken en voor lijdsters aan evolutieve krankzinnigheid, te huizen voor preventieve kuren en dagziekenhuizen.

### 3. Programma der werken, uit te voeren in de psychiatrische inrichtingen van het Rijk.

Er dient vermeld dat die werken door het Ministerie van Openbare Werken uitgevoerd worden op zijn begroting of soms, maar niet vaak, op de eigen begroting van die Inrichtingen,

### 1. -- Rekem.

Er is voorzien in het volledige herstel, in verscheidene fasen.

#### 1<sup>e</sup> Fase -- Paviljoen A oor 50 zieken.

Het gebouw zal einde februari klaar zijn. De verwarmingsinstallatie van de hele inrichting werd echter pas op 30 januari 1969 aanbesteed.

#### 2<sup>e</sup> Fase -- Paviljoen B en C -- 100 zieken.

Voor paviljoen B is de ruwbouw klaar en het voltooingswerk is aan de gang; dit laatste zal nog verscheidene maanden vergen. Ook hier rijst het probleem van de verwarming.

Paviljoen B is onder dak, maar met het voltooingswerk zal pas einde 1969 kunnen worden begonnen.

3<sup>rd</sup> phase ~ Clinique psychiatrique ~ services médicaux et généraux.

Les projets sont toujours à l'étude au département des Travaux publics.

4<sup>th</sup> phase ~ Centrale thermique et cuisine.

Les projets sont également à l'étude.

5<sup>th</sup> phase et phases suivantes.

Elles portent sur 550 lits plus les ateliers, les locaux d'ergothérapie, la chapelle, la buanderie, le tout estimé à quelque 100 millions de francs.

Les projets sont à l'étude.

## II. ~ Geel.

Trois pavillons d'ergothérapie sont pratiquement terminés: l'un de ceux-ci a été réservé, à la demande du département, à l'hébergement et au traitement de 30 déments séniles.

En outre, on commencera incessamment la construction d'un pavillon préfabriqué de 30 lits destinés aux déments séniles.

Sont encore inscrits au programme:

- la modernisation d'un pavillon pour femmes;
- un lot de travaux de voirie pour ± 6 millions;
- les nouveaux pavillons d'observation et les bureaux administratifs estimés à quelque 60 millions;
- la modernisation du bâtiment central pour hommes et pour femmes de ± 15 millions;
- la centrale thermique de ± 7,5 millions;
- la modernisation du pavillon polyvalent.

## III. - Mons.

La construction d'un pavillon de 60 lits pour déments séniles est sur le point de commencer.

Le programme comprend en outre les points suivants :

- lift de la congrégation : 1,5 million;
- aménagement de l'ancienne buanderie en atelier: ± 2 millions;
- matériel de protection contre l'incendie: ± 500 000 F;
- travaux de peinture: ± 1 million;
- travaux de protection contre l'incendie: ± 2 millions;
- modernisation de la cuisine de la section ancienne: ± 1 million;
- travaux d'électricité et d'éclairage: ± 3 millions;
- modernisation de l'atelier de couture: ± 1 million;
- travaux de voirie: ± 1 million;
- reconversion en vue de l'utilisation du gaz naturel: ± 180 000 F;
- zone verte: ± 500 000 F.

## IV. - Tournai.

La construction d'un bâtiment de 60 lits pour déments séniles est sur le point de commencer.

3<sup>rd</sup> Fase ~ Psqchietnsch« kliniek ~ geneeskundige en algemene diensten,

De plannen zijn nog steeds in studio op het Ministerie van Openbare Werken.

1<sup>st</sup> Fase ~ Vct'warmingscentrale en keuken,

Ook hiervoor zijn de plannen in studie.

5<sup>th</sup> en volgende fases.

Zij hebben betrekking op 550 bedden plus de werkplaatsen, de lokalen voor ergotherapie, de kapel, de wasserij, alles sarnen ongeveer 400 miljoen F geraamd.

De plannen zijn in studie,

## II. ~ Geel.

Drie paviljoenen voor ergotherapie zijn zo goed als voltooid; daarnaar is op verzoek van het Departement voorbehouden VOOL'de huisvesting en de verzorging van 30 seniele geesteszieken.

Bovendien wordt onverwijd begonnen met de bouw van een gepréfabriceel'd paviljoen met 30 bedden voor seniele geesteszieken.

Op het programma staan nog:

- de modernisering van een paviljoen voor vrouwen;
- een aantal wegwerken voor ± 6 miljoen;
- de nieuwe obser'vatipalvijloenen en de administratieve kantoreu, geraamd op naqenoeg 60 miljoen;
- de modernisering van het hoofdgebouw voor mannen en vrouwen voor ± 15 miljoen;
- de verwarrningscentrale voor ± 7,5 miljoen;
- de modernisering van het polikliniek-paviljoen,

## III. - Bergen.

Met de bouw van een paviljoen met 60 bedden voor seniele geesteszieke vrouwen wordt eerstdaaqs begonnen.

Op het progl"amma staan verder de volgende punten :

- lift van de congregatie ; 1,5 miljoen;
- ombouw van de oude wassen] tot werkplaats : ± 2 miljoen;
- ~ materieel voor de bescherming tegen brand: ± 500 duizend F;
- schilderwerk : ± 1 miljoen;
- werk ter beveiliging tegen brand: ± 2 miljoen;
- modernisering van de keuken van de eude afdeling: ± 1 miljoen;
- elektriciteit en verlichting: ± 3 miljoen;
- modernisering van de naaikamer: ± 1 miljoen;
- wegwerken: ± 1 miljoen;
- omschakeling voor het gebruik van aardgas: ± 180 duizend F;
- groene zone: ± 500 000 F.

## IV. - Doornik.

Met de bouw van een gebouw van 60 bedden voor seniele geesteszieken wordt eerstdaaqs begonnen.

Le programme comprend en outre:

- la modernisation de la cuisine, de la buanderie, du chauffage central, des installations électriques et du lift;
- ~ la construction d'un complexe comprenant des salles de visites, des bureaux et une salle de kinésithérapie,

Les estimations du coût de ces travaux ne sont pas encore connues avec exactitude.

#### 4. Etablissements pour les séniles mentaux.

Il Y a lieu de signaler encore l'accord de principe donné pour 260 lits à l'institut gériatrique « Le Rayon de Soleil », à Montignies-le-Tilleul .

D'autre part, l'institut « Le Péry », en construction à Liège, comporte 160 lits de séniles mentaux.

#### 5. Institut psychiatrique de Bertrix.

La 1<sup>re</sup> phase des travaux se terminera en 1969 et les installations y relatives pourront être mises à la disposition des invalides.

Ce premier complexe comprend: un bloc administratif, , un bloc médical,, un bloc d'admission pour 32 hommes et un bloc d'admission pour 38 femmes, trois unités d'hospitalisation pour hommes avec 51 lits et trois unités d'hospitalisation pour femmes avec 51 lits, la cuisine, la buanderie, la centrale thermique, la voirie et les réseaux d'égouts, de distribution d'eau et d'électricité.e

La deuxième phase comporte sept unités d'hospitalisation ....85 femmes et 34 hommes , le centre social, deux blocs d'ergothérapie, le logement du personnel et des médecins, les abords et les compléments de réseaux.

La troisième phase a trait à l'achèvement complet du complexe et prévoit huit unités d'hospitalisation - 85 hommes et 51 femmes ~ les abords et les réseaux complémentaires.

Pour les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> phases, la province du Luxembourg, le maître de l'ouvrage, n'a pas encore fixé la date de début de réalisation.

Au sujet des questions concernant le placement des invalides atteints de démence sénile, le Ministre répondra en séance publique.

#### 21) Maisons de retraite pour personnes âgées.

Un membre s'inquiète des répercussions de la taxe à la valeur ajoutée sur les maisons de retraite.

En vertu du projet de loi instaurant la T. V. A. à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1970, les maisons agréées feraient l'objet d'un dégrèvement, tandis qu'on appliquerait la taxe aux maisons non agréées c'est-à-dire à celles et aux personnes âgées qui sont le moins capables de la payer. Une telle mesure aurait une répercussion en sens exactement inverse de l'objet social de la loi. Que compte faire le Ministre pour éviter cela?

Un autre membre estime qu'il faudrait veiller à construire des maisons de retraite rentables c'est-à-dire possédant une capacité suffisante en lits.

Un membre évoque la question de la construction et de l'aménagement de logements et d'institutions hospitalières pour personnes âgées, qui a fait l'objet d'une proposition de loi (Doc. n° 49/1 de la S.E. 1968), Les subsides du département dans ce secteur ne sont pas considérables et la majeure partie des subsides des dernières années a été attribuée à l'institution gériatrique de Montignies-le-Tilleul. Les crédits actuels ne permettent de construire une institution ana-

Op het programma staan verder:

- de modernisering van de keuken, de wasserij, de centrale verwarming, de elektrische installaties en de lift;
- de bouw van een blok met bezoek kamers, kantoren en een zaal voor kinesitherapie.

De ramingen in verband met de kosten dezer werken zijn nog niet juist bekend.

#### 4. Inrichtingen voor seniele geesteszieken.

El' dient nog te word en vernald dat aan het geriatrisch instituut « Le Rayon de Soleil» te Montignies-le-Tilleul in beginsel toestemming is verleend voor 260 bedden ,

Anderzijds zul het instituut « Le Péry », dat te Luik wordt gebouwd, 160 bedden voor seniele geesteszieken hebben.

#### 5. Psychiatrisch instituut te Bertrix.

De 1<sup>er</sup> fase van het werk zal in 1969 eindigen en de daarop betrekking hebben de inrichtingen zullen ter beschikking van de zieken kunnen worden gesteld.

Dat eerste complex omvat: een administratief blok, een blok voor 32 mannen en een blok voor 38 vrouwen, drie eenheden voor de verpleging van mannen met 51 bedden en drie eenheden voor de verpleging van vrouwen met 51 bedden, de keuken, de wasserij, de verwarmingscentrale, de wegen en de riolering, de waterleiding en de elektriciteitsleiding.

De tweede fase omvat: zeven verplegingseenheden ..... 85 vrouwen en 34 mannen - het sociaal centrum, twee blokken voor ergotherapie, huisvesting voor het personeel en de artsen, de omgeving en de aanvullende leidingen.

De derde fase heeft betrekking op de volledige afwerking van het complex en omvat : acht verplegingseenheden - 85 mannen en 51 vrouwen ..... de omgeving en de aanvullende leidingen.

Voor de 2<sup>e</sup> en de 3<sup>e</sup> fase heeft de provincie Luxembourg, die als opdrachtgever optreedt, nog niet beslist wanneer met de verwezenlijking wordt aangevangen.

Op de vragen betreffende de plaatsing van aan seniele waanzin lijdende ouderlingen, zal de Minister tijdens de openbare zitting antwoorden.

#### 21) Rusthuizen voor bejaarden.

Een lid is bezorgd over de weerslagen van de belasting over de toegevoegde waarde op de rusthuizen.

Ingevolge het wetsontwerp tot invoering van de B. T. W. vanaf 1 januari 1970 zullen de erkende tehuizen een belastingvermindering genieten, terwijl de belasting zou dienen betaald te worden door de niet erkende tehuizen, d.w.z. door de tehuizen en de bejaarden die het minst in staat zijn ze te betalen. Een dergelijke maatregel zou regelrecht indruisen tegen het sociale doel van de wet. Wat zal de Minister in dit verband doen?

Een ander lid meent dat ervoor dient gewaakt te worden bejaardentehuizen op te richten die rendabel zijn, met andere woorden, rusthuizen die een voldoende aantal bedden tellen.

Een lid brengt de bouwen de aanpassing van woningen en verplegingsinrichtingen voor bejaarden ter sprake; in verband met dat vraagstuk is een wetsvoorstel ingediend (Stuk Karner n° 49/1 van de B.Z.). Het Departement beschikt voor die sector niet over aanzienlijke credieten en het grootste gedeelte van de subsidies ging de laatste jaren naar de instelling voor bejaardenzorg te Montignies-le-Tilleul. Met de huidige credieten kan slechts om de 2 à 3 jaar

lo9UC que tous les 2 ou 3 ans. Quelle est la solution qu'envi-sage le Ministre, en tenant compte de la proposition de loi citée en tant que simple suggestion?

En réalité, selon ce membre, le problème n'est plus « le home » mais « le logement » et surtout des formulés de logement nouvelles telles que les hôpitaux de jour. Peut-être conviendrait-il que la Commission visite les réalisations de pays étrangers en faveur des personnes âgées (Suisse, Allemagne, Angleterre, Suède).

#### Réponse du Ministre :

##### 1. Politique de construction,

###### a) Maisons de retraite pour personnes âgées valides et maisonnettes pour vieux ménages,

En 1968, un montant de 252 357 000 F de subsides à 60 % a été engagé pour ce genre d'établissements.

Pour réaliser un programme de construction suffisant, il faudrait quelque 320 lits supplémentaires par an, ce qui entraînerait une inscription budgétaire annuelle de 200 000 000 de francs de subventions environ. Le Ministre estime qu'il faut esayer d'y parvenir sans toutefois perdre de vue qu'en ce qui concerne la conception fonctionnelle des établissements du genre, il faut examiner de nouvelles formules telles que l'hébergement simple avec mise à la disposition des hébergés de divers services et les soins à domicile.

Le Ministre déclare qu'on évite généralement de construire des homes pour personnes âgées de capacité insuffisante en lits, afin de rendre ces établissements rentables.

###### b) Instituts gériatriques.

En dehors de l'Institut « Le Rayon de Soleil », de Montrœul, d'autres projets d'établissements dits de lits V sont en cours d'élaboration ou sur le point d'être exécutés et plusieurs accords de principe en la matière ont été donnés.

Actuellement 581 lits V existent, 587 lits sont en cours d'exécution, 2 313 sont au stade de projet et pour 3 160 lits V, un accord de principe a été donné.

c) Pour réaliser un programme rationnel en ce domaine des crédits considérables seront nécessaires. Les suggestions contenues dans la proposition de loi de M. Gillet (Doc. n° 49 de la S. E., 1968) présentent un intérêt certain et le Ministre ne manquera pas d'en tenir compte lors de la fixation d'une politique générale en ce domaine.

##### 2. Répercussion de la T. V. A. sur la gestion financière des maisons de retraite.

Cette question sera discutée avec le Ministre des Finances.

###### 22) Problème des immondices.

Un membre évoque ce problème qui est préoccupant, surtout pour les communes rurales. Il apparaît que 85 % des ordures sont encore déversées. Ainsi, des dépotoirs naissent un peu partout et constituent une source de maladies, de vermine et de rats.

een dergelijke instelling worden opgericht. Welke oplossing denkt de Minister hieraan te geven, daarbij rekening houdende met het als loutere suggestie aangehaalde wetsvoorstel.

Volgens het lid bestaat de grond van het probleem er niet zozeer in te zoeken naar een tehuis, maar wel naar een woning en vooral naar nieuwe woonformules, zoals de verplegingsinrichtingen voor dagverblijf bijvoorbeeld. Wellicht zou de Commissie er goed aan doen de in het buitenland ten gunste van de bejaarden verwezenlijkingen ... te bezoeken (Zwitserland, Duitsland, Engeland, Zweden).

#### Antwoord (Jan de Minister) :

##### 1. Bouwbeleid.

###### a) Rusthuizen voor oude hejaardc/ en huisjes voor oude gezinnen.

In 1968 werd een bedrag van 252 357 000 F aan toelagen à 60 % voor dat soort instellingen vastgesteld.

Om een toereikend bouwprogramma te verwezenlijken, zouden ca. 800 bedden per jaar meer voorhanden moeren zijn, wat het uittrekken van een jaarlijks bedrag van ca. 200 000 000 F aan toelagen op de begroting met zich zou brengen. De Minister meent dat men moet trachten daartoe te komen, zonder evenwel uit het oog te verliezen dat in verband met de functionele opvatting van bedoelde instellingen, nieuwe formules moeten worden onderzocht, zoals de eenvoudige opneming met het verlenen van verschillende diensten aan de opgenomen bejaarden en de verpleging ten huize.

De Minister verklaart dat doorgaans vermeden wordt bij aardentehulzen te bouwen met een ontoereikend aantal bedden, ten einde die instellingen rendabel te maken.

###### b) Instellingen voor bejaarden zorg.

Naast de instelling « Le Rayon de Soleil » te Montrœul, d'Illies, liggen andere ontwerpen van zg. verbouwinstellingen ter studie of zullen weldra uitgevoerd worden en werden verschillende principiële akkoorden gegeven op dat gebied.

Thans bestaan er 581 V-bedden: vandaar zijn 587 bedden in uitvoering en 2 313 in het ontwerpstadion: voor 3 160 V-bedden werd een principieel akkoord gegeven.

c) Om een rationeel programma op dat gebied te verwezenlijken, zijn aanzienlijke kredieten nodig. De in het wetsvoorstel van de heer Gillet (Stuk n° 49/1 van de B, Z 1968) zijn ongetwijfeld belangrijk en de Minister zal niet nalaten errone rekening te houden bij de vaststellingen van een algehele beleid op dat gebied.

##### 2. Weerslag van de B. T. W. op het financieel beheer (Jan de rusthuizen).

Bedoelde vraag zal met de Minister van Financiën onderzocht worden.

###### 22) Probleem van de vuilnis.

Een lid brengt dit probleem ter sprake, dat vooral voor de landelijke gemeenten zorgwekkend begint te worden. Het blijkt dat 85 % van de vuilnis nog weggegooid wordt. Zo komt het dat er overal vuilnishopen ontstaan die een oorzaak zijn van ziekten, en bovendien ongeclipte en ratten aantrekken.

Il existe différentes solutions : l'incinération, le broyage et le compostage des ordures. Les communes devraient avoir le choix parmi ces possibilités et il y aurait lieu de créer des intercommunales,

Selon ce membre l'administration centrale devrait prendre l'initiative d'une politique dans ce secteur important.

Il demande quel est le point de vue du département à cet égard et quel était le montant prévu dans ce secteur au budget pour 1968,

Le Ministre reconnaît que ce problème est crucial..

Les terrains de versage insalubres sont, en effet, encore très nombreux et le poids d'immondices par habitant et par an dépasse même 250 kg.

L'initiative en la matière appartient toujours aux communes mais le département essaye de les encourager et aide dans la mesure de ses moyens celles qui ont décidé de résoudre leur problème.

Déjà, plusieurs intercommunales se sont constituées pour unir leurs efforts en ce domaine et maintes communes, ayant débuté individuellement, ont obtenu l'accord de communes environnantes pour se joindre à elles et agir de concert,

Voilà quelle est la procédure appliquée actuellement :

A l'issue d'une étude approfondie, et ce dans chaque cas particulier, la méthode de traitement des immondices est décidée: versage contrôlé, broyage, compostage ou incinération.

Ensuite, un appel restreint à la concurrence est fait pour fixer le système et le maître de l'ouvrage passe un marché de gré à gré avec le gagnant de l'appel pour la partie technique des installations. La partie de génie civil fait l'objet d'une adjudication publique ordinaire,

Le taux d'intervention financière normal est de 30 %'

Une dizaine de communes et d'intercommunales ont déjà obtenu une augmentation de ce taux jusqu'à 60 % et le Ministre estime qu'en vue d'encourager les communes à agir et pour résoudre le problème sur le plan national, il sera nécessaire de fixer le taux normal à 60 %'

S'il est possible d'encourager l'initiative et d'y réussir, il est moins aisés de garantir les besoins financiers, ce qui apparaît dans les considérations qui suivent et qui prouvent d'autre part, que, progressivement, les édiles communaux agissent..

La liste suivante illustre le phénomène :

Marchés de gré à gré en cours:

6 pour 156 000 000 de F de subventions

Adjudications en cours:

3 pour 35 000 000 de F de subventions

Accords de principe en cours pour le système:

12 pour 90 000 000 de F de subventions

Accords de principe en cours pour la méthode:

7 pour 125 000 000 de F de subventions

Au total:

28 pour 406 000 000 de F de subventions

Er bestaan tel' zake verschillende mogelijkheden: verbranding, vergroening en compostering van de afval. De gemeenten moerden vrij zijn om een van die mogelijkheden te kiezen en er zouden op dit gebied intercommunale verenigingen moeren worden opgericht.

Volgens het lid zou het hoofdbestuur het initiatief moeten nemen om voor deze belangrijke sector een bepaald beleid te ontwerpen.

Het lid vraagt.. welk standpunt het Departement tel' zake inneert en hoeveel er met dit doel uitgetrokken was op de begroting voor 1968,

De Minister erkent dat dit een moeilijk probleem is.

Er zijn inderdaad nog vele geschikte gronden waarop gestort wordt en het gewicht van de gestorte afval bedraagt zelfs meer dan 250 kg per jaar en per inwoner.

Het initiatief ter zake behoort nog steeds aan de gemeenten, maar het Departement tracht ze aan te moedigen en steunt in elk geval, naar de mate van zijn middelen, de gemeenten die beslist hebben dit probleem op te lossen.

Reeds verscheidene intercommunales zijn tot stand gekomen om de inspanningen op dit gebied te bundelen en heel wat gemeenten, die op eigen houtje van wal waren gestoken, hebben getracht met de omliggende gemeenten een overeenkomst te sluiten die samen te werken, en zij zijn in die poging geslaagd,

De thans op dit gebied toegepaste procedure is de volgende:

Na een grondige studie voor elk geval afzonderlijk wordt beslist welke methode zal worden toegepast voor de vernieling van de vuilnis : storten onder controle, vergroening, compostering of verbranding.

Vervolgens wordt een beperkte oproep tot de concurrentie gedaan om het systeem te bepalen en de opdrachtnemer van het werk gaat een onderhandse overeenkomst aan met degene aan wie, ingevolge bedoelde oproep, de voorkeur wordt gegeven, voor de uitvoering van de technische installaties. Voor het werk dat met burgerlijke bouwkunde te maken heeft, wordt een gewone openbare aanbesteding uitgeschreven.

Normaal wordt een financiële tegemoetkoming van 30 % verleend.

Voor enkele gemeenten en intercommunale verenigingen werd die tegemoetkoming op 60 % gebracht en de Minister meent dat de normale tegemoetkoming op 60 % zal moeten gebracht worden om de gemeenten ertoe aan te zetten handelend op te treden en om een nationale oplossing aan het probleem te geven,

Het blijkt dus mogelijk te zijn initiatieven te doen ontstaan en aan te moedigen. Doch het is minder gemakkelijk de financiële aspecten ervan te regelen. Zulks kan worden afgeleid uit de hierna volgende beschouwingen, die revens aantonen dat de gemeentelijke autoriteiten geleidelijk aan het werk schieten.

De feiten worden duidelijker aan de hand van de hierna volgend lijst:

Onderhandse overeenkomsten die aan de gang zijn :  
6 voor 156 000 000 F toelagen

Aanbestedingen die aan de gang zijn:  
3 voor 35 000 000 F toelagen

Principiële instemmingen met het systeem :  
12 voor 90 000 000 F toelagen

Principiële instemmingen met de methode:  
7 voor 125 000 000 F toelagen

Totaal:  
28 voor 406 000 000 F toelagen

La question ne demande aucun commentaire si l'on sait qu'en 1968, seulement 47 000 000 de F de subventions ont pu être engagés.

## 23) Rôle linguistique.

Le Ministère de la Santé publique et de la Famille comprend 6 directeurs généraux et 35 directions. Un membre souhaiterait savoir quels sont les rôles linguistiques auxquels appartiennent ces fonctionnaires.

Le Ministre déclare que le département comporte, en comptant les services généraux qui sont communs avec le département de la Famille et du Logement, un secrétaire général et six directeurs généraux. Dans les 35 directions se trouvent en fait 50 fonctionnaires du grade d'inspecteur général, de directeur d'administration ou de directeur.

La répartition linguistique est la suivante :

— Secrétaire général	... ... ... ...	IN	
— Directeurs généraux - Santé publique	3 N	2 F	
— Directeur général des services communs	IN		
	5 N	2 F	
— Inspecteurs généraux et Directeurs - Santé publique	19 N	23 F	
— Inspecteurs généraux et Directeurs des services communs	4 N	4 F	
	23 N	27 F	
Totaux généraux	28 N	29 F	

En conclusion, le Ministre déclare qu'il se félicite du grand intérêt par le budget de son Département au sein de la Commission.

Il ne faut cependant pas se dissimuler que l'ensemble des problèmes soulevés requiert une masse de crédits plus importante que celle allouée à l'heure actuelle au Département. Il est dès lors impossible de satisfaire pour l'instant toute les revendications mais le souci du Ministre est d'encourager toutes les initiatives et d'établir une programmation des efforts à accomplir dans le secteur de la santé publique.

## B. - FAMILLE ET LOGEMENT.

## I. - Exposé du Ministre de la Famille et du Logement.

## 1) Analyse générale de dépenses ordinaires.

À la cours des exercices précédents, les dépenses ordinaires de la section Famille et Logement étaient en régression. En effet, elles s'élevaient

en 1966 à 2 121 millions;  
en 1967 à 2064 millions, soit une diminution de 57 millions;  
en 1968 à 1 979 millions, soit une diminution de 85 millions,

Les dépenses ordinaires de 1969 atteindront le montant de 2 419 millions, soit une augmentation de 440 millions ou approximativement 22%.

Cornmentaar is hierbij overbodig als men voorts weet dat slechts 17 000 000 F toelagen konden worden vastgelegd in 1968.

## 23) Taalrol.

Het Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin telt 6 directeurs-generaal en 35 directies. Een lid vernam gaarne tot welke taalrol de betrokken amhtenaren behoren.

De Minister verklaart dat, rekening houdend met de met het Departement van het Gezin en van de Huisvesting gemeenschappelijke algemene diensten, het departement één secretaris-generaal en zes directeurs-generaal telt. Van de 35 directies zijn er feitelijk 50 amhtenaren met de graad van inspecteur-generaal, bestuursdirecteur of directeur.

De verdeling per taalrol is als volgt:

— Secretaris-generaal	... ... ... ...	1 N
— Directeurs-generaal	... ... ... ...	3 N 2 F
— Directeur-generaal van de gemeenschappelijke diensten	... ... ... ...	1 N
	5 N	2 F
— Inspecteurs-generaal en directeurs Volksgezondheid	... ... ... ...	19 N 23 F
— Inspecteurs-generaal en directeurs van de gemeenschappelijke diensten	... ... ... ...	4 F 4 F
	23 N	27 F
Al 9ern erie totalen	... ... ...	28 N 29 F

Tot besluit verklaart de Minister dat hij tevreden is over het feit dat de Commissie grote belangstelling toonde voor de begroting van zijn Departement.

Men moet zich nochtans niet verhelen dat de ter sprake gebrachte probleem en veel meer kredieten vereisen dan die welke thans aan het Departement zijn toegezwezen. Het is dan ook onmogelijk al de eisen nu reeds in te willigen, maar de Minister zal niet nalaten alle initiatieven aan te moedigen en een programmering uit te werken voor wat in de sector van de volksgezondheid nog dient te worden gedaan.

## B. - GEZIN EN HUISVESTING.

## I. - Uiteenzetting van de Minister van het Gezin en van de Huisvesting.

## 1) Algemene ontleding van de gewone uitgaven.

Tijdens de vorige begrotingsjaren daalden de gewone uitgaven van de sectie Gezin en Huisvesting. Zij bedroegen inderdaad:

in 1966 : 2 121 miljoen;  
in 1967: 2064 miljoen, zijnde een vermindering met 57 miljoen;  
in 1968 : 1979 miljoen, zijnde een vermindering met 85 miljoen.

De gewone uitgaven voor 1969 zullen 2 419 miljoen bereiken, hetzij een verhoging met 440 miljoen of circa 22 %.

De l'analyse des articles budgétaires, il ressort cependant que la réduction en 1967 et en 1968 résultait exclusivement de la mise en application, au cours de l'exercice 1967, du nouveau système de paiement des primes aux constructeurs et aux acheteurs de logements sociaux par des organismes de financement. Les répercussions de ce financement pour les prochains exercices seront exposés en détail ci-après.

Les articles budgétaires peuvent être répartis en trois groupes;

1. crédits relatifs à la politique familiale;
2. crédits relatifs à la politique du logement;
3. crédits communs aux deux secteurs: famille et logement.

#### a) Articles budgétaires relatifs à la politique familiale.

Les dépenses relatives aux exercices antérieurs s'élevaient :

en 1966 à 219 millions;  
en 1967 à 217 millions;  
en 1968 à 231 millions de crédits initiaux et 26 millions de crédits supplémentaires, soit un total de 257 millions.

En 1969, 291 millions sont prévus, ce qui représente une augmentation de 13 % environ par rapport à 1968.

Le point 135 de la déclaration gouvernementale, qui prévoit pour 1969 une augmentation de 50 millions pour les aides familiales et les aides seniors, est respecté, si l'on tient compte du crédit de 231 millions inscrit initialement au budget pour 1968.

Dans ces crédits budgétaires, l'article 33.65: subsides à des organismes privés d'études, d'exécution, d'aide et de protection familiales ainsi qu'aux centres de formation d'aides familiales et d'aides seniors, constitue l'élément principal:

1966: 201 millions;  
1967: 196 millions;  
1968 : 236 millions dont 26 millions de crédits supplémentaires;  
1969 : 260 millions.

L'augmentation prévue à l'article 43.65 qui reprend les subsides aux organismes publics d'études et aux centres de formation est beaucoup moins importante:

1966: 15 millions;  
1967: 17 millions;  
1968: 18 millions;  
1969: 20 millions.

#### b) Articles budgétaires relatifs à la politique du logement.

Les totaux des dépenses relatives aux quatre exercices s'établissent comme suit:

1966: 1 870 millions;  
1967: 1 814 millions, soit une diminution de 56 millions;  
1968 : 1 680 millions, soit une diminution de 134 millions;  
1969: 2 088 millions, soit 408 millions supplémentaires, ce qui représente une augmentation d'environ 25 %'

Uit de ontleding van de begrotingsartikelen blijkt nochtans dat de dalin q voor 1967 en voor 1968 uitsluitend voortvloeit uit de toepassing q, tijdens het begrotingsjaar 1967, van het nieuwe systeem van uitbetaling door Hnancieringsorganismen van de bouw- en aankoopspremies voor sociale woningen. De weerslag van deze hervorming op de komende begrotingsjaren zal hieraan in het bijzonder uitgezet worden.

De begrotingsartikelen kunnen onderverdeeld worden in drie groepen :

1. kredieten met betrekking tot het gezinsbeleid;
2. kredieten met betrekking tot het huisvestingsbeleid;
3. gemeenschappelijke kredieten voor beide sectoren: gezin en huisvesting.

#### a) Begrotingsartikelen met betrekking tot het gezinsbeleid.

De uitgaven betreffende de vorige dienstjaren bedroegen:

in 1966: 219 miljoen;  
in 1967: 217 miljoen;  
in 1968: 231 miljoen als aanvankelijke kredieten en 26 miljoen aan bijkredieten zijnde samen 257 miljoen.

In 1969 zijn 291 miljoen uitgetrokken, wat een verhoging met circa 13 % vertegenwoordigt ten opzichte van 1968.

Het punt 135 van de regeringsverklaring dat voor 1969 een verhoging van 50 miljoen voorziet voor de gezinshulpsters en de bejaardenhulpsters, werd geëerbiedigd zo men rekening houdt met het krediet van 231 miljoen dat aanvankelijk op de begroting voor 1968 werd ingeschreven.

Het artikel 33.65 van deze begrotingskredieten : toelagen aan private organisaties voor studie, opvoeding, bijstand en bescherming van het gezin, alsmede aan de opleidingscentra voor gezins- en bejaardenhulpsters, is het bijzonderste element van deze begrotingskredieten. nl :

1966: 201 miljoen;  
1967: 196 miljoen;  
1968: 236 miljoen, waarvan 26 miljoen aan bijkredieten:  
1969: 260 miljoen.

De verhoging die voorkomt onder artikel 43.65, dat de toelagen aan de openbare studie-organisaties en opleidingscentra overneemt, ligt merkelijk lager:

1966: 15 miljoen;  
1967: 17 miljoen;  
1968: 18 miljoen;  
1969: 20 miljoen.

#### b) Begrotingsartikelen met betrekking tot het huisvestingsbeleid.

De totalen der uitgaven betreffende de vier dienstjaren vertonen zich als volgt:

1966: 1 870 miljoen;  
1967: 1 814 miljoen, of 56 miljoen minder;  
1968: 1 680 miljoen, of 134 miljoen minder;  
1969: 2 088 miljoen, of 408 miljoen meer. wat een verhoging met ongeveer 25 % betekent,

Parmi ces crédits, ceux octroyés par l'article 41.61., aux deux sociétés nationales, Société nationale du Logement et Société nationale de la Petite Propriété Terrière, sont de loin les plus élevés et en augmentation constante:

1966:	I 262 millions;
1967:	1474 millions, soit 212 millions supplémentaires;
1968:	1 584 millions, soit 110 millions supplémentaires;
1969:	I 820 millions, soit 236 millions supplémentaires.

Le subside accordé à l'Institut national du Logement afin de lui permettre de couvrir ses frais de fonctionnement (article 41.60) a été réduit de 8 millions pour 1969. L'existence de certaines réserves à l'Institut national du Logement permet de réaliser cette opération.

Des fluctuations importantes sont constatées dans les articles budgétaires 41.62, 61.60 et 61.62, relatifs aux primes entières et fractionnées, par suite de la mise en application du nouveau système de paiement des primes et notamment le préfinancement.

Les montants s'établissent comme suit:

1966:	587 millions;
1967:	319 millions, soit une diminution de 268 millions;
1968 :	73 millions, soit une diminution de 246 millions;
1969:	253 millions, soit 180 millions supplémentaires.

L'incidence du préfinancement pour les exercices ultérieurs sera examinée ci-après

Au budget de 1968, un montant de 7 000 000 F avait initialement été prévu, comme intervention de l'Etat dans les charges d'intérêts de l'emprunt de 100 millions de francs contracté par la Société nationale de la Petite Propriété Terrière, en vue de consentir des prêts à taux réduits ou sans intérêt aux victimes de la tornade qui a sévi le 25 juin 1967.

Le nombre de demandes d'intervention de l'Etat étant réduit, le subside a été ramené à 2 millions de francs pour chacun des deux exercices: 1968 et 1969. Ce montant sera amplement suffisant pour faire face aux divers engagements.

### c) Articles budgétaires communs à la Famille et au Objectif.

Il s'agit des salaires et charges sociales, des dépenses de consommation dont les montants globaux s'établissent comme suit:

1966 :	31 millions;
1967 :	33 millions;
1968 :	42 millions;
1969 :	10 millions.

La diminution s'explique du fait qu'en 1969, les rémunérations relatives au personnel du Centre d'études de la population et de la famille figurent à une section distincte IV : Recherche scientifique ~ montant 4 524 000 F.

Il convient de souligner que, pour 1969, l'accroissement des charges pour traitements et indemnités du personnel du Cabinet du Ministre est moins important que les années précédentes.

\* ..

Onder deze kredieten zijn de bij artikel 41.61 verleende toelagen aan de beide nationale maatschappijen : de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting en de Nationale Maatschappij voor de Kleine Landeigendom, veruit de hoogste, en zij stijgen voortdurend:

1966 :	1 262 miljoen;
1967 :	1474 miljoen, of 212 miljoen meer;
1968 :	1 584 miljoen, of 110 miljoen meer;
1969 :	1 820 miljoen, of 236 miljoen meer.

De toelage verleend aan het Nationaal Instituut voor de Huisvesting om het in de mogelijkheid te stellen zijn werkingskosten te dekken (artikel 41.60), werden voor 1969 met 8 miljoen verminderd. Het bestaan van bepaalde reserves bij dit Instituut laat toe deze verrichting door te voeren.

Belangrijke schommelingen werden met betrekking tot de gehele en de gesplitste premies in de begrotingsartikelen 41.62, 61.60 en 61.62 vastgesteld, ingevolge de toepassing van het nieuwe systeem van uithetaling der premies, namelijk de prefinanciering.

De bedragen vertonen zich als volgt:

1966 :	587 miljoen;
1967 :	319 miljoen, of 268 miljoen minder;
1968 :	73 miljoen, of 246 miljoen minder,
1969 :	253 miljoen, of 180 miljoen meer.

De weerslag van de prefinanciering op de komende dienstjaren zal verder worden behandeld.

Een bedrag van 7 000 000 F werd oorspronkelijk, op de begroting voor 1968 ingeschreven ten titel van Staats-tusaenkornst in de rentelast van de lening van 100 miljoen F die door de Nationale Maatschappij voor de Kleine Landeigendom werd aangegaan met het oog op het verstrekken van leningen tegen verlaagde rentevoet of zorder interest aan de slachtoffers van de windhoos die onze streken teisterde op 25 juni 1967.

Daar het aantal aanvragen om Staatstoelagen lager is dan verwacht, werd de subsidie teruggebracht tot 2 miljoen F voor elk van beide dienstjaren 1968 en 1969. Dit bedrag zal volstaan om de verschillende verbintentissen na te komen.

### c) Begrotingsartikelen gemeen aan het Gezin en aan de Huisvesting

Het betreft hier lonen en sociale lasten, consumptieve bestedingen, waarvan de gezamenlijke bedragen vertonen als volgt:

1966 :	31 miljoen;
1967 :	33 miljoen;
1968 :	42 miljoen;
1969 :	40 miljoen.

De vermindering vindt haar oorzaak in het feit dat de bezoldigingen van het personeel van het Centrum voor bevolkings- en gezinsstudien in 1969 werden opgenomen in een afzonderlijke sectie IV : Wetenschappelijke opzoeken ~ bedrag: 4524000 F.

Er zij aangestipt dat de last van de wedden en vergoedingen van het personeel van het ministerieel kabinet in 1969 minder gestegen is dan tijdens de vorige jaren.

\* ..

Lors de la discussion du budget, le Ministre: il attira l'attention sur un problème qui entraînera non seulement pour lui, mais également pour ses successeurs, une majoration des dépenses, à savoir :

d) *le financement des primes aux constructeurs et aux acheteurs de logements sociaux.*

Le paiement des primes aux constructeurs et aux acheteurs de logements sociaux par les organismes de financement a permis de récupérer un retard important et d'assurer un paiement plus rapide. Il faut cependant attirer l'attention sur les lourdes charges qu'il entraîne pour les prochains budgets.

Les dépenses budgétaires des exercices 1967 et 1968 ont été réduites. A partir de 1969, le financement de l'intérêt et de l'amortissement augmentera chaque année d'environ 200 millions, pour atteindre et même dépasser les 2 milliards pm exercice budgétaire. Ceci constitue une très lourde hypothèque pour l'avenir.

En annexe est jointe une note détaillée, établie par les services du département lors de l'évaluation des charges financières (Annexe I).

Dans la suite de l'exposé, la politique du logement et la politique familiale sont examinées séparément.

## 2) Politique du logement.

Une politique du logement et, plus particulièrement, une politique du logement social ne peut être valablement exécutée si on ne s'attache pas à résoudre les trois problèmes fondamentaux suivants:

- la qualité des logements construits;
- leur prix de revient;
- le financement.

### *Qualité.*

La qualité d'un logement ne se mesure pas seulement à sa valeur intrinsèque mais également à la qualité de l'environnement.

Dès lors, si, d'une part, les logements doivent être sains, fonctionnels, agréables, il importe également qu'ils soient dotés d'un équipement interne qui libérera au maximum les ménagères des travaux lourds, fastidieux et harassants, afin de leur permettre de consacrer plus de temps à l'éducation des enfants. Il convient, d'autre part, d'attacher une très grande importance aux équipements collectifs et de service afin de faciliter la vie des habitants et surtout de contribuer à leur épanouissement.

Dans ces conditions, tant en ce qui concerne l'implantation de nouveaux complexes que la rénovation urbaine, il faut éviter de recréer des corons modernes en juxtaposant les habitations les unes aux autres sans se soucier de mettre à la disposition de la population les crèches, garderies, écoles, équipements sanitaires, socio-culturels, sportifs, de récréation, ainsi que les équipements commerciaux.

### *Prix de revient,*

Le prix de revient d'un logement est fonction de trois facteurs:

- le coût du terrain;
- les techniques utilisées;
- l'organisation du secteur de la construction,

Bij de besprek!lg van cie begroting, oordcclede de Miuister het nodig de aandacht te vestigen op een probleem, dill: niet alleen hem maar ook zijn opvolgers voor een zware uitgave zal stellen. namelijk :

d) *Financiering van de bouw- en aankooppremies voor sociale woningen,*

Dank zij het feit dat de bouw- en aankooppremies voor sociale woningen door financieringsinstellingen werden uitbetaald, kon de desbetreffende grote achterstand ingehaald worden en konden die betalingen bespoedigd worden. Er zij nochtans aangestipt dat zulks een zware last op de toekomstige begrotingen legt.

De heqrotin qsjtqaven over de dlenstjaren 1967 en 1968 werden verrnlder. Vanaf 1969 zal de financiering van inrerest en aIschr ijvinq elk jaar met onqeever 200 miljoen stijgen en uiteindelijk 2 miljard per begrotingsjaar overschrijden, wat in de toekomst een uiterst zware last zal vormen.

Als bijlage worrit een door de 'diensten van het Department opq estelde nota betreffende de raming der financiële lasten toegevoegd (Bijlage I).

In de verd ere uiteenzetting worden het huisvestings- en het gezinsbeleid a Izordérlijk behandeld.

## 2) Huisvestingsbeleid.

Het huisvestin qsbeleid en meer bepaald de sociale woningbouw kunnen slechus tot een goed einde worden gebracht als de volgende drie grote problemen een oplossing krijgen:

- de kwaliteit van de gebouwde woningen;
- de kostprijs;
- de financiering.

### De *kwaliteit,*

De kwaliteit van een woning wordt niet alleen bepaald door de eigen waarde, maar eveneens door de waarde van de omgeving.

Enenjids moeten de woningen dus gezond, functioneel en aangenaam opgevat zijn, en zo ingericht dat de huismoeder zoveel mogelijk is ontlast van het zware, saaie en afmattende werk, zodat zij meer tijd aan haar kinderen kan bestede». Anderzijds dient revens een zeer groot belang te word en gehecht aan de gemeenachappelijke voorzienin qen en de service. ten einde het leven der bewoners te verqem akkeijken en vooral hun ontplooniq te bevorderen.

In deze omstandigheden dient men, zowol wat betreft de inplanting van nieuwe cornplexen als op het vlak der stedelijke verfraaiing, te vermijden moderne arbeidersblokken te scheppen door de woningen naast elkaar te plaatsen zonder er zich om te bekommeren kinderkribben, kinderbewaarplaatsen, scholen, sanitaire-, socio-culturele-, sportieve, en tevens commerciële uitrustin qen ten dienste van de bevolking te stellen.

### *De kostprijs,*

De kostprijs van een huisvesting wordt bepaald door dr ie factoren:

- de prijs van de grond;
- de toegepaste technieken;
- de organisatie van de houwsector.

En raison cie l'exiguïté de son territoire et de la forte densité de sa population, la Belgique est confrontée, tout comme ses voisins d'ailleurs, mais à un degré plus important, au problème de la raréfaction des terrains à bâtir et partant, de la spéculation foncière,

Tant en milieu rural qu'en milieu urbain, le prix des terrains à bâtir ne cesse de croître et il s'avère urgent de pratiquer une politique foncière offensive,

Du point de vue technique, deux évidences s'imposent encore de nos jours en ce qui concerne la majorité des logements construits dans notre pays:

- il n'y a pas cie commune mesure entre la productivité de ce secteur, qui est demeuré largement artisanal, et celle des autres branches de l'économie;

- il est relativement malaisé de trouver la main-d'œuvre qualifiée pour auqmen ter suffisamment Ja production de logements.

Dès lors, la conclusion qui s'impose est qu'il faut industrialiser le bâtiment et, dans ce domaine, le secteur du logement social peut jouer un rôle de catalyseur, c'est-à-dire favoriser cette mutation.

En effet, et à condition qu'il se restructure au préalable, le secteur du logement social représenté par les deux sociétés nationales de logements, peut mettre en adjudication des ensembles suffisamment importants, car l'industrialisation requiert en effet un travail d'équipe, une normalisation des matériaux employés, des études d'organisation des chantiers et une planification du travail qui entraînent des dépenses qui ne sont justifiées, c'est-à-dire qui ne peuvent être amorties, que si elles intéressent 200 logements au moins.

Or, par suite du grand nombre de sociétés agréées, lesquelles jouissent cl'ailleurs d'une très large autonomie, on assiste le plus souvent à un épargillement des crédits et à la réalisation de beaucoup de petits chantiers conçus chacun par des architectes différents et réalisés par des entrepreneurs différents qui, en raison du peu d'importance de leur chantier, ne peuvent se permettre d'avoir recours aux formes modernes de gestion, ni bénéficier des avantages qu'offraient les commandes groupées.

En fait, si nous voulons construire vite, bien et bon marché, il faut mettre au service de la construction des logements les bienfaits du progrès des sciences et des techniques, mais pour ce faire, il importe de se pencher sur les deux problèmes fondamentaux suivants:

- le financement du logement social;
- l'orqanisation des sociétés nationales,

#### *Financement.*

La politique du logement a un caractère structurel et exige une planification dans le temps que les programmes annuels ne permettent pas de réaliser..

Il importe donc que nous trouvions les moyens de mettre les programmes de logements à l'abri des aléas qui caractérisent une politique conjoncturelle en créant un fonds autonome du logement, qui permettrait d'établir des programmes pluriannuels.

Ensuite, si les sociétés agréées de logement ont un rôle permanent à jouer en ce qui concerne la gestion des biens, il faut, par contre, envisager la concentration des moyens d'exécution, car nous vivons à une époque où les progrès techniques postulent une très haute spécialisation et le recours presque journalier à l'informatique, tant dans les domaines du calcul que cie la gestion prévisionnelle.

Wcens zijn eng grondgebied en cie hoge dichtheid van zijn bevolkinq heeft België, zoals zijn buurstaten, maar in hogere mate, te kampen met een qbrek aan bou wqronden en zodoende met grondspeculatie.

Zowel in het landelijk als in het stedelijk milieu blijven cie grondprijzen stijgen en blijkt het hoognodig een actief en offensief grondbeleid te voeren.

Op technisch vlak doen zich tot op heden 110gde volgende toestanden voor bij het merendeel del' in ons land gebouwde woningen :

- er bestaat geen overeenkomst tussen de produktiviteit in deze sector, die omzeggens artisanaal is gebleven, en deze van de andere takken van onze economie;

- het is betrekkelijk moeilijk gekwalificeerde arbeidskrachten te vinden ten einde de produktie der woningen op te drijven.

Derhalve mogen wij hieruit besluiten dat de industrialisering van het bouwbedr]f zieh opdringt, en in dit opzicht kan de sociale wonin qbouwsector de rol van kata lysator vervullen, met andere woorden deze verschakeling bevord eren.

De sector van de sociale woningbouw, vertegenwoordigd door de twee nationale maatschappijen voor de huisvesting, kan inderdaad, op voorwaarde dat er zich voorafgaandelijk een restrukturatie voordoet, voldoende belangrijke aanbestedingen doen, want de industrialisering vereist inderdaad : ploegwerk , normalisering van de gebezige materialen, organisatiestudies ~ der werven en een planificatie van het werk, waardoor ttigaven veroorzaakt worden, die slechts verantwoord zijn, d.w.Z. die slechts kunnen gedelgd worden. indien verdeeld over ten minste 200 woningen,

Nochtans, omwille van het groot aantal erkende maatschappijen, die ten andere een zeer ruime autonomie genieten, worden de kredieten meestal versnipperd over een groot aantal kleine werven, elk dezer door verschillende architecten opgevat en door verschillend e ondernehmers verwezenlijkt, die gezien het gering belang van hun werven, de mogelijkheid niet kunnen overwegen om een beroep te doen op de moderne beheersvormen noch orn de voordelen te kunnen genieten die gegroepeerde bestellingen hen zouden kunnen bieden..

Indien wij inderdaad snel, degelijk en goedkoop wensen te bouwen, moeten wij de waddaden van de wetenschappelijke en technische vooruitgang ten dienste stellen aan de woningbouw, maar hiertoe dienen twee fundamentele problemen behartigd:

- de financierin~l van de sociale woningbouw;
- de organisatie van de nationale maatschappijen.

#### *Finenciering.*

Het huisvestingsbeleid heeft een structureel karakter en vereist een planificatie op termijn , die niet te verwezenlijken is wegens de jaarlijkse proqrarnm a's.

Het is dus belangrijk dat wij de middelen zouden vinden om de huisvestingsprogramma's te beveiligen voor de wisselvalligheden die een conjunctureel beleid kenmerken, door een autonoom huisvestingsfonds te stichten dat zou toelaten programma's over meerdere jaren op te stellen..

Indien uiteindelijk de erkende huisvestingsmaatschap., - pijen een bestendige rol te vervullen hebben wat betrëft het beheer der goederen, dient daarentegen de concen tratie der uitvoeringsmogelijkheden in acht genomen, want wij leven in een periode waarin de technische vooruitgang een zeer hoge specialisatie vereist en omzeggens daqelijks beroep doet op de gegevC'nverwerking, zowel op het vlak der berekeningen als op dat van een vooruitzend beleid,

Dès lors, si l'on doit réaliser la décentralisation sur le plan des décisions, de la gestion et des contacts avec la population, il faut par contre éviter de commettre des erreurs d'échelles et croire que la décentralisation appliquée aux moyens de conception et d'exécution est une panacée.

Il faut au contraire aller vers ce qu'exige la vérité économique et le "progrès techniques, c'est-à-dire la concentration. Il faut organiser au niveau national des concours entre fournisseurs en vue du choix d'un même matériau ou d'un même produit auprès de deux ou trois fabricants qui seront sélectionnés. Leur garantir ensuite, puisqu'ils auront fait J'effort, l'industrialisation d'un marché protégé pendant deux ou trois ans.

Cette méthode a donné d'excellents résultats dans les pays voisins où, grâce à cette procédure, on a constaté un net fléchissement des prix et une stabilisation de ceux-ci pendant la durée des contrats.

Une telle procédure implique évidemment une unité de conception.

La politique que le Ministre compte suivre en matière de logement a été ainsi esquissée dans ses grandes lignes. Il est bien évident cependant qu'une telle politique ne devient pas effective du jour au lendemain; c'est la raison pour laquelle il a décidé de la réaliser en trois étapes en prenant d'abord des mesures immédiates, ensuite des mesures à moyen terme et enfin, des mesures à long terme.

#### a) Mesures immédiates.

##### 1. Prime dégressive.

Parmi les avantages octroyés par l'Etat dans le secteur du logement social, il faut citer notamment les primes à la construction et à rachat d'habitations.

Selon les termes de la loi, les primes sont réservées aux personnes de condition modeste, c'est-à-dire à ceux dont les revenus passibles de l'impôt des personnes physiques ne dépassent pas certains maximums, variables selon la situation du logement et le nombre d'enfants à charge des demandeurs.

Si le principe de la réservation de la prime aux personnes de condition modeste se justifie aisément sur le plan social, sa formulation, dans les textes réglementaires, comportait un grave inconvénient auquel on a voulu mettre fin.

Cet inconvénient consistait en ce que le plus léger dépassement du maximum de revenus entraînait la perte du droit à la prime et d'autres avantages liés à celle-ci, consentis par l'Etat, tels que le bénéfice de certains prêts à taux réduit d'intérêt ou la réduction de 1% du droit d'enregistrement lors de l'achat d'un logement construit par le secteur public (Société nationale du Logement, Société nationale de la Petite Propriété Terrienne~ communes ou associations intercommunales).

Afin de supprimer cette rigidité de la réglementation, le Ministre de la Famille et du Logement a proposé au Gouvernement d'octroyer aux demandeurs dont les revenus dépassent, dans une certaine mesure les limites réglementaires, une prime d'un montant qui diminue selon l'importance croissante des revenus.

Cette proposition, qui a été acceptée par le Gouvernement, a fait l'objet des deux arrêtés royaux du 22 novembre 1968 relatifs à l'instauration de primes dégressives à la construction et à rachat de logements sociaux qui ont instauré les

Indien wij derhalve de decentralisatie op het vlak cler beslissingen inzake beheer en contacten met die bevolking wensen te verwezenlijken, moeten wij anderzijds vermijden op deze schaal fouten te begaan en te geloven dat de decentralisatie, in opvatting en uitvoering, een algemeen redditP-middel betekent.

Wij moeten ons integendeel richten naar de werkelijke economische vereisten en naar de technische vooruitgang, met andere woorden de concentratie. Wij moeten op het uationale vlak wedstrijdaanbestedingen onder de leveranciers inrichten in het vooruitzicht van de keuze van éénzelfde materiaal of éénzelfde produkt, waarbij twee of drie fabrikanten uitgekozen zullen worden. Vervolgens moet men hen, daar zij een inspanning hebben gedaan, de industrialisering ervan voor een periode van twee of drie jaar waarborgen.

Deze methode heeft gunstige resultaten opgeleverd bij onze buurstaten waar, dank zij deze procedure, een duidelijke daling der prijzen werd vastgesteld, alsook hun stabilisatie tijdens de duur van de contracten,

Dergelijke procedure impliceert natuurlijk eensgezindheid inzake opvatting.

Het beleid dat de Minister inzake huisvesting hoopt te kunnen volgen is aldus in brede trekken weergegeven. Het is klaar dat een dergelijk beleid niet onmiddellijk kan verwezenlijkt worden; hij heeft dan ook beslist het te verwezenlijken in drie etappes, door allereerst de onmiddellijke maatregelen te treffen, vervolgens de maatregelen op middellange termijn en uiteindelijk de maatregelen op lange termijn.

#### a) Onmiddellijke maatregelen.

##### 1. Degressieve premie,

Onder de door de Staat in de sociale huisvestingssector toegekende voordelen dienen o.a. vermeld: de premie voor de bouw of aankoop van woningen.

Luidens de bewoordingen van de wet zijn de premies voorbehouden aan de personen met bescheiden inkomen, d.w.z. deze wier aan de personenbelasting onderworpen inkomen bepaalde maximale grenzen, aangepast naargelang de toestand van de woning en het aantal kinderen ten laste van de premieaanvragers, niet overschrijden.

Indien het principe van het voorbehouden van de premie aan personen met bescheiden inkomen zich op het sociale vlak ruim wettigt, behelsde de vorm van de reglementaire teksten toch een ernstige onrechtvaardigheid, waarvan men een einde heeft willen maken.

Deze onrechtvaardigheid bestond hierin, dat bij de meeste overschrijding van het maximum der inkomensgrenzen het recht verviel op de door de Staat toegekende premie en op de eraan verbonden voordeelen, zoals bv. het voordeel van bepaalde leningen tegen verglaagde rentevoet: of de vermindering van 1% op het inschrijvingsrecht bij aankoop van een door de openbare sector (Nationale Maatschappij voor de Huisvesting, Nationale Maatschappij voor de Kleine Landeigendom, gemeenten of intercommunale verenigingen) gebouwde woning.

Met het doel deze overdreven strenge reglementering te versoepelen, heeft de Minister van het Gezin en van de Huisvesting aan de Regering voorgesteld aan de aanvragers wier inkomen in zekere mate de reglementaire grenzen overschrijdt, een premie toe te kennen waarvan het bedrag afneemt naarmate de inkomen stijgt.

Dit voorstel, dat door de Regering werd aanvaard, heeft het voorwerp uitgemaakt van de twee koninklijke besluiten van 22 november 1968, houdende instelling van degressive premies voor het houwen of het aankopen van sociale

barèmes de primes à la construction et à l'achat repris en annexe (Annexe I).

## 2. Logements sociaux à Wachtebeke et à Zelzate.

Il s'agit de l'exécution de la loi du 3 juillet 1967 autorisant le Gouvernement à étendre l'activité de la Société nationale du Logement et de la Société nationale de la Petite Propriété Terrienne, en permettant à ces sociétés de construire des logements destinés spécialement au personnel d'entreprises nouvelles ou en expansion.

En septembre 1967, à la suite de pourparlers avec la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (E. E. CA), le Département des Affaires économiques obtint que celle-ci, dans le cadre de son 5<sup>e</sup> programme, consente une participation importante dans le financement de la construction de 500 logements sociaux demandés par la Société SI OMAR pour héberger une partie de son personnel à proximité de son entreprise.

Les installations de SIDMAR situées sur la rive gauche du canal sont gigantesques; elles s'étendent sur 600 ha. Elles occupent actuellement 2 300 ouvriers et, d'après les prévisions, pourront en occuper 4 000 à 5 000 dans un avenir rapproché. En outre, il est prévu que d'autres industries s'installeront plus tard à l'écart du canal.

Un nombre important d'ouvriers font déjà la navette entre leur domicile et divers lieux de travail. La nouvelle main-d'œuvre occupée dans le zoning SIDMAR, doit, autant que possible, pouvoir habiter à une distance raisonnable de l'entreprise pour que ses déplacements ne soient pas trop difficiles à cause de la pénurie des moyens de communication.

Ces raisons ont déterminé deux points d'implantation tout proches pour la construction des 500 logements sociaux: 350 à Wachtebeke et 150 à Zelzate. Étant donné l'importance de ces chantiers et l'urgence des travaux, il a paru indispensable de charger la Société nationale elle-même de cette réalisation. Le choix des terrains a été approuvé par l'urbanisme.

L'arrêté royal du 27 décembre 1968 a déterminé:

- a) les modalités particulières de financement des constructions qui pourront être réalisées par les deux sociétés nationales dans le cadre de la loi précitée;
- b) le régime des loyers à appliquer aux occupants des logements en cause;
- c) le mode de gestion de ces logements.

En ce qui concerne les loyers, ceux-ci ont été calculés en fonction du prix de revient des immeubles et adaptés à l'importance des revenus des locataires.

3. Arrêté royal du 19 décembre 1968 modifiant l'arrêté royal du 11 décembre 1960 fixant: a) les conditions de revenus pour la prise en location de logements vacants appartenant aux sociétés agréées par la Société nationale du Logement ou à la Société nationale elle-même; b) le taux des loyers des logements appartenant aux dites sociétés.

L'arrêté rattache à l'indice des prix à la consommation les maximums de revenus autorisant l'accès aux logements

woningen tot invoering van de schalen voor de bouw en aankondiging vermeld in bijlage (Bijlage I).

## 2. Sociale woningen te Wachtebeke en Zelzate.

Het gaat om de uitvoeringsmaatregel van de wet van 3 juli 1967, waarbij de Regering gemachtigd wordt de activiteiten van de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting en de Nationale Maatschappij voor de Kleine Landbouw uit te breiden, waardoor deze beide maatschappijen toelating bekomen sociale woningen te bouwen die speciaal bestemd zijn voor het personeel van de nieuwe of in uitbreiding zijnde ondernemingen.

In september 1967 bekwam het Departement van Economische Zaken, ingevolge besprekkingen met de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal (E. G. K. S.), dat deze laatste, in het kader van haar 5<sup>e</sup> programma, een aanzienlijke deelname toestond in de financiering van de bouw van 500 volkswoningen waarvan de Maatschappij SIDMAR verzocht met het oog op de huisvesting van een gedeelte van haar personeel in de onmiddellijke nabijheid van haar onderneming.

De installaties van SIDMAR, gelegen op de linkeroever van het kanaal, zijn reusachtig; ze beslaan 600 ha. Ze verschaffen momenteel werk aan 2.300 arbeiders en, volgens de vooruitzichten, zouden 4 000 tot 5 000 er binnen afzienbare tijd kunnen tewerkgesteld worden. Daarenboven voorziet men dat er zich later nevenbedrijven zullen vestigen bezijden het kanaal.

Een groot aantal arbeiders reizen reeds heen en weer tussen hun woonplaats en de verschillende werkplaatsen. De nieuwe arbeidskrachten die in de SIDMAR-zetting werkzaam zijn moeten zich zoveel mogelijk op een redelijke afstand van de onderneming kunnen huisvesten, ten einde te ontkomen aan al te moeilijke verplaatsingen wegens de ontoereikendheid der vervoermiddelen.

Daarom werden twee nabijgelegen gemeenten gekozen voor de bouw van de 500 volkswoningen: 350 te Wachtebeke en 150 te Zelzate. Gelet op de belangrijkheid van die bouwverrichting en op het dringende karakter van de werken is het noodzakelijk gebleken de Nationale Maatschappij zelf met de uitvoering te bevestigen. De keus van de terreinen werd door stedebouw goedgekeurd.

Het koninklijk besluit van 27 december 1967 bepaalt:

- a) de bijzondere financieringsmodaliteiten voor de woningen die, binnen het kader van voornoemde wet, door de beide nationale maatschappijen zullen kunnen verwezenlijkt worden;
- b) de regeling der huurprijzen die dienen toegepast op de huurders van dergelijke woningen;
- c) de wijze van beheer dezer woningen.

De huurprijzen werden berekend in functie van de kostprijs der gebouwen en aangepast aan het inkomen van de huurders,

3. Koninklijk besluit van 19 december 1968 tot wijziging van het koninklijk besluit van 14 december 1960 houdende oestelling: a) van de voorwaarden voor inkomsten, voor het in huur nemen van oriënterende huurprijzen die aan de door de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting erkende eenheden of een de Nationale Maatschappij zelf toebehoren; b) van de huurprijzen van de woningen die aan oormelde eenheden toebehoren,

Het besluit koppelt de maximale inkomen verbonden aan het betrekken van sociale woningen en de inkomen die als

sociaux de même que les montants de revenus servant de base à la perception des loyers.

Les limites et montants précités étaient toujours, au terme de l'ancienne réglementation, liés à l'indice des prix de détail qui n'est plus en vigueur.

L'arrêté vise aussi à indexer les majorations de revenus pour enfants à charge dont il est tenu compte pour la détermination des maximums de revenus visés ci-dessus.

Il faut noter à ce propos que cette majoration est indexée partout où elle existe dans les autres secteurs du logement social.

\* \* \*

Ces mesures immédiates prises en collaboration avec les deux sociétés nationales ont permis d'enregistrer des résultats importants.

Pendant ces derniers mois, un effort particulier a été réalisé par la Société nationale du Logement et ses sociétés régionales en matière de construction de logements. En 1968, 10085 logements ont été adjugés par la Société nationale du Logement... Ce nombre est beaucoup plus élevé que ceux des années précédentes, soit: 6435 en 1964, 8584 en 1965, 7106 en 1966 et 5801 en 1967.

La Société nationale de la Petite Propriété Terrienne a également réussi à réaliser entièrement son programme prévu pour 1968.

Le nombre de petites propriétés terriennes commandées en chantiers collectifs, se répartit comme suit : 710 en 1964, 1082 en 1965, 1366 en 1966, 1220 en 1967 et 1615 en 1968.

Un léger progrès a également été réalisé en ce qui concerne le nombre de prêts accordés par la S. N. P. P. T. à la construction individuelle si l'on compare les chiffres de 1967 (953 prêts) avec ceux de 1968 (988 prêts).

\* ~ \*

Le Ministre signale en outre qu'avec l'accord et l'appui de son collègue, le Ministre des Finances, une majoration des prêts de la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite aux deux sociétés nationales et aux associations de financement du logement social reconnues par la C. G. E. R. a été obtenue.

Il s'est référé à d'autres statistiques relatives à la construction et à la lutte contre les taudis, reprises en annexes (Annexes II à VIII).

#### b) Mesures à moyen terme.

##### 1. La coordination de la législation du logement social.

La législation actuelle est la résultante d'un ensemble de textes multiples et divers, ce qui rend malaisée leur compréhension. C'est la raison pour laquelle une coordination doublée d'une simplification des dispositions légales et réglementaires en la matière s'avèrent indispensables. A cette occasion, certaines modifications seront apportées à l'effet de réaliser de nouveaux progrès sociaux: octroi de la garantie de l'Etat aux prêts destinés à la transformation des logements, élévation des plafonds de prêts et de la valeur vénale des logements à construire ou à acquérir grâce à un prêt hypothécaire garanti par l'Etat, instauration éventuelle de nouvelles formules telles que l'allocation-logement ou la location-vente, etc.

Deux basis worden genomen voor de heffing der huurpnjz en aanhe-l indexcijfer der consumptieprijsen viii het Rijk.

Luidens de vroegcre reglementering waren de voornoemde grenzen en bedragen nog steeds gekoppeld aan het indexcijfer der kleinhandelsprijsen dat niet meer geldend is,

Het besluit strekt er tevens toe de verhoging van het inkomen wegens kinderlast, waarmee rekening wordt gehouden voor het bepalen van de hiervoren bedoelde maximuminkomengrens, te indexeren.

Hier client opgemerkt dat deze verhoging overal geindexeerd wordt waar zij voorkomt in de andere sectoren van de sociale huisvesting.

\* \* \*

Dank zij deze, in samenwerking met de twee nationale maatschappijen genomen maatregelen, werden belangrijke resultaten bereikt.

Tijdens de laatste maanden werd door de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting en haar gewestelijke bouwmaatschappijen een bijzondere inspanning gedaan inzake woningbouw. In het totaal werden door de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting in 1968 10 085 woningen aanbesteed. Dit getal ligt heel wat hoger dan dat van de vorige jar en, namelijk: 6435 in 1964, 8 584 in 1965, 7 106 in 1966 en 5 801 in 1967.

Ook de Nationale Maatschappij voor de Kleine Landeigendom is erin geslaagd haar programma voor 1968 volledig af te werken.

Het getal van de in collectieve bouwplaatsen bestelde kleine landeigendommen vertoont zich als volgt: 710 in 1964, 1082 in 1965, 1366 in 1966, 1220 in 1967 en 1615 in 1968.

Er is ook een lichte vooruitgang wat betreft het aantal aan de individuele bouw door de N. M. K. L. toegekende leningen, namelijk, zo men de cijfers van 1967 (953 leningen) vergelijkt met die van 1968 (988 leningen).

\* \* \*

De Münster deelt bovendien mede, dat, met de steun en met het akkoord van zijn collega de Minister van Financiën, een verhoging werd bekomen van de leningen toegestaan door de Algemene Spaar- en Lijfrentekas aan de twee nationale maatschappijen en aan de door A. S. I. K. erkende financieringsinstellingen voor sociale woningbouw.

Hij verwees naar verdere statistieken betreffende de bouwsector en de bestrijding van de krotwoningen, die in het verslag zijn opgenomen. (Bijlagen II tot VIII).

#### b) Maatregelen op middellange termijn.

##### 1. De coördinatie van de sociale huisvestingsurengevoeging.

De huidige wetgeving vloeit voort uit een geheel van talrijke en verscheidene teksten, die het begrip ervan ingewikkeld maken. Daarom dient een coördinatie te worden doorgevoerd welke gepaard gaat met een vereenvoudiging van de ter zake geldende wettelijke en reglementairen taak beschikken. Te die gelegenheid zullen zekere wijzigingen worden doorgevoerd die een nieuwe sociale progrès beogen: het toekennen van de staatswaarborg aan leningen bestemd voor het verbouwen van woningen, de verhoging van de leningsplafonds en van de verkoopwaarde del te bouwen of te verwezenlijken woningen met een hypothecaire lening onder waarborg van de Staat, de eventuele invloeding van nieuwe formules zoals de huisvestingstoelage, de huur- en verkooptoelaage enz.

## 2. Epargne-Logement.

Le problème de l'instauration d'un système d'épargne immobilière sera bientôt mis sur le métier. Des entretiens sont, à cet effet, envisages avec les institutions publiques et privées de crédit, les plus représentatives.

## 3. Politique foncière.

La construction des logements et la rénovation, tant urbaine que rurale, ne pourra être poursuivie de façon efficace si les organismes de logements ne disposent pas de terrains à des prix normaux, soustraits à la spéculation. Une étude est en cours visant à jeter les bases d'une politique foncière active,

Le Gouvernement a décidé que, dans le cadre des crédits prévus en 1969 pour la construction des logements sociaux, 300 millions doivent être consacrés par priorité à rachat de terrains: 200 millions pour la Société nationale du Logement et 100 millions pour la Société nationale de la Petite Propriété Terrière.

Ceci ne peut constituer qu'une première étape. Il faut ajouter que le Conseil des Ministres a également décidé que si une surchauffe se produisait en 1969, au lieu de bloquer ou de réduire les crédits comme il était procédé antérieurement, on consacrera les capitaux à l'achat de terrains pour logements sociaux.

## 1. Logements des handicapés.

La réalisation dans des groupes de logements, d'appartements spécialement adaptés aux handicapés locomoteurs sera étudiée. Une aide financière de la collectivité sera prévue afin d'adapter les loyers aux ressources des intéressés, lesquelles sont souvent inférieures à celles des personnes non handicapées.

## 5. Protection du candidat acquéreur.

Il est notoire qu'à l'heure actuelle, malgré certaines mesures prises dans le passé pour accroître la sécurité de l'acheteur d'un logement, les conventions sont rédigées de manière telle que les droits de l'acquéreur sont assez restreints.

Des solutions seront recherchées à l'effet de ramener à une plus juste mesure les risques encourus par l'acheteur d'un logement social.

## 6. Logements des personnes âgées.

A divers reprises, H a été demandé aux sociétés de construction de prévoir dans leur plan un large contingent pour les personnes âgées. Leurs logements seraient à implanter dans l'ensemble des constructions nouvelles.

## 7. Lutte contre Les taudis.

Les 400 000 taudis et les 600 000 logements insalubres mais améliorables posent des problèmes particulièrement difficiles.

Au point de vue budgétaire, des majorations de crédit sont prévues, non seulement directement mais également indirectement, sous forme d'aide aux familles nombreuses qui, bien souvent et à défaut de ressources suffisantes, constituent un contingent important des taudisards.

## 2. Huisvestingsspullen.

Het probleem waarbij een systeem voor huisvestingsspullen wordt ingevoerd, zal eerlang aangevat worden. Met dit doel zijn onderhandelingen gepland met de meest representatieve openbare en private kredietinstellingen.

## 3. Grondbeleid.

De bouw van woningen alsmede de stedelijke en de landelijke vernieuwing kunnen niet alleen worden doorgevoerd indien de huisvestingsinstellingen niet beschikken over terreinen met normale aankoopprijs die aan de speculatie werden onttrokken. Een studie is aan de gang die de basis zal uitmaken van een actief grondbeleid.

De Regering heeft beslist dat, binnen de kredieten voorzien in 1969 voor de woningbouw, 300 miljoen bij voorrang dienen te worden voorbehouden voor de aankoop van gronden; 200 miljoen voor de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting en 100 miljoen voor de Nationale Maatschappij voor de Kleine Landeigendom.

Dit kan maar een eerste stap zijn. Hieraan kan nochtans worden toegevoegd dat de Ministerraad eveneens vooropstelde, dat indien zich in 1969 een « verhitting » mocht voordoen, in plaats van, zoals in het verleden, de kredieten eenvoudig te blokkeren of te verminderen, de bedragen zouden worden bescreed aan de aankoop van gronden voor sociale woningen.

## 4. Huisvesting voor gehandicapten.

De verwegenlijkmiddelen midden de huisvestingsgroepen van speciaal aangepaste appartementen voor zich moeilijk verplaatsende gehandicapten, ligt ter studie. Een financiële hulp vanwege de coöperatieveiteit wordt overwoogen ten einde de huurprijzen aan te passen aan de inkomens van de betrokkenen: deze inkomens liggen zeer dikwijls laag dan die van de niet gehandicapten.

## 5. Verdediging van de kinderdaet-koper.

Het is algemeen bekend dat, niettegenstaande de destijds getroffen maatregelen om de veiligheid van de kopers van een woning te verhogen, op dit ogenblik de overeenkomsten dusdanig zijn voorgesteld dat de rechten van de koper zeer beperkt zijn.

Er wordt gestreefd naar een oplossing om de risico's waaraan de koper van een sociale woning zich blootstelt tot een juiste maatstaf te herleiden.

## 6. Huisvesting van bejaarden.

Herhaaldelijk werd aan de maatschappijen gevraagd dat zij, in hun plannen voor woningbouw, een ruim contingent zouden voorzien voor bejaarden, wier woningen midden in de nieuwe huisvestingsgroepen zouden worden opgenomen.

## 7. Strijd tegen de krotwoningen.

De 400 000 krotwoningen en de 600 000 ongezonde maar verbeterbare woningen, stellen ons voor zware en moeilijk op te lossen problemen.

Op de begroting voor 1969 komen belangrijke verhogeningen van de kredieten voor, zowel rechtstreeks als onrechtstreeks, nl. in de vorm van tegemoetkoming aan de grote gezinnen die zeer dikwijls en bij gebrek aan inkomens, een belangrijk gedeelte van de krotbewoners uitmaken,

La lutte contre les taudis comporte deux formes d'interventions.

a) les primes pour la démolition et l'assainissement des logements insalubres: celles-ci se répartissent comme suit sur les différents exercices:

1966 : 129 millions;  
1967 : 126 millions, soit une diminution de 3 millions;  
1968 : 126 millions;  
1969 : 136 millions, soit 10 millions supplémentaires.

b) les allocations de déménagement et les subsides octroyés en vue de couvrir partiellement le loyer du pal' des personnes évacuées de taudis ainsi que les frais d'installation dans les nouveaux logements: ceux-ci se répartissent comme suit sur les différents exercices:

1966 : 20 millions;  
1967 : 10 millions, soit une diminution de 10 millions;  
1968 : 10 millions;  
1969 : 68 millions, soit 58 millions supplémentaires,

L'aide aux familles nombreuses s'effectue sous deux formes:

a) le paiement de l'intérêt à charge de l'Etat, conformément aux arrêtés pris en la matière, pour les emprunts contractés par le Fonds du Logement de la Ligue des Familles nombreuses de Belgique. Cette aide s'est concrétisée comme suit :

1966 : 106 millions;  
1967 : 112 millions, soit 6 millions supplémentaires;  
1968 : 122 millions, soit 10 millions supplémentaires;  
1969 : 164 millions, soit 42 millions supplémentaires.

b) le remboursement aux sociétés de constructions agréées par la Société nationale du Logement, des remises de loyer qu'elles sont tenues d'accorder à leurs locataires, chefs de familles nombreuses. Cette aide s'est concrétisée comme suit:

1966: 77 millions;  
1967: 75 millions, soit une diminution de 2 millions;  
1968: 85 millions, soit 10 millions supplémentaires;  
1969: 95 millions, soit 10 millions supplémentaires.

### 3) Politique familiale.

Dans notre société de consommation et de bien-être en évolution rapide et permanente, le rôle et la structure de la famille se modifient continuellement. Par conséquent, le contenu de notre service social et familial doit s'adapter constamment et tenir compte notamment des besoins nés de la participation des femmes à la vie économique, de l'isolement de la famille en milieu urbain, des problèmes d'âge.

D'autre part, il faut que le paternalisme traditionnel fasse place à la notion de droit au service social, respectueux des conceptions de base de notre société pluraliste.

#### a) Mesures immédiates.

C'est pourquoi le Ministre a publié l'arrêté royal du 26 novembre 1968 modifiant l'arrêté royal du 19 juillet 1960, réglant l'agrément des services d'aide aux familles et l'octroi de subventions à ces services. Il rétablit l'équivalence de la

De strijd tegen de krotwoningen omvat twee vormen van toelagen:

a) de premies voor de sloping en de gezondmaking van ongezonde woningen; deze zijn als volgt over verschillende dienstjaren gespreid :

1966 : 129 miljoen;  
1967 : 126 miljoen, of 3 miljoen minder;  
1968 : 126 miljoen;  
1969 : 136 miljoen, of 10 miljoen meer.

b) de verhuiztn gstoelaegen en de toelagen voor de geheeltelijke dekking van die uit de krotwoningen gevallen" cueerde personen, de verschuldde huur en de inrichtingskosten van 111 nieuwe woning; deze zijn als volgt over verschillende dienstjaren gespreid:

1966 : 20 miljoen;  
1967 : 10 miljoen, of 10 miljoen minder;  
1968 : 10 miljoen;  
1969 : 68 miljoen, of 58 miljoen meer.

De tegemoetkoming aan de grote gezinnen geschiedt op twee manieren :

a) de betaling van de interessen ten laste van de Staat overeenkomstig de besluiten inzake leningen aangegaan bij het Woningfonds van de Bond der Kroostrijke Gezinnen van België. Deze tegemoetkoming vertoont zich als volgt :

1966 : 106 miljoen;  
1967 : 112 miljoen, of 6 miljoen meer;  
1968 : 122 miljoen, of 10 miljoen meer;  
1969 : 164 miljoen, of 42 miljoen meer.

b) de terugbetaling aan de door de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting erkende bouwmaatschappijen van kortingen op de huurprijs die zij aan de huurders, hoofden van grote gezinnen, moeren toekennen. Deze tegemoetkoming vertoont zich als volgt:

1966 : 77 miljoen;  
1967 : 75 miljoen, of 2 miljoen minder;  
1968 : 85 miljoen, of 1 miljoen meer;  
1969 : 95 miljoen, of 10 miljoen meer.

### 3) Gezinsbeleid.

In onze snel en voortdurend evoluerende welvaarts- en consumentmaatschappij, wijzigen zich gestadig zowel de karakter als de structuur van het gezin. Bijgevolg dient het karakter van ons sociaal dienstbetoon en van onze gezinshulp bestendig te worden aan gepast en moet onder meer rekening worden gehouden met de noden die geschapen worden door de inschakeling van de vrouw in het economische proces, de afzondering van het gezin in het stadsmilieu en de bejaardenproblemen.

Anderzijds moet het traditionele paternalisme de plaats ruijen voor het begrip «recht op sociaal diensttoon». De basisbegrippen van onze pluralistische maatschappij moeten hierbij geëerbiedigd worden.

#### a) Onmiddellijke maatregelen,

Om deze redenen heeft de Minister het koninklijk besluit van 26 november 1968 uitgevaardigd. Het wijzigt het koninklijk besluit van 19 juli 1960 tot regeling van de erkenning van de diensten voor gezinshulp en van de toekenning

subsidiation entre les services d'aide familiale créés par des provinces, des communes, des commissions d'assistance publique ou des associations intercommunales, et les services d'aide aux familles créés par des associations sans but lucratif.

Cette équivalence avait été rompue par l'arrêté royal du 19 juillet 1960 alors qu'elle était inscrite dans la réglementation antérieure abrogée par l'arrêté royal précité.

L'arrêté royal du 26 novembre 1965 étend le bénéfice des subsides octroyés aux services d'aide familiale lorsque ceux-ci fournissent une aide temporaire en cas de maladie d'un enfant:

a) d'une mère exerçant une activité professionnelle.

Auparavant, cette prestation n'était subsidiée que s'il s'agissait d'une mère seule, exerçant une activité professionnelle.

Le Ministre estime avoir ainsi aidé très concrètement les femmes à assumer leurs responsabilités dans la vie économique et sociale.

b) d'un père seul, exerçant une activité professionnelle.

L'ancienne réglementation ne prévoyait pas ce cas.

L'arrêté instaure également la subsidiation des services d'aide aux familles lorsque ceux-ci fournissent une aide temporaire aux familles ayant à charge une personne gravement handicapée, ou une aide temporaire à une personne gravement handicapée vivant seule.

b) Mesures à moyen terme,

Il est évident que ces mesures ne seront véritablement efficaces que si le nombre des aides familiales peut être doublé d'ici 1971, selon l'objectif de la déclaration gouvernementale.

Or, dans ce domaine on se heurte à de grosses difficultés de recrutement dues principalement à l'insuffisance des salaires.

On peut en effet penser que si, sur 8 663 aides diplômées, 2 847 seulement étaient en service au 30 juin 1968, cela tient en bonne partie au fait que les salaires fixés en 1960 à 30 F de l'heure, n'ont plus été réadaptés à la hausse du coût de la vie.

Une augmentation et une indexation de ces rémunérations semblent nécessaires afin de favoriser le recrutement d'un personnel qualifié.

Il a été également constaté qu'il se pose actuellement un nombre important de problèmes urgents de restructuration et de coordination des facteurs matériels, financiers et humains dans le domaine du service social et familial pour aboutir à une économie des efforts et à l'efficacité des services. La nécessité d'une meilleure coordination se fait sentir aussi bien au niveau des pouvoirs organisateurs qu'au niveau des usagers.

Il serait notamment hautement souhaitable que les familles puissent s'adresser à des organismes suffisamment décentralisés pour être facilement accessibles, mais regroupant tous les services familiaux. Le Ministre propose donc de doter la famille d'un ensemble de services polyvalents de façon que la famille et surtout la mère travailleuse puissent s'intégrer harmonieusement dans la société.

van de toelage aan deze diensten. Het stelt de gelijkschakeling van subsidiëring terug in onder, enerzijds, de diensten voor gezinshulp opgericht door de provincies, de gemeenten, de comrnissies van openbare onderstand of de intercommunale verenigingen, en anderzijds de diensten voor gezinshulp opgericht door verenigingen zonder winstooportiek.

Het evenwicht van subsidiëring, dat nochtans opgenomen was in de oude reglementering, werd door het koninklijk besluit van 19 juli 1960 verbroken.

Het koninklijk besluit van 26 november 1968 breidt het voordeel van de toegekende subsidies verder uit tot de diensten voor gezinshulp, op voorwaarde dat zij een tijdelijke hulp verlenen aan zieke kinderen van:

a) de moeder die een beroepsactiviteit uitoefent.

Vroeger werd deze prestatie slechts gesubsidieerd indien het een alleenstaande moeder betrof die een beroepsactiviteit uitoefende.

De Minister meent aldus de vrouwen op een zeer concrete wijze te hebben geholpen haar verantwoordelijkheid op te nemen in het economische en sociale leven.

b) de alleenstaande vader die een beroepsactiviteit uitoefent.

In de vroegere reglementering werd voor dergelijke gevallen niets bepaald.

Het besluit voert eveneens de subsidiëring in van de diensten voor gezinshulp, op voorwaarde dat zij tijdelijk hulp verlenen aan gezinnen met een zwaar gehandicapten persoon ten laste of die een tijdelijke hulp verlenen aan een zwaar gehandicapten alleenstaand persoon.

b) Maatregelen op middellange termijn.

Het ligt voor de hand dat deze maatregelen pas doeltreffend zullen worden indien tegen 1971 het aantal gezinshelpsters kan worden verdubbeld, een objectief dat reeds door de regeringsverklaring werd vooropgesteld.

Op dit vlak ondervinden wij nochtans grote recruteringsmoeilijkheden, die hoofdzakelijk te wijten zijn aan de te lage lonen,

Men kan inderdaad best begrijpen dat, indien el' van de 8663 gediplomeerde gezinshelpsters slechts 2847 in actieve dienstverband waren op 30 juni 1968, de reden hiervan grotendeels mag gezocht worden in het feit dat de lonen, die in 1960 op 30 F per uur werden bepaald, niet meer werden aangepast aan de stijging van de levensduurte.

Een verhoging en een indexering van die lonen lijken noodzakelijk ten einde de recruting van dergelijk geschoold personeel te bevorderen.

Tevens werd vastgesteld dat wij staan voor een belangrijke reeks dringende restructurerings- en coördinatieproblemen. Ze betreffen materiële, financiële en menselijke factoren op het vlak van het sociaal dienstbetoon en van de gezinshulp, ten einde te komen tot een samenbundeling van krachten en tot de doeltreffendheid der diensten. De noodzaak van een betere coördinatie dringt zich op, zowel op het niveau van de inrichtende macht als op dat van die welke beroep doen op de gezinshulp.

Het ware ten zeerste wenselijk dat de gezinnen zich konden wenden tot voldoende gedecentraliseerde Instellingen zodat zij gemakkelijk te bereiken zijn, maar die het geheel van de gezinshulp groeperen. Het ligt in de bedeeling van de Minister een tie heel van polyvalente diensten ter beschikking te stellen van het gezin, derwijze dat dit laatste, en meer bepaald de werkende arbeidster, zich op een harmonieuze wijze kunnen inschakelen in onze moderne maatschappij.

Dans ce domaine, le Ministre estime que l'Etat a un rôle dénoucraçtement ou même un rôle supplétif à jouer vis-à-vis des pouvoirs locaux et des initiatives privées.

D'autre part, il ne s'agit plus d'apporter uniquement un concours matériel, mais aussi d'offrir aux familles les services d'information, d'éducation permanente, d'accompagnement et de guidance, qui sont un encadrement indispensable pour les individus et les familles dans une société de masse.

C'est pourquoi, le Ministre estime que le moment est venu de réglementer l'agrément et la subsidiation de centres de consultations pré-matrimoniales, matrimoniales et familiales.

### c) Centre d'Etude de la Population et de la Famille.

Enfin, plus que jamais persuadé que toute politique doit se baser sur une étude permanente des structures et des besoins de la société, il y a lieu de donner un statut légal au Centre d'Etude de la Population et de la Famille et à son personnel scientifique, administratif et technique. Dans le nouveau statut légal devraient être fixées la tâche et les activités du Centre.

#### 1) Analyse des dépenses extraordinaires.

L'effort particulier qui a été prévu en 1969 pour la construction sociale est souligné par l'évolution des possibilités d'emprunt des deux sociétés nationales (en millions de francs) :

	1966	1967	1968	1969
— Société nationale du Logement ...	2211	2858	3215	1043
— Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne ...	478	625	910	1256
	2689	3483	4125	5299

Pour 1969, une augmentation de 1 milliard 174 millions de francs a donc été prévue au titre des possibilités d'emprunt.

Le Comité ministériel compétent, mandaté par le Conseil des Ministres en date du 13 septembre 1968, a fixé les programmes d'engagement au budget extraordinaire, y compris les fonds et organismes d'intérêt public.

Une tranche provisoire de 15 % a été réservée aux programmes. Cette tranche sera libérée au cours de l'examen trimestriel des programmes et au fur et à mesure de l'évolution de la situation économique et financière.

Les programmes d'engagement sont les suivants:

	Programme à 100 % (millions de F)	Programme à 85 % (millions de F)
— Société nationale du Logement ...	7005	5955
— Société nationale de la Petite Propriété Terrienne ...	1978	1681
— Fonds du Logement de la Ligue des Familles Nombreuses ...	749	636
	9732	8272

Op dit niveau oordecl[re] de Staat een o[311] moedigende of zelfs suppletieve rol moet vervullen ten opzichte van de plaatselijke overheden en van het privé-initiatief.

Daarbij volstaat het niet meer alleen materiële hulp te bieden maar moeten de gezinnen een beroep kunnen doen op allerlei diensten, o.a.: de informatie, de bestendige opvoeding, de bijstand en de raadgevingen. Deze diensten zijn de onmisbare omlijsting voor het individu en het gezin in een massa-maatschappij].

Om al deze redenen, acht de Minister het ogenblik gepast om over te gaan tot reglementering van de erkenning en de subsidering van de centra voor vóórnuwe lijks- en gezinsconsultaties.

### cl Centrum voor Bevolkings- en Gezinsstudieën

Uiteindelijk is de Minister er el[re] meer dan ooit van overtuigd dat elk gezond beleid moet steunen op een bestendige studie van de structuren en de noden van de maatschappij], en hij wenst dan ook een wettelijk statuut te verlenen aan het Centrum voor Bevolkings- en Gezinsstudien en aan zijn wetenschappelijk, administratief en technisch personeel. In het nieuwe wettelijk statuut zouden de taken en de activiteiten van dit centrum moeten worden vastgelegd.

#### 4) Ontleding van de buitengewone uitgaven.

De bijzondere inspanning voorzien in 1969 voor de sociale woningbouw wordt onderliggend door de evolutie van de leningsmogelijkheden van de twee nationale maatschappijen (in miljoenen frank) :

	1966	1967	1968	1969
— " Nationale Maatschappij voor de Huisvesting ...	2211	2858	3215	4043
— " Nationale Maatschappij voor de Kleine Landeigendom ...	478	625	910	1256
	2689	3483	4125	5299

Er is dus voor 1969 een verhoging van de leningsoverheid voorzien ten belope van 1 miljard 174 miljoen.

Het bevoegde Ministerieel Comité clat daartoe door de Ministerraad van 13 september 1968 gemachtigd werd, heeft 4e vastleggingsprogrammas op de buiteneworie heqrotin q, met inbegrip van de Ionsen en instellingen van openbaar nut, vastgelegd.

Een voorwaardelijke tranche van 15 % werd in de programma's voorbehouden. Deze tranche zal worden vrij gegeven tijdens het trimestrielonderzoek der programma's, naar gelang van de evolutie van de economische en financiële toestand.

De programma's van de vastleggingen zijn:

	Programma tot 100 % (miljoenen F)	Programma tot 85 % (miljoenen F)
— Nationale Maatschappij voor de Huisvesting ...	1005	5955
— Nationale Maatschappij voor de Kleine Landeigendom	1978	1611
— Woningfonds van de Bond der Kroostrijke Gezinnen van België ...	749	636
	9732	8272

Convertis en logements, les programmes des deux sociétés nationales ont été fixés comme suit :

— Société nationale du Logement:	
— habitations à loyer ... ... ... ...	12100
— habitations avec promesse d'achat ... ... ...	1400
— Société nationale de la Petite Propriété Terrienne ... ... ... ,	3800
	17300

L'annexe VIII reprend le programme des investissements par région.

## II. - Discussion,

### A. Considérations d'ordre général.

Avant d'aborder la discussion générale, le Ministre a tenu à rendre hommage au travail accompli par son prédécesseur, Madame De Riemaecker-Legot.

L'exposé du Ministre sur ses conceptions en matière de politique familiale et de politique du logement social a été bien accueilli par la Commission.

Les mesures qu'il a prises en matière de logement et notamment l'instauration de la prime dégressive ont rencontré l'approbation générale.

Il en est de même pour le développement de la construction sociale durant l'année 1969 et pour les projets actuellement à l'examen, qui seront proposés et réalisés à moyen et à long terme.

L'annonce d'une simplification de la réglementation en matière d'octroi des primes et d'avantages attachés à la construction sociale répond à ce que la plupart des praticiens et tous les usagers attendaient.

La lutte contre les taudis et la politique foncière sont les sujets qui semblent avoir le plus retenu l'attention de la Commission.

En matière de politique familiale, c'est l'aide à la famille, avec ses diverses implications, qui a suscité le plus de questions. L'extension du bénéfice de la législation aux handicapés, aux femmes qui travaillent et aux vieillards a recueilli l'approbation unanime des membres de la Commission.

### B. Questions sur la politique du logement.

#### 1. Politique foncière.

Un membre estime qu'il n'est pas suffisamment fait appel à l'application de l'article 14, § 1<sup>er</sup>, 8<sup>e</sup> de la loi du 27 juin 1956, qui permet à la Société nationale du logement d'acquérir les terrains nécessaires pour assurer le développement harmonieux de l'habitat social et de les céder à des sociétés immobilières de service public ou de les revendre par parcelles, sans esprit de lucre, à des particuliers, directement ou à l'intervention d'une société agréée.

Cette vente permettrait la réalisation par des particuliers de constructions moins coûteuses. D'autre part, ces constructions privées, à côté des maisons construites directement par les sociétés rompraient la monotonie qui peut résulter des complexes ayant le même caractère.

Uitgedrukt in woningen werden de bonprogramma's van de Iwce nationale maatschappijen als volgt vastgesteld:

— Nationale Maatschappij voor de Huisvesting :	
— huurwoningen ... ... ... ...	12 100
— woningen met belofte van aankoop ... ... ...	1400
— Nationale Maatschappij voor de Kleine Landeigendom ... ... ... ...	3800
	17300

In bijlage VIII is het investeringsprogramma per streek aangeduid.

### II. - Bespreking.

#### A. Beschouwingen van algemene aard.

De Minister stelde er prijs op om, vóór de opening van de algemene besprekking, hulde te brennen aan het door zijn voorganger, Mevrouw De Riemaecker-Legot, verrichte werk.

De uiteenzetting van de Minister over zijn opvattingen mzaake gezinsbeleid en volkshuisvesting werd door de Commissie gunstig onthaald.

De door hem getroffen maatregelen m.b.t. de huisvesting, en met name de invoering van de degressive premie, von den algemene bijval.

Dit geldt even eens voor het opvoeren van de bouw van volkswoningen in 1969 en voor de thans onderzochte ontwerpen die op half lange of lange termijn zullen worden voorgesteld en verwezenlijkt.

De aankondiging dat de reglementering inzake de toekenning van premies en de aan de bouw van volkswoningen verbonden voordeelen vereenvoudigd wordt, beantwoordt aan de verwachtingen van de meeste praktici en van alle gebruikers.

De krotbestrijding en het grondbeleid zijn de onderwerpen waaraan de Commissie blijkbaar het nieuwste aandacht besteedde.

Wat het gezinsbeleid betreft, werden de meeste vragen gesteld in verband met de aan het gezin verleende hulp en al wat daarmee gepaard gaat. De uitbreiding van het genot der wetgeving tot de gehandicapten, de arbeidende vrouwen en bejaarden heeft de eenparige instemming van de leden van de Commissie bekomen.

#### B. Vragen in verband met het huisvestingsbeleid.

##### 1. Grondbeleid.

Een lid is van oordeel dat men niet genoeg gebruik maakt van artikel 14, § 1<sup>er</sup>, 8<sup>e</sup>, van de wet van 27 juni 1956, waarbij de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting gemachtigd wordt de met het oog op de harmonische ontwikkeling van de volkshuisvesting nodige bouwgronden aan te kopen, ze af te staan aan bouwmaatschappijen tot nut van het algemeen of ze, zonder winstbejag, rechtstreeks of door de tussenkomst van een erkende rnaatschappij, perceelsgewijs aan particulieren te verkopen.

Deze verkoop zou particulieren in staat stellen goedkoper te bouwen. Anderzijds zouden die door particulier en opgetrokken woningen, naast de rechtstreeks door de maatschappij gebouwde huizen, de centonigheid verbreken die het gevolg kan zijn van gelijksoortige bouwwerken.

Il souhaiterait obtenir des chiffres concernant la mise à la disposition des particuliers sans but de lucre, de terrains à bâtir par les administrations communales, les intercommunales, les sociétés.

Un autre membre, tout en étant d'accord avec ces remarques, estime, pour sa part, que l'initiative de ce morcellement de terrains à destination sociale devrait être prise par les communes. Ce sont elles, en effet, qui établissent les plans parcellaires et il leur serait plus facile de prendre des initiatives en la matière. Toutefois, il estime que les sociétés agréées devraient dans leurs opérations d'achat et de revente de terrains à bâtir, prendre comme bases les plans déjà approuvés. D'autre part, le Ministre pourrait envisager de déposer un projet de loi décrétant l'obligation, pour les sociétés agréées et les communes, de lotir les terrains qu'elles possèdent et de les revendre à des personnes à revenus modestes. Ce serait là un moyen efficace de combattre la spéculation.

Le Ministre convient que la politique foncière influence, au premier chef, la politique du logement. Il a fait connaître ses conceptions en la matière dans l'exposé général.

En attendant les réformes législatives nécessaires pour établir une série de contraintes, tant pour les particuliers que pour les administrations publiques, en vue de mettre à la disposition des personnes à revenus modestes des terrains destinés à la construction, il estime que certaines mesures immédiates peuvent être prises.

C'est ainsi qu'il a donné pour instructions aux deux sociétés nationales de prélever globalement 300 millions sur les crédits ordinaires mis à leur disposition, afin d'augmenter leurs réserves déjà importantes de terrains et pouvoir, de cette façon, influencer le marché. D'autre part, il est bien entendu que, si l'on se trouvait devant une surchauffe de la construction, les crédits qui ne pourraient pas être utilisés directement dans ce domaine seraient consacrés à l'achat, par les deux sociétés nationales, de terrains à bâtir.

D'autre part, le Ministre a formellement invité les deux sociétés nationales à intensifier la vente de parcelles de terrains à des personnes à revenus modestes.

Les statistiques des opérations de « revente » déjà effectuées, fournies par l'Administration, s'établissent comme suit:

#### a) S.N.L.

La société « Ons Dak » d'Ypres a été autorisée, le 22 octobre 1968, à vendre 8 parcelles d'un total de 59 a 94 ca à des particuliers pour la construction de leur logement à Reningelst. Actuellement 5 parcelles sont vendues. Mise à prix: 75 F le m<sup>2</sup>, soit au total: 449500 F. Les acquéreurs doivent être de condition modeste et répondre à certaines conditions réglementaires régissant l'octroi de la prime à la construction. En outre, ils doivent s'engager à construire dans les 2 ans qui suivent l'acquisition du terrain.

#### b) S.N.P.P.T.

En 1967 : la société nationale a vendu 106 parcelles, pour une superficie totale de 9 ha 57 a 81 ca.

En 1968 : ces opérations ont concerné 86 parcelles, pour une superficie totale de 8 ha 18 a 51 ca.

Een lid wenste de cijfers te kennen m.b.t. die bouwgronden die door de gemeen te bestuullen. Je intercouuunale maatschappijen en de maatschappijen zonder winstbejag, ter beschikking van particulieren worden gesteld,

Een ander lid meent, hoewel hij het cens is met die opmerkingen, dat het initiatief voor deze grandverkaveling met sociale doeleinden zou moeten liggen van de gemeenten.

Het zijn deze irnmers die de plannen van de perceelen opnemen, en zij zouden het gemakkelijker hebben ter zake initiatieven te nemen. Hij is nochtans van oordeel dat de erkende maatschappijen, bij hun verrichtingen inzake aankoop en verkoop van bouwgronden, de reeds goed gekende plannen tot grondslag zouden moeten nemen. Anderzijds zou de Munster de indienst aan een wetsontwerp kunnen overwegen, waarbij de erkende maatschappijen en de gemeenten verplicht worden de bouwgronden die zij bezitten te verkavelen en ze te verkopen aan personen met bescheiden inkomen. Dit zou een doeltreffend middel zijn om speculatie tegen te gewen,

De Minister is het ermede eens dat het grondbeleid in de eerste plaats een invloed heeft op het huisvestingsbeleid. Hij heeft zijn opvattingen ter zake uiteengezet in de algemene toelichting.

Hij meent dat, in afwachting van hervormingen langs wetgevende weg, die nodig zijn, zowel voor particulieren als voor de overheid, om een reeks verplachtingen in te voeren ten einde bouwgronden ter beschikking te stellen van particulieren met bescheiden inkomen. Sommige maatregelen met onmiddellijke uitwerking kunnen getroffen worden,

In dat verbaud heeft hij aan de twee nationale maatschappijen opdracht gegeven van de gewone te huren beschikking staande kredieten een globaal bedrag van 300 miljoen te besteden om hun goede aanzienlijke reserves aan gronden te vergroten en zodoende de markt te kunnen beïnvloeden. Mocht men echter een overdreven spanning in het bouwbedrijf vaststellen, dan moeten de kredieten welke niet onmiddellijk voor de bouw kunnen aangewend worden, door de twee nationale maatschappijen besteed worden voor de aankoop van bouwgronden.

Verder heeft de Minister de twee nationale maatschappijen er formeel toe aangezet een groter aantal bouwpercelen te verkopen aan personen met een bescheiden inkomen.

De door de administratie verstrekte statistieken betreffende de reeds uitgevoerde « herverkoopverrichtingen » vertonen zich als volgt:

#### a) N. M. II.

De maatschappij « Ons Dak » te Ieper heeft op 22 oktober 1968 de machtiging gekregen om acht percelen met een totale oppervlakte van 59 a 94 ca te verkopen aan particulieren die hun woning zullen bouwen te Reningelst. Tot nu toe zijn vijf percelen verkocht. De prijs bedraagt 75 F per m<sup>2</sup>, dit is in totaal 449 500 F. De kopers dienen een bescheiden inkomen te hebben en te voldoen aan de voorwaarden inzake de toekenning van de bouwpremie. Bovendien moeren zij de verbintenis aan te gaan om huis te bouwen binnen de twee jaar na de aankoop van de grond.

#### b) N. M.K. L.

In 1967 heeft de nationale maatschappij 106 percelen verkocht met een totale oppervlakte van 9 ha 57 a 84 ca.

In 1968 werden 86 percelen verkocht met een totale oppervlakte van 8 ha 18 a 51 ca.

Le Ministre est convaincu du grand intérêt que peut représenter la collaboration des communes et des intercommunales à la réalisation d'une politique foncière.

Cependant, il n'est pas compétent pour prendre directement des mesures dans ce secteur. Il interviendra toutefois auprès de son collègue de l'Intérieur, afin d'obtenir de sa part la compréhension la plus grande quant au rôle que les communes pourraient jouer en l'occurrence.

En réponse à une question précise, le Ministre signale que la Commission officieuse de la politique foncière, qui a été constituée par les Ministres De Riemaecker et De Saeger, ne s'est plus réunie depuis longtemps. Cette Commission avait suspendu ses travaux sous le précédent gouvernement.

## 2. Lutte contre les taudis.

Certains membres ayant [José une série de questions en ce qui concerne la politique de lutte contre les taudis, les Ministres répondent ce qui suit:

### a) "Application de l'article 11 de la loi du 7 décembre 1953."

En vertu de l'article II de la loi du 7 décembre 1953, le département intervient pour rembourser aux communes le prix des immeubles déclarés insalubres qu'elles ont achetés ou expropriés pour ensuite les démolir, déduction faite du prix du terrain. Cette intervention est incontestablement généreuse; toutefois, les demandes ne sont reçues par l'Administration que si les taudis sont groupés par trois au moins. Or, en général, les taudis sont épargnés dans les localités et même dans tout le pays. Il est regrettable que, pour les taudis isolés, les subsides ne soient pas versés aux communes.

D'autre part, il serait utile de modifier l'article II de la loi du 7 décembre 1953 modifiée par la loi du 27 juin 1956, de façon que les communes puissent faire reconstruire, sur base de cet article, en lieu et place des taudis qu'elles font démolir, un logement social.

Le Ministre estime que le but poursuivi peut être atteint en établissant une coordination suffisante entre la démolition des taudis et la construction de nouveaux logements sociaux.

Il s'efforce actuellement d'établir cette coordination en imposant aux deux sociétés de réservier une certaine quotité des capitaux qu'elles sont autorisées à investir, aux communautés qui font démolir, afin que les sociétés agréées puissent créer de nouveaux logements sociaux. Les instructions dans ce sens seront renforcées.

Inscrire une disposition formelle de ce genre dans la loi risquerait, dans certains cas, de freiner le timing de construction des deux sociétés nationales en cas de retard. Outre négligence de certaines communes ou encore à raison de la lourdeur de la procédure qu'il faudrait mettre sur pied en exécution d'un texte légal.

La méthode qui consiste pour le Ministre à ordonner aux sociétés nationales de réservier des logements nouveaux en remplacement des taudis abattus est à la fois simple et efficace; il est inutile, pour atteindre le but poursuivi, de modifier la loi.

\* \* \*

De Ministre est ervan overtu dat de uitdewerking van de gemeenten en de intercommunale verenigingen van groot belang is voor de goede verwezenlijkiing van een grondbeleid.

Hij is evenwel niet bevoegd om rechtsstreeks in die sector maatregelen te treffen. Niettemin zal hij er bij zijn collega van Binnenlandse Zaken op aandringen een zo ruim mogelijk begrip aan de dag te leggen voor de rol die de gemeenten hierin kunnen spelen.

Als antwoord op een bepaalde vraag deelt de Minister mee dat de officieuze commissie voor de grondbeleid, die opgericht werd door de Ministers De Riemaecker en De Saeger, sinds lang niet meer is bijeen gekomen. Bedoelde commissie had haar werkzaamheden opgeschorst onder de vorige regering.

## 2. Krotbestrijding.

Duur sommige leden een reeks vragen hebben gesteld wat betreft de politiek tot bestrijding van de krotwoningen, heden de Minister geantwoordt wat volgt:

### a) Toepassing van artikel II Jan de 10e januari 7 decembre 1953.

Krachtens artikel 11 van de wet van 7 december 1953 verleent het departement toelaan om aan de gemeenten, na afbreken van de prijs van de grond, de prijs terug te betalen van de ongezond verklaarde woningen die zij met het oog op de sloping gekocht of onteigend hebben. Deze toelage is onbetwistbaar een vrijgevigheid: de aanvragen worden door de administratie evenwel alleen in aanmerking genomen indien het gaat om een groep van ten minste drie krotwoningen. Nu zijn de krotwoningen over het algemeen verspreid in de gemeenten en zelfs over het gehele land. Het valt te betreuren dat aan de gemeenten geen subsidies toegekend worden voor alleenstaande krotwoningen.

Anderzijds ware het nuttig artikel II van de bij de wet van 27 juni 1956 gewijzigde wet van 7 december 1953 te wijzigen, zodat de gemeenten, op grond van dat artikel, op de plaats van de door hen afgebroken krotten volkswoningen kunnen oprichten.

De Minister is van oordeel dat het nastreefde doel kan worden bereikt via een voldoende coördinatie tussen de afbraak van de krotten en de bouw van nieuwe volkswoningen.

Op dit ogenblik tracht hij zulks te bereiken door de beide maatschappijen te verplichten een bepaald deel van de kapitalen welke zij mogen investeren, te reserveren voor de gemeenten die krotten doen afbreken om de erkende maatschappijen in staat te stellen nieuwe volkswoningen te bouwen. Er zullen nog verdere instucties in die zin worden gegeven.

Als een soortgelijke formele bepaling in de wet zou worden opgenomen, dan zou zulks in sommige gevallen het door beide nationale maatschappijen geplande tijdschema voor de bouw kunnen vertragen waardoor eerder gemeente met de werkzaamheden zou achterstaan of de zaken op hun beloop zou hebben gelaten, of ook nog ten gevolge van de omslachtige procedure die krachtens een wettelijke tekst zou moeten worden gevolgd.

De methode die naar het oordel van de Minister moet worden gevolgd en die erin bestaat aan de nationale maatschappijen voor te schrijven nieuwe woningen te reserveren ter vervanging van gesloopte krotten, is tegelijk eenvoudig en doeltreffend; de wet hoeft daartoe niet te worden gewijzigd.

\* \* \*

Un autre membre de plaint de la lenteur de la procédure et du fait que le relogement des taudis évacués des logements insalubres soit si difficile. Il estime qu'il y a un manque de coordination manifeste au niveau de l'exécution et que c'est surtout auprès des Comités d'acquisition qu'il faudrait accélérer la procédure. D'autre part, la coordination devrait être établie avec le Département de l'Intérieur, qui interdit souvent aux communes d'acquérir des terrains à lotir. Il faudrait revoir toute la situation pour permettre aux communes de poursuivre une politique foncière active. En conclusion, il demande que, pour renforcer la lutte contre les taudis, le Ministre accorde une attention particulière à la simplification de la procédure.

Le Ministre admet que le problème des taudis est très complexe; néanmoins il essaiera, dans toute la mesure du possible et spécialement dans les régions où la situation est la plus critique, d'établir une meilleure synchronisation entre la disparition des taudis et le relogement des occupants. Les moyens de simplifier la procédure ne sont pas nombreux et cette question est à l'étude au Département. Il faut se rendre compte qu'il n'est pas possible de résoudre tous les problèmes simultanément. Le standing de la population évolue très rapidement, de telle sorte que les critères à appliquer dans la détermination des taudis deviennent de plus en plus sévères.

#### b) Application de l'article 8 de la loi du 7 décembre 1953.

En ce qui concerne le minimum de trois logements exigé pour l'intervention du département sur base de l'article 8 de la loi de 1953, il est justifié par l'interprétation du mot « ensemble » prescrit par la loi. Cependant, il est bien évident que, lorsqu'il s'agit de l'expropriation d'un ensemble de taudis, une rue par exemple, il admet régulièrement que: des maisons salubres isolées, encadrées de maisons insalubres inaccessibles, soient déclarées taudis au même titre que les autres. D'autre part, il faut se rendre compte que le Ministre ne peut malheureusement pas faire de la rénovation, étant donné qu'il est lié par la notion stricte d'insalubrité.

#### 3. Primes dégressives.

Tout en marquant leur accord sur les mesures prises en matière de primes dégressives, certains membres estiment que celles-ci sont insuffisantes et que le Ministre aurait pu baser la dégressivité sur des différences de 1 000 F au lieu de les fonder sur des différences de: 10 000 F.

Un autre membre estime que certains demandeurs de primes dégressives, c'est-à-dire ceux dont les revenus se situent entre 130 000 et 160 000 F, n'ont pas les mêmes avantages que les demandeurs appartenant aux autres catégories.

C'est essentiellement pour des raisons budgétaires que la dégressivité ne pouvait pas s'établir par tranches de 1 000 F. La réforme appliquée constitue une première étape, mais il est bien évident qu'à l'avenir, le système prononcé par le membre pourrait être envisagé. D'autre part, dans l'état actuel de la réglementation, les demandeurs de primes dégressives mariés depuis moins de quatre ans et dont les revenus se situent entre 130 000 et 160 000 F sont désavantagés. Cette situation vient d'être révélée et il y a lieu de procéder à une légère adaptation du texte de l'article 6, § 2, de l'arrêté royal du 1er août 1967 en matière de primes

Een ander lid klaagt erover dat de rechtspleging traag verloopt en dat de wederhuisvesting van de bewoners die ongezonde woningen moeten verlaten, heel moeilijk is. Hij is van mening dat er een duidelijk gebrek aan coördinatie bestaat op het gebied van de uitvoering en dat de rechtspleging vooral bij de aankoopcomités dient bespoedigd te worden. Anderzijds zou de coördinatie moeten tot stand gebracht worden met het departement van Binnenlandse Zaken, hetwelk de gemeenten vaak verbiedt verkavelingsterreinen te kopen. De ganse toestand zou moeten herzien worden orn de gemeenten in staat te stellen verrader een actie grotendeels te voeren. Tot besluit vraagt hij dat de Minister, om de krotbestrijding te verruimen, een bijzondere aandacht zou schenken aan de vereenvoudiging van de rechtspleging.

De Minister geeft toe dat het probleem van de krotwoningen zeer ingewikkeld is. Niettemin zegt hij poging, in de mate van het mogelijk en vooral in de streken waar de toestand het nieuwst kritisch is, een betere synchronisatie tot stand te brengen tussen het slopen van de krotwoningen en de wederhuisvesting van de bewoners. De middelen om de rechtspleging te vereenvoudigen zijn niet talrijk en het Departement bestudeert het probleem. Men moet gaan inzien dat het niet mogelijk is alle problemen gelijktijdig op te lossen. De levensstandaard van de bevolking evolueert zeer snel, zodat de criteria die voor het bepalen van de krotwoningen toegepast worden steeds strenger worden.

#### b. Toepassing van artikel 8 Jan de wet Vlnr 7 december 1953.

Het minimum van drie woningen dat vereist is voor de tussenkomst van het Departement op grond van artikel 8 van de wet van 1953, is verantwoord door de interpretatie van het door de wet voorgeschreven « complex ». Nogtans ligt het voor de hand dat het Departement, wanneer het gaat om de onteigening van een krotwoning complex, b.v. een straat, normaal aanneemt dat alleenstaande gezonde woningen die tussen niet te verbeteren ongezonde woningen staan even goed als die andere als krotwoningen worden beschouwd. Anderzijds moet men inzien dat de Minister van het Gezin en van de Huisvesting ongetwijfeld niet tot vernieuwingen kan overgaan, daar hij door het strikte heggrip « ongezondheid » is gebonden.

#### 3. Degréssieve premies

Ofschoon zij akkoord gaan met de inzake degréssieve premies getroffen maatregelen, menen sommige leden dat niet ver genoeg is gegaan en dat de Minister de degréssiviteit had kunnen baseren op verschillen van 1 000 F in plaats van 10 000 F.

Een ander lid meent dat sommige aanvragers van degréssieve premies, met name die wier inkomen tussen 130 000 en 160 000 F ligt, niet dezelfde voordeelen genieten als de aanvragers van de andere categorieën.

Het is voornamelijk om budgettaire redenen dat de degréssiviteit niet volgens tranches van 1 000 F kon vastgesteld worden. De toegepaste hervorming is een eerste stap, doch het is duidelijk dat het door het lid voorgestelde systeem in de toekomst zou kunnen worden beoogd. Anderzijds, ingevolge de huidige stand van de reglementering, zijn de aanvragers van degréssieve premies die sedert minder dan vier jaar getrouwd zijn en wier inkomen tussen 130 000 en 160 000 F ligt, benadeld. Bedoelde teestand is pas aan het licht gekomen en een lichte aanpassing van de tekst van artikel 6, § 2, van het koninklijk

à la construction, modifié: par les arrêtés royaux des 5 février 1968 et 22 novembre 1968, ainsi que d'l! texte de l'article 5, ~ 2, de l'arrêté royal du 10 lotit. 1967 sur les primes à l'achat. .

Le Département de la Famille et du Logement est chargé de préparer les modifications en question.

#### 4. Logements réservés à la location.

Un membre estime qu'il faudrait intensifier la construction de logements locatifs. Il demande quel est le nombre de logemcnt sociaux donnés en location pour l'ensemble du pays. Il attire, en outre, l'attention du Ministre sur le fait que beaucoup de taudis évacués sont occupés par des vieillards parce que le loyer est insignifiant. Il insiste pour que le Ministre s'efforce d'améliorer le sort des vieil" Jards et pour qu'il exige, ainsi qu'il l'a promis, que des logements leur soient destinés dans les nouveaux complexes il construire. Les logements pour personnes âgées devraient bénéficier d'une priorité.

En 1969, 12 100 logements seront réservés, par la Société nationale du Logement à la location, contre 1 400 logements réservés à l'achat. Cette proportion semble équitable: en effet, il ne faut pas oublier que certains éléments de la population aspirent à devenir propriétaires de leur habitation.

Le nombre de logements sociaux existants dans chaque province est réparti comme suit :

Anvers	22539
Brabant...	28938
Flandre Occidentale	11 060
Flandre Orientale	14 612
Hainaut	26557
Liège	22544
Limbourg	7646
Luxembourg	902
Namur	2453
Total....	137 148

#### 5. Répartition des 5 000 logements supplémentaires.

Selon un membre, le crédit spécial consacré aux 5 000 logements supplémentaires serait utilisé en créant des complexes de 200 logements. Il n'est pas certain que, dans les régions défavorisées, on trouve des locataires pour des blocs aussi importants. Si, pour développer la politique de construction par la préfabrication et l'industrialisation, il est préférable de faire des adjudications groupées, n'est-il pas dangereux de créer dans certaines régions des groupes aussi importants de logements? Ne serait-il pas possible qu'une répartition soit faite par groupe de 40 logements par exemple?

Le Ministre signale que le système actuel d'éparplement ne donnant pas satisfaction, ij a estimé que, pour 5 000 log" meurs supplémentaires, il était possible aux sociétés, dans un nombre limité de régions, de construire au moins 100 loge" meurs pal' adjudication. Il est bien évident que ce système ne sera pas réalisable partout, mais néanmoins il sera possible de commencer les adjudications groupées. C'est ainsi qu'on pourrait adjuger en bloc 100 logements mais néanmoins admettre une répartition dans un rayon déterminée Un autre système consisterait également à faire une adjudication groupée, la construction des logements pouvant se répartir sm des années successives. L'es-

besluit van 10 au qustus 1961 inzake degressieve premies, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 5 februari 1968 en 22 november 1968, evenals van de tekst van artikel 5, § 2, van het koninklijk besluit van 10 augustus 1967 betreffende de aankooppremies dringt zich op.

Het Departement V8n het Gezin en van de Huisvesting is belast met de voorbereiding van bedoelde wijzigingen.

#### 4. Huurlooninoen...

Een lid meent dat de bouw van huurwoningen zou moeten worden opgedreven. Hij informeert naar het aantal verhuurde volkswoningen voor het land in zijn geheel. Hij vestigt bovendien de aandacht van de Minister op het feit dat tal van ontruimde krotwoningen door ouderlingen bewoond worden, orndat de huur ervan zeer gering is. Hij dringt erop aan dat de Minister het lot van de ouden van dagen zou trachten te verbeteren en dat hij zou eisen dat voor hen, zoals beloofd, woning en zouden worden voorbehouden in de te bouwen nieuwe complexen. De woningen voor bejaarden zouden voorrang moeten hebben.

In 1969 zullen door de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting 12 100 woningen voor verhuring voorbehouden worden, tegenover 1 400 voor aankoop. Die verhouding lijkt hillijk: men vergete immers niet dat sommige lagen van de bevolking eigenaar van hun woning wensen te worden.

Het aantal in Iedere provincie bestaande volkswoningen is verdcld als volgt:

Antwerpen	22539
Brabant...	28838
West-Vlaanderen	11 060
Oost- Vlaanderen	14612
Henegouwen	26557
Luik	22544
Limburg	7646
Luxemburg	902
Namen	2453
Totaal	137 148

#### 5. Verdeling !Jan de 5 000 bijkomende woningen.

Volgens een lid zou het speciaal krediet voor de 5 000 bijkomende woningen aangewend worden voor de bouw van complexen van 200 woningen. Het is niet zeker dat in de achtergebleven strken huurders worden gevonden voor zulke complexen. Zo voor de aanwending van bouwformules waarbij prefabricage en industrialisatie betrokken zijn, aanbestedingen in groepsverband te verkiezen zijn, is het niet gevaarlijk de bouw van zulke belangrijke woningencomplexen in bepaalde streken tot stand te brengen? Is een verdeling per groep, hijvoorbeeld van 40 woningen niet mogelijk?

De Minister wijst erop dat, aangezien de huidige verspreiding geen voldoening schenkt, hij heeft geoordeeld dat voor 5 000 bijkomende woningen het voor de maatschappijen mogelijk was in een beperkt aantal streken ten minste 100 woningen bij aanbesteding te bouwen. Klaarblijkelijk is dit systeem niet overal toepasselijk, maar toch kan reeds tot gegroepeerde aanbestedingen worden overgegaan. Zo zouden 100 woningen te zamen aanbested kunnen worden, die nochtans in een gebied met een gegeven straal gespreid zouden zijn. Een andere mogelijkheid is nog tot een gegroepeerde aanbesteding over te gaan, maar de woningen zouden den tijdens opeenvolgende jaren gebouwd worden. Het

sentiel est de pouvoir grouper les commandes afin de donner aux préfabriquants des séries suffisantes à exécuter.

Un autre membre demande des explications en ce qui concerne le principe de la construction de logements sociaux à proximité des complexes industriels.

Le Ministre répond que ce qui a été fait à Wachtebeke et à Zelzate avec la collaboration de Sidmar, peut être recommandé dans d'autres régions du pays, pour d'autres industries. Le *Moniteur belge* du 15 janvier 1969 publie les arrêtés pris en la matière.

#### *6. Fonds du Logement.*

Un membre estime que le véritable moyen de réaliser une politique en matière de logement est la constitution d'un Fonds semblable à celui qui existe aux Travaux publics pour les routes. Il demande au Ministre quelles seraient les modalités de constitution et de fonctionnement de ce Fonds.

Le Ministre répond que la création d'un Fonds du Logement est le seul moyen d'établir un financement stable et une programmation valable. Toutefois, il ne peut être réalisé du jour au lendemain. Il s'efforcera d'obtenir un accord en la matière parce qu'il estime que la constitution de ce Fonds est essentielle pour la politique du logement.

#### *7. Logements pour vieillards - Coordination entre les services de la Santé publique et du Logement.*

Un membre demande s'il y a coordination entre le Département de la Santé publique et celui de la Famille et du Logement. Il est certain qu'il y a manque de logements pour les isolés, les handicapés et les vieillards. Mais lorsqu'une C. A. P. construit en qualité de maître d'ouvrage, elle reçoit des subsides, à raison de 60 %, du Ministère de la Santé publique. Il estime que les sociétés agréées sont plus compétentes pour la construction de logements pour vieillards.

Le Ministre répond que les cas où les C. A. P. construisent elles-mêmes ce genre de logements deviennent de plus en plus rares et, dans cette hypothèse, les sociétés agréées sont toujours les intermédiaires techniques des C. A. P. Il arrive de plus en plus souvent aujourd'hui que les commissions s'entendent avec les sociétés. Lorsque ces dernières construisent des logements simples pour les vieillards, les C. A. P. demandent fréquemment à réservé un certain nombre de ces logements au profit des vieillards plus déshérités qu'elles soutiennent. Dans ce cas, elles s'engagent à payer les loyers en tout ou en partie. Les rapports entre les sociétés agréées et les C. A. P. sont en général satisfaisants.

#### *8. Code du logement.*

Un membre fait remarquer que la loi du 22 juin 1956 prescrit une coordination de la réglementation du logement. Il demande si l'on peut s'attendre, à bref délai, au dépôt d'un projet de loi en la matière.

Le Ministre répond que ses services ont préparé, avec d'autres collaborations, la coordination de la réglementation

voornaamste is het groeperen van de bestellingen, zodat de bouwers van geprefabriceerde woningen in voldoende reeksen kunnen voorzien.

Een ander lid vraagt uitleg over de bouw van volks-woningen in de buurt van industriële complexen.

De Minister antwoordt dat wat te Wachtebeke en Zelzate met medewerking van Sidmar is gedaan in andere streken van het land voor andere industrieën kan herhaald worden. In het *Balgisch Staatsblad* van 15 januari 1969 zijn de desbetreffende besluiten bekendgemaakt.

#### *6. Fonds voor de Huisvesting.*

Een lid meent dat het beste middel om een huisvestingsbeleid te voeren erin bestaat een Fonds op te richten in de aard van het Wegenfonds dat bij Openbare Werken bestaat. Hij vraagt aan de Minister welke de modaliteiten inzake de oprichting en de werking van dat Fonds zouden zijn,

De Minister antwoordt dat de oprichting van een Fonds voor de Huisvesting het enige middel is om over een stabiele financiering en een degelijke programmering te beschikken. Het kan nochtans niet in een handomdraai in het leven worden geopenen. Hiervoor zal alles in het werk gesteld worden om een akkoord ter zake te bekomen, daar volgens hem de oprichting van dat Fonds van essentieel belang is voor het huisvestingsbeleid.

#### *7. Woningen voor de oude en degenen - Coördinatie tussen de diensten van Volksgezondheid en van Huisvesting.*

Een lid vraagt of er een coördinatie bestaat tussen het Departement van Volksgezondheid en dat van het Gezin en van de Huisvesting. Er is ongetwijfeld een tekort aan woningen voor alleenstaanden, minder-validen en ouders van degenen. Maar wanitereen een C. O. O. als opdrachtgever tot het bouwen overgaat krijgt zij van het Ministerie van Volksgezondheid subsidies ten belope van 60 %. Naar zijn mening zijn de erkende maatschappijen meer bevoegd inzake woningbouw voor ouders van degenen.

De Minister antwoordt dat de gevallen waarin de C. O. O.'s zelf zulke woningen bouwen steeds zeldzamer worden, en als zij het toch doen, dan laten zij de technische uitvoering altijd over aan de erkende maatschappijen. Tegenwoordig werken de commissies steeds meer in verstandhouding met die maatschappijen. Wanneer die maatschappijen eenvoudig woningen voor bejaarden bouwen, komt het vaak voor dat de commissies een aantal ervan wensen voor te behouden voor de armste bejaarden aan wie zij onderstand verstrekken. In dat geval gaan zij de verbintenis aan de hulpgeldsoen gehad of gedeeltelijk te betalen. Over het algemeen zijn de betrekkingen tussen de erkende maatschappijen en de C. O. O.'s bevredigend.

#### *8. Wetboek van de huisvesting.*

Een lid merkt opdat de wet van 27 juni 1956 een coördinatie van de huisvestingsreglementering voorschrijft. Hij vraagt of de indiening van een wetsontwerp ter zake binnenkort mag verwacht worden.

De Minister antwoordt dat zijn diensten, met medewerking van andere, de coördinatie van de bestaande regelingen

existante et que le projet définitif sortira dans un délai raisonnable,

#### C. Questions relatives à la politique familiale,

Plusieurs membres s'émeuvent du fait que les aides familiales en service ne sont pas suffisamment nombreuses par rapport à celles qui ont été formées. Ils rendent responsable de cet état de chose la modicité de l'intervention du Département en faveur des services, ce qui empêche ces derniers de rémunérer convenablement les aides Familiales qu'ils engagent. D'autre part, il convient de mieux indemniser les aides qui participent aux journées de recyclage périodique, en raison du fait que ces journées leur occasionnent une perte appréciable de salaire, puisqu'elles consacrent à l'étude des heures qu'elle auraient pu destiner à un travail renouvelé. L'indemnité de 50 F qu'on leur accorde est franchement dérisoire.

Certains membres signalent le danger de concurrence entre services que risque d'entraîner la mise sur le même pied des services privés et des services publics réalisée par l'arrêté royal du 26 novembre 1968,

En effet, les services publics, donnent à leurs aides familiales des traitements plus importants que les salaires annuels que peuvent toucher les aides travaillant pour des services privés. Il faudrait créer une base d'égalité à cet égard et pour cela, établir entre le Ministre de la Santé publique, le Ministre de l'Intérieur et le Ministre de la Famille et du Logement une coordination efficace.

D'autres membres voudraient que, dans les subsides réservés aux aides familiales, une distinction nette soit opérée entre ceux destinés aux aides familiales et ceux réservés aux aides seniors, travaillant pour les vieillards.

Un membre signale que la plupart des aides familiales sont polyvalentes. Cette formule a ses préférences. Il soulève toutefois le cas des familles ayant à charge un handicapé. Il faudrait, pour soulager ces familles, le secours d'une aide familiale expérimentée et ayant la psychologie requise pour intervenir efficacement.

Il est adversaire des aides spécialisées, mais il faudrait que le Département fasse des expériences-pilotes sur l'intervention d'aides polyvalentes auprès de familles de handicapés, afin d'en tirer des conclusions.

Le même membre critique la réglementation selon laquelle une jeune fille sortant d'une école professionnelle... (A 3) à l'âge de 18 ans, après avoir reçu six ans de formation dans laquelle intervient des cours de psychologie et de puériculture, ne peut travailler d'emblée comme aide familiale. Cette situation est d'autant plus regrettable que ces jeunes filles ont très peu de débouchés.

#### Réponse du Ministre.

##### a, l'Wajoration des interventions de l'Etat,

Le Ministre reconnaît que les difficultés de recrutement et de maintien en service des aides familiales sont importantes. Les statistiques en la matière donnaient, en juillet 1968, 8900 diplômées environ dont y, approximativement étaient en service. Il est vrai que ce nombre a été amélioré depuis lors, car au 31 décembre 1968, on comptait 750 aides familiales environ en service. Ce nombre fluctue toujours et d'un trimestre à l'autre, on peut noter des différences importantes. Néanmoins, la disproportion entre les aides diplômées et celles qui sont en service est trop grande, il y a plusieurs causes à cette situation et notamment l'inter-

ventioning hebben voorbereid en dat het definitieve ontwerp binnen afzienbare tijd het licht zal zlen.

#### C Vragen in verband met de gezinspolitiek,

Verscheidene leden wijzen erop dat er niet voldoende gezinshelpsters zijn in verhouding tot het aantal dat daar toe is opgeleid. Voorts die stand van zaken stellen zij het departement verantwoordelijk, dat de desbetreffende diensten te geringe subsidies toekent, zorlat die de door hen tewerkgestelde gezinshelpsters niet behoorlijk kunnen betalen. Voorts moeten de helpsters die deelnemen aan de periodieke herscholingscursussen, beter beloond worden omdat die lessen hen een groot deel van hun salaris doen verliezen, aangezien zij daarvoor een aan taluren moeren oponderferen welke zij anders aan beloond arbeid kunnen besteden. De desbetreffende vergoeding, die 50 F bedraagt, is gewoon, bespottelijk.

Sommige leden wijzen op het gevaar voor mededinging tussen de diensten onderling, dat is ontstaan uit het feit dat het koninklijk besluit van 26 november 1968 de particuliere en de openbare diensten voor gezinshulp op gelijke voet heeft gescreld.

Inderdaad, de openbare diensten keren hun gezinshelpsters een hogere beloning uit dan het jaarsalaris dat de particuliere diensten aan hun personeel kunnen geven. Op dat punt van zaken moet er gelijkheid bestaan, en daartoe dient tussen de Ministers van Volks gezondheid, van Binnenlandse Zaken en van het Gezin en van de Huisvesting een doelmatige samenwerking in het leven te worden geroepen.

Andere leden wensen dat een duidelijk onderscheid wordt gemaakt tussen de subsidies voor gezinshelpsters en die voor seniorhelpsters, die zich met bejaardenzorg bezighouden.

Een lid wijst erop dat de meesten helpsters in beide takken werkzaam zijn. Die formule heeft trouwens zijn voorkeur. Nochtans wil hij vooral wijzen op de toestand waarin de gezinnen met een gehandicapte verkeren. Voor die gezinnen is een ervaren helpster nodig, die de vereiste psychologische kennis bezit om doeltreffend te kunnen optreden.

Hij verklaart tegenstander te zijn van gespecialiseerde helpsters, maar volgens hem zou het departement proefnemingen moeten doen met polyvalente helpsters in gezinnen met gehandicapten, ten einde daar conclusies uit te kunnen trekken.

Hetzelfde lid kritiseert de reglementering volgens welke een meisje dat op 18+1/2 leeftijd uit een vakschool (A3) komt, na gedurende zes jaar te zijn opgeleid en onder meer lessen in psychologie en kinder verzorging te hebben gevolgd, niet dadelijk als gezinshelpster tewerkgesteld mag worden. Dat is des te meer te betreuren, daar die meisjes slechts heel weinig werkgelegenheid hebben.

#### Antwoord [Jande Minister]

##### a. Verhoging van de rijkssubsidie.

De Minister geeft toe dat er grote moeilijkheden rijzen om gezinshelpsters aan te trekken en in dienst te houden. Volgens de desbetreffende statistieken waren er in juli 1968 ongeveer 8900 gediplomeerden, van wie zowat 750 in dienst waren. Weliswaar is daarin sedertdien verbetering getreden, aangezien er op 31 december 1968 ongeveer 750 gezinshelpsters werkzaam waren. Dat getal verandert bij voortdurend, en van het ene tot het andere kwartaal noteert men aanzienlijke verschillen. Desniettemin is de wanverhouding tussen het aantal gediplomeerde en in dienst zijnde helpsters al te groot. Daarvoor kunnen verschillende

ventrón limitée de l'Etat. A ce sujet, le Ministre signale que ses services examinent diverses propositions tendant à majorer l'intervention en faveur des services d'aide aux familles. Les montants pourraient être rattachés aux fluctuations de l'indice des prix et la consommation.

Une autre proposition tend à accorder aux aides familiales, au moment du recyclage, une indemnité de 150 F au lieu du montant actuel de 50 F. Le Ministre estime que ces efforts pourraient récompenser les aides familiales et inciter celles qui ne sont pas au travail à s'inscrire, soit auprès d'un service privé, soit auprès d'un service public.

### b. Tâche morale des aides familiales.

Toutefois, la rémunération trop modeste n'est pas la seule cause de la désaffection des jeunes filles diplômées vis-à-vis de l'exercice de la profession d'aide familiale. Il est évident que l'on n'a pas assez souligné que l'aide familiale n'est pas tine femme de ménage mais qu'elle l'emplit dans le milieu familial, à côté de prestations matérielles, une tâche morale importante.

Il faut bien se rendre compte de la difficulté de l'exercice de la profession. La femme de ménage choisit la famille où elle travaille. L'aide familiale est tenue d'aller dans la famille désignée d'office par le service qui l'emploie.

Le Ministre est persuadé qu'à côté de l'amélioration du salaire des aides familiales, il faudra une action de propagande, qui mettra l'accent sur le côté intellectuel et moral de la profession. En d'autres termes, il faut une valorisation morale de l'action de l'aide familiale. Sans doute existent-il d'autres causes qu'il serait intéressant de connaître et le Ministre propose de soumettre l'examen de cette question au Centre d'étude de la population et de la famille.

### c. Aides oeuvrent Je l'enseignement professionnel.

Pour ce qui est des jeunes filles ayant terminé des études professionnelles et désirant travailler comme aide familiale, le Ministre signale ce qui suit:

Les personnes en "possession d'un brevet ou d'un certificat d'auxiliaire familiale, délivré par la section familiale d'une école professionnelle secondaire supérieure, sont dispensées de suivre un cycle de formation d'aide familiale. Toutefois, elles sont tenues d'effectuer, aux termes de l'arrêté royal du 3 avril 1967, un stage minimum de 120 heures. Pour cela il faut, aux termes de l'arrêté, que la preuve soit faite qu'un stage dans une institution a été effectué pendant la formation à l'école professionnelle.

A ces 120 heures de stage il faut ajouter, comme sujexion supplémentaire, l'obligation de suivre six jours de formation complémentaire. Il est tenu compte, ainsi, de la formation que ces jeunes filles ont reçue à l'école professionnelle. Mais il n'est pas possible de supprimer le complément de formation, qui leur permettra de mieux s'intégrer dans le service social d'aide familiale. Du reste, le groupe de travail Zwick, aux pages 3 et 4 de son 1<sup>er</sup> rapport de synthèse de 1966, déclarait à ce propos que:

« Le groupe de travail propose, pour les auxiliaires familiales :

— la suppression des stages en institutions, déjà donnés dans les écoles (réalisée par l'arrêté royal du 3 avril 1967);

oorzakcn aangehaald worden, onder meer de beperkte rijkssubsidie. In dat verband wijst de Minister erop dat zijn diensten diverse voorstellen onderzoeken ter verhoging van de subsidies aan de diensten voor gezinshelpsters. De desbetreffende bedragen zouden kunnen worden gekoppeld aan het index cijfer der consumptieprijs.

Een ander voorstel strekt ertoe aan de gezinshelpsters op het ogenblik van de herscholing een vergoeding van 150 F in plaats van de huidige 50 F toe te kennen. De Minister is van mening dat een en ander de gezinshelpsters beter zal behoren, en degene die niet te werk zijn gesteld ertoe zal aan zet ten zich te laten inschrijven bij een particuliere of openbare dienst voor gezinshulp.

### b. Morele taak der gezinshelpsters.

De te geringe beloning is er echter niet de enige oorzaak van dat zo weinig gediplomeerde jonge meisjes het beroep van gezinshelpster willen aanvatten. Het staat vast dat niet genoeg wordt gewezen op het feit dat de gezinshelpster geen werkster is, maar dat zij in het gezinsmilieu, naast materiële werkzaamheden, ook een belangrijke morele taak heeft.

Men moet er zich terdege rekenschap van geven hoe moeilijk dit beroep is. Een werkster kiest het gezin waarbij zij uit werken gaat. Een gezinshelpster echter moet werken in het gezin dan haar wordt aangetozen door de dienst die haar tewerkstelt.

De Minister is ervan overtuigd dat er, naast een verbetering in de salariering van de gezinshelpsters, propaganda moet worden gevoerd waarbij vooral nadruk wordt gelegd op de intellectuele en morele aspecten van het beroep. Daarom moet de werk van de gezinshulp moet vooral meer gevaloriseerd worden. Er zijn ongetwijfeld nog andere oorzaken, en het zou interessant zijn die te kennen; daarom stelt de Minister voor dit probleem voor te leggen aan het Centrum voor bevolkings- en gezinsstudien.

### c. Hulp van het beroepsonderwijs.

In verband met de meisjes die hun beroepsstudie beëindigd hebben en als gezinshelpsters willen werken merkt de Minister het volgende op :

De personen die houder zijn van een brevet of een getuigschrift van gezinshulp, afgeleverd door de familiale aldeeling van een hogere secundaire vakschool, zijn vrijgesteld van de opleidingscyclus van gezinshelpster. Luidens het bepaalde in het koninklijk besluit van 3 april 1967 dienen zij echter ten minste 120 uren stage te verrichten. Krachtens voornoemd besluit moeten zij daartoe het bewijs leveren dat zij tijdens hun opleiding aan de vakschool een stage volbracht hebben in een instelling.

Aan die 120 uren stage moet nog een bijkomende verplichting worden toegevoegd, met name om zes dagen aanvullende opleiding te volgen. Er wordt aldus rekening gehouden met de opleiding welke die meisjes in de vakschool hebben genoten. Maar het is niet mogelijk de aanvullende opleiding die het hun moet mogelijk maken zich beter in een sociale dienst voor gezinshulp in te schakelen, af te schaffen. Daarover rapporteerde de werkgroep Zwick op blz. 3 en 4 van haar eerste interimverslag over 1966 als volgt:

« Voor de gezinshelpsters stelt de werkgroep het volgende voor :

— afschaffing van de stages in instellingen, aangezien die stages reeds op school werden verricht (verwezenlijkt bij koninklijk besluit van 3 april 1967);

.-" la limitation des stages dans les familles à un stage de principe de 120 heures, par exemple, pour autant que les stages en famille organisés par les écoles Je soient en étroite collaboration avec les services d'aides familiales (réalisée par l'arrêté royal du 3 avril 1967);

- le maintien de la formation complémentaire de 6 jours, indispensable pour permettre aux candidates de prendre « l'esprit de la maison ». »

Actuellement une centaine d'aides, venant de l'enseignement professionnel secondaire supérieur, sont au travail dans des services agréés.

#### C. - Votes.

L'article 1<sup>er</sup> est adopté par 10 voix contre 7.  
L'amendement présenté par M. Castel (doc. n° 4,XXI/2) tombe par suite de l'adoption de cet article.

Les articles suivants ainsi que l'ensemble du budget sont également adoptés par 10 voix contre 7.

. Le rapporteur.

Le Président.

G. COPEE-GERBINET.

C. CORNET.

- beperking van de stages in gezinnen tot een principiële stage van b.v. 120 tuen, voor zover de door de scholen georganiseerde stages in gezinnen in nauwe samenwerking met de diensten voor gezinshulpsters worden georganiseerd [verweaeubtk] bij koninklijk besluit van 3 april 1967);

~ behoud van zesdaagse aanvullende opleiding, die onontbeerlijk is om de kandidaten vertrouwd te maken met « de geest van het werk ». »

Op dit ogenblik zijn ongeveer honderd helpsters, die uit het hoger secundair beroepsonderwijs komen, werkzaam in de aangenomen diensten.

#### C. - Stemminqen.

Artikel 1 wordt aangenomen met 10 tegen 7 stemmen.  
Ingevolge de goedkeuring van dat artikel vervalt het door de heer v-Qastel voorgestelde amendement (Stuk n° 4-XXI/2).

De volgende artikelen en het ontwerp in zijn geheel worden eveneens met 10 tegen 7 stemmen aangenomen,

De Verslaggever,

De Voorzitter,

G. COPEE-GERBINET.

C. CORNET.

## ANNEXES

I. Financement des primes à la construction et à rachat de logements avec estimation des charges financières découlant du préfinancement des prime, à la construction et à l'achat.

II. Autorisations de bâtir et activité de la construction.  
(Source: Institut National de Statistique).

III. Construction de logements à l'intervention des sociétés nationales.  
(Source: Société Nationale du Logement et Société Nationale de la Petite Propriété Terrière).

IV. Primes accordées par l'Etat à des particuliers pour la construction et l'acquisition de maisons.  
(Source: Ministère de la Famille et du Logement).

V. Prêts consentis par les sociétés de crédit agréées par la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite,  
(Source: Caisse Générale d'Epargne et de Retraite),

VI. Interventions de l'Etat dans les acquisitions, et les démolitions de taudis par les sociétés immobilières de service public et par les communes.  
(Source: Ministère de la Famille et du Logement).

VII. Allocations de démolition et de déménagement accordées aux particuliers dans le cadre des dispositions relatives aux logements insalubres.  
(Source: Ministère de la Famille et du Logement),

VIII. Programme des investissements pour 1969.

IX. Statistiques relatives aux crédits de la politique familiale.

X. Barèmes des primes à la construction et à l'achat..

## ANNEXE J.

## Financement des primes à la construction et à rachat de logements.

Pour les années allant de 1967 à 1975, une estimation a été faite, sous forme d'un tableau, des montants que devront probablement financer les organismes de financement agréés, ainsi que des charges budgétaires (Intérêts et amortissements) qui en découlent.

Pour ce qui concerne la période du 1 août 1967 au 31 juillet 1968, il faut faire observer que le préfinancement a seulement pris cours en octobre 1967 et a, pour ainsi dire, uniquement trait aux primes à la construction qui, par ailleurs, ont pratiquement été liquidés sur l'ancienne base (soit une moyenne de 36 000 F).

Le nombre de primes accordées pour la période 1967-1968 peut être évalué à ± 15 500 pour les primes à la construction et à ± 5250 pour les primes à l'achat.

Afin pouvoir procéder à une estimation pour les années antérieures, il faut tenir compte, à partir de 1968-1969, d'une augmentation moyenne annuelle de ± 750 primes à la construction et de ± 250 primes à l'achat, ainsi que des montants augmentés (une moyenne de 65 500 F pour les primes à la construction et de 38 500 F pour les primes à l'achat),

Quant aux paiements, on constate actuellement un retard assez important à combler, se chiffrant notamment à ± 75 millions pour les primes à l'achat de l'année 1967 et à ± 118 millions pour les primes à l'achat des sept premiers mois de 1968, ainsi qu'un montant de ± 33 millions pour les primes à la construction. On estime que ce retard sera complètement comblé durant la période 1968-1969 et, par conséquent, le préfinancement pour cette période peut être évalué comme suit :

## BIJLAGEN

I. Financiering van bouw- en aankooppremies met een raming van de evolutie van de begrotingslasten voortspruitend uit de prefinancering del' bouw- en aankooppremies.

II. Bouwverquinnings en bouwactviteit.  
(Bron: Nationaal Instituut voor de Statistiek).

III. Woningbouw door bemiddeling van de nationale maatschappijen.  
(Bron: Nationale Maatschappij voor de Hulstvesting en Nationale Maatschappij voor de Kleine Laridetqendorn).

IV. Door de Staat aan particulieren toegekende premies voor de bouwen de aankoop van hulzen.  
(Bron: Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin).

V. Leningen toegekend door de kredietmaatschappijen die door de Algemene Spaar- en Lijfrentekas zijn erkend.  
(Bron: Algemene Spaar- en Lijfrentekas).

VI. Staatsinterventies bij de aankoop en de sloping van krotwoningen door de bouwmaatschappij en tot nut van het algemeen en door de gemeenten.  
(Bron: Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin).

VII. Aan de particulieren toegekende sloop- en verhuistoelagen in het raam van de beschikkingen betreffende de ongezonde woningen.  
(Bron: Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin).

VIII. Investeringsprogramma voor 1969.

IX. Stuntsteken met betrekking tot de kredieten voor het gezinsbeleid.

X. Prentieschalen ~ Bouw- en aankooppremies,

## BIJLAGE J.

## Financiering van bouw- en aankooppremies,

In tabelvorm worden, voor de jaren 1967 tot 1975 de bedragen geraamd die door de erkende inlanderingsorganismen vermoedelijk zullen worden uitbetaald evenals de begrotingslasten (interest + delging) die uit deze prefinanciering zouden voortspruiten.

Wit de periode van 1 augustus 1967 tot 31 juli 1968 betrifft dient te worden opgemerkt dat de prefinanciering feitelijk slechts in de maand oktober 1967 is gestalt en ornzegens uitsluitend betrekking heeft op bouwpremies, die daarenboven praktisch alleen nog uitbetaald werden op basis van de eude premiebedragen, zijnde gemiddeld 36 000 F.

Het aantal in de periode 1967-1968 toegezegde premies mag geraamd worden op ± 15 500 bouwpremies en ± 5250 aankooppremies.

Om de evolutie over de volgende jaren te kunnen beoordelen dient van 1968-1969 af rekening gehouden met een gemiddelde toename van jaarlijks ± 750 bouwpremies en ± 250 aankooppremies, alsook met de verhoogde bedragen (gemiddeld 65 500 F voor de bouwpremies en 38 500 F voor de aankooppremies),

Inzake uitbetaling is er echter nog een tamelijk grote achterstand in te lopen, nl. een bedrag van ± 75 miljoen voor aankooppremies van 1967, een bedrag van ± 118 miljoen voor de aankooppremies betreffende de eerste zeven maanden van 1968 en een bedrag van ± 33 miljoen voor de bouwpremies. Er wordt voorzien dat deze achterstand tijdens de periode 1968-1969 volledig zal wegwerken zijn, zodat voor deze periode de volgende prefinanciering kan worden verwacht:

- prunes à la construction:

1967-1968: ± 500 primes il 65500 F ... ... = 32750 000 F  
1968-1969: ± 16250 prunes il 65500 F ... ... = 1 064 275 000 F

- primes à l'achat:

1967: primes ... ... ... ... ... ... ... ... 75 000 000 F  
1968 : 3065 primes il 38 SaD F ... ... ... ... = 118 002 500 F  
1968-1969: 5 500 primes à 38 500 P ... ... ... ... = 211 750 000 F

Total: ... ... ... 1501 777 500 F

Le taux d'intérêt de 6,86 % actuellement en vigueur, avec son annuité, connexe de l'US % ont servi de base pour le calcul des charges budgétaires.

Les intérêts intercalaires ont, via la ventilation des paiements sur toute l'année, été calculés pour une durée de 6 mois.

Il faut encore noter que, suite à la régression du taux d'intérêt de 7,07 % à 6,86 % d'une part, et d'autre part suite à l'application tardive du nouveau système de préfinancement, les crédits accordés pour 1968 et ceux sollicités pour 1969, entraîneront probablement un boni..

**Estimation  
de révolution des charges budgétaires  
découlant du préfinancement des primes  
à la construction et à l'achat.**

Période: 1968-1975.

(en milliers de francs).

- boupprimes :

1967-1968: ± 500 premies il 65500 F " ... = 32750000 F  
1968-1969: ± 16250 premes il 65 000 F ... = 1 064 275 000 F

- aankoopprimes :

premies 1967: ... ... ... ... ... ... ... ... 75 000 000 F  
premies 1968: 3 065 p-emies il 38 500 ... ... = 118 002 500 F  
premies 1968-1969 : 5 500 prennés il 38 500 ... = 211 750 000 F

Totaal : ... ... ... 1 501 777 500 F

Voor de berekening van de begrotingslasten werd de huidige geldende rentevoet van 6,86 %, met een daarmee overeenstemmende annuiteit van 11,15 % als basis genomen.

De intercalaire interesten werden, gezien de spreiding van de betrekkingen over gans het jaar, berekend voor een duur van 6 maanden.

Er was nog opgemerkt dat, ingevolge de daling van de rentevoet van 7,07 % tot 6,86 %, enerzijds, en het laatstig in werking stellen van het nieuwe financieringssysteem, anderzijds de voor 1968 toegekende en de voor 1969 aangevraagde kredieten 'blijvbaar' een batig saldo zullen laten.

**Raming  
van de evolutie van de begrotingslasten  
voortspruitend uit de prefinciering  
del' bouw- en aankooppremies.**

Période: 1968~1975.

(in duizenden frank).

Capitaux avancés Voorqueschoten kapitalen		Charges budgétaires Begrotingslasten																				
		Période		Montants		1968		1969		1970		1971		1972		1973		1974		1975		
Période	Perioden	du 1-8	au 31-7	Bedragen																		
du 1-8	van 1-8	tot 31-7																				
1967	1968	519480	I. I. 8170	A	77967	A	77967	A	77967	A	77 967	A	77 967	A	77967	A	77967	A	77967	A	77967	
1968	1969	1501 778	~	LI.	51 511	A	212502	A	212 502	A	212502	A	212502	A	212502	A	212502	A	212502	A	212502	
1969	1970	1 334775	~			LI.	45784	A	188874	A	188874	A	188874	A	188874	A	188874	A	188874	A	188874	
1970	1971	1393525	~					LI.	47800	A	197190	A	197190	A	197190	A	197190	A	197190	A	197190	
1971	1972	il 452275	~						LI.	49816	A	205506	A	205506	A	205506	A	205506	A	205506	A	205506
1972	1973	11511025	~							LI.	51832	A	213 822									
1973	1974	1569775	~																			
1974	1975	1628525	~																			
Totaux annuels des charges budgétaires. ~ Totale begrotingslasten voor het jaar ...					8170		129478		336253		527143		726349		933871		1149709		1373863			

Légende:

I. I. ~ Intérêt intercalaire.

A := Annuités annuelles fixes: Intérêt + amortissement.

Legende:

L.I. = Intercalaire intrest.

A = Vaste [aarrlikse annuiteten : Intrest + delging.

## ANNEXE II.

## BIJLAGE II.

## Autorisation de bâtir et activité de la construction.

(Source: L.N.S.)

## Bouwvergunningen en bouwactiviteit.

(Bron: N.I.S.)

Années [aren]	Bâtiments autorisés Toegelezen gebouwen				Logements achevés Voltooide woningen	
	Constructions nouvelles et reconstructions totales		Constructions nouvelles, reconstructions totales, transformations, extensions		Constructions nouvelles et reconstructions totales	
	Nieuwbouw en volledige wederopbouw	Nieuwbouw, en gedeeltelijke verbouwingen	volledige wederopbouw, uitbreidingen	-1	Nieuwbouw en volledige wederopbouw	
1956 ... ... ...	(a) 33712	(b) 3921	(c) 13353	7171	(a)	(h)
1957 ... ... ...	34904	3618	44659	6740	41 153	741
1958 ... ... ...	32329	2636	42018	5348	38998	~96
1959 ... ... ...	38909	3036	49003	6272	42346	537
1960 ... ... ...	11 102	3151	51052	6837	46841	561
1961 ... ... ...	44552	3498	55324	7589	49030	649
1962 ... ... ...	38530	1957	48748	8045	43 803	639
1963 ... ... ...	38686	6016	51477	9570	38029	655
1964 ... ... ...	44235	6583	59500	10695	50586	928
1965 (*) ... ...	39254	6562	56897	11002	56289	1100
1966 (*) ... ...	42648	8701	65926	13908	18896	974
1967 (*) ... ...	36911	8397	58156	13 153	47016	833

- (a) Résidentielles.  
 (b) Non résidentielles.  
 (\*) Chiffres provisoires.  
 - Chiffres non disponibles.

- (a) Woongebouwen,  
 (b) Andere dan woongebouwen.  
 (\*) Voorlopige cijfers.  
 - Niet beschikbare cijfers.

## ANNEXE III.

## Construction de logements à l'intervention des sociétés nationales.

(Source: S. N. L, et S. N. P, P. T.)

### BIJLAGE III.

## Woningbouw door bemiddeling van de nationale maatschappij,

(Bron: N. M. H. en N. M. K. L.)

## ANNEXE IV.

## BIJLAGE IV.

Primes accordées par l'Etat à des particuliers pour la construction et l'acquisition de maisons.

(Source: Ministère de la Famille et du Logement).

Door de Staat aan particulieren toegekende premies voor de bouw en de aankoop van huizen;

(Bron: Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin.)

Années [aren]	Primes à la construction				Primes à l'acquisition			
	Bouwpremies				Aankooppremies			
	Primes notifiées	Primes mises en liquidation	Primes notifiées	Primes mises en liquidation				
	Cenotificeerde premies	Betaalbaar gestelde premies	Genotificeerde premies	Betaalbaar gestelde premies				
	Nombre Aantal	Nombre Aantal	Montants (en milliers de francs)	Bedragen (in 1 000 P)	Nombre Aantal	Nombre Aantal	Montants (en milliers de Francs)	Bedragen (in 1 000 F)
1948 à 1953 inclus. - 1948 Vm 1953	89782	7990D	2522. 232		7650	4821	136 182	
1954 ... ... ...	18617	19600	66184/-		2595	2023	634/9	
1955 ..." ... ...	11893	12141	421095		2490	1903	60 036	
1956 ..." ... ...	10790	11 156	378658		2613	2436	76830	
1957 ... ... ...	11794	II 652	401107		3105	2635	87724	
1958 ... ... ...	11931	12529	418785		2450	3005	101880	
1959 ... ... ...	24131	I/ 374	573 604		2411	2884	92 910	
1960 ... ... ...	21798	24514	814992		2656	1995	65263	
1961 ... ... ...	20 285	19211	636903		2553	2387	78670	
1962 ... ... ...	17695	18445	612687		3175	2017	66615	
1963 ... ... ...	16133	13 099	434965		2704	2423	81189	
1964 ... ... ...	19076	20 168	666529,5		3838	2197	76613,	
1965 ... ... ...	15809	15 119	19678/-		4328	3828	136173,9	
1966 ... ... ...	13044	14 221	464112		3364	3618	125987,1	
1967 ... ... ...	14 893	Ia 989	299225		4142	1657	59248,3	

La prime est notifiée au particulier, futur constructeur ou futur acheteur, qui remplit les conditions requises pour en bénéficier. Elle lui est payée lorsqu'il fournit la preuve que la maison est construite ou achetée. La prime est considérée comme «mise en liquidation» au moment où l'arrêté ministériel qui en ordonne le paiement est signé.

De prime wordt genoemd aan de particulier - toekomstig bouwer of toekomstig koper - die de voorwaarden vervult om ze te kunnen verkrijgen. Zij wordt beschouwd als «betaalbaar gesteld» op het ogenblik dat het ministerieel besluit dat de betaling beveelt ondertekt is,

## ANNEXE V.

Prêts consentis par les sociétés de crédit  
accordés par la Caisse Générale d'Epargne  
et de Retraite.

(Source: C. G. E. R.)

## BIJLAGE V.

Leningen toegekend door de kredietmaatschappijen  
die door de Algemene Spaar-  
en Lijfrentekas zijn erkend.

(Bron: A. S. L. K.)

Années et trimestres Jaren en kwartalen	Achat		Construction		Amélioraton		Total	
	Aankoop		Bouw		Verbetering		Totaal	
	Nombre de prêts Aantal leningen	Montant (en milliers de francs) Bedragen (in 1000 F)	Nombre de prêts Aantall leningen	Montants (en milliers de francs) Bedragen (in 1000 F)	Nombre de prêts Aantal leningen	Montants (en milliers de francs) Bedragen (in 1000 F)	Nombre de prêts Aantal leningen	Montants (en milliers de francs) Bedragen (in 1000 F)
1953 .....	6813	674169	890~	1703562	839	40685	1655*	2418416
1954 .....	6476	719560	977J	[ 92 193	700	38446	1699~	2670199
1955 .....	5936	723379	9737	1 967207	572	28769	16245	2719355
1956 .....	5354	687865	8041	1 647334	527	28457	13 922	2363656
1957 .....	4703	635881	8400	1 761085	491	28491	13594	2425457
1958 .....	5105	732506	7938	1692841	546	32 068	13 589	2457415
1959 .....	5667	850193	8714	1 887984	735	43597	15116	2781773
1960 .....	5536	875235	7761	1730502	618	37149	13 915	2642885
1961 .....	4 948	799794	6442	1 464374	514	33515	1190~	2297682
1962 .....	6194	1 076496	6504	1 551 502	611 (1)	43228	13 309 (1)	2671226
1963 .....	6387	1165 007	5821	1 175809	736 (2)	52896	12941 (2)	2693712
1964 .....	6860	1382 064	6885	1 882759	I 102 (3)	85777	14 647 (3)	3350 600
1965 .....	6581	1458753	5856	1 769278	1039 (4)	87114	13476 (4)	3515145
1966 .....	5451	1273867	55411	1 712462	1024	84668	12019	3070997
1967 (*) .....	H5t	1242091	4318	1412647	800 (5)	76398	10 072 (5)	2731 136
1 <sup>er</sup> trim. 1967 (*) ~ 1 <sup>er</sup> kwart. 1967 (*)	I 216	294782	1044	326383	129	11024	2389	632389
2 <sup>nd</sup> trim. 1967 (*) ~ 2 <sup>nd</sup> kwart. 1967 (0)	1284	305000	1034	327799	168	17267	2486	650066
3 <sup>rd</sup> trim. 1967 (*) ~ 3 <sup>rd</sup> kwart. 1967 (*)	I 100	277 549	1074	352909	198	19243	2372	649701
4 <sup>th</sup> trim. 1967 (*) ~ 4 <sup>th</sup> kwart. 1967 (*)	I 60	306640	1068	364922	169	21 261	2397	692 823

(\*) Chiffres provisoires.

Tous les montants étant arrondis après addition, les sommes des colonnes ont des lignes ne doivent pas restituer les chiffres totaux.

(1) Y compris 490 prêts complémentaires pour un montant de 29059000 F.

(2) Y compris 610 prêts complémentaires pour un montant de 36909000 F.

(3) Y compris 932 prêts complémentaires pour un montant de 63514 000 F.

(4) Y compris 905 prêts complémentaires pour un montant de 65368000 F.

(5) Y compris 685 prêts complémentaires pour un montant de 56641000 F.

(\*) Voorlopige cijfers.

Daar alle bedragen na optelling ifgerond werden, geven de verticale en horizontale sommen de totale bedragen niet weer.

(1) Inbegrepen 490 bijkomende leningen voor een bedrag van 29 059 000 F.

(2) Inbegrepen 640 bijkomende leningen voor een bedrag van 36 909 000 F.

(3) Inbegrepen 932 bijkomende leningen voor een bedrag van 63 514 000 F.

(4) Inbegrepen 905 bijkomende leningen voor een bedrag van 65 368 000 F.

(5) Inbegrepen 685 bijkomende leningen voor een bedrag van 56 641 000 F.

## ANNEXE VI..

Interventions de l'Etat dans les acquisitions et les démolitions de taudis par les sociétés immobilières de service public et par les communes.

(Source: Ministère de la Famille et du Logement.I)

## BIJLAGE VI..

Staatsinterventies bij de aankoop en de sloping van krorwoningen door de bouwmaatschappijen tot nut van het algemeen en door de gemeenten.

(Bron: Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin.)

Situation au 31 décembre (chiffres cumulatifs)	Toestand op 31 december (cumulatieve cijfers)	Acquisition et démolition par les sociétés agréées de la S.N.P.P.T. et de la S.N.L. (art. 8, loi du 7 décembre 1953)			Acquisition et démolition par les communes (art. II loi du 7 décembre 1953)		
		Aankoop en sloping door de maatschappijen erkend door de N.M.K.1. en de N.M.H. [art. 8, wet van 7 decembre 1953]			Aankoop en sloping door de gemeenten (art. 11, wet van 7 december 1953)		
		Interventions accordées Verleende interventies					
Nombre de logements à démolir	Valeur des bâtiments à démolir (en milliers de francs)	Annuité à charge de l'Etat (en milliers de francs)	Nombre de logements à démolir	Valeur des bâtiments à démolir (en milliers de francs)	Subside à charge de l'Etat (en milliers de francs)	Subsidié ten laste van de Staat (in 1000 F)	
Aantal te slopen woningen	Waarde van de te slopen gebouwen (in 1000 P)	Annuité ten laste van de Staat (in 1000 F)	Aantal te slopen woningen	Waarde van de te slopen gebouwen (in 1000 P)			
1957 ... ... ... ...	1043	102785	1424	2350	214530	143609	
1958 ... ... ... ...	1043	102785	1424	2726	238720	160560	
1959 ... ... ... ...	1043	102785	1424	3621	340 040	227850	
1960 ... ... ... ...	1086	130 890	1603	4994	503760	327938	
1961 ... ... ... ...	1293	156890	1947	6437	660 160	437508	
1962 ... ... ... ...	1306	156890	1947	8164	885370	590538	
1963 ... ... ... ...	1316	158890	1963	9803	1103870	731488	
1964 ... ... ... ...	1316	158890	1963	11315	1324770	883118	
1965 ... ... ... ...	1185	178589	2265	12742	1 569140	1014 058	
1966 ... ... ... ...	1530	181963	2295	15137	2 137 110	1 137751	
1967 ... ... ... ...	1530	181963	2295	16441	2393220	1 606930	

## ANNEXE VII

Allocations de démolition et de déménagement accordées aux particuliers dans le cadre des dispositions relatives aux logements insalubres.

(Source: Ministère de la Famille et du Logement.)

## BIJLAGE VII.

Aan de particulieren toeekende sloop' en verhuistoelagen in het raam van de beschikkingen betreffende de ongezonde woningen.

(Bron: Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin.)

Situation au 31 décembre (chiffres cumulatifs) Totaal op 31 decemper (cumulatieve cijfers)	Allocations de démolition, Sloopoelagen		Allocation" de dénégancement Verhuistoelagen	
	Liquidées		Ultbetaalde toelagen	
	Nombre Aantal	Dépense" Uitgaven (in 1000 F)	Nombre Aantal	Dépenses (en milliers de francs) Uitgaven (in 1000 Pi)
1958	10314	185784	6318	12636
1959	13934	252828	8613	17226
1960	18648	343093	10573	21 H6
1961	24498	467402	12463	24926
1962	29 BOB	559674	14 663	29326
1963	33018	624 518	16253	32506
1964	39588	755952	19133	38266
1965	44918	864 947	21383	42766
1966	52570	1024390	23503	47006
1967	58241	1 146333	26401	52802

## ANNEXE VIII.

Programme des investissements pour 1969.

## 1. Société Nationale d'l! Logement.

## BIJLAGE VIII.

Investeringsprogramma voor 1969.

## 1. Nationale Maatschappij (JODI) de HiliSIJesting.

	Programme à 100% (millions de F) Programma 100% (miljoenen F)	%	Programme à 85% (millions de P) Programma 85% (miljoenen P)	
<i>Programmes ordinaires.</i>				
Partie flamande ...	2533	49,73	2153	Gewone pro(l)C'ammals.
Partie francophone ...	162&	31,97	1384:	Vlaamse gewesten .
Bruxelles (19 communes) ...	932	18,30	792	'Wal lonie'. Brusselse agglomeratie (19 gemeenten) .
Totaux ...	5093	100	4329	Totalen.
<i>PC'og'lammes spéciaux.</i>				
Centre ...	239	12,50	204	Speciale propprommo's: .
Borinage ...	239	12,50	201	Centrum.
Liège [arrondissement] ...	100	20,92	340	Borinage.
Huy-Waremme ...	78	4,0&	66	Luik (armdissem"nt).
Westhoek ...	178	25,00	106	Hoel-Borqworm,
Limbourg ...	478	25,00	106	Westhoek .
Totaux ...	1912	100	1626	Limburg q.
Totaux des deux programmes ...	7005		5955	Totalen.
Totaux voor de twee prograuna's.				

## 2. Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne.

## 2. Nationale Maatschappij uooc de Kleine Landeiqendom,

Région	Prés individuels (millions de P) Individuele leningen (miljoenen F)	Chantiers collectifs (terrains compris) (millions de F) Collectieve we rven (gl'Onnen inbegrepen) (miljoenen F)	Totaux [millions de P] Totalen [miljoenen F]	%	Streek
<i>Programme ordinaire à 100 %'</i>					
Wallonne ...	155,545	390,233	545,778	39,18	Geioon pro qesmme 100%.
Flamande ...	241,455	605,167	847,222	60,82	Wallonië .
Agglomération bruxelloise ...	-	-	-	-	Vlaamse gewesten .
Totaux ...	397,000	996,000	1393,000	100	Brusselse agglomeratie. .
<i>Programme ordinaire à 85 %'</i>					
Wallonne ...	132,213	331,698	463,911	39,18	Totalen,
Flamande ...	205,237	511,902	720,139	60,82	Gewoon programma 85 %.
Agglomératiin bruxelloise ...	-	-	-	-	Wallonië .
Totaux ...	337,150	846,600	1 184,050	100	Vlaamse gewesten.
<i>Pl'Ogramne supplémentaire à 100 %'</i>					
Borinage-Centre ...	48.000	98.250	146.250	25	Brontaqe-Centrum.
Huy-Liège ...	48.000	98.250	146.250	25	Hoc-Luik.
Limbourg ...	48.000	98.250	146.250	25	Limburg.
Westhoek ...	48.000	98.250	146.250	25	Westhoek.
Totaux ...	192.000	393.000	585.000	100	Totalen .
<i>Programme supplémentaire à 85 %.</i>					
Borinage-Centre ...	46.800	83.512	124.312	25	Borinage-Centrum.
Huy-Liège ...	46.800	83.513	124.313	25	Hoc-Luik.
Limbourg ...	46.800	83.512	124.312	25	Limburg.
Westhoek ...	40.800	83.513	124.313	25	Westhoek.
Totaux ...	163,200	334.050	497.250	100	Totalen,

3. Fonds dû Logement cde la Ligne  
des Familles Nombreuses.

3.' Woningfonds  
Jæft de Bond der Grote Gezlnncn,

	Norme 85 %	%	Norme 100 %	
	85 : 0		Norme 100 : 0	
Région flamande ".	433 000 000	68.08	509 000 000	Vlaamse gewesten
Région wallonne ...	184 000 000	28.93	217000000	Wällonië
Agglomération bruxelloise (19 communes) ...	19000000	2.99	23 000 000	Brusselse agglomeratie (19 gemeenten).
<b>Totaux</b> ...	<b>636 000 000</b>	<b>100</b>	<b>749000 000</b>	

## ANNEXE IX,

Statistiques l'datives  
aux crédits de la politique familiale.

## 1. Services d'aide aux familles :

Ils sont polyvalents et fonctionnent tous également en tant qu'aide aux personnes âgées:

Services privés	29
Services publics (provinces, communes, commissions d'assistance publique, Intercommunales)	56

## b) Service d'aide aux personnes âgées:

Service privé	1
Services publics (provinces, communes, commissions d'assistance publique, intercommunales)	"

## 2. Nombre d'aides familiales et d'aides seniors.

## a) Nombre d'attestations de capacité d'aides familiales et d'aides seniors :

	Aides familiales	Aides seniors
31-12-1965	7159	141
31-12-1966	7652	489
31-12-1967	820f	991
15-10-1968	8663	1319

## b) Nombre d'aides familiales et d'aides seniors effectivement en fonction :

	Aides familiales	Aides stagiaires	Aides seniors	Aides stagiaires
31-12-1965	2219	292	80	59
31-12-1966	2353	262	304	51
31-12-1967	2696	285	537	165
30-6-1968	28t7		611	409

## 3. Centres de formation privés et publics.

## a) pour aides familiales.

Exercice budgétaire	Nombre de cycles	Nombre d'élèves
1965	29	388
1966	36	530
1967	32	570

En 1967, les centres de formation privés comptaient 28 cycles, contre 4 cycles seulement dans les centres de formation publics.

A cela s'ajoutaient en 1967: 14 journées de formation complémentaire organisées par les centres privés. Un centre public organisa également des journées de formation complémentaire,

## b) pour aides seniors.

Exercice budgétaire	Nombre de cycles	Nombre d'élèves
1965	6	127
1966	30	389
1967	31	432

En 1967, les centres de formation privés comptaient 28 cycles, les centres publics, 3 cycles.

Il faut encore ajouter pour 1967: 13 cours de perfectionnement pour aides familiales et aides seniors « diplômées », tous organisés par des services privés.

## BIJLA.GE IX.

## Statistieken met betrekking tot de kredieten voor het gezinsbeleid.

## 1. Diensten voor gezinshulp.

## a) Diensten voor gezinshulp ..

Deze zijn polyvalent en werken allen tevens aan de bejaardenhulp :

Prive diensten	29
Openbare diensten (provincies, gemeenten, commissies van openbare onderstand, intercommunales)	56

## b) Diensten voor bejaardenhulp :

Prive-dienst	1
Openbare diensten (provincies, gemeenten, commissies van openbare onderstand, intercommunales)	4

## 2. Aantl. gezins- en bejaardenhelpsters.

## a) Aantal bekwarmheidsq etuijschriften van gezins- en bejaardenhelpsters :

	Gezinshelpsters	Bejaardenhelpsters
31-12-1965	7159	141
31-12-1966	7652	489
31-12-1967	8201	991
15-10-1968	8663	1319

## b) Aantal werkeliik, indienst zijnde gezins, en bejaardenhelpsters :

	Gezins-helpsters	Bejaarden-helpsters	Bejaarden-helpsters stagiaires
31-12-1965	2249	292	80
31-12-1966	2353	262	304
31-12-1967	2696	285	537
30-6-1968	2847	611	409

## 3. Private en openbare opleidingscentra.

## a) voor gezinshelpsters.

Begrotingsjaar	Aantal cyclussen	Aantal leerlingen
1965	29	388
1966	36	530
1967	32	570

In 1967 waren er 28 cyclussen in private opleidingscentra en slechts 4 cyclussen in openbare opleidingscentra,

Hierbij kwamen nog in 1967: 14 aanvullende opleidingsdagen ingeplaatst door private centra. Een openbaar centrum richt ook aanvullende opleidingsdagen in.

## b) voor bejaardenhelpsters.

Begrotingsjaar	Aantal cyclussen	Aantal leerlingen
1965	6	127
1966	30	389
1967	31	432

In 1967 waren er 28 cyclussen in private opleidingscentra en 3 cyclussen in openbare centra.

Hierbij komen nog in 1967: 13 vervolmakeningsecurussen voor « gediplomeerde » gezinshelpsters en bejaardenhelpsters, alle ingeplaatst door private diensten.

## ANNEXE X.

## BIJLAGE X,

Barème des primes..

Base: Indice 105.88 des prix à la consommation.

Premieschalen.

Basis: Index 105.88 der prijzen bij consumptie,

Revenus	Prime à la construction Bouwpremie	Prime à la construction et prime à rachat (*) Bouw- en aankooppremie (')	Inkomens
Grandes agglomérations (Anversoise, Bruxelloise, Charleroi, Gantoise et Liégeoise).			Grote agglomeraties van Antwerpen, Brussel, Charleroi, Gent en Luik:
Jusqu'à 133000 F .. . . . .	60 000 F	32500 F	Tot 133000 F.
De 133001 F à 143000 F .. . . . .	50 000 F	27000 F	Van 133001 F tot 143000 F.
De 143001 F à 153000 F .. . . . .	35 000 F	19000 F	Van 143001 F tot 153000 F.
De 153001 F à 163000 F .. . . . .	20 000 F	11000 F	Van 153001 F tot 163000 F.
Communes de plus de 30 000 habitants et communes assimilées.			Gereneerten met meer dan 30 000 inwoners en gelijkgeschakelde gemeenten,
Jusqu'à 121000 F .. . . . .	55 000 P	30000 fi	Tot 121000 F.
De 121001 F à 131000 F .. . . . .	46 000 F	25000 F	Van 121001 F tot 131000 F.
De 131001 F à 141000 F .. . . . .	32 000 P	18000 F	Van 131001 F tot 141000 F.
De 141001 F à 151000 F .. . . . .	18 000 P	10000 F	Van 141001 F tot 151000 F.
Autres communes.			Andere gemeenten.
Jusqu'à 121000 F .. . . . .	50 000 F	27500 F	Tot 121000 F.
De 121001 F à 131000 F .. . . . .	42 000 F	23 000 F	Van 121001 F tot 131000 F.
De 131001 F à 141000 F .. . . . .	29 000 F	16 000 F	Van 131001 F tot 141000 F.
De 141001 F à 151000 F .. . . . .	17 000 F	10 000 fi	Van 141001 F tot 151000 fl.

(\*) Les montants l'epuis dans cette colonne ont trait :

a) à la prime à la construction il octroyer lorsque:

- 1) la demande concerne un logement comprenant moins de 2 chambres à coucher,  
 2) la demande est introduite avant le 1<sup>er</sup> janvier 1968 et non renouvelée depuis lors.  
 3) le gros œuvre du logement unifamilial ou de l'immeuble comprenant l'appartement a été entamé avant le 1<sup>er</sup> janvier 1968.

b) à la prime à l'achat de logements construits par le secteur public,

(\*) De in deze kolom vermelde bedragen betreffen :

a) de bouwpremie toe te kennen Indien :

- 1) de aanvraag die betrekking heeft op een woning met minder dan 2 slaapkamers,  
 2) de aanvraag voor 1 januari 1968 werd ingediend en sedertdien niet werd hernieuwd,  
 3) de ruwbouw van de ééngezinswoning of van het gebouw waarin het appartement behoort, werd aangevat voor 1 januari 1968,

b) de aankooppremie van door de openbare sector gebouwde woningen,